

Université de Montréal

**Le nationalisme arabe, vu par
L'Humanité et Le Populaire (1945-1962)**

par

Andréanne Boisjoli

**Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences**

**Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.)
en histoire**

**Avril 2003
© Andréanne Boisjoli, 2003**



D

7

U54

2003

V.017

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :
Le nationalisme arabe, vu par
L'Humanité et Le Populaire (1945-1962)

présenté par
Andréanne Boisjoli

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Président-rapporteur : Paul Létourneau

Directeur de recherche : Samir Saul

Membre du jury : Louis Michel

Mémoire accepté le 12 juin 2003

Sommaire

Ce mémoire vise à dégager l'opinion émise par les deux principaux partis de la gauche française, soit le PCF et la SFIO, au sujet du nationalisme arabe, de 1945 à 1962, et ce à travers leurs journaux respectifs, *L'Humanité* et *Le Populaire*. Malgré l'association généralement effectuée entre la gauche et l'anticolonialisme, on constate que ces deux partis ont eu beaucoup de difficulté à adhérer aux revendications des nationalistes.

Au Maghreb, par exemple, alors que jusqu'en 1950, les deux partis s'opposent à tout nationalisme, les communistes d'abord, puis les socialistes, finissent par approuver la plupart des revendications portées par le Néo-Destour et l'Istiqlal. Quant au nationalisme algérien, le PCF adopte une position ambiguë lorsque la guerre est déclenchée, se réclamant de l'anticolonialisme, mais hésitant longtemps à adhérer aux thèses les plus fondamentales du nationalisme. Quant aux socialistes, leur appui à l'Algérie française les empêche d'admettre la moindre requête des nationalistes, et ce jusqu'en 1960.

Au Moyen-Orient, la création d'Israël reçoit l'appui des socialistes et des communistes, le problème posé par l'expulsion des Palestiniens étant relégué au second plan. Alors que les socialistes continuent d'appuyer inconditionnellement l'État hébreu, les communistes, à l'instar de Moscou, cherchent ensuite à se rapprocher des Arabes. En Égypte, le nationalisme s'oppose au maintien des troupes britanniques dans la vallée du Nil, et reçoit l'aval des communistes, qui sont hostiles à l'impérialisme anglo-saxon, mais pas celui des socialistes, qui le jugent raciste. Lorsque Nasser s'empare du pouvoir, entamant un virage en faveur du bloc soviétique, les socialistes condamnent le nouveau régime, tandis que le PCF le considère comme un allié dans la lutte anti-impérialiste.

Il ressort de cette étude que la gauche française, en dépit de sa prétention à s'opposer à toute forme d'oppression, est demeurée longtemps prisonnière de son européocentrisme. Ce mémoire démontre ainsi que socialistes et communistes ont longtemps approuvé des systèmes qui impliquaient l'assujettissement d'une nation par une autre, et qu'ils ont souvent attendu d'y être poussés par les événements pour approuver les requêtes des nationalistes arabes.

Mots-clé : socialisme, communisme, France, décolonisation, États arabes.

Abstract

This dissertation is about the position of the PCF and the SFIO, the two principal parties of the French political left, on Arab nationalism, from 1945 to 1952, as expressed in their respective newspapers, *L'Humanité* and *Le Populaire*. In spite of the association generally made between the political left and anticolonialism, these two parties had much difficulty accepting the claims of nationalist movements.

In the Maghreb, for example, until 1950, the two political parties opposed independence. Communists first, then Socialists, ended up approving most of the demands of the Néo-Destour and the Istiqlal. In Algeria, however, accepting the legitimacy of nationalism was more difficult. When the war began, the PCF has an ambiguous position, claiming anticolonialism, but hesitating for a long time to adhere to the most significant requests of the nationalists. As for the Socialists, their support to French Algeria prevented acceptance of any nationalist claim until 1960.

In the Middle East, the creation of Israel received the unanimous support of Socialists and Communists, the problem arising from the massive expulsion of the Palestinians being relegated to a position of secondary importance. Whereas the Socialists continued, throughout the period under study, to support Israel unconditionally, the Communists, like the USSR, sought to gain the friendship of the Arabs and advocated the right of the Palestinian refugees to go back to their home. In Egypt, the nationalists, who opposed to the presence of British army in the country, had the support of the Communists, who were hostile to Anglo-American imperialism, but not that of the Socialists, who saw them as racist and sectarian. When Nasser came to power, bringing Egypt closer to USSR, the Socialists condemned the new government, while the PCF perceived it as an ally in the anti-imperialist struggle.

This study shows that the French political left, in spite of its self-portrayal as egalitarian and opposed to any form of oppression, remained for a long time a prisoner of its own eurocentrism.

Mots-clé: socialism, communism, France, decolonization, Arab states.

Table des matières

<i>Sommaire</i>	iii
<i>Abstract</i>	iv
<i>Liste des sigles</i>	viii
<i>Remerciements</i>	ix
<i>Introduction</i>	1
Le Maghreb	4
Le Moyen-Orient	7
Méthodologie	8
<i>Chapitre premier . Tunisie, Maroc : les protectorats</i>	11
I. 1945-1950 : rejet des nationalismes nord-africains	14
<i>Le Populaire</i>	22
<i>L'Humanité</i>	24
II. 1950-1956 : changement de cap progressif	29
a. Le Maroc	29
<i>Le Populaire</i>	30
<i>L'Humanité</i>	34
b. La Tunisie	41
<i>Le Populaire</i>	42
<i>L'Humanité</i>	50
<i>Chapitre second : L'Algérie</i>	58
I. 1945-1954 : la gauche française s'accroche à l'Algérie	60
a. Mai 1945	61
<i>Le Populaire</i>	63
<i>L'Humanité</i>	64
b. Les nationalistes algériens	67
<i>Le Populaire</i>	67
<i>L'Humanité</i>	70
c. La France et l'Algérie	73
<i>Le Populaire</i>	74
<i>L'Humanité</i>	75

II. 1954-1962 : c'est la guerre	78
a. 1 ^{er} novembre 1954 : une guerre inattendue	79
<i>Le Populaire</i>	79
<i>L'Humanité</i>	81
b. La nation algérienne et l'indépendance	82
<i>Le Populaire</i>	84
<i>L'Humanité</i>	87
c. Le FLN	90
<i>Le Populaire</i>	94
<i>L'Humanité</i>	102
d. 1962 : la fin d'une guerre	110
<i>Le Populaire</i>	111
<i>L'Humanité</i>	112
Chapitre troisième. Le Moyen-Orient, du partage de la Palestine à la crise de Suez	115
1945-1952 : tension au Moyen-Orient	117
a. Le partage de la Palestine	118
<i>Le Populaire</i>	121
<i>L'Humanité</i>	129
b. Égypte : essor du nationalisme	135
<i>Le Populaire</i>	137
<i>L'Humanité</i>	142
c. La Ligue arabe	146
<i>Le Populaire</i>	147
<i>L'Humanité</i>	149
1952 -1962. La Révolution égyptienne : foyer du nationalisme arabe	151
a. La révolution des Officiers libres : de Néguib à Nasser	151
<i>Le Populaire</i>	155
<i>L'Humanité</i>	159
b. La crise de Suez	166
<i>Le Populaire</i>	167
<i>L'Humanité</i>	169
c. Les réfugiés palestiniens	171
<i>Le Populaire</i>	172
<i>L'Humanité</i>	175

<i>Conclusion générale</i> _____	179
Tunisie, Maroc et Algérie : la fin de l'Empire français _____	179
Le Moyen-Orient : zone de tension _____	183
Limites et portée de ce mémoire _____	186
<i>Bibliographie</i> _____	189

Liste des sigles

ALN : Armée de libération nationale

AML : Amis du manifeste de la liberté

CGT : Confédération générale du travail

ENA : Étoile nord-africaine

FLN : Front de libération nationale

GPRA : Gouvernement provisoire de la République algérienne

MNA : Mouvement national algérien

MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques

PCA : Parti communiste algérien

PCF : Parti communiste français

PCM : Parti communiste marocain

PCT : Parti communiste tunisien

PDI : Parti démocratique pour l'indépendance

PPA : Parti du peuple algérien

RAU : République arabe unie

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière

UDMA : Union démocratique du manifeste algérien

UGTT : Union générale des travailleurs tunisiens

Remerciements

J'aimerais remercier mon directeur de recherche, Samir Saul, dont l'aide et les encouragements ont été d'un grand soutien durant la préparation et la rédaction de ce mémoire.

Merci également à ceux qui, dans mon entourage, m'ont apporté leur support moral quotidien : ma famille, Pierrette, Réjean et Simon; mon conjoint, Adel; ainsi que mes précieuses amies, Valérie et Marie-Claude.

Merci, enfin, à ma fille Leïla, dont l'arrivée imminente parmi nous m'a incitée à terminer ce mémoire dans les plus brefs délais...

Introduction

La France entretient avec le monde arabe des rapports séculaires sur les plans politique, économique et culturel. Depuis le XVI^e siècle, par exemple, elle est responsable de la protection des minorités et des Lieux Saints chrétiens du Levant. Lors de l'effondrement de l'Empire ottoman, la Société des Nations lui confie les mandats sur le Liban et la Syrie. En Afrique du Nord, elle est une puissance colonisatrice depuis le XIX^e siècle; au début de la guerre d'Algérie, près d'un million de Français résident dans cette colonie. À partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, elle entretient d'étroites relations avec le mouvement sioniste et le nouvel État d'Israël. Le nationalisme arabe, ce large mouvement qui s'est développé dans la région depuis le XIX^e siècle, hétérogène dans ses origines et ses manifestations, mais de plus en plus puissant après la Deuxième Guerre mondiale, ne peut laisser la France indifférente. S'opposant avant tout à la domination ottomane, ce nationalisme se mue, au gré de l'histoire et des conquêtes européennes, en une idéologie qui conteste les puissances colonisatrices et l'arrivée du sionisme en Palestine. Il prend aussi la forme du panarabisme, mouvement qui cherche à englober les diverses parties du monde arabe en un seul État.

Pour la droite française, prendre position par rapport à cette question pose peu de problèmes majeurs. Son appréciation du nationalisme arabe est sans équivoque, et elle ne s'impose guère de remises en questions morales quant aux peuples colonisés. La gauche, par contre, a développé une position plus ambiguë. On lui associe généralement l'anticolonialisme. En dépit du fait qu'une certaine frange de la droite se soit opposée au colonialisme au tout début, les mouvements anticolonialistes, au vingtième siècle, sont nés dans la mouvance de gauche¹. Elle s'oppose, par principe, à toute forme d'oppression, et par conséquent, devrait normalement s'insurger contre le colonialisme français et l'occupation de la Palestine. Il est vrai qu'elle est favorable à une certaine autonomie des différentes nations... mais pas à n'importe quelles conditions ! Le nationalisme, s'il ne se réclame pas des valeurs socialistes ou communistes, apparaît alors suspect. En effet, les

partisans de la gauche sont internationalistes; la révolution doit se faire sur une base sociale, et non nationale, et les prolétaires de tous les pays doivent s'unir plutôt que se combattre. Dans ces conditions, le nationalisme peut être perçu comme un mouvement qui fait dévier la lutte du prolétariat.

En outre, ne perdons pas de vue que la gauche française est ...française ! Dans les possessions d'Afrique du Nord, résident la grandeur de la France, sa fierté, sa force. L'idée est bien ancrée, dans les consciences des socialistes et des communistes de France, que les valeurs françaises, associées à celles de la gauche, sont universelles et doivent être propagées à travers le monde. Leur européocentrisme les empêche d'accepter d'autres valeurs que les leurs, une culture différente, une religion différente. Lorsque le mouvement nationaliste est dirigé contre la France, censée apporter aux Arabes la civilisation et les principes de la gauche, ils ont le plus grand mal à reconnaître sa légitimité. En ce qui concerne l'opposition du nationalisme arabe à Israël, l'appui de la gauche française au sionisme entre en ligne de compte. Nous tenterons de comprendre comment la gauche française, porteuse, d'une part, des principes d'égalité et de liberté, d'une opposition à l'oppression, et d'autre part, d'un universalisme et d'un certain européocentrisme, a pu percevoir des mouvements nationalistes, dont certains étaient dirigés contre la France. Nous tenterons de cerner ce problème par l'étude des deux principaux quotidiens de gauche de l'époque, soit *L'Humanité* et *Le Populaire*.

Avant d'entamer cette étude, il convient d'approfondir quelque peu la problématique concernant les relations entretenues par la gauche avec le nationalisme. Puis, nous exposerons brièvement en quoi les nationalismes spécifiques au Maghreb et au Moyen-Orient posent un défi à la France et à la gauche française. Enfin, nous présenterons la méthodologie utilisée pour réaliser le présent mémoire.

LA GAUCHE ET LE NATIONALISME

La gauche entretient, depuis le XIX^e siècle, des rapports ambigus avec le nationalisme. Si Marx n'a jamais « élaboré une théorie cohérente du phénomène

¹ Cf. Benjamin Stora. « La gauche socialiste, révolutionnaire, et la question du Maghreb au moment du Front populaire (1935-1938) ». *Revue française d'histoire d'Outre-Mer*. vol LXX. nos 258- 259. 1983.

national »², c'est qu'il considérait que les prolétaires du monde entier avaient les mêmes intérêts, et que la révolution communiste devait être établie à l'échelle mondiale. En se prononçant sur la question irlandaise, il a développé l'idée selon laquelle l'émancipation des nations opprimées affaiblissait la bourgeoisie et, en mettant fin aux antagonismes nationaux, unissait les prolétaires³. Toutefois, il ne semble pas avoir été un partisan des révolutions nationales, sauf en Allemagne. En ce qui concerne les nationalités des pays non occidentaux, Marx considérait que la colonisation, en introduisant l'industrialisation dans les colonies, apportait le progrès, et Engels a perçu la conquête de l'Algérie comme un « heureux événement pour le progrès de la civilisation »⁴.

Chez les socialistes de la Deuxième Internationale, parmi lesquels des dissensions subsistaient, une majorité entérinait néanmoins cette position. Les valeurs de la gauche pouvaient être interprétées dans des sens opposés. Par humanitarisme, par exemple, les socialistes s'opposaient à l'abandon par la France des peuples colonisés, considérés comme vivant dans des sociétés arriérées ou insuffisamment développées. De plus « la tradition internationaliste insiste bien sur le respect de toutes les nations et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais elle joue également contre les aspirations à l'indépendance des peuples colonisés : le socialisme ne doit pas favoriser l'éclosion de nationalismes étroits repliés sur eux-mêmes, mais au contraire la formation d'une communauté (socialiste) universelle »⁵. Bien qu'après 1908, Jean Jaurès, maître à penser du socialisme français, ait remis en question la supériorité de certaines nations sur d'autres, l'ensemble des socialistes français ne semble pas l'avoir suivi et, s'ils désapprouvaient bruyamment les méthodes utilisées par les colonisateurs, ils ne rejetaient pas le principe de l'expansion coloniale⁶.

pp. 57-79.

² Ariei Yaari. *Le défi national ; les théories marxistes sur la question nationale à l'épreuve de l'Histoire*. éditions anthropos. Paris. 1978. p. 25.

³ Michael Löwy, « Marxists and the National Question », *New Left Review*, no 96, mars-avril 1976. pp. 82-83.

⁴ Yaari. *op. cit.*. pp. 46-47.

⁵ Manuela Semeidi. « Les socialistes français et le problème colonial entre les deux guerres (1919-1939) ». *Revue française de science politique*, no 6. déc. 1968. p.1124.

⁶ *Ibid.*, pp. 1122-1125.

Lénine, et avec lui la Troisième Internationale, a plus tard préconisé la lutte contre toutes formes d'oppressions, qu'elles soient sociales, nationales ou religieuses, ajoutant qu'il importait d'appuyer le droit des peuples à l'autodétermination. Après la révolution, toutefois, ce droit a été soumis à rude épreuve, et Staline ne l'a guère favorisé en ce qui concerne les nationalités vivant dans l'Union soviétique⁷. En ce qui concerne les autres continents, Staline, il est vrai, déplorait la domination des populations coloniales par les puissances impérialistes. En accord en ceci avec le Komintern, qui prônait l'émancipation des colonies, il ajoutait cependant un bémol et considérait que cette quête de l'indépendance devait être dirigée par le mouvement ouvrier, associé à ceux d'Europe. « Remporter une victoire durable, dans les pays coloniaux et dépendants, est chose impossible sans une alliance réelle entre le mouvement de libération de ces pays et le mouvement prolétarien des pays avancés d'Occident »⁸. Les idéologues marxistes restaient donc profondément européocentristes. Les Français n'échappent pas à cette tendance.

Le Maghreb

En 1830, 1881 et 1907, la France met la main sur, respectivement, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Ces trois territoires feront partie de l'immense Empire constitué par la France à partir du XIX^e siècle, s'étendant du Maroc au Vietnam actuel. En Algérie, colonie de peuplement extrêmement importante pour la France, vivent, au seuil de la guerre d'indépendance, près d'un million de Français, installés sur cette terre parfois depuis le début de la colonisation. Quant à la Tunisie et au Maroc, ces deux pays sont mis sous la tutelle de la France; ils deviennent des protectorats qui se transforment rapidement en administrations directes⁹.

Toutefois, cette colonisation ne se fait pas sans heurts, et d'importants mouvements nationalistes éclosent dans les trois possessions françaises, au cours du XX^e siècle, prenant une ampleur grandissante au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

⁷ Leszek Kolakowski, « Marxist Philosophy and National Reality », *The Round Table*, 253, janvier 1974, pp. 44-47.

⁸ Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Éditions Norman Bethune, 1974, p. 242.

⁹ Roger Le Tourneau, *Évolution politique de l'Afrique du Nord musulmane*, Paris, Librairie Armand Colin, 1962, p. 56.

La lutte des peuples colonisés s'inscrit alors dans le cadre d'un large mouvement de libérations nationales à travers le monde. La gauche française se retrouve devant des choix politiques à faire, un dilemme mettant en cause le rôle de la France dans ses colonies et le droit des peuples à l'autodétermination. Toutefois, ce problème n'est pas né durant la décolonisation; il est apparu lorsque la France a commencé à conquérir des territoires autour du globe, et que la gauche française a dû prendre position par rapport à la création d'un Empire. L'idée que les partis de la gauche française se font du nationalisme arabe, entre 1945 et 1962, est directement tributaire de celle qu'ils ont du rôle de la France vis-à-vis des populations nord-africaines. Le colonialisme, de même que les partis socialiste et communiste, ne sont pas des concepts qui surgissent par enchantement à la fin de la Deuxième Guerre mondiale ; l'histoire les a façonnés, et les a mis en relation les uns par rapport aux autres, et ce dès le XIX^e siècle. Comme introduction à toute analyse sur ce sujet, il faut d'abord comprendre les raisons qui ont poussé les Français à élargir leur Empire au sud de la Méditerranée, et mesurer le degré d'adhésion de la gauche à l'idéologie qui sous-tendait ce projet. Une brève rétrospective de ces questions s'impose.

Les intérêts économiques, le besoin de trouver des débouchés pour des secteurs saturés, de relancer l'économie et de rentabiliser les capitaux¹⁰, voilà des facteurs purement prosaïques qui ont conduit la France, et d'autres pays d'Europe occidentale, à la conquête de nouveaux territoires. D'autres justifications, de nature politique, compléments aux facteurs susmentionnés ou simples prétextes à l'assujettissement de contrées étrangères, ont aussi servi la cause coloniale. Le besoin de redorer le blason d'une France humiliée par la défaite de 1870 et de la restaurer dans sa dignité de grande puissance¹¹, est sans doute l'un d'entre eux. Mais le devoir, dévolu aux nations européennes, de propager ailleurs dans le monde la «civilisation», fut certainement l'un des arguments récurrents, du moins chez certains partisans de la gauche socialiste, dans la défense de l'idée coloniale. Si Jaurès, par exemple, a revendiqué un meilleur traitement envers les populations autochtones des colonies, il n'a jamais vraiment remis en cause la légitimité du

¹⁰ Ahmed Koulakssis, *Le Parti socialiste et l'Afrique du Nord, de Jaurès à Blum*, Paris, Armand Colin, 1991, p.44.

¹¹ *Ibid.*, p.28.

colonialisme¹². En dépit de ses défauts, pensait-il, la colonisation demeurerait une source de progrès pour les peuples dominés¹³.

Chez les communistes, la perception du rôle de la France dans les colonies a été un peu différente. D'abord, il faut prendre en considération que le Parti communiste français n'a été fondé qu'en 1920, au Congrès de Tours, suite à la scission du Parti socialiste (SFIO). Il n'a donc pas été témoin des conquêtes nord-africaines. À partir de sa création, cependant, on y évoque, non pas la nécessité de la domination d'une nation par une autre, mais plutôt celle de l'union entre les prolétaires de tous les pays. C'est donc sur ce postulat que se fonde l'idée que les prolétaires algériens, tunisiens ou marocains, doivent rester unis au peuple français. Des contradictions apparaîtront donc entre le Parti communiste français et l'Internationale communiste. En effet, parmi les 21 conditions préalables à l'adhésion à l'Internationale communiste en décembre 1920, la 8^e stipule que :

...dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de ses impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais en faits, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole¹⁴.

Pour un parti français, la pilule est difficile à avaler, surtout en ce qui concerne l'Algérie. La section communiste d'Algérie s'y opposera d'ailleurs, en 1921, dans la résolution de Sidi Bel Abbès qui avance que « les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'Arabes réfractaires à l'évolution économique et sociale, intellectuelle et morale, indispensable aux individus pour former un État autonome »¹⁵. On cherchera par ailleurs à mettre sur le même pied l'exploitation des masses par les colons et par les caïds arabes¹⁶.

¹² *Ibid.*, p. 54.

¹³ *Ibid.*, pp. 56-57.

¹⁴ Cité dans Jacques Jurquet, *La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*, Paris, Éditions du Centenaire, 1973, p. 9.

¹⁵ Cité dans Mohieddine Hadhri, *L'URSS et le Maghreb*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1985, p. 23.

¹⁶ *Ibid.*, p. 26.

La présence française outre-mer demeure donc une nécessité, tant pour les communistes que pour les socialistes. Si dès le début, tous deux condamnent les méthodes utilisées par le gouvernement colonisateur, ils ne vont jamais jusqu'à revendiquer l'indépendance des territoires assujettis.

Le Moyen-Orient

Quant au Moyen-Orient, la France entretient avec cette région des relations plusieurs fois centenaires. Depuis les Capitulations du XVI^e siècle, elle se porte garante de la protection des minorités et des Lieux Saints chrétiens du Levant. Elle diffuse, dans l'Empire ottoman, sa culture et sa langue, principalement au sein des communautés chrétiennes, par le biais de la fondation d'écoles et d'hôpitaux¹⁷. En fait, son influence culturelle se compare à l'ampleur de ses intérêts économiques et financiers dans la région. L'un des aspects les plus connus et les plus importants des activités économiques françaises au Moyen-Orient est sans doute le percement de l'isthme de Suez. Inauguré en 1869 à l'instigation du Français Ferdinand de Lesseps, le canal devient une importante voie de transport maritime. Plus de la moitié des actions de la Compagnie du Canal de Suez est détenue par des Français¹⁸. Lorsque s'effondre l'Empire ottoman, la France, en vertu de l'importance des liens culturels et économiques qui la lient à ce territoire, se voit confier les mandats sur la Syrie et le Liban, qui n'acquerront leur indépendance qu'en 1945.

Lorsque s'achève la Seconde Guerre mondiale, le Moyen-Orient pèse encore considérablement dans les desseins politiques, économiques et culturels de la France. Évincée du Levant en 1945, celle-ci continue néanmoins d'y propager sa culture, et le canal de Suez continue d'être perçu comme une réalisation bien française. Ces intérêts, ajoutés à l'importance de la question juive, en Europe, au lendemain de la guerre, font du nationalisme arabe au Moyen-Orient un problème qui se pose avec beaucoup d'acuité pour la gauche française.

¹⁷ Jacques Thobie, *Ali et les 40 voleurs, impérialisme et Moyen-Orient de 1914 à nos jours*, Paris, Messidor / Temps Actuels, 1985, pp. 24-28.

¹⁸ Jacques Frémeaux, *La France et l'Islam depuis 1789*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, p. 77.

Méthodologie

Les quotidiens *Le Populaire* et *l'Humanité* seront les deux principales sources de cette recherche. Il s'agit, dans les deux cas, d'organes de partis politiques, qui expriment l'idéologie et les prises de position de ces derniers sur les affaires du pays et les relations internationales. Voyons donc en quoi consistent ces journaux.

L'Humanité est l'organe de presse du Parti communiste français. Il fut d'abord celui de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), parti socialiste fondé par Jean Jaurès en 1905. Toutefois, lors du Congrès de Tours, en 1920, une scission s'est produite au sein de la gauche française. Les socialistes sont restés fidèles à la Deuxième Internationale, tandis que les communistes ont créé leur propre parti, en accord avec l'Internationale communiste, et se sont liés idéologiquement à l'Union soviétique. Ils ont conservé *L'Humanité* comme journal, et ce quotidien existe toujours aujourd'hui. *Le Populaire*, quant à lui, est fondé en 1921 par la SFIO. En décembre 1969, il se transformera en un bulletin multigraphié, pour s'éteindre complètement le 1^{er} mars 1971¹⁹.

La lecture des articles et des éditoriaux de ces journaux nous a permis d'établir la perception diffusée par chacun d'entre eux en ce qui concerne le nationalisme arabe, mais aussi d'effectuer des comparaisons entre les deux quotidiens. Plusieurs méthodes permettent de distinguer de la sorte les opinions émises. La lecture des éditoriaux, tout d'abord, est la plus facile; les positions y sont généralement claires et formelles. Cependant, tous les thèmes ou événements ne font pas forcément l'objet d'un éditorial, et les autres articles d'un journal peuvent également révéler de précieuses informations sur l'avis des rédacteurs; il faut toutefois savoir lire entre les lignes, pour y déceler quelques subtilités. Par exemple, l'utilisation d'un terme de vocabulaire plutôt qu'un autre pour désigner un mouvement ou un personnage dévoile parfois une prise de position. Ainsi, les expressions « terrorisme » ou « résistance » ont des significations morales diamétralement opposées. De même, l'appellation « musulman » plutôt qu'« Algérien », pour désigner les Arabes d'Algérie, peut indiquer un refus de leur reconnaître une appartenance à une nation distincte. Cette analyse, toutefois, doit s'effectuer avec prudence, et être combinée à une

¹⁹ Claude Bellanger, *Histoire générale de la presse française*, tome 5, Paris. Presses universitaires de France. 1969, p. 262.

critique plus approfondie du texte; en effet, les termes utilisés il y a cinquante ans n'avaient pas forcément le sens qu'on leur donne aujourd'hui, et il serait dangereux d'attribuer à un auteur une opinion trop précise tirée à partir de tel ou tel mot qui était peut-être, à l'époque, plus ou moins chargé de sens qu'il ne l'est de nos jours.

Pour déceler les jugements communiqués dans les deux journaux, il faut également porter attention aux informations qui sont omises, ou alors à celles qui, mentionnées avec parcimonie ou hésitations, peuvent indiquer un certain malaise de la part des auteurs à l'égard de la question traitée. Encore ici, cette méthode doit être maniée avec maintes précautions, et ne doit pas nous mener à tirer des conclusions trop hâtives d'une absence de nouvelles. D'autres raisons peuvent, parfois, l'expliquer, comme une simple insuffisance d'informations, ou alors, plus banalement, un manque de place dans les pages du journal.

Ce mémoire comporte trois chapitres. Le premier s'intéresse à la perception des nationalismes, en Tunisie et au Maroc, par *L'Humanité* et *Le Populaire*. Ces deux pays seront traités du même souffle en raison de la similarité de leur situation. Nous verrons que dans ces deux régions, la résistance à la présence française s'est intensifiée à peu près au même moment. Après l'avoir d'abord condamnée, les journaux de gauche changent progressivement d'avis après 1950. Les communistes, puis les socialistes, avec diverses nuances, finissent par accepter la légitimité des mouvements indépendantistes tunisien et marocain.

Le second chapitre porte sur le nationalisme algérien. Cette question, autrement délicate pour la gauche française, suscite un certain embarras dans les deux journaux à l'étude. L'Algérie, cette « province » française, est une importante colonie de peuplement pour la France, et l'évocation de son abandon n'est pas sans déclencher une forte opposition dans la Métropole. Les communistes, après maintes hésitations et quelques louvoisements, n'accorderont que progressivement leur appui aux nationalistes algériens. Quant aux socialistes, ils s'opposent à ce mouvement jusqu'aux toutes dernières années de la guerre, alors que, à la suite du gouvernement français, ils finissent par appuyer les négociations et l'indépendance algérienne.

Le dernier chapitre, enfin, est consacré aux deux principaux pôles du nationalisme arabe au Moyen-Orient, soit l'opposition au sionisme et le nassérisme. Ces deux thèmes

ont été privilégiés en raison de l'intérêt qu'ils représentent pour la France et de la plus grande couverture journalistique de nos deux quotidiens à leur égard. Nous y apprendrons que les deux partis de la gauche française n'adoptent généralement pas les mêmes positions en ce qui concerne les nationalismes qui émergent au Moyen-Orient. Alors que le sionisme, dans un premier temps, reçoit l'adhésion des socialistes et des communistes, ces derniers, dans les années qui suivent la guerre de 1948, entérinent le changement de cap de Moscou vis-à-vis de cette question, alors que les socialistes demeurent nettement favorables à Israël. Quant au nationalisme égyptien, s'il est rarement approuvé par la SFIO dans les premières années de la période étudiée, il est carrément condamné lorsqu'il est brandi par Nasser. Les communistes, pour leur part, choisissent de soutenir le régime égyptien, en raison de son alliance avec l'URSS.

Chapitre premier. Tunisie, Maroc : les protectorats

La Tunisie et le Maroc seront ici traités dans un même chapitre. Cela se justifie par la présence de nombreux points communs entre les deux pays. D'abord, il s'agit de deux protectorats, et non de colonies proprement dites. Du côté français, il demeure plus aisé d'imaginer la fin de la tutelle française, sur ces deux régions, que sur l'Algérie. Les deux pays étant soumis à un régime semblable d'un point de vue politique, il sera également intéressant de comparer les divergences de traitement des journaux à l'égard des deux mouvements nationalistes. En effet, si communistes et socialistes auront, à un certain moment, une perception à peu près similaire des deux nationalismes, certaines dissemblances, relatives à la nature des nationalismes, se feront jour à partir de 1950. Enfin, une raison bien pragmatique nous pousse à traiter de front l'évolution des deux protectorats : il y a une certaine convergence, au niveau de la chronologie, entre l'histoire du nationalisme tunisien et celle du nationalisme marocain. Pour ces raisons, les deux sujets seront traités en même temps, ce qui, du reste, évitera certaines répétitions. La question de l'Algérie, possession plus ancienne, à la structure administrative et à l'histoire coloniale différentes, et considérée par les Français comme une province de la France, fera l'objet d'un autre chapitre.

Comme amorce à ce sujet, nous nous intéresserons à l'approche utilisée par *L'Humanité* et *Le Populaire* à l'égard des deux nationalismes entre 1945 et 1950. Notons que la couverture journalistique de ce phénomène durant ces années étant moins importante qu'ultérieurement, nous nous contenterons, pour cette première partie, de traiter simultanément la perception des deux nationalismes par les deux journaux français. Dans la seconde partie, en revanche, nous étudierons séparément les questions tunisienne et marocaine durant les années 1950 à 1956, puisqu'elles font l'objet d'un traitement différent ; elles ne peuvent donc pas, à partir de cette période, être amalgamées. Après 1956, l'acquisition de l'indépendance par les deux protectorats rend la question du nationalisme beaucoup moins immédiate que d'autres sujets. Mais d'abord, pour nous

situer, esquissons un bref tableau des mouvements nationalistes tunisien et marocain durant les années qui suivent la Libération.

LE NATIONALISME TUNISIEN

En Tunisie, le principal parti d'opposition en 1945 est le Néo-Destour. Appelé ainsi par rapport à l'ancien parti Destour (ce qui signifie « constitution »), ce parti s'est dissocié de son ancêtre en 1934. Alors que les membres de l'ancien Destour, davantage pénétré de religion et de traditionalisme, émanent des milieux bourgeois et aristocrates¹, le Néo-Destour recrute ses adhérents parmi les cadres, les intellectuels, et les gens de souche modeste. Ses leaders ont généralement étudié en France où ils se sont imprégnés des principes du droit occidental. Davantage nationalistes que panarabistes, plus laïques que religieux, ils se situent à gauche sur l'échiquier politique, sans pour autant être convertis au marxisme² ; ils se méfieront d'ailleurs de l'Union soviétique. Leur chef, Habib Bourguiba, est un homme charismatique, peu enclin à partager son pouvoir, qui incarnera presque à lui seul, et jusqu'à l'indépendance, la lutte tunisienne contre le colonialisme.

Du côté syndical, notons que l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) est fondée en 1945 en réaction à la subordination de la branche tunisienne de la Confédération générale du travail (CGT) au Parti communiste tunisien, dont de nombreux membres sont européens³. Sous l'égide de Ferhat Hached, cette centrale, bien que distincte du Néo-Destour, appuie néanmoins le parti et organise d'importantes grèves à caractère politique.

LE NATIONALISME MAROCAIN

Au moment où la guerre se termine, le mouvement nationaliste marocain est représenté par le parti de l'*Istiqlal* (indépendance), qui est à l'origine du Manifeste du Parti de l'*Istiqlal*, publié en janvier 1944. Ce texte rejette sans ambages le régime de

¹ Charles-André Julien. *L'Afrique du nord en marche. Nationalismes musulmans et souveraineté française*, Paris. René Julliard, 1952, p. 81.

² *Ibid.*, p. 80.

³ *Ibid.*, p. 180.

protectorat et exige l'indépendance du Maroc.⁴ Les signataires du manifeste sont les responsables du parti, et sont généralement issus de la bourgeoisie⁵. L'arrestation, quelques semaines plus tard, d'importants dirigeants nationalistes, provoque dans la population marocaine une grande colère, qui entraîne à son tour la répression grandissante du mouvement par les autorités françaises⁶.

L'Istiqlal accueille au sein de son conseil exécutif, en 1946, Allal al-Fassi, qui revient du Gabon, et lui attribue le titre de chef du parti. En 1947, le nombre de membres de l'Istiqlal s'élève à dix ou quinze mille. Un autre leader nationaliste exilé, Muhammad al-Ouazzani, fonde pour sa part le Parti démocratique pour l'indépendance (PDI), lequel comprend essentiellement des Marocains de formation française, mais dont le recrutement se fait plus difficile⁷.

Quant au sultan du Maroc, il deviendra l'une des figures marquantes du mouvement nationaliste marocain. Il appuie les revendications contenues dans le manifeste de l'Istiqlal. En avril 1947, il prononce à Tanger un discours dans lequel il affirme le caractère arabe du Maroc et l'importance de ses liens avec les autres pays arabes et la Ligue arabe. Il omet, de plus, de prononcer le compliment à l'égard de la France qui lui avait été suggéré par le résident général⁸. En agissant ainsi, le monarque se présente clairement comme un leader du mouvement national.

⁴ Hassan Sayed Suliman, *The Nationalist Movements in the Maghrib*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1987, p. 31.

⁵ Roger Le Tourneau, *Histoire du Maroc moderne*, Aix-en-Provence, Université de Provence, 1992, pp. 218-220.

⁶ *Ibid.*, pp. 222-223.

⁷ *Ibid.*, pp. 232-233.

⁸ *Ibid.*, p. 234-235.

I. 1945-1950 : rejet des nationalismes nord-africains

Les années d'après-guerre n'apportent pas une transformation importante de la perception des nationalismes tunisien et marocain par la gauche française. La présence française outre-mer elle-même ne faisant pas encore l'objet d'une véritable remise en question, les mouvements qui cherchent à bouleverser l'ordre établi par la France ne sont pas les bienvenus, autant chez les communistes que chez les socialistes, qu'il s'agisse de la Tunisie ou du Maroc.

Par exemple, alors qu'on pourrait s'attendre, de la part des communistes, à un certain empressement dans le soutien aux causes nationalistes, on découvre qu'il est encore trop tôt pour eux. Leur condamnation des mouvements nationaux demeure très vive. Il faut dire que durant cette période, ni Moscou, ni les partis communistes locaux, surtout en Tunisie, ne semblent exercer la moindre pression sur le PCF pour l'amener à être mieux disposé envers les nationalismes nord-africains. Pour Moscou, par exemple, les convoitises américaines, dans le Maghreb en général et au Maroc en particulier, sont perçues à cette époque comme un danger. Les États-Unis apparaissent comme plus menaçants pour l'URSS, dans le contexte de la guerre froide, que la France colonialiste⁹. Quant aux partis communistes locaux, si le Parti communiste marocain (PCM) se rapproche de plus en plus des nationalistes, le Parti communiste tunisien (PCT), quant à lui, est en retrait sur la réalité nationale tunisienne et s'oppose, en 1945, aux revendications d'autonomie interne des nationalistes¹⁰. C'est le plus souvent le PCF, de toute manière, qui impose ses vues aux partis locaux, et non l'inverse. Bref, les leaders du communisme français semblent peu pressés, durant cette période, de délaissier leur attitude, somme toute très « française », puisqu'ils continuent de défendre le maintien des colonies dans le giron de la France, argumentant que le nationalisme basé sur la race ou la religion est par essence réactionnaire¹¹. Le PCF, comme le PCT d'ailleurs, continuent, en

⁹ Hadhri, *op. cit.*, p. 103.

¹⁰ Hassine Raouf Hamza. « Le Parti communiste tunisien et la question nationale (1943-1946) ». dans *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1978. p. 249.

¹¹ Hadhri, *op. cit.*, p. 105.

1947, d'appuyer l'Union française¹². En dépit de l'apparence libérale que le gouvernement d'après-guerre tente de lui donner, cette union ne représente, somme toute, qu' « un nouveau masque du vieil empire colonial »¹³, que même les plus réformistes au sein des mouvements nationalistes maghrébins considèrent comme tel¹⁴. Elle comporte à la base l'inégalité entre les citoyens français et les habitants des territoires dominés¹⁵. Quant aux socialistes, ils ne devanceront certes pas les communistes en ce qui concerne l'attitude à adopter vis-à-vis des mouvements nationalistes maghrébins.

Les deux partis ne sont cependant pas aveugles devant les problèmes qui surgissent en Afrique du Nord, et conçoivent que la France y a commis des erreurs. Toutefois, reconnaître ces fautes ne les amène nullement à remettre en question, ni le rôle de la métropole dans ses colonies, ni leur condamnation des nationalismes en développement. Parmi les raisons invoquées pour nier la légitimité des mouvements nationalistes maghrébins, certaines sont partagées à la fois par *L'Humanité* et *Le Populaire*. La perception des nationalismes comme un mouvement venu de l'extérieur, ou alors comme un mouvement qui reçoit l'aval des États-Unis, en font partie. Toutefois, chaque parti joue aussi des cartes différentes au sujet des nationalismes. Alors que pour les socialistes, l'islam et le syndicalisme musulman sont de nature à inspirer la méfiance, les communistes, quant à eux, reprocheront aux nationalistes de collaborer avec les Allemands, tout en préférant accuser de provocation les Français du Maghreb lorsque des incidents éclatent.

LA FRANCE ET L'AFRIQUE DU NORD : DES ERREURS À CORRIGER

Au lendemain de la guerre, l'idée voulant que la présence de la France soit un bienfait pour l'Afrique du Nord demeure pour ainsi dire inchangée. Chez les socialistes, l'idéologie de la mission civilisatrice de la France perdure pour encore quelques années. Dans *Le Populaire*, on considère que la France, dans ses colonies d'Afrique du Nord, a accompli une partie de sa mission. Ce qu'on en retient, c'est davantage la diffusion de ses

¹² *Ibid.*, p. 108.

¹³ Grégoire Madjarian, *La question coloniale et la politique du parti communiste français (1944-1947)*. Paris. François Maspéro, 1977, p. 163.

¹⁴ *Ibid.*, p. 164.

¹⁵ *Ibid.*, pp. 150-151.

valeurs que la conquête militaire. Paul Ramadier, le président socialiste du Conseil, cité dans ce journal, s'en félicite :

Même aux heures les plus glorieuses de notre histoire, nous n'avons jamais voulu conquérir les hommes : ce ne sont pas nos armes qui ont laissé leurs empreintes partout où elles sont passées, mais l'esprit français, les réalisations françaises, les idées de liberté et d'égalité qui sont devenues la bible de l'humanité¹⁶.

Les populations arabes, au demeurant, seraient reconnaissantes à la France de ses bons offices. « À travers les mers des peuples ont appris à nous connaître et à nous aimer. Ils n'ont qu'un souhait : continuer leur évolution à l'ombre de notre drapeau¹⁷ », affirment les socialistes en 1947. La population algérienne « a prouvé son attachement à notre patrie sur les champs de bataille d'Afrique du Nord¹⁸ », renchérissent les communistes.

On semble donc considérer, au sortir de la guerre, que la présence française au Maghreb doit se prolonger, d'autant plus que le gouvernement français n'a pas achevé l'accomplissement de son devoir envers les habitants du Maghreb. Il reste encore du travail, soutient *Le Populaire* :

La tâche de la France démocratique, c'est précisément d'apprendre aux populations musulmanes à travailler pour elles-mêmes, en leur enseignant des méthodes de culture d'abord, des procédés industriels ensuite, en élevant leur niveau social pour élever enfin leur niveau politique¹⁹.

Chez les communistes, la perception du rôle de la France est un peu plus nuancée, mais un peu plus ambiguë aussi. Selon eux, les travailleurs algériens doivent adhérer à une « union libre et féconde avec la classe ouvrière et le peuple de France pour la destruction des trusts sans patrie et des seigneurs fascistes de la colonisation »²⁰. La réalité nationale est occultée, et le fait que cette « union » des travailleurs français et maghrébins se développe dans un contexte de domination politique et militaire de la France ne semble pas représenter une contradiction. La lutte des communistes contre l'Allemagne et le fascisme occupe de même une très grande place dans la structuration de la pensée du PCF pendant

¹⁶ *Le Populaire*, 12 août 1947.

¹⁷ *Ibid.*, 23 août 1947.

¹⁸ *L'Humanité*, 1^{er} mars 1946.

¹⁹ *Le Populaire*, 2 août 1947.

l'après-guerre immédiat. Elle masque toute autre réalité et justifie le maintien de la tutelle française sur d'autres nations. Lorsque les communistes commencent à s'intéresser aux mouvements nationaux existants dans les colonies, plutôt que de comprendre leur action comme le combat contre la France qu'elle est réellement, ils l'associent à la lutte contre le fascisme. Dans *L'Humanité*, Jacques Duclos écrit en 1947 que « la guerre contre le fascisme, pour la liberté des peuples, a déterminé sur toute la surface de la terre de profonds courants d'aspiration populaire à la liberté et à l'indépendance »²¹. De toute manière, tout de suite après la Libération, les communistes s'intéressent peu aux mouvements nationalistes et revendiquent plutôt la coopération des populations coloniales dans la lutte contre le fascisme, dont certains représentants sont encore à leur poste. Dans ces conditions, « l'union de ces populations avec le peuple français » sert surtout à leur « participation efficace à l'effort de guerre »²².

Les socialistes et les communistes ont beau croire en l'utilité et au caractère bienfaisant de la cause française au Maghreb, ils ne peuvent ignorer, ni les inégalités existantes dans ces pays entre populations européennes et populations arabes, ni l'attitude très répressive du gouvernement français à l'égard des Nord-Africains. Cette situation les oblige à apporter certaines nuances à leur appréciation du rôle français dans les colonies.

Dans les années qui suivent la Libération, par exemple, les socialistes voient bien que la France n'emploie pas toujours la méthode douce pour réaliser son œuvre de civilisation. Les contrecoups se font sentir dans la population ; c'est la montée du nationalisme. « Les masses musulmanes, écrit *Le Populaire*, sont travaillées par des forces diverses qui ne nous sont pas favorables »²³. C'est d'abord le gouvernement français qu'accusent les socialistes, afin, peut-être, d'épargner les populations arabes devant l'opinion publique. « Ces masses, malheureusement, nous ne les avons pas instruites ». C'est aux « grands colons » qu'incombe la responsabilité de cette erreur. « Ainsi, concluent-ils, nous les avons laissées à la merci de trop de suggestions, dont celles du

²⁰ *L'Humanité*, 7 décembre 1945.

²¹ *Ibid.*, 28 avril 1947.

²² *Ibid.*, 13-14 mai 1945.

²³ *Le Populaire*, 19 juillet 1946.

fanatisme ne sont pas les moins dangereuses »²⁴. Du reste, les « peuples d'outre-mer savent ce qu'ils doivent à la France. Ils savent aussi ce qu'ils attendent d'elle et qu'elle doit leur apporter »²⁵. Leurs attentes étant à la hauteur de la mission française, ces populations sont « déçues dans leurs espérances », et « sont sollicitées par tant de courants ou tant d'intérêts hostiles à la France »²⁶. Les socialistes, comme les communistes, vont s'employer davantage, dans leurs journaux, à critiquer l'attitude du gouvernement français envers les peuples colonisés qu'à décrier l'existence des mouvements nationalistes. La situation de l'après-guerre, par exemple, est insoutenable pour les socialistes, qui déclarent que « trois ans après la Libération, il est inadmissible que la Tunisie soit encore en état de siège, que la presse n'y soit pas libre, qu'on y pratique une politique de répression et d'erreurs »²⁷. *L'Humanité*, pour sa part, demande une « solution rapide des problèmes de ravitaillement et la satisfaction des légitimes revendications des populations nord-africaines »²⁸, lesquelles ne semblent pas inclure, du moins pour l'instant, l'indépendance.

Bref, socialistes et communistes critiquent le gouvernement français, lui demandent d'instaurer davantage de justice, de démocratie et de combler les besoins alimentaires des Maghrébins, mais toujours sans remettre en question la présence française au Maghreb. C'est à travers ce prisme que sont perçus les nationalistes.

LE NATIONALISME : UN MOUVEMENT VENU DE L'EXTÉRIEUR

Les nationalismes tunisien et marocain sont d'abord perçus, autant par les socialistes que les communistes, comme un mouvement étranger aux peuples tunisien et marocain. Cette perception permet de les délégitimer, de démontrer que les populations de l'Afrique du Nord ne sont pour rien dans les incidents qui enflamment la région, et qu'elles préfèrent, pour leur part, demeurer dans le giron de la France.

C'est d'abord l'appui venu du Caire qui fait sourciller les deux partis. En effet, la fondation de la Ligue arabe, le 22 mars 1945, en regroupant les États arabes indépendants,

²⁴ *Ibid.*, 19 juillet 1946.

²⁵ *Ibid.*, 23 août 1947.

²⁶ *Ibid.*, 26 juillet 1946.

²⁷ *Ibid.*, 27 août 1946, p.2.

²⁸ *L'Humanité*, 13-14 mai 1945, p. 2.

suscite de grandes espérances dans les milieux nationalistes du Maghreb²⁹. En France, par contre, elle est peu appréciée. Pour les communistes, « la ligue panarabe dévoile chaque jour plus son essence réactionnaire et fasciste, sous le masque d'un ultra-nationalisme exacerbé »³⁰. Les déclarations de Abdel Rahman Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue arabe, concernant l'opposition de la Ligue à tout maintien de troupes étrangères dans les pays arabes et pour l'indépendance des Arabes, « constituent un appel provocateur à des troubles dans les pays arabes et surtout en Afrique du Nord »³¹. C'est en quelque sorte la « contamination » de ces idées en direction du Maghreb que craignent les communistes. Pour les socialistes également, la Ligue arabe, « est devenue dans tout le monde arabe l'instrument d'intrigues très actives contre la Grande-Bretagne et la France, contre laquelle elle soutient au Maroc l'Istiqlal et Abd el Krim »³².

Il est vrai que plusieurs dirigeants nationalistes vont tenter d'établir des contacts avec le Caire pour obtenir de l'appui et également pour internationaliser le problème qui jusque-là demeurait confiné à la relation entre la France et ses colonies. Bourguiba, par exemple, se rend au Caire dès 1945 et y fonde le bureau du Néo-Destour, qui favorisera l'unification des mouvements nationalistes maghrébins³³. Son voyage en Égypte est également motivé par le souci de recevoir l'appui des Anglo-Saxons, ceux-ci ayant une réputation de plus grand libéralisme, envers leurs colonies, que les Français³⁴. Cet engouement de certains nationalistes pour les Américains et les Anglais ne leur attire pas beaucoup de sympathie de la part des communistes durant les années d'après-guerre. « Les pays de l'union française, lit-on dans *L'Humanité*, sont l'objet de convoitises de la part de l'impérialisme du dollar qui fait du Caire un de ses principaux centres d'intrigues »³⁵.

Chez les Marocains également, d'importantes personnalités nationalistes vont chercher au Caire la possibilité de développer leur mouvement en dehors de la surveillance

²⁹ Samya El Méchat. *Tunisie. Les chemins vers l'indépendance (1945-1956)*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 15.

³⁰ *L'Humanité*, 6 janvier 1946.

³¹ *Ibid.*, 6 janvier 1946.

³² *Le Populaire*, 27 décembre 1951.

³³ Samya El Méchat. *op. cit.*, pp. 29-30.

³⁴ *Ibid.*, p. 19.

³⁵ *L'Humanité*, 2 juin 1947.

française. L'un d'entre eux, l'émir Abd el Krim, héros de la guerre du Rif³⁶, échappe à la surveillance des Français et, d'un paquebot qui devait le ramener en France, s'enfuit en Égypte pour se mettre sous la protection de Farouk, le roi d'Égypte³⁷. Cet acte soulève l'ire des deux quotidiens de gauche, qui perçoivent cette évasion comme une sorte de trahison envers la France. Pour les socialistes, il faut d'abord blâmer ceux « qui avaient cru pouvoir compter sur la parole d'Abd el Krim »³⁸, puisqu'il apparaît désormais que le leader marocain n'est pas digne de confiance. « Les responsabilités sont donc nettes, affirment-ils. Avec la complicité de la cour égyptienne, les leaders nationalistes musulmans d'Afrique du Nord, réunis à point nommé au Caire, ont organisé l'évasion »³⁹. Les socialistes jugent avec un certain mépris les conséquences politiques de cet acte, « telles du moins que les envisagent avec satisfaction les milieux musulmans nationalistes : faire de l'émir le porte-parole d'un mouvement séparatiste en Afrique du Nord, mouvement dont la tête serait au Caire et, probablement aussi, la caisse »⁴⁰. Les communistes ne se montrent pas, non plus, très favorables à l'évasion du leader marocain. Ils la perçoivent comme un autre exemple des intrigues américaines contre la France, soulignant que « l'invitation du roi Farouk n'est sans doute pas sans rapports avec les manœuvres des agents de Truman »⁴¹.

LE NATIONALISME : UN MOUVEMENT SOUTENU PAR LES AMÉRICAINS

En plus de manifester une grande méfiance à l'égard du soutien égyptien aux nationalistes maghrébins, les journaux communiste et socialiste font également valoir l'idée que ces nationalismes sont appuyés par les États-unis, lesquels représentent, surtout pour les communistes, l'ennemi par excellence, le pays des trusts et du capitalisme.

En effet, les États-Unis commencent à s'intéresser au Maghreb avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, principalement au moment du débarquement allié, en novembre 1942. Séduits par les matières premières et les ressources minières que recèle le Maroc, les

³⁶ Suliman. *op. cit.*, p. 41.

³⁷ Le Tourneau. *Histoire du Maroc...*, p. 237.

³⁸ *Le Populaire*, 3 juin 1947.

³⁹ *Ibid.*, 3 juin 1947.

⁴⁰ *Ibid.*, 3 juin 1947.

⁴¹ *L'Humanité*, 2 juin 1947.

Américains s'intéressent aussi à la fonction stratégique que peut jouer ce protectorat français, en début de guerre froide, par sa position géographique⁴². Dès 1943, le président Roosevelt aurait promis au sultan marocain une certaine autonomie interne en échange de « concessions économiques »⁴³.

En Tunisie, Bourguiba jouit d'une relation privilégiée avec Doolittle, ancien consul général des États-Unis à Tunis. C'est ce dernier qui, transféré à Alexandrie, aide le leader tunisien à quitter la Tunisie pour l'Égypte en 1945, et c'est également lui qui, en 1946, lui obtient un visa pour son voyage de plusieurs semaines aux États-Unis⁴⁴. Les prises de position anticommunistes des nationalistes nord-africains, notamment de Bourguiba, vont également contribuer à faire pencher les États-Unis en faveur de leurs revendications⁴⁵.

Quant aux populations nord-africaines, elles semblent impressionnées par le débarquement des Américains, ces derniers dégageant une image de modernité et de puissance. De plus, leurs distributions de nourriture et de marchandises, dans une région affectée par la guerre et les disettes, perpétuent une impression d'abondance⁴⁶.

Cette situation n'est pas pour plaire aux communistes. Comme nous l'avons déjà mentionné, ils perçoivent, entre les nationalistes du Caire et l'impérialisme anglo-saxon, une apparente complicité. Toutefois, c'est d'abord au gouvernement français qu'ils reprochent de ne pas combattre la présence américaine au Maghreb. Ils craignent que l'Afrique du Nord ne soit utilisée comme base militaire américaine en vue d'une éventuelle agression contre l'URSS⁴⁷ ; ils appréhendent un contrôle trop important de l'économie américaine sur les protectorats⁴⁸ ; et ils accusent la France de livrer « à [ses] maîtres américains les pays d'outre-mer »⁴⁹. Le Maroc, selon les communistes, est traité comme le Costa Rica, c'est-à-dire à la manière d'une colonie américaine⁵⁰.

⁴² Annie Lacroix-Riz, *Les protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington*, Paris, L'Harmattan, 1988, pp. 14-15.

⁴³ *Ibid.*, p. 16.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 19.

⁴⁵ *Ibid.*, pp. 29-30.

⁴⁶ Georges Oved, *La gauche française et le nationalisme marocain (1905-1955)*, tome 2, Paris, L'Harmattan, 1984, p. 198.

⁴⁷ *L'Humanité*, 23 janvier 1950.

⁴⁸ *Ibid.*, 13 juin 1948, 21 avril 1949.

⁴⁹ *Ibid.*, 23 janvier 1950.

⁵⁰ *Ibid.*, 11 mai 1948.

Chez les socialistes, qui ne présentent guère l'URSS, on ne retrouve pas de prises de positions antiaméricaines aussi radicales. Toutefois, l'éventualité d'une mainmise des trusts américains sur une région qui appartient à la zone d'influence française ne les enchante pas. *Le Populaire* affirme en effet qu' :

il convient cependant de mettre les peuples d'outre-mer en garde contre certaines conceptions sommaires ou hâtives. Le Parti socialiste ne saurait admettre que la libération des peuples coloniaux ait pour conséquence de les placer sous la domination des trusts internationaux ou de les priver des garanties sociales que la démocratie française leur a accordées⁵¹.

Le Populaire

Les socialistes invoquent d'autres facteurs pour contester la légitimité des mouvements nationalistes d'Afrique du Nord. Par exemple, l'importance de l'islam dans les sociétés maghrébines et son utilisation par les nationalistes constituent un prétexte pour nier à ces derniers la capacité de mener leur pays vers le progrès et le développement. De même, la création d'un syndicalisme qui soit proprement musulman entraîne chez les socialistes français une certaine méfiance.

L'ISLAM

Ainsi, la SFIO, de tendance laïque, fait preuve d'une certaine hostilité envers la religion musulmane, qui sert de ciment aux sociétés maghrébines et aux mouvements nationalistes. Sans qu'on puisse dire qu'il s'agisse de mouvements spécifiquement religieux ou islamistes, il est évident que le religieux est un référent important dans le discours nationaliste nord-africain puisqu'il permet de rallier les populations sous un même étendard. On retrouve donc dans *Le Populaire* des attaques contre l'islam. Par exemple, en août 1947, à Sfax, en Tunisie, une grève dont l'objet initial était les salaires mais qui, finalement, prend un tournant politique, dégénère violemment, faisant 29 morts et 57 blessés⁵². Dans le quotidien de la SFIO, on explique l'incident en soulignant qu'il se produit en plein Ramadan qui, « dans tous les pays arabes, est une période de fanatisme et d'exaltation religieuse ». L'islam, ici, est perçu comme un facteur d'irrationalité et de

⁵¹ *Le Populaire*, 16 juillet 1946.

⁵² Louis Périllier. *La conquête de l'indépendance tunisienne*, Paris. Éditions Robert Laffont, 1979, p. 59.

violence. « Et c'est dans cette ville fanatisée par la ferveur religieuse, ajoutent-ils, que des (*sic*) sanglants incidents de Sfax ont éclaté. »⁵³. C'est la religion, et non les problèmes politiques entre le protectorat et la France, qui est à l'origine du conflit.

Le Maroc, quant à lui, est considéré par les socialistes comme un pays dont la religion a gravement retardé l'accession à la modernité. « Ces Marocains, demande Claude Mahias, seraient-ils en mesure de prendre en main tous les leviers de commande dans leur pays? Je l'ai déjà dit, il ne paraît pas douteux que non ». C'est, d'une part, la faute de l'islam. « La vie, profondément imprégnée par le Coran, n'est plus irriguée par des apports extérieurs ». La religion est donc synonyme de fermeture sur le monde, de repli sur soi. « Peut-être cette sorte de sclérose des forces vives vient-elle de ce que l'islam, déjà porté à fonctionner en circuit fermé, n'a reçu aucune atteinte à sa doctrine et à sa force en terre marocaine ».

Mais, d'autre part, la France est aussi à blâmer. « Sans doute est-ce une des fautes graves de la France que d'avoir enlevé aux Marocains toute possibilité d'accéder à un nationalisme sans fanatisme ». Le Maroc ne pourra acquérir « la classe d'un État moderne », affirment les socialistes, « que dans la mesure où les Marocains cesseront de trouver dans leur religion le commencement et la fin de toute démarche humaine. Ce qui ne veut nullement dire qu'il leur faille renier leur foi »⁵⁴.

LE SYNDICALISME MUSULMAN DE L'UGTT

La création de l'UGTT, en Tunisie, ne semble pas non plus plaire aux socialistes. En effet, l'UGTT est une centrale syndicale créée par des Tunisiens en 1945, après plusieurs tentatives en 1925 et 1938, pour protester contre la subordination de la centrale syndicale existante, la CGT, au Parti communiste tunisien, où trop de colons français se trouvaient. Elle est dirigée par Ferhat Hached et attire dans ses rangs la majorité des travailleurs tunisiens musulmans⁵⁵. La centrale approuve les positions nationalistes du Néo-Destour, tout en demeurant distincte du parti. Même si les communistes locaux sont les plus directement touchés par la naissance de ce syndicat, ce sont paradoxalement les

⁵³ *Le Populaire*, 6 août 1947.

⁵⁴ *Ibid.*, 18 juillet 1947.

⁵⁵ Julien, *L'Afrique du nord en marche*.... pp. 179-180.

socialistes qui s'affirment le plus ouvertement contre cette centrale, qui est entre les mains des Tunisiens. Comme le syndicat rassemble les Tunisiens, majoritairement des musulmans, pour obtenir l'indépendance de la classe ouvrière tunisienne à l'égard du syndicalisme métropolitain, il n'en faudra pas davantage aux socialistes pour y voir encore une mainmise de la religion sur le syndicalisme. La centrale est donc considérée par *Le Populaire* comme une « organisation musulmane, d'inspiration nationaliste et religieuse »⁵⁶. Pourtant, les travailleurs non musulmans ne sont pas exclus de l'UGTT⁵⁷.

La grève organisée par la centrale tunisienne en août 1947 ne reçoit donc pas l'appui des socialistes, qui préfèrent un syndicat noyauté par le Parti communiste à une centrale à caractère nationaliste. « Le gouvernement, affirme-t-on dans le journal, qui avait tenu à rester en contact étroit avec les organisations syndicales qui n'ont pas pris part à la grève, n'entend pas faire supporter à la classe ouvrière les responsabilités d'un mouvement dont les buts et le caractère sont étrangers aux véritables intérêts des travailleurs »⁵⁸.

L'Humanité

Du côté du quotidien communiste, les nationalistes ne sont guère prisés non plus, et ce jusqu'en 1950 environ. Outre leurs liens avec Le Caire et les Américains, d'autres motifs poussent *L'Humanité* à prendre position contre le Néo-Destour ou l'Istiqlal.

D'abord, il faut souligner que le quotidien communiste semble éviter d'aborder directement le problème des nationalistes, et préfère, lorsque cela est possible, rejeter la responsabilité des troubles en Tunisie ou au Maroc sur les « gros colons » (à ne pas confondre avec les colons ordinaires qui font partie de la classe ouvrière) ou sur l'administration française. Dans *L'Humanité*, Etienne Fajon reproche au gouvernement français d'« opter pour une politique de force qui ne fait qu'alimenter l'action de ceux qui visent à désagréger l'Union française en laissant croire aux peuples d'Outre-mer qu'ils font les frais d'une immense duperie »⁵⁹. Le PCF croit donc en l'Union française, mais ne

⁵⁶ *Le Populaire*, 6 août 1947.

⁵⁷ Mohsen Toumi, *La Tunisie : pouvoirs et luttes*, Paris, Le Sycomore, 1978, p. 122.

⁵⁸ *Le Populaire*, 7 août 1947.

⁵⁹ *L'Humanité*, 27 juin 1947.

considère pas que la méthode forte soit la bonne pour conserver une « union libre » entre les populations nord-africaines et le peuple de France.

Du reste, les communistes semblent tolérants face au concept même de nationalisme. En effet, on constate que lorsqu'ils doivent nommer ceux qui, en Afrique du Nord, imposent leurs revendications nationales, ils préfèrent utiliser le terme de « pseudo-nationalistes ». Ils donnent ainsi l'impression que le nationalisme lui-même n'est pas en cause. Toutefois, les Nord-Africains ne sont pas des vrais nationalistes; ils ne méritent donc pas d'être traités comme tels.

LES NATIONALISTES ARABES : DES COLLABORATEURS

Au lendemain de la guerre, les nationalistes maghrébins sont accusés par le PCF d'avoir collaboré avec les Allemands durant l'occupation. En 1945, le quotidien communiste se plaint de ce que les journaux de langue arabe, en Tunisie, fassent de la propagande anticomuniste, contre « le peuple français et la démocratie »⁶⁰. Quelques mois plus tôt, il insinuait que le « chef pseudo-nationaliste tunisien Bourguiba était en Allemagne au moment de la capitulation hitlérienne »⁶¹. Cette allégation, précisons-le, est plutôt farfelue, Bourguiba étant au Caire au printemps 1945⁶². Sur ses intentions réelles à l'égard de l'occupant allemand, les opinions sont partagées. De nombreux historiens, sympathiques au leader tunisien, ont affirmé que Bourguiba avait appuyé la France tout au long de la guerre et n'avait jamais été tenté par une collaboration avec l'Allemagne⁶³. D'autres auteurs soutiennent, au contraire, qu'il n'est pas impossible que le chef nationaliste ait envisagé de faire alliance avec l'Allemagne, fût-elle nazie, puisqu'elle était après tout l'ennemie de son ennemie⁶⁴. Néanmoins, eût-il été tenté par une collaboration, celle-ci n'a jamais fait l'objet d'une prise de position officielle du leader tunisien.

⁶⁰ *Ibid.*, 9 septembre 1945.

⁶¹ *Ibid.*, 13-14 mai 1945.

⁶² Sophie Bessis et Souhayr Belhassen, *Bourguiba. À la conquête d'un destin (1901-1957)*, Paris, Jeune Afrique Livres, 1988, pp. 106-111.

⁶³ Julien, *op. cit.*, p. 98; Le Tourneau, *Évolution politique....*, pp. 95-96.

⁶⁴ Toumi, *Ibid.*, p. 187.

RESPONSABILITÉ DES PROVOCATEURS FRANÇAIS

Malgré ces accusations, le quotidien communiste cherche le plus souvent à éviter de jeter le blâme sur les Arabes. Ceux-ci ne sont pas véritablement responsables des troubles qui éclatent en Afrique du Nord. L'explication généralement fournie est la suivante : il y a provocation de la part des fascistes français encore en poste en Tunisie, donnant ainsi prétexte à de « faux nationalistes » de dresser la population contre la France. On peut dire que les Tunisiens, selon ce point de vue, sont perçus comme des enfants qui ne font que réagir à des provocations, et ne peuvent être réellement incriminés pour les événements violents qui se produisent. Les communistes comprennent que les Nord-Africains soient exaspérés par les injustices du système, ce qui explique certains excès, mais ne vont pas jusqu'à concevoir qu'il puisse y avoir une volonté populaire en faveur de l'indépendance, tunisienne ou marocaine.

Par exemple, lorsque, dans la nuit du 11 au 12 septembre 1945, des incidents éclatent entre des tirailleurs marocains, dont le retour au foyer avait été retardé, et les autorités coloniales, entraînant une partie de la population tunisienne dans le conflit, *L'Humanité* excuse les Tunisiens, qui seraient les victimes d'un complot fasciste. Le « massacre », affirme le quotidien, n'aurait pu avoir lieu sans la complicité des autorités, qui cherchent à enflammer les Tunisiens et à les tourner contre la France, afin de justifier par la suite la répression et l'instauration d'un régime fasciste⁶⁵. « On avait volontairement exaspéré ces soldats », précise-t-on, et « la tuerie a été pour de misérables faux nationalistes l'occasion de développer toute une campagne d'excitation visant à créer des troubles graves et à dresser le peuple tunisien contre le peuple français ». On en accuse « le vieux Destour, le parti qui collabore avec les hitlériens »⁶⁶. En bref, « ce sont les pires colonialistes qui, utilisant certains éléments faux nationalistes, visent à pousser à une aventure pleine de graves périls ». La solution à ce problème, pour les communistes, ne réside pas dans l'indépendance, qui n'est jamais évoquée, mais, au contraire, dans une « union libre et fraternelle » des peuples tunisien et français⁶⁷.

⁶⁵ *L'Humanité*, 19 septembre 1945.

⁶⁶ *Ibid.*, 29 septembre 1945.

⁶⁷ *Ibid.*, 19 septembre 1945.

Les prises de position ambiguës du PCF sont également bien illustrées dans le traitement des événements de Sfax, en août 1947. Nous avons vu que les socialistes s'étaient opposés *a priori* à la grève organisée par un syndicat ouvertement nationaliste et en rupture avec le syndicat allié au PCT. Les communistes choisissent de ne pas relever ce conflit du syndicat avec le parti communiste local, et appuient la grève qui, selon le quotidien, avait simplement pour but une « fixation de leur salaire minimum vital ». L'aspect politique de la grève et de l'UGTT elle-même n'est pas mentionné. Ce qui a engendré la violence, c'est plutôt la « provocation classique, fomentée par la réaction colonialiste qui suscite des troubles pour pouvoir aisément justifier les mesures de représailles et ce, dans le but d'écraser le mouvement syndical et de ne pas donner satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs tunisiens »⁶⁸.

Les nationalismes nord-africains demeurent donc un sujet problématique pour les communistes. Bien qu'ils les condamnent fermement et soutiennent toujours avec ferveur le concept d'Union française, qui exclut toute indépendance réelle des pays membres, les communistes préfèrent se référer aux fautes de l'administration française, ce qui leur évite de véritablement se prononcer au sujet des revendications nationalistes portées par l'Istiqlal et le Néo-Destour. On accuse l'administration française d'être noyauté par des fascistes aux intentions belliqueuses, et de chercher à provoquer les Tunisiens qui sont facilement manipulés par de « faux nationalistes ». Cependant, la centrale syndicale tunisienne d'obédience nationaliste est blanchie par les communistes français, qui évitent de mentionner les revendications politiques et nationalistes dont elle se fait le porte-parole, pour n'en voir que l'aspect purement syndical. Soulignons, au passage, que la Tunisie, dans les pages de *L'Humanité*, bénéficie d'une couverture beaucoup plus importante que le Maroc.

CONCLUSION

Jusqu'en 1950, la gauche française demeure donc méfiante à l'égard de tout ce qui émane des mouvements nationalistes en Tunisie et au Maroc. Aucun des groupes les représentant n'arrive à s'attirer les faveurs des socialistes ou des communistes. Pour les

⁶⁸ *Ibid.*, 6 août 1947.

deux partis, la crainte que les indépendantistes maghrébins ne soient de mèche avec des puissances extérieures, qu'il s'agisse du Caire ou des États-Unis, l'emporte sur la reconnaissance du caractère national de ces organisations. Pour les partisans de la SFIO particulièrement, c'est l'influence de la religion et le développement d'un syndicalisme musulman qui suscitent le plus d'inquiétude. Du côté du PCF, l'association un peu rapide effectuée entre nationalistes et fascistes permet d'étayer ce rejet du Néo-Destour et de l'Istiqlal. Le choix des communistes d'éviter autant que possible la question des nationalistes pour mettre l'accent sur la critique du gouvernement français leur permet de ne pas avoir à justifier ce point de vue. À partir de 1950, cependant, ils se verront bien obligés de modifier leur analyse.

II. 1950-1956 : changement de cap progressif

Durant les années d'après-guerre, les partis de gauche ont donc brodé sur ces différents thèmes qui leur permettaient prudemment de ne pas appuyer les mouvements nationalistes qui se développaient en Afrique du Nord. À partir de 1950, cependant, le choc de la guerre, et l'omniprésence de la lutte contre le fascisme s'atténuent. De plus, un large mouvement de décolonisation s'amorce à travers le monde, faisant place, semble-t-il, à une plus grande ouverture d'esprit par rapport aux événements qui se déroulent outre-mer. Les prises de position des journaux de gauche vis-à-vis des nationalismes maghrébins vont s'assouplir graduellement, à des rythmes différents selon les partis et selon les pays concernés. En effet, les communistes vont modifier beaucoup plus rapidement leur opinion sur les nationalismes nord-africains, tandis que les socialistes y mettront plus de temps. Le Néo-Destour, en Tunisie, recevra plus facilement l'appui de la gauche française que l'Istiqlal du Maroc. On peut supposer que la laïcité plus prononcée de Bourguiba et de son parti, par rapport à l'Istiqlal, est à l'origine de ce fossé, la gauche française étant laïque par essence. Cette différence de traitement sera plus accentuée chez les socialistes.

Après une brève rétrospective des événements liés au nationalisme marocain durant les années 1950 à 1956, nous expliquerons comment *Le Populaire*, puis *L'Humanité*, se sont emparés de la question.

a. Le Maroc

La période qui s'étire de 1950 à 1956 est pleine de bouleversements pour le protectorat marocain. Le Sultan, qui tente de réviser le traité de 1912, se butte au durcissement de la répression française à l'égard des nationalistes. En août 1953, l'administration française dépose le monarque et le condamne à l'exil. Dans la population, ce geste entraînera une grande colère, et le sultan banni fera de plus en plus l'objet d'un culte au sein des masses marocaines. Dans les deux années qui suivent, les dirigeants nationalistes, dont un grand nombre sont en prison, sont relayés par des jeunes provenant de milieux populaires. Les méthodes d'action se durcissent, et le terrorisme, difficile à

contrôler parce que ne faisant pas l'objet d'une politique concertée⁶⁹, commence à se développer. En contrepartie, l'intensification de la répression française et le développement d'un contre-terrorisme par des Européens du Maroc, rendent la situation insoutenable⁷⁰. La reprise des entretiens entre le gouvernement français et les nationalistes mènera, en novembre 1955, au retour du sultan et à la constitution d'un gouvernement marocain. Ce dernier, composé de nationalistes de l'Istiqlal, du PDI et d'indépendants, négociera, au printemps suivant, un accord consacrant l'indépendance marocaine et la coopération du nouvel État avec la France.

Le Populaire

Le Populaire s'intéresse peu au Maroc, comparativement à la Tunisie. Il semble y avoir un malaise par rapport à ce protectorat, une plus grande difficulté, peut-être, à prendre position. Bien qu'au début des années 1950, un changement de direction plaçant Robert Verdier à la tête du *Populaire* semble orienter le journal vers une plus grande ouverture à l'égard des mouvements nationalistes nord-africains⁷¹, le nationalisme marocain et les revendications qui l'accompagnent demeurent difficiles à accepter pour le quotidien socialiste. Le journal s'oppose longtemps à l'indépendance du Maroc, et les nationalistes sont plutôt perçus comme des « extrémistes ». Il soutient pendant un certain temps que ceux-ci n'ont pas de base solide au sein de la population marocaine. Toutefois, à partir de 1953, il commence à qualifier de « progressiste » l'Istiqlal, pour finalement approuver une indépendance dans le cadre d'une collaboration avec la France, tout en faisant une nette distinction entre bons et mauvais nationalistes.

L'ISTIQLAL : DES EXTRÉMISTES

En novembre 1951, par exemple, à l'occasion des élections des chambres marocaines du commerce et de l'industrie, l'Istiqlal lance un mot d'ordre d'abstention à la population, avec un succès de près de 90% à certains endroits. Des bagarres éclatent

⁶⁹ Il est d'ailleurs réprouvé par l'Istiqlal dans plusieurs cas. Cf Le Tourneau, *Histoire du Maroc...* p. 248.

⁷⁰ *Ibid.*, p 248.

⁷¹ Oved. *op. cit.*, p. 272.

autour des bureaux de vote, faisant 5 morts et 40 blessés⁷². Pour les socialistes, qui considèrent que les élections représentent un « progrès dans le sens démocratique »⁷³ de la société marocaine, ce mot d'ordre apparaît naturellement comme anti-démocratique. Il provient d'« extrémistes »⁷⁴, qui « essayaient de s'opposer par la force au fonctionnement normal des bureaux de vote pour les élections »⁷⁵.

Après coup, le quotidien socialiste tente néanmoins d'expliquer autrement les événements. La France est la première à blâmer, puisqu'« on peut à coup sûr faire la constatation que de telles manifestations n'auraient pas eu d'objet si la France avait moins tergiversé pour réaliser au Maroc des réformes progressives ». C'est donc le réformisme des socialistes qui est ici remis à l'honneur. On précise ensuite que ce ne sont pas des nationalistes qui sont responsables de l'incident⁷⁶, mais plutôt des « extrémistes de l'Istiqlal »⁷⁷ et des communistes⁷⁸. On juge cependant vraisemblable que les dirigeants du parti ne soient pas à l'origine de l'incident. Dans cette distinction, on peut donc commencer à discerner une certaine acceptation, de la part des socialistes, d'une forme de nationalisme, sans qu'il s'agisse pour autant d'un appui aux revendications indépendantistes dont ce nationalisme, qui s'exprime avec moins de violence, se fait le porte-parole.

LE NATIONALISME MAROCAIN : UN MOUVEMENT DÉTACHÉ DE LA POPULATION

Le Populaire insiste sur le fait que la population marocaine dans son ensemble n'a rien à voir avec ces événements, les manifestations ayant été très localisées, et « nombre d'habitants de Casablanca n'en auraient, dit-on, appris la nouvelle qu'hier matin par la presse ». L'événement aurait été provoqué par des « agitateurs en liaison avec la Ligue arabe » qui « reçoivent incontestablement leurs mots d'ordre du Caire », et qui agissent

⁷² Le Tourneau, *Histoire du Maroc...*, p. 242

⁷³ *Le Populaire*, 3-4 novembre 1951.

⁷⁴ *Ibid.*, 2 novembre 1951.

⁷⁵ *Ibid.*, 3-4 novembre 1951.

⁷⁶ Ce faisant, ils reprennent l'idée proposée par *L'Humanité*, peu de temps plus tôt, que le nationalisme ne représente pas une mauvaise chose en soi, mais que les nationalistes auxquels on a affaire n'en sont pas vraiment, ou alors que ce sont des extrémistes.

⁷⁷ *Le Populaire*, 3-4 novembre 1951.

⁷⁸ *Ibid.*, 3-4 novembre 1951. (Ch-A. Julien)

avec l'intention de « créer des désordres, au moment où s'ouvre la session de l'ONU », où le problème marocain sera mis sur la table. La crainte d'une intervention extérieure demeure donc vive et sert encore à délégitimer le mouvement nationaliste. Le but des manifestations, selon les socialistes, est de justifier la plainte déposée par l'Égypte à l'ONU. Quant à l'utilisation de leurs armes par les policiers, elle s'explique par le fait que « les manifestants se faisaient de plus en plus menaçants »⁷⁹.

En outre, les socialistes continuent, à la fin de l'année 1952, de percevoir l'Istiqlal comme un parti qui a peu de prise sur la masse. « Il est relativement facile de décapiter l'Istiqlal », explique-t-on dans *Le Populaire*, ce mouvement nationaliste ne disposant pas, comme en Tunisie, d'une « puissante assise populaire »⁸⁰. En décembre 1954, encore, on y lit qu' « il n'apparaît pas que l'Istiqlal d'Allal el Fassi et encore moins le parti démocratique de l'indépendance d'El Ouazzani aient partout des racines très profondes »⁸¹.

LE NATIONALISME : UN MOUVEMENT PROGRESSISTE

Pourtant, c'est peu de temps après, suite à la réaction marocaine à l'exil du sultan, en 1953, que les socialistes commencent à modifier leur perception du nationalisme marocain. Bien qu'en 1951 on accusait seulement les éléments extrémistes de l'Istiqlal, en laissant croire que le noyau du parti était plus modéré, et donc mieux prisé par les milieux socialistes, on ne se prononçait pas franchement sur le parti nationaliste. En 1953, cependant, pour Fernand Caussy, il devient « le mouvement progressiste de l'Istiqlal »⁸². Le mois suivant, ce même journaliste déclare que le sultan a été déposé parce qu' « il était progressiste »⁸³.

À partir de 1955, cependant, les socialistes mettent plus clairement les cartes sur la table en ce qui concerne la distinction qu'ils font entre les « bons » et les « mauvais » nationalistes. Les mauvais sont ceux qui préconisent la violence, le terrorisme, comme méthode d'action. Un attentat à la bombe dans un café de Casablanca suscite évidemment

⁷⁹ *Ibid.*, 3-4 novembre 1951.

⁸⁰ *Ibid.*, 13-14 décembre 1952.

⁸¹ *Ibid.*, 14 décembre 1954.

⁸² *Ibid.*, 1-2 août 1953.

la désapprobation de la SFIO, *Le Populaire* soulignant qu'« il ne peut qu'inspirer la réprobation indignée de tous les hommes sensés »⁸⁴. D'ailleurs, ce type d'agression est aussi condamné par l'Istiqlal⁸⁵. Les socialistes font bien la distinction, soulignant que « les nationalistes éclairés – et il y en a au Maroc – savent bien que la cause marocaine ne triomphera pas avec de telles méthodes »⁸⁶. Toutefois, le quotidien socialiste n'abonde pas en précisions relativement à ces « bons » nationalistes.

L'INDÉPENDANCE... AVEC LA FRANCE

Les socialistes commencent à utiliser le terme d'« indépendance » à propos du Maroc en l'apposant à un autre mot qui fait moins peur : « interdépendance »⁸⁷. Le journal de la SFIO, qui recherche à tout le moins un maintien de la relation entre la France et ses protectorats, l'indépendance devenant inévitable, rappelle que la tendance du nationalisme qui est « hostile aux négociations avec la France, est minoritaire »⁸⁸. Le refrain de la coopération de l'Istiqlal et du Sultan avec la France permettra aux socialistes d'appuyer plus ouvertement le passage du protectorat à l'étape de l'indépendance.

De même, lorsqu'en novembre 1955, le Sultan revient au Maroc auréolé de gloire, et qu'il adopte une attitude modérée à l'égard de la France, soutenant que le Maroc indépendant devra coopérer avec l'ancienne Métropole, les socialistes l'approuvent : « C'est une ère nouvelle qui s'ouvre dans les rapports franco-marocains »⁸⁹. Ils continuent toutefois de réprover l'attitude d'une autre frange du mouvement nationaliste. « Les ultra du nationalisme marocain – ceux qui se soucient moins du Maroc que d'obéir aux ordres venus du Caire – sont furieux de l'attitude sage observée par Sidi Mohammed Ben Youssef et les partis nationalistes ». Le leitmotiv qui vise à faire craindre les groupes appuyés par le Caire est, on le voit, encore très présent. Mais ces nationalistes sont, écrit-on, « condamnés à l'échec »⁹⁰.

⁸³ *Ibid.*, 1^{er} septembre 1953.

⁸⁴ *Ibid.*, 16-17 juillet 1955.

⁸⁵ Le Tourneau, *Histoire du Maroc...*, p. 248.

⁸⁶ *Le Populaire*, 16-17 novembre 1955.

⁸⁷ *Ibid.*, 27 juillet 1955.

⁸⁸ *Ibid.*, 8 septembre 1955.

⁸⁹ *Ibid.*, 17 novembre 1955.

⁹⁰ *Ibid.*, 9 novembre 1955.

L'Humanité

Les prises de position des communistes à l'égard du nationalisme marocain vont se modifier beaucoup plus rapidement que celles de leurs confrères socialistes. Il faut dire que le Parti communiste marocain prend parti pour l'indépendance du Maroc dès août 1946⁹¹, ce qui a pour effet d'exercer une certaine pression sur les communistes de la Métropole. Toutefois, le PCF mettra tout de même un peu de temps à emboîter le pas à son homologue marocain. Il n'approuve pas, au début, cette décision du PCM. Georges Oved décrit ainsi les appréhensions des communistes français :

En l'absence d'archives se rapportant, éventuellement, aux débats internes du parti sur cette question, on peut formuler trois hypothèses. La première, c'est que les communistes français, inquiets de la mainmise américaine sur le protectorat, redoutent les conséquences du départ de la France. (...) La seconde, qui peut se combiner avec la première, vise les réticences du PCF à cautionner une lutte de libération nationale dont il sait bien qu'elle n'est pas dominée par le parti communiste marocain, mais par des partis nationalistes sur lesquels il n'a aucune prise. Enfin, une hypothèse très voisine de celle-ci concerne la crainte qu'ont pu éprouver certains communistes métropolitains de voir éliminer des mouvements nationaux des pays d'outre-mer les éléments européens, qui militent précisément dans les partis communistes locaux⁹².

En dépit de ces réserves, peut-être le fait d'avoir été pris de court par les communistes locaux a-t-il incité le PCF à réviser plus rapidement sa perception des événements qui secouent l'Afrique du Nord. À partir de 1950, le PCF commence à appuyer ouvertement la revendication indépendantiste marocaine. L'attitude de *L'Humanité* à cet égard peut être analysée sous divers angles. D'abord, nous verrons *pourquoi* le quotidien soutient ce mouvement et quels justificatifs il invoque dans son argumentation. Ensuite, nous exposerons, par quelques exemples, *comment* il s'y prend pour défendre cette idée et nous montrerons que les communistes sont prêts à aller assez loin dans cette veine.

Dès la fin des années 1940, *L'Humanité* commence à considérer comme important le problème de la misère au Maroc, et c'est d'abord cette situation qui amène le quotidien

⁹¹ Oved. *op. cit.*, p. 242.

⁹² *Ibid.*, p. 262.

à remettre peu à peu en question la légitimité du régime colonial. Dans un reportage sur la pauvreté et les bidonvilles au Maroc, Pierre Hervé fait le parallèle entre la misère des Marocains et la richesse des Européens qui vivent dans la même ville. « Un peuple est là, écrit-il, qu'une main empoigne à la gorge, étouffe à demi, tente d'empêcher de parler, mais qui n'a rien abandonné de sa volonté de vivre libre et digne »⁹³. Le thème de l'humiliation sera repris par Robert Lambotte, quelques années plus tard :

Au Maroc, j'ai vu les poings se serrer. Oui, la colère gronde au Maroc, elle gronde comme jamais elle n'a grondé et elle ne pourra être contenue. C'est le fruit de cette humiliation de tous les jours, de ce pillage, de ce spectacle de l'exploiteur vautre dans sa ville ultra-moderne à quelques mètres du bidonville où, à la saison des pluies, les enfants meurent par centaines.⁹⁴

C'est à partir de cette dénonciation de la misère marocaine que les communistes en viennent graduellement à envisager une remise en question plus radicale de la présence française au Maroc. Le traité de Fès de 1912 est décrit au printemps de 1950 comme un « acte d'asservissement colonial »⁹⁵. Quelques mois plus tard, on lit que « l'horreur des bidonvilles ne prendra fin qu'avec la fin de la domination coloniale »⁹⁶.

L'INDÉPENDANCE MAROCAINE : UNE ŒUVRE APPUYÉE PAR LES FRANÇAIS

Le terme d'indépendance n'apparaît dans *L'Humanité* que vers la fin de l'année 1950. Les réformes que proposent les Français, « quelques aménagements qui ne changent rien au problème », sont insuffisantes. « C'est pour l'indépendance que lutte le peuple marocain »⁹⁷. Toutefois, si pour les communistes, le désir d'indépendance signifie bien la « volonté unanime du peuple marocain d'en finir avec le protectorat », il n'est pas dirigé contre la France, puisque *L'Humanité* souligne que « le peuple français continuera à appuyer la lutte du peuple marocain pour son indépendance »⁹⁸. Le thème de l'union du peuple français et du peuple marocain reste donc à l'ordre du jour, et sert même à justifier une prise de position qui, à l'époque, aurait pu être considérée comme anti-française.

⁹³ *L'Humanité*, 6-7 juin 1948.

⁹⁴ *Ibid.*, 16 septembre 1953.

⁹⁵ *Ibid.*, 30 mars 1950.

⁹⁶ *Ibid.*, 5 septembre 1950.

⁹⁷ *Ibid.*, 2 novembre 1950.

⁹⁸ *Ibid.*, 13 décembre 1950.

« Les patriotes marocains, sans distinction de parti, qui luttent contre l'impérialisme pour leur libération nationale, sentent à leurs côtés, comme toujours, la classe ouvrière et les communistes français, engagés dans les mêmes luttes contre les mêmes ennemis ». Ce concept permet en fait aux communistes d'appuyer le mouvement national marocain tout en évitant d'être étiquetés comme « traîtres » dans la Métropole. Plus encore, la libération des peuples colonisés ne peut être que bienfaisante pour la France. Ainsi :

lutter contre les gouvernants colonialistes dont le régime ne survit que grâce à de telles méthodes terroristes, exiger la libération d'Ali Yata⁹⁹ et des nombreuses victimes de cette monstrueuse politique, ce n'est pas seulement aider le peuple marocain, c'est aussi aider la cause de notre peuple, de notre pays, dont l'intérêt exige qu'ils soient au plus tôt débarrassés des gouvernants impérialistes qui nous conduisent à la ruine et à la guerre¹⁰⁰.

L'INDÉPENDANCE MAROCAINE : LA LUTTE DES COMMUNISTES

Quelques années après la décision du PCM de revendiquer l'indépendance du Maroc, le PCF salue « le magnifique essor du mouvement national au Maroc »¹⁰¹, mais il tente, par fidélité pour le mouvement communiste local, de l'attribuer essentiellement au travail du PCM. Cela permet au parti métropolitain de laisser croire que le mouvement est porté par des communistes, et que par conséquent il s'harmonise d'une certaine manière avec les valeurs de la gauche française. Il apparaît ainsi comme moins étranger aux yeux des lecteurs français.

Néanmoins, il lui faut bien finir par évoquer le fait que le mouvement nationaliste est porté également – surtout, en fait –, par d'autres partis nationalistes, et essentiellement par l'Istiqlal. Au début des années 1950 du moins, on évite toutefois de nommer l'Istiqlal. On mentionne le « peuple marocain »¹⁰², ou alors, au pluriel, « les partis nationalistes »¹⁰³. Les communistes mettent l'accent sur la nécessité de l'union entre les divers partis qui sont en faveur de l'indépendance, et s'appuient plus particulièrement, bien entendu, sur les paroles et gestes du PCM. « Les militants du Parti communiste marocain qui ont contribué

⁹⁹ Dirigeant du PCM.

¹⁰⁰ *L'Humanité*. 15 janvier 1953.

¹⁰¹ *Ibid.*. 1^{er} janvier 1954.

¹⁰² *Ibid.*. 13 décembre 1950.

de façon conséquente à renforcer la lutte de notre peuple, travaillent côte à côte avec leurs frères de combat du Parti de l'Istiqlal, du Parti démocrate de l'indépendance et des sans parti. Plus que jamais, la désunion entre les patriotes apparaît comme un danger pour le mouvement national et dont seuls nos ennemis peuvent se réjouir »¹⁰⁴. Pour Léon Feix, les déboires de l'Istiqlal et du PCM avec les autorités colonialistes sont amalgamés : « tel parti national devient, du jour au lendemain, « communiste », pour faciliter l'excitation de la répression, cependant qu'Ali Yata, secrétaire du Parti communiste marocain, est qualifié « d'agitateur de l'Istiqlal »¹⁰⁵. Ce faisant, *L'Humanité* récupère, au profit des communistes locaux, le mérite de la lutte qui est essentiellement menée par l'Istiqlal.

L'INDÉPENDANCE MAROCAINE... À L'ÉGARD DES AMÉRICAINS

Une autre raison justifie la position du PCF à l'égard du nationalisme marocain. Paradoxalement, il s'agit d'un facteur qui, quelques années plus tôt, tendait plutôt à rendre les communistes méfiants vis-à-vis du nationalisme: il s'agit de l'antiaméricanisme. Alors qu'après la guerre, le penchant des nationalistes pour les États-Unis indisposait les communistes, ces derniers finissent par négliger cette tendance, et prônent au contraire l'idée que le nationalisme sert de rempart à l'invasion américaine en Afrique du Nord. En effet, puisque le gouvernement français est de connivence avec les États-Unis en vue de l'installation de bases militaires américaines au Maroc, c'est donc qu'il est dans le camp des impérialistes. Or, « dans le moment présent, les communistes français soutiennent tout mouvement, tout parti, toute personnalité qui, dans les pays d'outre-mer, contribuent effectivement à affaiblir le camp impérialiste, le camp des fauteurs de guerre »¹⁰⁶. En septembre 1953, on lit encore dans *L'Humanité* que « les colonialistes mettent d'autant plus d'obstination à vouloir étouffer le mouvement national dans ce pays qu'ils ont cédé des bases militaires aux impérialistes américains et qu'ils cherchent, sous la direction générale de leur congénère d'outre-Atlantique, à faire du Maroc une plate-forme

¹⁰³ *Ibid.*, 1^{er} février 1951.

¹⁰⁴ *Ibid.*, 16 août 1954.

¹⁰⁵ *Ibid.*, 1^{er} mars 1951.

¹⁰⁶ *Ibid.*, 2 mars 1951.

d'agression... »¹⁰⁷. Les démarches entreprises par certains milieux nationalistes marocains auprès des Américains, et notamment l'attitude du sultan qui, à plusieurs reprises, a déclaré son admiration pour les voisins d'outre-Atlantique¹⁰⁸, sont désormais passées sous silence. De même, la crainte exprimée, quelques années auparavant, que les nationalistes ne profitent à leur avantage des bases militaires américaines installées au Maroc, se volatilise. On affirme dorénavant d'emblée que les nationalistes refusent toute collaboration avec les États-Unis. « Dans l'esprit des combattants du Rif, indépendance signifie aussi unité territoriale, c'est-à-dire le retour au Maroc de la zone espagnole (...) indépendance veut aussi dire suppression des bases militaires étrangères »¹⁰⁹. Ce que la France perd comme zone de domination, les Américains ne doivent pas le gagner. « Les Marocains n'ont pas besoin d'un « tuteur étranger », qu'il soit français ou bien américain »¹¹⁰.

Bref, pour toutes ces raisons, on peut dire que d'une manière générale, à partir de 1950, l'appui de *L'Humanité* au nationalisme marocain demeure sans faille. Contrairement aux socialistes, qui considéraient que le nationalisme avait peu de racines au sein de la population marocaine, les communistes estiment que « le mouvement national est si puissant qu'il entraîne la quasi-unanimité des Marocains de toutes les couches sociales, qu'ils soient communistes, nationalistes, ou sans parti. Tous sont d'accord pour exiger l'indépendance du Maroc »¹¹¹.

DES ALLIANCES PARDONNÉES

Les moyens utilisés par le PCF pour appuyer le nationalisme marocain sont parfois surprenants. Par exemple, lorsque des collusions se font jour entre l'Espagne franquiste, offensée de n'avoir pas été consultée par les autorités françaises au moment de la déposition du sultan, et les nationalistes qui profitent de cette discorde pour organiser des camps d'entraînement en zone espagnole, les communistes sont prêts à le comprendre, et ce même si l'Espagne de Franco représente pour eux une irréductible ennemie. En effet,

¹⁰⁷ *Ibid.*, 4 septembre 1953.

¹⁰⁸ Hadhri. *op. cit.*, p. 112.

¹⁰⁹ *L'Humanité*, 12 décembre 1955.

¹¹⁰ *Ibid.*, 3 septembre 1951.

alors que les autorités espagnoles favorisent un grand rassemblement populaire anti-colonialiste à Tetuan, le 1^{er} janvier 1954, *L'Humanité* écrira que « l'on peut comprendre que des Marocains croient opportun d'utiliser certaines contradictions existant dans la coalition atlantique »¹¹².

DES FAITS OMIS

Parfois, pour pouvoir soutenir les actes des nationalistes sans sembler entrer en contradiction avec leurs valeurs, les communistes omettent certains renseignements lors de la publication de nouvelles. Prenons, par exemple, les fameuses élections de novembre 1951 dont nous avons parlé dans la partie concernant *Le Populaire*. Rappelons les faits : lors des élections des chambres du commerce et de l'industrie du Maroc, l'Istiqlal prône l'abstention avec un certain succès, et au moment des élections, des émeutes éclatent autour des bureaux de vote de Casablanca, provoquant 5 morts et de nombreux blessés. Il nous est malheureusement difficile de connaître plus précisément la nature exacte des événements qui se sont déroulés ce jour-là. Il est toutefois étonnant de constater le hiatus existant entre la version des socialistes et celle des communistes. Alors que dans la première, après avoir fait mention du mot d'ordre abstentionniste, on expliquait que les émeutes avaient été provoquées par des « extrémistes » et que les policiers, menacés, avaient été obligés d'utiliser leur arme, la deuxième est tout autre. Dans *L'Humanité*, Pierre Courtade explique que, « prenant prétexte de la présence d'enfants autour du bureau de vote de Derb-Ghalef, les policiers ouvrirent une première fois le feu sur eux ». Les « extrémistes » sont donc remplacés par des enfants, ce qui, bien entendu, aggrave considérablement le rôle des policiers dans cette histoire. « À qui pourra-t-on faire croire, ajoute-t-il, que des policiers aient pu se trouver en danger devant des enfants aux mains nues? ». L'interprétation de ce geste des autorités française est la suivante : « affolés par l'ampleur grandissante du mouvement national au Maroc, les colonialistes ont voulu justifier une répression massive. »¹¹³. Le mot d'ordre d'abstention n'est pas du tout évoqué à ce moment, un peu comme si on craignait qu'il ne serve de prétexte à

¹¹¹ *Ibid.*, 2 mars 1951.

¹¹² *Ibid.*, 23 janvier 1954.

¹¹³ *Ibid.*, 3 novembre 1951.

dé légitimer le mouvement nationaliste, ou comme si donner son accord à ce mot d'ordre était considéré comme anti-démocratique. Peut-être est-ce simplement parce qu'il émane de l'Istiqlal, et que les communistes ne sont pas prêts à appuyer en tous points le parti nationaliste. Toutefois, le mouvement abstentionniste est mentionné dans l'édition du surlendemain, laquelle souligne qu'il s'agissait d' « élections truquées », et que « de cette parodie d'élections la population n'était pas dupe et l'a montré en s'abstenant »¹¹⁴. Quelle version est la plus vraisemblable? Il est bien difficile de le savoir, mais la différence de traitement entre les deux journaux montre bien qu'il y a un malaise, dans la gauche française, à l'égard de l'attitude à adopter envers les nationalistes marocains.

UNE VIOLENCE JUSTIFIÉE

Alors qu'en 1951, les communistes s'emploient à démontrer que les nationalistes n'ont pas fait usage de violence et que les autorités policières sont les seules responsables, on constate qu'à partir de la déposition du sultan et de la multiplication des actes violents perpétrés par les nationalistes, *L'Humanité* cherche au contraire à approuver ces gestes. Les agressions effectuées par les nationalistes marocains sont entièrement justifiées par l'oppression colonialiste. « Une telle situation n'est pas imputable au peuple marocain, mais à ceux qui l'oppriment », lit-on dans *L'Humanité* du 25 décembre 1953. « De nombreuses actions de patriotes ont été exécutées, mais toutes ont été dirigées soit contre les forces de répression, soit contre les traîtres marocains qui collaborent avec les gouvernants français contre leur propre peuple, soit contre les exploiters colonialistes ». Quant aux attentats terroristes qui frappent plus aveuglément, ils sont également justifiés. « L'attentat de Casablanca et les dix-neuf morts et vingt-huit blessés qui en sont les victimes, dénoncent l'abominable politique poursuivie au Maroc contre les intérêts non seulement du peuple de ce pays, mais aussi du nôtre »¹¹⁵.

¹¹⁴ *Ibid.*, 5 novembre 1951.

¹¹⁵ *Ibid.*, 25 décembre 1953.

b. La Tunisie

Les années 1950 à 1956 sont aussi décisives pour la Tunisie que pour le Maroc. Ce sont elles qui mènent le protectorat français vers l'indépendance, mais au prix de beaucoup de sang versé.

En avril 1950, Bourguiba se rend à Paris pour présenter ses revendications en sept points. Fidèle à sa méthode étagée, il ne demande pas encore l'indépendance, mais plutôt un gouvernement homogène et un premier ministre tunisien désigné par le bey. Il se montre favorable à une large coopération franco-tunisienne. Il n'exclut toutefois pas la lutte armée, advenant l'échec de la diplomatie¹¹⁶. La nomination d'un nouveau résident, Périllier, aboutit à la nomination d'un ministère tunisien, dirigé par Mohammed Chenik, qui doit négocier les étapes de l'autonomie interne. Les réformes présentées en février 1951 ne satisfont pas les nationalistes¹¹⁷, pas plus que les Français de Tunisie¹¹⁸. En décembre 1951, la partie française propose la co-souveraineté, qui représente une régression par rapport à l'autonomie interne. Ce repli marque une rupture entre la France et les nationalistes tunisiens¹¹⁹.

Deux ministres tunisiens décident de remettre à l'ONU une requête comportant des griefs envers la France. Ce geste est mal perçu par le gouvernement français et le nouveau résident, de Hautecloque¹²⁰. S'ouvre alors une ère de répression. En janvier 1952, Bourguiba, Mongi Slim et de nombreux autres leaders nationalistes sont arrêtés. La colère de la population engendre des manifestations populaires qui font de nombreux morts. À la fin de mars, Chenik, trois ministres, et également de nombreux destouriens et communistes sont arrêtés. Un nouveau ministère, dirigé par Salaheddine Baccouche et peu apprécié des Tunisiens, est nommé¹²¹. Un nouveau plan de réformes, très éloigné des revendications des nationalistes, est proposé. En décembre, Ferhat Hached, leader de l'UGTT, est assassiné par des ultras européens.

¹¹⁶ Charles-André Julien, *Et la Tunisie devint indépendante...(1951-1957)*, Paris, Les Éditions Jeune Afrique, 1985, p. 26.

¹¹⁷ Suliman, *op. cit.*, p. 48.

¹¹⁸ Julien, *Et la Tunisie...*, p. 28.

¹¹⁹ Suliman, *op. cit.*, p. 48.

¹²⁰ Le Tourneau, *Évolution politique...*, p. 126.

¹²¹ *Ibid.*, p. 127.

L'année 1953 voit déferler sur la Tunisie une vague de terrorisme. Ceux qui collaborent avec la France sont attaqués, des bombes sont déposées dans des édifices publics. Un nouveau résident, Voizard, est nommé, qui forme un nouveau gouvernement, mais son refus de dialoguer avec le Néo-Destour transforme ses tentatives de réconciliation en échec. Le mouvement des fellagha s'amplifie, en 1954, imposant à la France la reprise des négociations. En juillet 1954, finalement, Mendès France reconnaît dans un discours l'autonomie interne de la Tunisie. Le bey est autorisé à former un nouveau gouvernement pour entamer les négociations. Celles-ci mèneront, le 3 juin 1955, à six conventions sur l'autonomie interne. Salah Ben Youssef, qui revient du Caire, demande l'indépendance totale et rejette les conventions, consacrant la rupture avec Bourguiba, toujours soutenu par l'UGTT. L'acceptation de l'indépendance marocaine, en novembre 1955, accélère le processus tunisien. Bourguiba se rend à Paris pour exiger l'égalité de traitement des deux protectorats. L'indépendance est reconnue officiellement le 20 mars 1956¹²².

Le Populaire

À partir de 1950, les socialistes adoptent une nouvelle position à l'égard des nationalistes tunisiens. Il s'agit d'un revirement radical par rapport à leur attitude des années d'après-guerre. Alors que jusqu'en 1949, la Fédération socialiste de Tunisie se contentait d'un programme de réformes économiques, politiques et sociales, elle se prononce en 1950 pour la suppression du protectorat. « Cette position concrète, adoptée en 1950 fut la plus audacieuse qu'ait prise le Parti socialiste français dans une matière coloniale »¹²³. Cela est sans doute imputable aux caractéristiques particulières du mouvement nationaliste tunisien et de son leader Bourguiba. Des valeurs occidentales, plutôt laïques, une modération dans les propos et l'adoption de l'étapisme comme méthode d'action, voilà qui pouvait séduire les socialistes, soucieux d'appuyer des mouvements progressistes, mais mal à l'aise devant quelques aspects rebutants de certains mouvements nationalistes. Toutefois, cet appui a des limites, qu'on peut aisément identifier.

¹²² Suliman, *op. cit.*, pp. 50-52.

LE POPULAIRE : CONTRE LE PROTECTORAT, MAIS FAVORABLE À L'UNION FRANÇAISE

Dès la fin de l'année 1949, le journal de la SFIO s'indigne des difficultés économiques de la Tunisie et André Bidet écrit que « le mécontentement - trop compréhensible - des Tunisiens est grandissant ». Dans le même article, l'auteur relève que la Fédération socialiste de Tunisie demande « un statut d'État associé l'amenant par étapes rapides à l'indépendance au sein d'un ensemble constitué autour de la France »¹²⁴. On voit donc que les socialistes n'approuvent plus l'état qui règne en Tunisie, mais pour eux, l'« indépendance » implique plutôt que « la Tunisie pourra adhérer librement à la communauté humaine qu'une véritable Union française doit représenter »¹²⁵. Le thème de l'Union française demeurera vivace durant quelques années, puisqu'on le retrouve encore dans *Le Populaire* en 1953¹²⁶.

Le protectorat n'a certes plus les faveurs du *Populaire*. En juin 1950, son application est critiquée, à nouveau par André Bidet, qui comprend que les Tunisiens s'opposent à la co-souveraineté. « Ils voient en elle une tendance à l'annexion. Ils la déclarent fautive, et ils n'ont pas tort ». Les traités de 1881 et de 1883, pourtant, sont réhabilités. Celui de Kassar Saïd « préserve bien la souveraineté tunisienne interne », puisque l'occupation militaire « doit avoir un caractère temporaire. Elle cessera lorsque les autorités militaires françaises et tunisiennes auront reconnu, d'un accord commun, que l'administration locale est en état de « garantir le maintien de l'ordre ». Il n'y a là-dedans aucune remise en question du droit de la France à imposer aux Tunisiens sa perception du « maintien de l'ordre »... Quant à la Convention de la Marsa, elle « établit seulement une assistance française dans l'exercice de cette souveraineté ». L'attribution du contrôle aux Français apparaît alors toute naturelle, et les socialistes ne se départissent pas encore de leur réflexe de civilisateurs. « Que l'élan français ait stimulé celle [l'évolution] de la Tunisie, c'est une évidence dont la France a le droit de s'enorgueillir ». Le temps approche toutefois de passer à une autre étape en Tunisie, mais Périllier, cité dans cet article,

¹²³ Julien, *Et la Tunisie...*, p. 26.

¹²⁴ *Le Populaire*, 29 décembre 1949.

¹²⁵ *Ibid.*, 30 mai 1950.

¹²⁶ *Ibid.*, 27 janvier 1953.

n'hésite pas à affirmer qu' « il faut cependant accepter les délais nécessaires et si cette entreprise réussissait la France, au cours de son histoire si longue, aura accompli une nouvelle fois sa mission civilisatrice »¹²⁷. Elie Cohen-Hadria écrira encore, deux ans plus tard, que l'administration directe « se légitimait quand il n'y avait pas de Tunisiens aptes à gérer les affaires de leur pays sur un mode moderne. Elle ne se légitime plus guère maintenant que de plus en plus nombreux sont les Tunisiens sortis d'écoles françaises »¹²⁸. L'occupation du siècle précédent, et sa prolongation, se trouvent donc encore justifiées aux yeux des socialistes. Le changement d'attitude marqué de la SFIO ne représente donc pas une remise en question profonde du principe colonial.

On comprend donc que l'appui apporté dès 1950 par les socialistes au mouvement du Néo-Destour demeure fortement teinté de paternalisme. Il s'agit néanmoins d'un changement d'attitude qui mérite d'être souligné et qui modifiera la perception que les socialistes auront des événements subséquents en Tunisie. *Le Populaire* exprimera jusqu'à 1956 son appréciation de la modération de Bourguiba et du Néo-Destour qu'il représente, et s'emploiera à défendre leur point de vue plutôt que celui des fellagha ou de Salah Ben Youssef.

APPUI AU NÉO-DESTOUR ET À BOURGUIBA

Le changement de ton des socialistes à l'égard de Bourguiba et du Néo-Destour prend un peu par surprise tellement il est soudain. Il suit, comme nous l'avons déjà mentionné, la prise de position de la Fédération socialiste de Tunisie. L'attitude du quotidien de la SFIO s'appuie sur certaines caractéristiques particulièrement séduisantes du nationalisme tunisien : sa modération, l'origine très occidentale et française de l'idéologie de Bourguiba, et son souci de coopérer avec la France. Les socialistes iront jusqu'à récupérer à leur avantage ces aspects distinctifs du Néo-Destour.

La modération dont font preuve Bourguiba et ses associés est mise de l'avant par *Le Populaire*. Par exemple, le journal affirme clairement que les demandes que Bourguiba présente à Paris en avril 1950 ne lui paraissent pas du tout exagérées: « quelles sont les

¹²⁷ *Ibid.*, 12 juin 1950.

¹²⁸ *Ibid.*, 21 mars 1952.

intolérables revendications de ces nationalistes exacerbés que nous dépeint la presse réactionnaire? »¹²⁹. Au contraire, les socialistes soutiennent que les revendications tunisiennes « pouvaient être considérées comme une base raisonnable de discussion. Elles étaient d'ailleurs conformes à l'esprit de notre Constitution »¹³⁰. Ils vantent par ailleurs le journal hebdomadaire du Néo-Destour, « dont le ton est toujours modéré », et se moquent du terme d' « agitateurs » attribué aux nationalistes par d'autres quotidiens¹³¹. Il est faux, dit Christian Pineau pour détruire une image du nationalisme qui en effraie certains, d'affirmer que les Tunisiens veulent « jeter les Français à la mer ». En réalité, « les vraies revendications tunisiennes peuvent se résumer en une phrase, bien conforme à l'enseignement reçu des Français : “ Les Tunisiens veulent être, dans leur propre pays, les égaux des Européens ” »¹³².

Ce caractère plutôt « français » du nationalisme tunisien compte également pour beaucoup dans l'appui des socialistes à la cause de Bourguiba. L'attachement du leader tunisien à l'éducation française qu'il a reçue et aux valeurs du droit occidental qu'il a acquises en étudiant en France, n'est pas sans toucher profondément les socialistes français. On apprécie « ce parti, démocratique dans ses origines, et dont les chefs de file sont de formation et de culture françaises »¹³³. Bourguiba, d'ailleurs, semble utiliser cette carte pour amadouer la partie française, lorsqu'il déclare – ce qui lui vaut d'être cité dans *Le Populaire!* - que « notre mouvement (...) est occidental. Il est presque français »¹³⁴.

Ce point de vue permet aux socialistes de montrer les nationalistes comme n'étant pas anti-français. Au contraire, ils se félicitent de l'influence française en Tunisie. *Le Populaire* cite abondamment Bourguiba, et parmi ces citations, certaines vont jusqu'à démontrer que le chef nationaliste se félicite d'avoir été colonisé par la France! « Le système nouveau, aurait dit celui-ci, a apporté à la Tunisie des bienfaits incontestables. Il a établi le contact entre deux civilisations et, dans les heurts d'une collaboration imposée, il a, en définitive, réalisé un enrichissement de la Tunisie, sur le triple plan, matériel,

¹²⁹ *Ibid.*, 11 avril 1950.

¹³⁰ *Ibid.*, 17 décembre 1951.

¹³¹ *Ibid.*, 19 février 1952.

¹³² *Ibid.*, 14 décembre 1953.

¹³³ *Ibid.*, 22-23 mars 1952.

¹³⁴ *Ibid.*, 23 janvier 1952.

intellectuel et social »¹³⁵. Entendre ainsi l'œuvre de civilisation française justifiée par l'une des personnalités les plus importantes du mouvement nationaliste tunisien doit représenter une grande victoire pour les socialistes. Le discours profrançais de Bourguiba sert parfaitement les desseins de la SFIO en ce sens.

Par ailleurs le souci, exprimé maintes fois par le leader tunisien, de coopérer avec la France pour le règlement de la question nationale, apaise également les socialistes qui craignent une rupture trop abrupte avec les colonies. Les socialistes tiennent beaucoup, dans leur discours sur les questions coloniales, à maintenir une coopération de la France avec les pays émancipés, que ce soit lorsqu'ils défendent l'Union française ou lorsque, plus tard, ils évoquent l'indépendance pure et simple. « Il est encore possible de sauver l'amitié franco-tunisienne »¹³⁶, peut-on lire en novembre 1951 dans le quotidien socialiste. Le journal cite abondamment Bourguiba alors que celui-ci défend l'amitié franco-tunisienne¹³⁷. « Les Tunisiens, écrit Christian Pineau, savent que leur pays n'est pas capable de vivre seul. Il n'a pas d'intérêts économiques, s'il conserve de puissants liens religieux, avec les pays de la Ligue arabe. Il a un intérêt majeur à développer ses échanges avec la France »¹³⁸. C'est donc avec la France, et non pas avec les autres pays arabes, que la Tunisie doit s'efforcer de coopérer. D'ailleurs, les dirigeants du Néo-Destour « ont maintes fois affirmé leur volonté de faire aboutir leurs revendications par un accord avec la France »¹³⁹.

Les socialistes français apprécient tellement la méthode et l'idéologie du Néo-Destour, qu'ils vont presque jusqu'à s'approprier, par une rhétorique judicieuse, la paternité du nationalisme tunisien. Par exemple, Elie Cohen-Hadria dresse en 1952 un portrait fort éloquent de cette récupération du mouvement national. Alors qu'en 1881 la Tunisie ne représentait qu'une « masse inculte », l'instauration du protectorat français « a permis de coiffer tout cet ensemble, et de donner à ce pays une armature moderne ». La création des écoles en Tunisie représente sans doute le plus grand mérite de la France.

¹³⁵ *Ibid.*, 27 janvier 1953.

¹³⁶ *Ibid.*, 24-25 novembre 1951.

¹³⁷ *Ibid.*, 15-16 avril 1950, 3 mai 1950, 3-4 juin 1950, 18 décembre 1951, 23 janvier 1952, 30 novembre 1955.

¹³⁸ *Ibid.*, 15 décembre 1953.

¹³⁹ *Ibid.*, 21 janvier 1952.

Elle a permis l'introduction de Voltaire, Hugo, Descartes, La Fontaine. Sans ces écoles, « le nationalisme tunisien aurait eu les caractères d'un effroyable fanatisme, aveugle et sanguinaire, dont le succès, s'il s'était produit, aurait abouti à une épouvantable régression économique et sociale ». C'est sans aucun doute grâce à l'influence des écoles françaises, continue-t-il, que « le nationalisme tunisien n'est pas un fanatisme barbare, [qu'] il est plus largement pénétré par les courants de la pensée occidentale que n'importe quel autre nationalisme des pays arabes »¹⁴⁰.

LES SOCIALISTES CONTRE LES « EXTRÉMISTES »

Bien entendu, ce portrait qui laisse croire en un total assentiment comporte quelques nuances. Bourguiba se heurte parfois à une certaine méfiance des socialistes. Elie Cohen-Hadria prend la peine de souligner, à propos du Néo-Destour, que « l'appareil du Parti est très puissant, et ses moyens de pressions d'inspiration assez volontiers totalitaires. Cela ne manque pas d'être inquiétant »¹⁴¹. De même, « certains de ses [le nationalisme] aspects peuvent paraître irritants, ou inquiétants pour des socialistes ». Pour ces raisons, s'« il faut soutenir ce nationalisme », il ne faut pas forcément le suivre aveuglément¹⁴². Toutefois, les socialistes demeurent favorables au Néo-Destour et, pour être cohérents, évitent de mentionner les avertissements de Bourguiba quant à un éventuel recours à des méthodes d'action violente¹⁴³. Ils réservent généralement leurs critiques pour ceux qui leur apparaissent comme des extrémistes, soit l'ancien Destour, Ben Youssef, et surtout, les fellagha.

La présence de courants plus extrémistes permet aux socialistes de les utiliser comme une forme de chantage pour inciter le gouvernement français à négocier avec le Néo-Destour, c'est-à-dire « ceux qui représentent vraiment l'État d'esprit du peuple tunisien »¹⁴⁴. Il existe en Tunisie des partis plus menaçants, comme le Parti communiste et le parti nationaliste du Vieux-Destour, « dont le dessein avoué est de faire échouer toute

¹⁴⁰ *Ibid.*, 24 mars 1952.

¹⁴¹ *Ibid.*, 22-23 mars 1952.

¹⁴² *Ibid.*, 24 mars 1952.

¹⁴³ Par exemple en avril 1951, alors qu'il présente ses 7 points à Paris, le leader tunisien n'hésite pas à souligner qu'en cas d'échec de la diplomatie, les nationalistes pourraient utiliser la lutte armée. Cf. Julien, *Et la Tunisie devint indépendante...*, p. 26.

politique de rapprochement franco-tunisien »¹⁴⁵. Par exemple, lorsqu'en décembre 1951, le gouvernement français décline la revendication d'autonomie interne de Bourguiba, on s'insurge dans les pages du *Populaire*. « Aurait-on oublié qu'il y a aussi, en Tunisie, des hommes et des organisations qui, eux, posent comme revendication première la reconnaissance préalable de l'indépendance et se refusent à accepter les réformes progressives? »¹⁴⁶. La reprise des négociations est urgente, « en ce moment où le monde musulman prend envers les Occidentaux une attitude voisine de l'hostilité »¹⁴⁷.

Ben Youssef n'est guère apprécié. Rival de Bourguiba à l'intérieur du Néo-Destour, il adopte, lors de son séjour de trois ans au Caire, des prises de positions panarabistes et prône l'indépendance du Maghreb entier. Aussi, lorsqu'il revient du Caire en 1955, il s'oppose aux conventions du 3 juin, considérant qu'elles consacrent le colonialisme en Tunisie. Cette opposition, ajoutée à la rivalité personnelle qui l'oppose à Bourguiba, mène en octobre 1955 à son exclusion du parti. En février 1956, il quitte clandestinement la Tunisie¹⁴⁸. Il va sans dire que l'attitude plus extrémiste de Ben Youssef n'a rien pour lui attirer la sympathie des socialistes français. Ben Youssef est « l'homme du Caire »¹⁴⁹, ce qui, de la part des socialistes, n'est pas un signe d'appréciation. En 1955, Elie Cohen-Hadria souhaite que les thèses de Bourguiba l'emportent dans le parti, et explique les « positions si tranchées et si violentes » de Ben Youssef par plusieurs facteurs : « l'exil, la rancœur d'avoir été tenu à l'écart de la Ligue arabe, l'enivrement de Bandoeng, une certaine jalousie plus ou moins consciente devant l'audience nationale et internationale de Bourguiba »¹⁵⁰.

Mais ce sont surtout les fellagha qui viennent troubler la quiétude des socialistes en ce qui concerne la Tunisie. Les fellagha sont des groupes armés venus du Sud, mais dont le mouvement s'étend vers le Nord à partir de 1953, alors que leur nombre s'accroît considérablement. Organisés en « armée nationale », ils combattent la présence

¹⁴⁴ *Le Populaire*, 4-5 juillet 1953.

¹⁴⁵ *Ibid.*, 21 janvier 1952.

¹⁴⁶ *Ibid.*, 17 décembre 1951.

¹⁴⁷ *Ibid.*, 24-25 novembre 1951.

¹⁴⁸ Le Tourneau, *Évolution politique...*, p. 138-139.

¹⁴⁹ *Le Populaire*, 24 octobre 1955.

¹⁵⁰ *Ibid.*, 19 octobre 1955.

française¹⁵¹, et établissent leur base et leur ravitaillement en Tripolitaine¹⁵². Bien qu'ils ne soient pas liés aux partis politiques existants, des contacts ont été établis entre les fellagha et certains militants du Néo-Destour, si bien qu'à partir de 1954 leurs actions sont plus étroitement soumises au développement des négociations entre Bourguiba et les autorités françaises¹⁵³. Néanmoins, les méthodes de ce mouvement sont clairement réprochées par les socialistes. « Il existe encore en Tunisie des groupements d'ultra-nationalistes qui croient servir les intérêts de leur pays en pratiquant le terrorisme contre les Français et leurs amis »¹⁵⁴. Les attentats commis par les fellagha ne suscitent aucune sympathie chez les socialistes, au contraire: « ces crimes nous ont remplis d'horreur »¹⁵⁵. Leur mouvement, d'autre part, est perçu comme une gangrène malsaine qui ronge le pays : « toute la région où travaillent les fellagha est « pourrie » »¹⁵⁶.

Toutefois, selon les socialistes, le problème des fellagha trouve son origine dans l'attitude du gouvernement français. Ce « problème social »¹⁵⁷ s'explique par le fait que « l'insuffisance des mesures économiques destinées à pallier la misère a jeté dans les rangs des Fellagha, qui promettaient des soldes, un certain nombre de pauvres bougres ». Également, il faut comprendre que « ces « fellagha » ne sont pas des bandits vulgaires. [...] ce sont surtout des nationalistes surexcités et exacerbés certes, mais aussi peut-être parfois des hommes relativement pacifiques, mais qui, ayant fui les prisons et les camps, ont été acculés à se mettre hors la loi et à se comporter en hors la loi »¹⁵⁸.

Ainsi, si le phénomène des fellagha est condamné par les socialistes, il n'en demeure pas moins expliqué par des causes hors du contrôle des Tunisiens. Pour cette raison, parce qu'ils ne sont pas « de simples bandits », ils doivent, une fois le conflit réglé, recevoir le pardon¹⁵⁹.

¹⁵¹ Juliette Bessis. « La crise de l'autonomie », dans *Mouvement ouvrier, communisme....*, pp. 270-271.

¹⁵² Julien. *Et la Tunisie....* p. 137.

¹⁵³ Juliette Bessis. *op. cit.*, p. 272.

¹⁵⁴ *Le Populaire*, 1^{er} novembre 1954.

¹⁵⁵ *Ibid.*, 1^{er} juin 1954.

¹⁵⁶ *Ibid.*, 1^{er} juin 1954.

¹⁵⁷ *Ibid.*, 16-17 octobre 1954.

¹⁵⁸ *Ibid.*, 1^{er} juin 1954.

¹⁵⁹ *Ibid.*, 1^{er} novembre 1954.

L'Humanité

Les communistes français, pour leur part, s'ils n'ont pas eu autant de difficulté que leurs confrères socialistes à admettre la légitimité du mouvement nationaliste marocain, n'en auront pas davantage à accepter le nationalisme tunisien. En effet, ils adoptent le même changement radical d'opinion par rapport aux années précédentes en ce qui concerne les nationalistes de Tunisie. Contrairement au Maroc, cependant, dont le parti communiste est plus proche des nationalistes que dans les autres pays du Maghreb, le parti communiste tunisien est plutôt en retard sur le mouvement national¹⁶⁰. Néanmoins, les communistes français, à partir de 1950, se prononcent assez clairement pour l'indépendance tunisienne.

Toutefois, les communistes, tout comme les socialistes, observent une certaine réserve par rapport au nationalisme tunisien : ils approuvent l'étapisme, et mettent l'accent sur un nationalisme qui n'est pas anti-français, et qui au contraire cherche la collaboration avec la Métropole. Cela est plus facile à démontrer pour la Tunisie, où le mouvement national est dirigé par un leader de formation française, que pour le Maroc. En revanche, comme ils l'ont fait pour les Marocains, les communistes cherchent à présenter un nationalisme qui, à défaut d'être vraiment dirigé par le parti communiste local (ce qui est loin d'être le cas en Tunisie), y est lié en partie. L'appel à la solidarité des partis demeure fort. De même, comme les attentats et les méthodes d'action plus violentes des Marocains, celles des Tunisiens sont progressivement justifiées et légitimées par le PCF. La modération de Bourguiba a toutefois moins d'impact sur l'attitude du PCF que sur celle des socialistes, sinon qu'elle le fait s'impatienter quelque peu. À quelques reprises, en effet, *L'Humanité* s'irrite de voir le Néo-Destour tergiverser, et n'être pas suffisamment radical.

LES COMMUNISTES POUR L'INDÉPENDANCE

Dans le cas tunisien, contrairement à celui du Maroc, le parti communiste local n'est certes pas le fer de lance de la prise de position indépendantiste du PCF. Alors que le

¹⁶⁰ Cf Hassine Raouf Hamza, *Communisme et nationalisme en Tunisie de la « libération » à l'indépendance (1943-1956)*. Tunis. Université de Tunis 1, 1994. 391 p.

PCM s'était prononcé en faveur de l'indépendance marocaine dès 1946, appuyant ainsi le mouvement nationaliste, le PCT, qui n'abandonne l'idée d'Union française qu'en novembre 1947¹⁶¹, et demeure récalcitrant au concept d'indépendance jusqu'au printemps de 1950, n'adopte la solution indépendantiste qu'en même temps que le parti métropolitain¹⁶². Quant au PCF, c'est au moment où il change d'avis à propos du Maroc qu'il adopte la même attitude pour la Tunisie. En novembre 1950, *L'Humanité* « appelle le peuple tunisien à s'unir pour faire échec à la répression et pour conquérir son indépendance réelle »¹⁶³. Cette indépendance est bien définie : il s'agit de la « suppression du régime de protectorat et de tout l'appareil colonialiste de l'administration »¹⁶⁴.

L'INDÉPENDANCE... AVEC LES FRANÇAIS

Toutefois, le PCF est tenu, comme les socialistes, de ne pas se placer dans une situation où il pourrait être accusé de trahison, ou d'être anti-français. Pour cette raison, *L'Humanité* fera parfois preuve d'une certaine modération, par exemple en appuyant l'étapisme du Néo-Destour. Encore en 1955, Pierre Courtade souligne que « le souffle venu de Bandoeng les [les peuples coloniaux] anime d'une expérience qui ne peut se satisfaire de compromis truqués, même s'il est raisonnable et réaliste d'envisager des étapes sur la voie de la libération totale »¹⁶⁵.

Mais surtout, le nationalisme tunisien ne doit pas être perçu, dans le quotidien communiste, comme un mouvement qui s'oppose aux Français. L'ennemi est le gouvernement colonialiste, mais pas le peuple français qui, lui, est toujours du bon côté. Le journal du PCF multiplie donc les citations de Tunisiens qui confirment leur amitié pour la France et les Français. « Les Tunisiens savent faire la différence entre leurs amis et leurs ennemis »¹⁶⁶. Ainsi, on cite Mohammed Ennafaa, secrétaire du PCT, qui affirme : « notre peuple ne confond nullement le peuple de France et la classe ouvrière avec les Mons et autres oppresseurs et exploiters. Et tandis que certains dirigeants nationalistes

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 195.

¹⁶² *Ibid.*, p. 209.

¹⁶³ *L'Humanité*, 22 novembre 1950.

¹⁶⁴ *Ibid.*, 17 mai 1951.

¹⁶⁵ *Ibid.*, 23 avril 1955.

¹⁶⁶ *Ibid.*, 8 août 1952.

cherchent à s'entendre avec l'impérialisme, notre peuple tunisien comprend de mieux en mieux que son allié le plus direct c'est le peuple travailleur de France en lutte contre l'ennemi commun »¹⁶⁷. Un habitant de Teboulba, cité par Yves Moreau, confirme cette idée : « Nous ne confondons pas le peuple de France avec nos oppresseurs. Nous croyons que nos deux peuples peuvent entretenir des relations d'amitié »¹⁶⁸. L'indépendance, en fait, serait bénéfique à la France : « c'est la seule solution correspondant aux sentiments démocratiques de notre peuple, puisque – seule - elle permet d'envisager l'établissement de relations économiques, culturelles et autres, sur un pied d'égalité entre la France et la Tunisie »¹⁶⁹.

LE NATIONALISME TUNISIEN : L'UNION DE PLUSIEURS PARTIS

Les communistes français hésitent à considérer le Néo-Destour comme le chef de file de la revendication nationaliste, ce qui est pourtant manifeste. Tout comme dans le cas marocain, ils cherchent à gonfler le rôle occupé par le parti communiste local dans la lutte pour l'indépendance nationale, et la déformation est particulièrement nette en ce qui concerne le PCT. Pour défendre cette vision, le journal communiste s'appuie sur les actions et les paroles des membres du PCT, mais il souligne aussi l'union dont font preuve les différents partis politiques indépendantistes de la Tunisie. « Nous sommes parfaitement unis », affirme le secrétaire du PCT dans *L'Humanité* en parlant des relations de son parti avec le Néo-Destour. « Notre vœu le plus cher est que dans le peuple se réalise une unité semblable à celle qu'est la nôtre ici »¹⁷⁰. En réalité, cette unité est loin d'être acquise. Les nationalistes, malgré l'appui des communistes français et de l'URSS à leur cause, continuent d'entretenir des liens étroits avec les États-Unis, tâchant de se gagner des alliés dans ce pays¹⁷¹. Dans leur souci d'approuver la lutte nationale tunisienne, les communistes de France vont éviter d'aborder ce sujet fort embarrassant en période de guerre froide.

Les communistes esquivent donc autant que possible la question de l'importance du Néo-Destour dans la lutte tunisienne pour l'indépendance. Ils évoquent « la lutte

¹⁶⁷ *Ibid.*, 18 avril 1950.

¹⁶⁸ *Ibid.*, 3 février 1952.

¹⁶⁹ *Ibid.*, 5 avril 1952.

¹⁷⁰ *Ibid.*, 24 janvier 1952.

magnifique du peuple tunisien »¹⁷² plutôt que d'aborder celle du Néo-Destour, pourtant en première ligne. Les membres de ce parti n'apparaissent que comme une fraction du mouvement nationaliste, le PCT déclarant dans *L'Humanité* que « Néo-destouriens, communistes, hommes, femmes et jeunes, patriotes et sans parti, sans aucune distinction d'origine sociale ou raciale, sans distinction d'opinion politique, notre union dans un front national tunisien est le gage certain de notre victoire contre l'ennemi impérialiste »¹⁷³.

LA VIOLENCE JUSTIFIÉE

Tout comme dans le cas marocain, les communistes français en viendront à justifier les actes de violence commis par les fellagha et les terroristes tunisiens, les percevant comme nécessaires dans le cadre de la lutte nationale. Le terme « terroriste », d'ailleurs, n'est jamais utilisé. On parle, concernant tous les Tunisiens qui combattent contre la France, de « patriotes »¹⁷⁴. Lorsque des Tunisiens commencent à commettre des actes de sabotage, il s'agit d'« actions patriotiques »¹⁷⁵. Les vrais responsables de cette violence, ce sont les colonialistes¹⁷⁶, et non pas les « Tunisiens qui luttent courageusement pour la liberté de leur pays »¹⁷⁷. Les communistes français ne ressentent donc pas le besoin, comme le font les socialistes, de dissocier l'action diplomatique du Néo-Destour de celle, plus radicale, des fellagha. *L'Humanité* cite Bourguiba déclarant que les fellagha « sont nés (...) d'une politique absurde et criminelle. Ils n'ont fait que résister aux poursuites policières abusives et aux sanctions judiciaires qui les menaçaient »¹⁷⁸.

Par ailleurs, les fellagha sont reconnus comme un mouvement qui jouit dans la population tunisienne d'un appui substantiel. Marie Perrot, après avoir interrogé des Tunisiens de différentes tendances du mouvement national, affirme : « Tous m'ont dit la même chose : « On ne peut séparer la cause des groupes armés de celle du peuple

¹⁷¹ Hamza, *op. cit.*, pp. 262-263.

¹⁷² *L'Humanité*, 27 mars 1952.

¹⁷³ *Ibid.*, 28 janvier 1952.

¹⁷⁴ *Ibid.*, 29 janvier 1952, 1^{er} mars 1952, 14 mars 1952, 16 mai 1952, 19 mai 1953, 12 juin 1954...

¹⁷⁵ Destruction d'un transformateur électrique, coups de feu, explosions diverses, *L'Humanité*, 11 juillet 1952.

¹⁷⁶ *Ibid.*, 1^{er} mars 1952.

¹⁷⁷ *Ibid.*, 14 mars 1952.

¹⁷⁸ *Ibid.*, 19 novembre 1954.

tunisien »¹⁷⁹. De même, le quotidien communiste cite un journaliste qui, dans la région de Kasserine, aurait interrogé un fellagha arrêté, et dont les conclusions sont les suivantes : « Les fellagha sont en contact avec la population du bled, cela ne peut se nier. Les révoltés n'auraient pu se maintenir dans les montagnes sans le concours des guetteurs »¹⁸⁰.

LA RÉSISTANCE TUNISIENNE : COMME AU TEMPS DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE

L'appui communiste aux nationalistes tunisiens se manifeste également par des comparaisons qui sont particulièrement intéressantes de la part de Français. Par exemple, *L'Humanité* n'hésite pas à comparer la résistance des Tunisiens à celle des Français durant la Deuxième Guerre mondiale. Marie Perrot cite un jour un Tunisien qui lui aurait dit : « C'était comme ça chez vous, je crois, pendant la guerre ? Ce spectacle doit vous rappeler l'occupation. Eh bien, sachez que nous sommes des résistants comme vous l'étiez et que nous sommes avec nos combattants comme vous étiez avec les vôtres contre les Allemands »¹⁸¹. Ce rapprochement entre la situation française durant la guerre et celle des combattants tunisiens sert à mieux faire comprendre aux lecteurs français les conditions dans lesquelles la violence a éclaté en Tunisie. Toutefois, le recours à cette comparaison implique forcément que les gestes du gouvernement français sont associés à ceux posés par les nazis durant l'occupation, ce qui demeure une accusation assez lourde de la part d'un parti français. En parlant de la répression exercée par les Français en Tunisie, *L'Humanité* dit, dès 1952 que « les atrocités monstrueuses ne le cèdent en rien à celles que commirent les nazis sur notre sol, pendant l'occupation »¹⁸². Lorsque le quotidien communiste reproche au journal *France-Soir* d'utiliser le terme « terroristes » pour désigner les combattants tunisiens, il souligne : « exactement comme la Gestapo appelait les résistants français »¹⁸³...

¹⁷⁹ *Ibid.*, 24 novembre 1954.

¹⁸⁰ *Ibid.*, 5 juin 1954.

¹⁸¹ *Ibid.*, 27 novembre 1954.

¹⁸² *Ibid.*, 5 février 1952.

LIMITES DE L'APPUI AU NÉO-DESTOUR

Si leur soutien à la cause des fellagha a peu de limites, les communistes français n'approuvent cependant pas en tout temps les politiques du Néo-Destour. Dès 1951, les communistes critiquent les réformes de Périllier. « À cette comédie, certains hommes politiques tunisiens se prêtèrent, en particulier des dirigeants du « néo-destour » »¹⁸⁴. En 1955, lorsque Bourguiba revient en Tunisie après avoir signé les conventions sur l'autonomie interne, les communistes sont loin d'y voir une victoire, puisque l'autonomie interne ne représente pas l'indépendance. Bourguiba, écrit Jacques Duclos, est « entré dans le jeu du gouvernement »¹⁸⁵. Une analogie est effectuée entre ces conventions et le traité anglo-égyptien de 1936 qui n'a pas donné l'indépendance au pays et a fait du Wafd, le parti nationaliste, le collaborateur de la puissance coloniale. Lorsque le leader destourien revient au pays, accueilli par une foule en liesse composée de Tunisiens venus des quatre coins du pays¹⁸⁶, Pierre Courtade tient à préciser que « c'est le drapeau tunisien qui est acclamé par l'immense majorité, et non, comme les partisans de Bourguiba voudraient le faire croire, la politique symbolisée par les conventions franco-tunisiennes du 22 avril 1955 »¹⁸⁷.

CONCLUSION

Les années 1950 à 1956 voient donc s'ouvrir un fossé important entre les opinions des socialistes et des communistes quant au mouvement nationaliste marocain, tandis que cet écart est bien moins marqué en ce qui concerne la Tunisie. Lorsqu'il est question du Maroc, en effet, les socialistes sont prudents, évitent le sujet si c'est possible, hésitent à prendre position. D'une part, on reconnaît les abus des autorités françaises et on comprend que des groupes s'organisent pour les contrer. D'autre part, on est peu convaincus de la pertinence de l'accès à l'indépendance du Maroc – le terme ne sera prononcé que lorsqu'elle devient inévitable –, on a du mal à adopter une opinion qui pourrait aisément être assimilée à de l'antipatriotisme et, surtout, on a beaucoup de

¹⁸³ *Ibid.*, 16 mai 1952.

¹⁸⁴ *Ibid.*, 23 mai 1951.

¹⁸⁵ *Ibid.*, 19 mai 1955.

¹⁸⁶ Bessis et Belhassen, *op. cit.*, p. 153.

difficulté à accepter les méthodes moins pacifiques utilisées par certaines branches du nationalisme marocain pour parvenir à leurs fins.

Chez les communistes, en revanche, et nous verrons ce modèle se perpétuer dans les chapitres suivants, les choses sont soit noires, soit blanches. Il existe peu de place pour les nuances, peu de place également pour l'hésitation. À partir du moment où le PCF choisit son camp – celui d'appuyer le nationalisme marocain –, il le fait clairement. Au début, il semble moins à l'aise avec les méthodes d'action qui entraînent de la violence. Dans ce cas, il préfère nier toute responsabilité aux nationalistes, et l'impute entièrement aux autorités coloniales. À partir de 1953, cependant, il décide d'accepter la légitimité du recours à la violence. Cela lui permet d'approuver sans réserves tout ce que font les nationalistes, peu importe l'identité des victimes des attentats.

Envers le nationalisme tunisien, en revanche, le quotidien de la SFIO adopte une position très souple, plus en tous cas qu'envers n'importe quel autre nationalisme dans les pays arabes à cette époque. La modération de Bourguiba y est pour beaucoup. Toutefois, c'est aussi la crainte des autres mouvements actifs dans le protectorat, comme l'opposant Ben Youssef, ou alors le fellaghisme, qui pousse les socialistes français à exhorter le gouvernement à prendre en considération les revendications du Néo-Destour. Il semble donc que la conjugaison de deux types d'action nationaliste soit à l'origine d'une plus grande ouverture des socialistes à l'indépendance tunisienne.

Quant aux communistes français, ils affichent tôt une attitude très favorable à l'indépendance tunisienne. Cette prise de position se trouve bien sûr quelque peu limitée par quelques précautions, à savoir sa présentation comme favorable au bien-être du peuple français, et comme un combat qui se mène sous les auspices du PCT, ce qui est loin de la réalité. Toutefois, le PCF soutient le mouvement indépendantiste de façon très claire lorsqu'il appuie les actes de violence utilisés par des nationalistes et qu'il fait une analogie entre la résistance tunisienne et celle de la France occupée. Sa position est même plus exigeante que celle du Néo-Destour, considéré à certains moments comme trop conciliant devant la partie française, surtout au moment de l'obtention de l'autonomie interne.

¹⁸⁷ *L'Humanité*, 2 juin 1955.

En ce qui concerne les années qui suivent les indépendances, il convient de mentionner que le nationalisme tunisien continue de se manifester, puisque Bourguiba exige de la France qu'elle évacue ses troupes armées de Bizerte, demeurée base militaire française. Durant l'été 1961, la crise éclate au grand jour, alors que des milices tunisiennes s'attaquent aux militaires français, déclenchant un conflit qui, s'il ne dure que quelques jours, contraint néanmoins la France à entamer des discussions avec la Tunisie, et éventuellement à retirer ses troupes. Pour les communistes français, cet incident est l'occasion de manifester une fois de plus leur appui à l'indépendance de l'État tunisien, soulignant que « contre les peuples libérés du joug colonialiste et qui aspirent à être chez eux sur leur propre sol, les colonialistes, pour tenter de maintenir leurs privilèges, livrent des combats en retraite, au mépris de la souveraineté des peuples et de la vie des soldats français »¹⁸⁸. Quant au *Populaire*, il adopte une position qui se veut plus conciliante, précisant qu'il s'agit d'un « malentendu » entre la France et la Tunisie¹⁸⁹, et reconnaissant que « la présence en Tunisie, six ans après l'indépendance, d'une base étrangère, alors que le gouvernement tunisien a toujours affirmé qu'il ne l'acceptait pas, est une situation paradoxale et difficilement durable »¹⁹⁰. Après 1956, le respect de l'indépendance du nouvel État tunisien demeure donc une priorité pour les deux partis de la gauche française.

¹⁸⁸ *Ibid.*, 21 juillet 1961.

¹⁸⁹ *Le Populaire*, 21 juillet 1961.

¹⁹⁰ *Ibid.*, 20 juillet 1961.

Chapitre second : L'Algérie

La question du nationalisme algérien ne pouvait être traitée en même temps que celle des nationalismes tunisien et marocain. La principale raison est assez simple ; l'Algérie, colonisée depuis 1830, est considérée comme une province de la France et abrite, au seuil de l'indépendance, près d'un million de colons d'origine européenne, essentiellement française. Elle n'est donc pas perçue comme une simple colonie dont la Métropole pourrait se départir sans trop de dommages. Des considérations politiques et morales obligent les partisans de la gauche française à tenir compte de l'importante population française dans leurs calculs concernant la décolonisation. De plus, l'impact psychologique de la perte de l'Algérie est beaucoup plus important que celui de l'abandon des autres colonies maghrébines, puisqu'elle affecte sérieusement le prestige national de la France, déjà fort entamé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Il ne faut pas se surprendre, bien entendu, de découvrir de nombreux points communs entre le traitement que les journaux de gauche ont réservé à la Tunisie et au Maroc et celui accordé à l'Algérie. Ces trois pays, situés dans la même région et dont les populations appartiennent pour l'essentiel au monde arabo-musulman, ont développé parallèlement trois nationalismes fondés sur cette même identité et qui s'appuient les uns les autres. La gauche française n'est pas aveugle au point de ne voir aucun lien de parenté entre ces situations. Sa réaction face au nationalisme algérien est semblable, à certains égards, à celle adoptée vis-à-vis du reste du Maghreb. Par exemple, on retrouve dans ce chapitre une même tendance des socialistes français à craindre une intervention extérieure dans les affaires françaises, qu'elle vienne du Caire ou de Moscou. Les communistes choisissent également, dans certains cas, et comme ils l'ont fait pour la Tunisie et le Maroc, de mettre davantage d'énergie dans la condamnation de la répression française plutôt que sur le mouvement nationaliste comme tel. Ils cherchent aussi, lorsqu'ils en ont l'occasion, à faire rejaillir sur le parti communiste local le mérite de la lutte anticolonialiste. Comme dans le cas des nationalismes tunisien et marocain, nous verrons les communistes d'abord, puis les socialistes plus tard, adhérer graduellement aux

revendications des nationalistes algériens à mesure que la situation s'aggrave et que l'indépendance devient inévitable.

Toutefois, la ressemblance de traitement s'arrête là, puisque cette approbation arrive plus tardivement en ce qui concerne l'indépendance algérienne. La chronologie des événements algériens est différente de celle des deux autres pays maghrébins, et s'étend de 1945 à 1962 ; la situation ne devient vraiment un objet d'intérêt qu'à partir de 1954, alors que la guerre est déclenchée. De plus, certaines questions sont davantage sujettes à débat. Par exemple, les socialistes, comme les communistes, éprouvent un certain embarras, dans le cas algérien, à se prononcer sur l'existence d'une nation, principalement à cause de la présence des colons européens. Le concept d'indépendance appliqué à l'Algérie demeure aussi problématique. Notons également que les communistes semblent beaucoup plus hésitants à légitimer la violence des nationalistes algériens qu'ils ne l'étaient lorsqu'il était question de la Tunisie et du Maroc.

En raison de l'abondance des articles sur l'Algérie dans les journaux français, nous pourrions explorer la question algérienne avec bien plus de détails que nous n'avons pu le faire pour la Tunisie et le Maroc. Cela explique que ce chapitre soit divisé, non pas par pays, mais plutôt par thèmes. En ce qui concerne la période qui précède la guerre d'Algérie, nous montrerons comment les journaux de la gauche française réagissent aux événements qui éclatent à Sétif et Guelma en mai 1945, de quelle façon ils perçoivent les divers mouvements nationalistes, puis l'avenir qu'ils espèrent pour l'Algérie. Dans la section sur la guerre, nous nous intéresserons à l'attitude adoptée par les socialistes et les communistes face au déclenchement des hostilités, et nous verrons quelles opinions ils émettent par rapport aux concepts de nation algérienne et d'indépendance. Ensuite, nous montrerons comment ils perçoivent divers aspects relatifs au FLN, après quoi nous présenterons leurs opinions sur la situation au moment des accords d'Evian.

I. 1945-1954 : la gauche française s'accroche à l'Algérie

Le nationalisme algérien est né, au cours du XX^e siècle, sous la forme de divers mouvements. En 1926, l'Étoile nord-africaine (ENA) éclot, en France, d'un rapprochement entre le PCF et des travailleurs algériens émigrés dans la Métropole. Anti-impérialiste au départ, le mouvement devient franchement nationaliste et musulman, notamment sous l'influence de Messali Hadj qui lutte contre la tendance communiste du mouvement, au point de faire interdire le parti en 1929¹ et de voir se couper les ponts qui le relie aux communistes en 1932². L'ENA, qui se transforme en 1937 en Parti du peuple algérien (PPA), puis qui renaît à nouveau en 1946 sous le nom du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) sous l'égide de Messali Hadj, aura un impact considérable sur l'avenir de l'Algérie. Formé par les travailleurs émigrés, le PPA-MTLD rejoint également la petite bourgeoisie et le sous-prolétariat des villes et les masses rurales, qui n'hésiteront pas à utiliser la violence pour parvenir à leurs fins. Il représente l'option indépendantiste défendue par une partie du peuple algérien³. Entre 1945 et 1954, de nombreux conflits éclatent au sein de cette organisation, et mènent à la création du Front de libération nationale (FLN).

Parallèlement, d'autres mouvements d'importance moyenne se développent également. Mentionnons l'Association des Oulémas musulmans algériens, fondée en 1931. Plutôt pacifique, ce mouvement a des visées plus religieuses que politiques, mais se prononce contre les politiques d'assimilation et affirme l'existence d'une nation algérienne⁴.

Ferhat Abbas, dont le rôle deviendra prédominant après 1954, est vers la fin de la guerre mondiale un nationaliste modéré. Autrefois partisan de l'assimilationnisme, il abandonne ce projet et rédige en 1943 le *Manifeste du peuple algérien*, qui contient une critique sévère de la colonisation et réclame une série de réformes progressistes,

¹ Guy Pervillé, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Éditions Picard, 2002, p. 84.

² *Ibid.*, p. 99.

³ Mohammed Harbi, *La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1984, p. 15.

⁴ Pervillé, *op. cit.*, p. 85.

notamment la promulgation d'une constitution algérienne et la participation des Algériens à leur gouvernement⁵. Il réussit à unir, pour une courte durée, les divers mouvements nationalistes algériens par l'adhésion de certains membres du PPA et des oulémas aux « Amis du manifeste de la liberté » (AML), avec l'obligation de défendre les principes du manifeste⁶. Les événements violents qui secouent l'Algérie en mai 1945, font réfléchir Ferhat Abbas sur les risques d'une alliance avec le PPA, plus radical, et mettent fin à cette union⁷. Abbas fonde donc, en 1946, l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA). Cette organisation, tolérée par les autorités coloniales, est formée de notables issus du mouvement assimilationniste d'avant la guerre, et réclame un État associé à la France. Son prestige diminue cependant au sein de la population algérienne au cours des années 1950⁸.

Voilà donc l'état du nationalisme algérien au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Ces alliances et les événements qui ponctuent l'histoire du nationalisme ne défraient pas tous la chronique française. Dans les journaux de gauche, la période qui s'étale de 1945 à 1954 est surtout marquée, d'abord par les émeutes qui secouent la région de Sétif durant le mois de mai 1945, puis par certains jugements posés sur les nationalistes, et enfin par une série de recommandations politiques, de la part des socialistes et des communistes, visant à régler le problème algérien.

a. Mai 1945

La région de Constantine devient, en mai 1945, le théâtre d'événements assez significatifs dans l'évolution du nationalisme algérien, et qu'il convient d'examiner de plus près.

La guerre contre l'Allemagne, en s'achevant, laisse une Algérie où les tensions entre Algériens et colons sont de plus en plus palpables, et où la volonté d'en découdre de part et d'autre se manifeste clairement. Quelques incidents laissent présager les événements à venir. Lorsque le préfet d'Alger, Périllier, tente de faire arrêter quatre

⁵ Laszlo Nagy, *La naissance et le développement du mouvement de libération nationale en Algérie (1919-1947)*, Budapest, Akadémiai Kiado, 1989, pp. 124-126.

⁶ *Ibid.*, p. 135.

⁷ Mahfoud Kaddache, *Histoire du nationalisme algérien (1919-1951)*, Alger, SNED, 1980, p. 729.

⁸ Harbi, *op. cit.*, pp. 13-14.

membres du PPA, la foule s'interpose violemment et libère les militants. L'épisode, mineur, n'en représente pas moins une perte de prestige pour l'autorité française⁹. Le transfert de Messali Hadj, déjà en résidence surveillée, au sud du pays, puis à Brazzaville, accentue l'agitation de la population algérienne¹⁰. Le 1^{er} mai, le PPA organise des manifestations pour la libération de Messali Hadj, et à certains endroits des batailles éclatent, faisant quelques morts¹¹.

Le 8 mai, jour de la capitulation allemande, des manifestations sont prévues pour célébrer la victoire française. Le PPA lance le mot d'ordre de profiter de l'occasion pour manifester en faveur de la libération de Messali Hadj et pour l'indépendance de l'Algérie. Alors que dans certaines villes, tout se déroule calmement, à Guelma, une bousculade survient et des coups de feu sont tirés. À Sétif, la police tente d'arracher aux manifestants le drapeau algérien qu'ils ont brandi. Une émeute est déclenchée¹². Certains manifestants, armés, attaquent des Européens dans la rue. Le lendemain, des groupes armés attaquent des villages ou des fermes isolés, et commettent des actes de vandalisme¹³. Les paysans continuent au cours du mois leurs attaques, faisant 102 morts et de nombreux blessés¹⁴. En dépit de la violence des massacres, la répression qui s'ensuit est sans commune mesure avec l'importance du crime commis. Bien qu'il soit fort difficile d'estimer le nombre de victimes causées par la répression (les évaluations varient de 1 165 à 80 000), on peut conclure sans se tromper que le nombre de morts s'élève à plusieurs milliers¹⁵. La brutalité des opérations policières et militaires suite à mai 1945 contribue à radicaliser le mouvement nationaliste vers la lutte armée¹⁶.

Le débat sur les causes réelles des émeutes n'est pas encore achevé. Selon certains auteurs, comme Ahmed Mahsas, les révoltes sont l'écho d'une provocation sciemment organisée par le pouvoir colonial pour justifier la répression qui allait suivre¹⁷; elles ne sont

⁹ Kaddache, *op. cit.*, p. 696.

¹⁰ *Ibid.*, pp. 696-699.

¹¹ *Ibid.*, p. 700.

¹² *Ibid.*, pp. 704-705.

¹³ Nagy, *op. cit.*, p. 142.

¹⁴ Pervillé, *op. cit.*, p. 112.

¹⁵ *Ibid.*, p. 112.

¹⁶ Nagy, *op. cit.*, p. 148.

¹⁷ Ahmed Mahsas, *Le mouvement révolutionnaire en Algérie, de la 1^{ère} Guerre mondiale à 1954*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1979, pp. 198-199.

qu'un réflexe d'autodéfense¹⁸. D'autres y voient plutôt une intervention du PPA, bien que tous ne soient pas d'accord sur le rôle exact du parti dans le déclenchement de la rébellion. Selon Guy Pervillé, il y avait une réelle volonté insurrectionnelle de la part des dirigeants du PPA¹⁹. En revanche, selon Laszlo Nagy, les responsables du parti n'avaient pas prévu l'insurrection, qui a été organisée par des militants locaux, lesquels pouvaient facilement exciter les masses paysannes, qui se sont soulevées, selon lui, pour régler des problèmes agraires²⁰. Mahfoud Kaddache, quant à lui, adhère à l'interprétation selon laquelle le PPA n'avait pas de plan insurrectionnel, et qu'il voulait seulement démontrer son importance aux autorités françaises. Des chefs locaux, qui ont cru que le moment était venu de déclencher un soulèvement national, seraient responsables des émeutes. Selon Kaddache, cependant, il est clair que les problèmes agraires sont mineurs dans le déclenchement de la révolte. Les manifestants avaient des buts nettement politiques, puisque leurs pancartes réclamaient l'indépendance de l'Algérie. Dépassés par les événements, les leaders du PPA ordonnent finalement une insurrection générale, pour revenir rapidement sur leur idée à la vue des massacres de musulmans perpétrés en représailles par le pouvoir colonial²¹.

Ce qui semble évident, c'est que le PPA, quelle qu'ait été son intention première lors de l'organisation des manifestations du 8 mai, a mal encadré la population et a perdu le contrôle sur les masses qui accumulaient la colère depuis longtemps.

Le Populaire

Assez curieusement, les événements de Sétif ne sont pas du tout relevés par le quotidien socialiste au moment où ils surviennent. Peut-on dire que la SFIO n'ose pas prendre position sur cette question, où alors qu'elle hésite à offrir une couverture journalistique aux gestes des nationalistes algériens? C'est difficile à dire. Une explication plus simple peut être formulée : *Le Populaire*, à cette époque, ne représente que deux pages de texte, et le mois de mai 1945 est marqué par la capitulation allemande et les divers événements qui ponctuent la fin de la guerre en Europe. On peut donc supposer que

¹⁸ *Ibid.*, p. 210.

¹⁹ Pervillé. *op. cit.*, pp. 113-114.

²⁰ Nagy. *op. cit.*, p. 148.

²¹ Kaddache. *op. cit.*, pp. 703-712.

les socialistes français ont choisi de couvrir le dénouement du conflit mondial plutôt que les émeutes du Constantinois.

Ils mentionnent néanmoins les rébellions algériennes à partir du 17 mai, soulignant que « l'ordre a été rétabli en Afrique du Nord »²². Le lendemain, le quotidien insiste sur « l'extrême gravité des événements d'Algérie », et cite Pierre Bloch qui décrit ainsi la situation : « La grande masse des indigènes nous est fidèle. À l'origine des incidents, il y a le Parti populaire arabe, dirigé par Messani (*sic*) et le Parti du « Manifeste » qui a pris, ces temps derniers, une position de plus en plus antifrançaise. Nous sommes prêts à défendre les musulmans d'Algérie, mais nous ne pouvons pas admettre que soit discutée la présence de la France dans nos trois départements d'au-delà de la Méditerranée »²³. Les actes des nationalistes sont donc manifestement désapprouvés, ainsi que l'idéologie des différents partis, mais sans que plus de détails ne soient fournis à ce stade. Les socialistes explicitent davantage leur opinion sur le nationalisme algérien dans les semaines et les mois qui suivent.

L'Humanité

Chez les communistes français, l'attitude adoptée face aux événements de Sétif et Guelma est assez significative de leur incompréhension des forces qui travaillent la population algérienne en 1945. Alors que le PCF avait été à l'origine de la création de l'ENA vingt ans plus tôt, il est en total désaccord avec les agissements du PPA-MTLD au moment de la capitulation allemande, et est impuissant à saisir la profondeur du problème algérien.

Lorsque les émeutes éclatent à Sétif, la condamnation des nationalistes par *L'Humanité* est sans appel. Il s'agit d'un « attentat fasciste » perpétré par des « éléments troubles d'inspiration hitlérienne »²⁴. Bien qu'il soit véridique que les Allemands aient tenté de se rallier les nationalistes algériens peu avant la libération de l'Afrique du Nord – et qu'ils aient réussi avec quelques-uns – on ne peut sérieusement penser, trois ans plus

²² *Le Populaire*, 17 mai 1945.

²³ *Ibid.*, 18 mai 1945.

²⁴ *L'Humanité*, 11 mai 1945.

tard, qu'une quelconque influence hitlérienne soit à l'origine de la révolte du Constantinois²⁵.

Le PPA-MTLD, selon le PCF, est coupable, et il faut punir ces « chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des cent seigneurs dans leurs tentatives de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France »²⁶. On remarquera que les Algériens sont perçus uniquement à travers la dimension française du problème, c'est-à-dire le conflit entre les Français et Vichy. Ils apparaissent tout au plus comme des pantins ; ils sont manipulés. On remarquera également que tout comme dans le cas tunisien, les nationalistes sont qualifiés de « pseudo », comme si leur attribuer simplement l'épithète « nationalistes » leur donnait une légitimité à laquelle le PCF, à cette époque du moins, ne croit pas. De même, les communistes se réjouissent lors de l'arrestation de Ferhat Abbas et du docteur Saadan, les « dirigeants de cette association pseudo-nationale dont les membres ont participé aux tragiques événements de Sétif »²⁷, et ce, alors que la modération notoire de Ferhat Abbas en 1945 ne laisse pas réellement croire qu'il a pu être mêlé aux émeutes de mai 1945.

Les communistes français sont aussi appuyés dans cette thèse par le Parti communiste algérien (PCA), dont plusieurs membres européens redoutent ce déchaînement de violence contre leur population. *L'Humanité* rapporte les paroles de « nos camarades de l'Afrique du Nord », et notamment de Paul Caballero, secrétaire général du PCA. « Il conclut en soulignant, lit-on dans le journal français, que le peuple algérien a les mêmes ennemis que le peuple français, et ne veut pas se séparer de la France. Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie, explique-t-il, sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. « Nous ne voulons pas changer un cheval borgne contre un cheval aveugle » »²⁸.

Bien que les chefs nationalistes soient jugés responsables du déclenchement des émeutes et que leur doctrine soit sommairement condamnée, les communistes français ajoutent que les musulmans d'Algérie ont été victimes de provocation de la part de

²⁵ Nagy, *op. cit.*, p. 144-145.

²⁶ *L'Humanité*, 19 mai 1945.

²⁷ *Ibid.*, 31 mai 1945.

²⁸ *Ibid.*, 30 juin 1945.

vichystes encore au pouvoir, et perçoivent une forme de collusion entre les nationalistes et les fonctionnaires de l'administration. Le but de cette association : « créer en Algérie les conditions d'une dictature fasciste, en creusant toujours davantage le fossé établi entre Européens et Musulmans »²⁹. Le manifeste, par exemple, aurait été rédigé par Ferhat Abbas en complicité avec l'administration française pour «saboter auprès des musulmans l'influence des organisations démocratiques». De la sorte, les « séparatistes [ont été] encouragés par la lâcheté des hauts fonctionnaires et du parti populaire algérien de Messali. »³⁰.

Ainsi, si les émeutes ont été provoquées par des « hitlériens » introduits dans la foule³¹, les émeutiers, ou du moins une partie d'entre eux, ne sont que des « instruments »³². Il y a eu une « famine organisée » par l'administration fasciste, pour « susciter des émeutes de la faim » et ainsi « justifier la répression sauvage »³³. Cette interprétation des émeutes du Constantinois comme la simple conséquence d'une famine est assez peu réaliste, selon Laszlo Nagy, puisque les réserves de céréales n'ont pas été pillées au moment du soulèvement³⁴. Cette réduction des motivations profondes de la rébellion à un problème de ravitaillement démontre un certain aveuglement de la part des communistes français quant aux aspirations nationales des masses algériennes, dont les revendications comportent un important volet politique.

Cette campagne anti-nationaliste du PCF ne dure que durant l'été 1945. Les communistes français comprennent bientôt qu'ils sont allés trop loin, et réalisent également que la réplique des autorités coloniales atteint des proportions excessives. Ils changent donc d'attitude, et s'empressent de dénoncer la répression sauvage du gouvernement. Leur attitude à l'égard des nationalistes se modifie sensiblement; ils réclament désormais la libération des « détenus politiques musulmans »³⁵. Pourtant, ils évitent de prendre le risque de se prononcer nettement en leur faveur.

²⁹ *Ibid.*, 19 mai 1945.

³⁰ *Ibid.*, 11 juillet 1945.

³¹ *Ibid.*, 11 juillet 1945.

³² *Ibid.*, 17-18 juin 1945.

³³ *Ibid.*, 13-14 mai 1945.

³⁴ Nagy, *op. cit.*, p. 145.

³⁵ *L'Humanité*, 5 janvier 1946.

b. Les nationalistes algériens

Suite à ces événements, la poussière retombe sur l'Algérie, et le retour au calme dévoile la division des partis nationalistes. Après la dissolution des AML, Ferhat Abbas fonde l'UDMA, parti légal et toléré, dans le but avoué de rompre avec le radicalisme du PPA-MTLD³⁶. Le MTLD, quant à lui, participe aux élections municipales d'octobre 1947, et en sort victorieux³⁷. Entre 1947 et 1954, cependant, ce parti est dans un état de crise constante que nous résumerons ici brièvement. L'existence d'une fraction activiste, tentée par la lutte armée, engendre des luttes internes qui aboutissent à la création de l'Organisation spéciale (OS) en 1947, qui prépare l'insurrection, mais qui est démantelée par la police en 1950 ; ses membres, exilés, attendent leur heure. Chez les plus modérés du parti, une scission se fait jour également, entre partisans d'un compromis avec les autres partis et adeptes de la voie révolutionnaire. C'est la guerre entre ces deux tendances qui permet aux activistes de revenir au sein du parti pour utiliser la querelle à leur profit, et les mène à la création du FLN, en 1954³⁸. Bref, durant ces années, le mouvement national manque nettement d'unité. Nous verrons toutefois que les journaux de la gauche française ne sont pas très sensibles aux disputes internes des partis. Alors que, d'une part, les socialistes s'appuient sur la division entre l'UDMA et le PPA, les communistes, d'autre part, gardent le silence sur les différends au sein du mouvement nationaliste.

Le Populaire

Suite aux événements qui ont secoué le Constantinois, si les communistes tentent de revenir en arrière, les socialistes du *Populaire*, pour leur part, modifient peu leur perception des nationalistes algériens, et ce pour quelques années. Ils les divisent aisément en deux camps ; celui de Ferhat Abbas, modéré et beaucoup mieux accepté, et celui du PPA- MTLD, considéré comme dangereux.

Abbas, sans être automatiquement accepté comme un des leurs, est considéré par les rédacteurs du *Populaire* comme un personnage intéressant et avec qui le dialogue est possible. En 1945, alors que les AML existent encore, et unissent à la fois les partisans de

³⁶ Kaddache. *op. cit.*, p. 729.

³⁷ *Ibid.*, p. 787.

Ferhat Abbas et ceux du PPA, les socialistes se désolent de cette alliance. Ferhat Abbas, lit-on dans le *Populaire*, « est un homme enthousiaste, mais sans expérience politique. Son parti fut rapidement noyauté et entraîné par des extrémistes suspects »³⁹. Le manifeste qu'il rédige reçoit à demi seulement l'aval des socialistes. « Relativement modéré » au départ, il est moins apprécié quand, quelques mois plus tard, un Additif réclame un État algérien, une constitution et des élections au suffrage universel. Ce texte, affirme *Le Populaire*, « renie la politique d'assimilation en termes inacceptables », essentiellement parce qu'il laisse entendre que cette collaboration est pire que celle offerte à la France par Hitler⁴⁰. Cette comparaison entre la colonisation française et l'occupation nazie, appliquée à une cause – l'assimilation – longtemps chère aux socialistes, n'est pas sans déranger les rédacteurs du quotidien.

En revanche, lorsque Ferhat Abbas fonde l'UDMA, justement dans le but d'écarter les militants plus radicaux du PPA de son organisation, le leader nationaliste reçoit l'approbation du quotidien socialiste : l'UDMA, affirme le journal, est dirigée par « des musulmans intelligents et cultivés qui conçoivent que l'Algérie musulmane a besoin de la France »⁴¹. Cet assentiment n'est toutefois pas inconditionnel. Le quotidien socialiste accepte de publier le programme de l'UDMA, précisant que Ferhat Abbas « se prête de bonne grâce à nos questions », mais émet des réserves quant à son contenu. « Nous tenons d'ailleurs à préciser, écrit l'auteur de l'article, que nous ne faisons que reproduire les arguments exposés par le leader des « Amis du Manifeste » et que la responsabilité n'en incombe qu'à leur auteur »⁴². Le programme de l'UDMA, pourtant, est on ne peut plus modéré, puisqu'il rejette le séparatisme et prône la création d'un État algérien associé étroitement à la France⁴³. Cette exigence, toutefois, semble être encore excessive pour la SFIO.

Lorsqu'il est question du PPA-MTLD, en revanche, la condamnation des socialistes est sans équivoque. Bien qu'on recommande dans les pages du *Populaire* de

³⁸ Harbi. *op. cit.*, pp. 50-64.

³⁹ *Le Populaire*, 28 juin 1945.

⁴⁰ *Ibid.*, 24 mai 1945.

⁴¹ *Ibid.*, 4-5 avril 1948.

⁴² *Ibid.*, 13 juin 1946.

⁴³ Kaddache. *op. cit.*, p. 731.

reconnaître officiellement les chefs du PPA, afin de ne pas en faire des « martyrs de la cause nationaliste »⁴⁴, ils abordent ce sujet avec mépris et aussi une certaine crainte. « Les candidats « messalistes » dont le séparatisme est de jour en jour plus formel et plus agressif »⁴⁵, et « dont le programme tient dans ce slogan : « *la valise ou le cercueil* » adressé aux Européens », sont assurément dangereux pour la démocratie. S'ils sont majoritaires aux élections de 1948, « ils saboteront les travaux de l'Assemblée au nom du séparatisme musulman »⁴⁶. Or, écrit Charles-André Julien dans le quotidien socialiste, « la sécession, favorisant le pire, n'a jamais été une solution »⁴⁷. Aux élections de l'automne 1945, alors que les leaders du PPA-MTLD lancent un mot d'ordre d'abstention à la population en raison de l'impossibilité pour eux de présenter des candidats en cette période de répression⁴⁸, les socialistes perçoivent cette manœuvre comme anti-démocratique. Selon eux, l'augmentation de la participation des musulmans aux élections et à la vie politique est certainement une nette amélioration de leur situation, et ils se félicitent de cette ouverture. Il s'agit d'un progrès et d'un « tournant décisif ». En dépit du fait que les leaders de ce « parti de tendance séparatiste, par hostilité à toute mesure d'assimilation, avaient invité leurs coreligionnaires à s'abstenir de voter », il semble, pour les socialistes, que la démocratie a suivi son cours normalement, et que les Algériens n'ont pas répondu à l'appel. « La propagande du PPA n'a pas eu de prise sur les couches profondes des populations musulmanes et (...) celles-ci désirent demeurer étroitement associées au peuple de France »⁴⁹.

Aux dires des socialistes, en effet, les Algériens ne veulent pas de l'indépendance. « Il serait inexact de penser que l'immense majorité des musulmans songe à se séparer de la France »⁵⁰, écrit Charles Dumas en 1946. Au contraire, ils affectionnent la Métropole. L'expression de cet amour se manifeste lorsque des politiciens français visitent l'Algérie. Le journal socialiste s'empresse de saluer « l'accueil enthousiaste que les populations de la Kabylie ont réservé aux représentants de la France ». Faut-il préciser que ces représentants

⁴⁴ *Le Populaire*, 7 juin 1945.

⁴⁵ *Ibid.*, 3 avril 1948.

⁴⁶ *Ibid.*, 4-5 avril 1948.

⁴⁷ *Ibid.*, 2 septembre 1947.

⁴⁸ Kaddache, *op. cit.*, p. 733.

⁴⁹ *Le Populaire*, 19 novembre 1945.

sont des socialistes ? « En Kabylie, ajoute-t-on, la France est aimée, et aujourd'hui avec plus de ferveur encore »⁵¹. Quant au mouvement nationaliste, les socialistes craignent surtout ses possibles origines étrangères, le Caire étant toujours susceptible d'exciter les masses algériennes à son profit. La menace mérite que la France s'y attarde : « Après le parti de Messali viendront ceux qui s'en vont au Caire chercher des inspirations et qui ont lancé récemment contre la France un factum qui est aussi stupide qu'inique, mais qui nous avertit des sentiments que, dans certains milieux, on nourrit à notre égard ».⁵² Après le déclenchement de la guerre, cette appréhension se fera plus palpable.

L'Humanité

Chez les communistes, on réalise tôt que l'intransigeance affichée à l'égard des nationalistes à l'occasion des troubles de Sétif était une erreur monumentale. Cette attitude était notamment motivée par l'espoir du PCF de jouer un rôle grandissant au sein du gouvernement, ce qui l'obligeait à maintenir une ligne idéologique défavorable à toute forme de sécession algérienne⁵³. Ce faisant, le PCF et le PCA se sont éloignés de la population algérienne et des mouvements nationalistes. Aux élections de juin 1946, l'UDMA remporte 11 des 13 sièges du deuxième collège⁵⁴. Il s'agit d'une cuisante défaite pour le PCA, qui perd sérieusement pied par rapport aux électeurs algériens, et qui doit revoir rapidement sa politique vis-à-vis de la question nationale. En juillet 1946, le PCA se prononce en faveur d'un Front national démocratique algérien, qui regrouperait toutes les organisations nationalistes de l'Algérie. Il demande la fin du régime colonial et des réformes qui mèneront à la création d'une république algérienne liée à la France dans le cadre de l'Union française. Toutefois, l'existence d'une nation algérienne n'est toujours pas reconnue, et l'indépendance ne fait pas partie des options envisageables⁵⁵. En dépit de ces réserves, on peut quand même affirmer qu'à partir de ce moment les communistes

⁵⁰ *Ibid.*, 19 juillet 1946.

⁵¹ *Ibid.*, 17 février 1946.

⁵² *Ibid.*, 19 juillet 1946.

⁵³ Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1976, p. 150.

⁵⁴ Nagy, *op. cit.*, p. 152.

⁵⁵ *Ibid.*, pp. 154-155.

changent de camp, ou tentent de le faire, ce qui n'est pas facile à faire accepter aux membres européens du PCA⁵⁶

Le PCF emboîte le pas à son homologue algérien. Cette volte-face soudaine des communistes français est assez significative de leur malaise devant le nationalisme algérien. Après avoir créé l'ENA, puis en avoir approuvé l'interdiction en 1937, ils accusent haut et fort les nationalistes en 1945, puis tentent finalement de récupérer le mouvement qui, pendant qu'il leur échappait, prenait de l'ampleur. Guy Pervillé décrit ainsi l'attitude changeante du PCF vis-à-vis du mouvement national algérien : « On peut dire sans exagération que les communistes, après avoir mis en marche le train du nationalisme et en être descendus, avaient en vain essayé de lui barrer la voie, puis s'étaient mis à courir derrière lui pour tenter d'y remonter »⁵⁷. À partir de 1947, alors que le PCF perd espoir de revenir au gouvernement, il s'autorise un anticolonialisme un peu plus audacieux.⁵⁸

Ainsi, alors qu'au début de l'année 1946, *L'Humanité* continuait de craindre ouvertement toute influence séparatiste en Algérie, soulignant que la Ligue arabe cherchait à chasser les Français d'Afrique du Nord⁵⁹, le quotidien modifie sa stratégie en quelques mois. Il omet désormais d'évoquer l'ascendant que le panarabisme peut exercer sur le nationalisme algérien⁶⁰, et se prononce plutôt en faveur de l'union des forces nationales en Algérie. Disparues, donc, les expressions « hitlériens » et « pseudo-nationalistes ». Les leaders du nationalisme, qu'ils soient du PPA-MTLD, de l'UDMA ou de l'Association des Oulémas, sont désormais des alliés. Dès juillet 1946, c'est-à-dire au moment de la volte-face des communistes algériens, *L'Humanité* cite Larbi Bouhali, secrétaire du PCA, encensant le « développement impétueux du mouvement nationaliste en Algérie »⁶¹. La semaine suivante, on y lit, par ailleurs, que « le P.C.F apporte son appui à toutes les organisations nationales progressistes algériennes pour assurer un régime de bonheur à

⁵⁶ Sivan, *op. cit.*, pp. 157-159

⁵⁷ Pervillé, *op. cit.*, p. 99.

⁵⁸ Sivan, *op. cit.*, p. 176.

⁵⁹ *L'Humanité*, 11 janvier 1946.

⁶⁰ Du reste, son appréciation du panarabisme se modifiera dans les années à venir.

⁶¹ *L'Humanité*, 28-29 juillet 1946.

l'Algérie comme à la France»⁶². Le quotidien communiste prend la défense du projet politique de Ferhat Abbas en précisant prudemment qu'il s'agit de fédéralisme, et non de séparatisme⁶³. Le PPA, particulièrement, est réhabilité, bien qu'on ne donne pas de précisions sur la nature exacte de ses revendications; les communistes sont prêts à approuver vaguement le parti pour la forme, mais certainement pas à souscrire aux plus importants aspects de son programme – reconnaissance de la nation algérienne, indépendance – qui sont pour l'instant laissés dans l'ombre. Leur assentiment se porte donc sur les aspects acceptables pour le PCF. *L'Humanité* affirme, par exemple, que des textes qui donnent aux Européens d'Algérie le choix entre la valise ou le cercueil sont injustement attribués au PPA⁶⁴. Les communistes tentent de redorer, aux yeux de la Métropole, l'image de Messali Hadj, « dirigeant d'un grand parti national algérien »⁶⁵, en démontrant qu'il n'est pas anti-français. On le cite lorsqu'il s'adresse au « prolétariat de Paris, épris de liberté, et au peuple démocrate de France, qu'il ne faut pas confondre, dit-il, avec les impérialistes »⁶⁶.

Néanmoins, à travers sa réhabilitation du PPA et du nationalisme en général, c'est le PCA que *L'Humanité* cherche à faire briller, en le présentant comme un leader du mouvement national algérien. Il faut dire qu'à partir de 1946, le PCA se fait le champion de la recherche d'unité dans le mouvement anticolonialiste. En réalité, cette unité est loin d'être acquise. Les négociations en vue de former un front uni, en 1946, aboutissent à l'échec, surtout à cause du refus du PPA, qui n'oublie pas l'attitude des communistes en mai 1945⁶⁷. Entre le PCA et le PPA, l'incompréhension demeure. L'analyse sociale des communistes s'oppose à l'analyse nationale des nationalistes. Les premiers récusent le caractère arabe de la nation algérienne, à laquelle les seconds tiennent résolument. Alors que les communistes réclament un État algérien dans une Union française, les nationalistes demandent l'indépendance immédiate⁶⁸. Un Front algérien pour la défense et le respect des libertés se réalise en juillet 1951 par l'union du PCA, du PPA, de l'UDMA

⁶² *Ibid.*, 3 août 1946.

⁶³ *Ibid.*, 24 août 1946.

⁶⁴ *Ibid.*, 23 août 1946.

⁶⁵ *Ibid.*, 21 juillet 1951.

⁶⁶ *Ibid.*, 9 août 1946.

⁶⁷ Nagy, *op. cit.*, p. 159.

et des Oulémas, contre le truquage électoral, et ce en dépit des craintes des nationalistes de l'UDMA et du PPA face à toute tentative de contrôle du mouvement par les communistes. Mais cette alliance se révèle également un échec, en raison des dissensions entre ses membres, et particulièrement entre chacun de ces membres et le PCA⁶⁹. Bref, les communistes algériens peinent, malgré leur changement de cap, à intégrer réellement le mouvement national. Le souvenir de 1945, leur image de parti *roumi*, leurs prises de position prosoviétiques dans la guerre froide, tous ces éléments rendent difficile une véritable coopération avec les autres partis⁷⁰.

C'est néanmoins sur le concept de l'union de forces nationales avec le PCA que *L'Humanité* s'appuie lorsqu'elle traite du nationalisme algérien. De nombreux articles font référence à une association des forces qui, nous le savons, est loin d'être solide. Le quotidien communiste, de plus, n'hésite pas à attribuer au PCA un rôle de leader dans l'union algérienne, affirmant que « le puissant mouvement national et démocratique, dont notre parti frère est l'animateur conséquent, effraie les hommes des trusts colonialistes, agents de l'impérialisme américain »⁷¹.

Dans sa défense du mouvement nationaliste, le PCF garde le silence sur les divisions internes entre les partis, et par conséquent ne s'étend pas sur la question de l'indépendance. En effet, nous verrons que les desseins des communistes français pour l'Algérie mettent beaucoup de temps à se rapprocher des plans des partis nationalistes, même les plus modérés.

c. La France et l'Algérie

Parallèlement à leurs prises de position vis-à-vis des nationalistes algériens, les partis de la gauche française sont bien obligés de proposer une alternative au système existant en Algérie. Quelles sont les causes de l'émergence du nationalisme algérien, et comment le gouvernement français peut-il agir pour apaiser la population ? Chez les socialistes, on attribue aux troubles algériens des causes à la fois socio-économiques et

⁶⁸ Kaddache. *op. cit.*, 785-786.

⁶⁹ Sivan. *op. cit.*, pp. 185-186.

⁷⁰ *Ibid.*, 187-188.

⁷¹ *L'Humanité*, 3 avril 1948.

politiques. Chez les communistes, par contre, si l'on ne nie pas le problème de la pauvreté dans la colonie, on met plutôt l'accent sur les problèmes politiques, et surtout sur l'incapacité des gouvernements de droite à satisfaire la population algérienne. Néanmoins, ni l'un ni l'autre des deux partis ne perçoit au début le caractère résolument national du problème politique algérien.

Le Populaire

Les socialistes, en s'appuyant essentiellement sur les émeutes de mai 1945, distinguent plusieurs facteurs à l'origine du problème algérien. La misère qui règne outre-mer est l'un d'entre eux. À ces maux, la SFIO propose des solutions économiques. « Vêtir les indigènes, les nourrir, accroître leur pouvoir d'achat, tel est notre devoir », affirme Mohoud Achour au nom du groupe socialiste⁷².

Mais des facteurs de nature politique sont également parmi les causes de l'insatisfaction des Algériens. L'échec de la politique assimilationniste, longtemps défendue par les socialistes, a contribué à jeter une partie de la population algérienne dans les bras du nationalisme. La menace est sérieuse : « la plupart des indigènes Évolués semblent s'être ralliés aux « amis du manifeste ». Quant à la masse illettrée et misérable, sa misère même et son impréparation à la vie publique laissent croire que certains de ses éléments suivraient des mots d'ordre dangereux »⁷³.

La menace vient également du Caire et du monde arabe en général, qui est « en pleine fermentation », dit *Le Populaire*. Les socialistes craignent la diffusion de la charte de l'Atlantique et l'influence du mouvement panarabe qui s'installe au Moyen-Orient, et risque de s'étendre en Algérie. Déjà, des mitraillettes et des munitions entrent clandestinement dans la colonie française. Toutefois, il y a encore de l'espoir. Malgré la fragilité des masses devant la propagande nationaliste, il semble que « la France conserve une carte splendide ». Elle peut encore se rallier la population de la colonie, puisque « le nationalisme algérien est encore factice. Création de quelques évolués, il ne s'impose pas à l'idéal des masses misérables et incultes »⁷⁴.

⁷² *Le Populaire*. 6 mars 1946.

⁷³ *Ibid.*. 24 mai 1945.

⁷⁴ *Ibid.*. 29 mai 1945.

Les socialistes proposent donc des solutions politiques à un problème politique. Toutefois, il va de soi que l'indépendance n'est pas à l'ordre du jour pour la SFIO, pas plus que la création d'un État associé. Les réformes proposées sont bien en deçà des revendications nationalistes, et ne tiennent pas compte de l'existence d'un problème de type national. Bien obligés, à partir de 1946, d'abandonner le projet assimilationniste auquel ils ont cru, reconnaissant que « l'assimilation représente une conception révolue »⁷⁵, puisque les Européens d'Algérie n'en veulent pas et que « les indigènes n'y croient plus »⁷⁶, les socialistes se prononcent en faveur d'une « décentralisation fondée sur la collaboration intime des deux populations »⁷⁷. Plutôt vague, ce projet se concrétise par l'adoption par les socialistes du Statut organique de l'Algérie, déposé au Parlement français en septembre 1947. Ce statut maintient l'Algérie comme un groupe de départements français et accorde le pouvoir exécutif à un Gouverneur général nommé par le gouvernement français. L'assemblée algérienne, composée de 120 membres, est divisée en deux collèges électoraux égaux - l'un pour le million d'Européens, l'autre pour les neuf millions d'Algériens - et gère les affaires du pays avec l'accord du Gouverneur général. Les affaires étrangères demeurent l'apanage de la France. Bien que certaines dispositions juridiques représentent une amélioration (libertés civiles étendues, droit de vote des femmes, citoyenneté à tous les Algériens, etc.)⁷⁸, elles arrivent trop tard, et sont loin de satisfaire les désirs des nationalistes. La SFIO, néanmoins, défend ce statut avec ardeur. Il y va du rôle de la France outre-mer, Raoul Borra arguant que « si la France dote l'Algérie d'un statut progressiste elle aura été fidèle à sa mission libératrice »⁷⁹.

L'Humanité

Quant aux communistes, ils consacrent, dans les années qui suivent 1945, l'essentiel de leur énergie à dénoncer l'administration française en Algérie. Des vichystes sont tenus responsables, on l'a vu, du déclenchement des émeutes du Constantinois. Il s'agit d'un « complot organisé en Algérie contre le peuple français par une poignée de

⁷⁵ *Ibid.*, 16 juillet 1946.

⁷⁶ *Ibid.*, 19 juillet 1946.

⁷⁷ *Ibid.*, 16 juillet 1946.

⁷⁸ Nagy, *op. cit.*, pp. 162-163.

⁷⁹ *Le Populaire*, 21 août 1947.

traîtres, les cent seigneurs de la terre, des mines et de la banque, soutenus par les hauts fonctionnaires vichystes restés en place au gouvernement général »⁸⁰, qui a pour but de dresser les populations françaises et musulmanes l'une contre l'autre⁸¹. En 1946, *L'Humanité* abandonne quelque peu le discours anti-fasciste, pour continuer toutefois à dénoncer, notamment, la bureaucratie, la famine⁸², et l'oppression colonialiste⁸³.

Les revendications politiques, pour quelques années encore, demeurent minces. Le PCA avait bien évoqué l'idée de réclamer un collège électoral unique (c'est-à-dire comprenant à la fois les Européens, les quelques musulmans naturalisés et les musulmans non citoyens), mais la réaction des membres européens du parti a tôt fait de ramener le parti vers l'adoption du double collège, au moins de manière transitoire⁸⁴. *L'Humanité* demande donc un gouvernement algérien à deux collèges, qui collaborerait avec des représentants français pour les affaires extérieures et militaires. D'autres mesures, de nature culturelle, sont réclamées, comme par exemple la reconnaissance de l'arabe comme langue officielle à côté du français, ou la création d'universités arabes⁸⁵. Ces requêtes, qui ne reconnaissent pas aux Algériens le droit à l'autodétermination puisqu'elles maintiennent une inégalité flagrante entre musulmans et colons, ne prennent pas en considération l'existence d'une nation algérienne et sont loin de s'approcher des demandes des nationalistes.

L'Humanité s'intéresse bien, dès 1946, aux « aspirations nationales légitimes des populations algériennes »⁸⁶, mais demeure très prudente quant aux termes utilisés. Ce n'est qu'à partir de 1951 que sa conception des mesures à prendre se modifie lentement. Le journal plaide alors pour une « véritable indépendance nationale », mais tout en précisant que la nation algérienne n'est toujours qu'une nation en formation, « qui compte 9 millions de musulmans et 1.200.000 Européens »⁸⁷. Ne nous méprenons pas sur le sens de cette « indépendance ». Le PCF demeure partisan de l'Union française pour des années

⁸⁰ *L'Humanité*, 29 mai 1945.

⁸¹ *Ibid.*, 12 juillet 1945.

⁸² *Ibid.*, 4 mars 1946.

⁸³ *Ibid.*, 24 juillet 1946.

⁸⁴ Sivan, *op. cit.*, p. 151.

⁸⁵ *L'Humanité*, 24 août 1946.

⁸⁶ *Ibid.*, 28-29 juillet 1946.

⁸⁷ *Ibid.*, 23 février 1951.

encore, et Jean Tichit défend l'idée que « débarrassée des chaînes que lui ont forgées les impérialistes, l'Algérie, opprimée depuis 120 ans, saura avoir avec la France, qu'elle ne confond pas avec ses oppresseurs, des relations fructueuses basées sur l'égalité et le libre contentement »⁸⁸.

CONCLUSION

On peut affirmer que durant la période qui s'étend de la fin de la Deuxième Guerre mondiale au commencement de celle d'Algérie, les deux partis de la gauche française demeurent nettement en retrait de la cause nationaliste algérienne. Les socialistes, surtout, rejettent catégoriquement les revendications du PPA-MTLD, tout en offrant un soutien plus que mitigé à Ferhat Abbas, considéré comme un modéré. Les mesures préconisées par la SFIO ne sont pas à la hauteur des attentes des nationalistes. Ignorants de la nature fondamentalement politique et nationale du conflit algérien, les socialistes se contentent d'appuyer les réformes contenues dans le statut de 1947. Toutefois, celles-ci sont trop peu nombreuses, et arrivent trop tard dans une Algérie où la revendication indépendantiste s'affirme de plus en plus.

Quant au PCF, il fait l'erreur, en mai 1945, d'associer les émeutiers de Sétif aux fascistes et de condamner sans appel leurs actions. Les communistes s'en mordront les doigts dans les années qui suivent, puisque les nationalistes ne leur pardonneront pas cette trahison. Les tentatives de rapprochement du PCA avec le PPA-MTLD, après 1946, sont manifestes dans les pages de *L'Humanité*, cependant on n'y lit pas qu'en réalité, les communistes n'arrivent pas à obtenir l'amitié des nationalistes. En dépit de leur appui officiel, dans leur journal, aux partis nationalistes algériens, les communistes français sont loin d'approuver les revendications portées par les plus radicaux d'entre eux, puisque l'indépendance algérienne, dans les projets du PCF, n'est pas à l'ordre du jour.

⁸⁸ *Ibid.*, 6 mars 1951.

II. 1954-1962 : c'est la guerre

La guerre est déclenchée le 1^{er} novembre 1954 par le FLN et son Armée de libération nationale (ALN), qui revendiquent l'indépendance de l'Algérie. Cette nouvelle organisation, issue des cendres du PPA-MTLD, déchiré par des conflits internes, sera à l'avant-plan de la révolution algérienne durant les huit années suivantes. Messali Hadj et ses partisans, qui n'adhèrent pas à cette nouvelle formation, fondent le Mouvement national algérien (MNA). Ce parti demeure en compétition avec le FLN tout au long de la guerre, mais son impact sur les événements à venir est beaucoup moins important. Le FLN, en effet, exige de tous les autres partis nationaux de s'auto-dissoudre afin de s'assurer la mainmise sur la révolution ; ceux qui ne s'inclinent pas devant cette directive sont combattus. Ferhat Abbas, quant à lui, joint les rangs du FLN vers la fin de 1955. Cette adhésion à la révolution, de la part d'un homme reconnu pour sa circonspection politique, est significative de l'atteinte d'un point de non-retour dans l'évolution du nationalisme algérien ; les solutions modérées ne sont plus de mise. Abbas participe à la création, en 1958, du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), qu'il préside jusqu'en 1961.

L'arrivée au pouvoir de de Gaulle, en 1958, conduit le gouvernement français à l'acceptation du principe d'autodétermination du peuple algérien. Cependant, la guerre se poursuit pendant plusieurs années encore. En 1961 est créée l'Organisation armée secrète, qui commet des attentats terroristes contre les opposants à l'Algérie française. Les parties française et algérienne, quelques mois plus tard, entament des négociations à Evian. La guerre se termine par les accords d'Evian, le 18 mars 1962, qui octroient l'indépendance à l'Algérie.

Étant donné l'importante couverture de la guerre d'Algérie par les journaux français, cette période constitue bien entendu le noyau central de cette analyse. Divers thèmes seront abordés dans cette partie. Après avoir dévoilé la réaction des deux partis aux attentats de la Toussaint 1954, nous nous intéresserons à leurs prises de position par rapport à la nation algérienne et à l'indépendance, puis nous analyserons sous plusieurs

angles leur attitude vis-à-vis du FLN. Enfin, nous montrerons comment la gauche française a esquivé subtilement les problèmes relatifs à la fin de la guerre.

a. 1^{er} novembre 1954 : une guerre inattendue

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954, entre minuit et trois heures du matin, environ 70 attentats sont commis sur le territoire algérien. L'ampleur des dégâts n'est pas à négliger : des fermes, des gendarmeries attaquées, des actes de sabotage sur des poteaux télégraphiques; au total 9 morts et 4 blessés. Mais c'est surtout la simultanéité des actes dans l'ensemble de la région qui laisse croire à une insurrection. Des tracts ronéotypés sont distribués, faisant état de la naissance du FLN⁸⁹. Ce parti demande à la France d'ouvrir des négociations dans le but de la création d'un État algérien, de libérer les détenus politiques et de reconnaître officiellement la nationalité algérienne⁹⁰.

Dans la Métropole, la surprise est totale. Bien que la guerre soit officiellement déclarée dans le programme du FLN⁹¹, l'événement est tout au plus perçu comme quelques actes de banditisme. Les partis de gauche, qui ne semblent pas avoir vu venir le coup, sont eux aussi déconcertés par les événements. Aussi les commentaires, au début, demeurent prudents, tant de la part des socialistes que des communistes.

Le Populaire

On devine l'étonnement des socialistes le 1^{er} novembre ; *Le Populaire* s'intéresse très peu à l'Algérie entre 1950 et 1954. Les événements de la Toussaint 1954 arrivent donc après ce qui semble être un long silence algérien, d'où le désarroi de la SFIO – et sans doute du reste du pays – lorsqu'ils surviennent. Évidemment, les socialistes ne croient guère au hasard; « cette simultanéité dans les attentats, alors que le calme régnait en Algérie depuis longtemps, établit bien l'idée de la préméditation ». On ne parle pas, toutefois, de guerre ou d'insurrection. Les auteurs de ces actes sont perçus comme de simples bandits. Ce sont des « émeutiers »⁹² ou des « fauteurs de trouble »⁹³. Non

⁸⁹ Bernard Droz, « 1^{er} novembre 1954 : la Toussaint rouge », *Les collections de l'Histoire*, no 15, p. 22.

⁹⁰ Pervillé, *op. cit.*, p. 127.

⁹¹ *Ibid.*, p. 122.

⁹² *Le Populaire*, 5 novembre 1954.

⁹³ *Ibid.*, 2 novembre 1954.

seulement ces opérations ne sont pas perçues comme le déclenchement en bonne et due forme d'une guerre, mais le quotidien ne tarde pas à conclure que le « complot » a échoué : « la trentaine d'attentats terroristes par lesquels les émeutiers espéraient sans nul doute déclencher une révolte antifrançaise de l'ensemble de la population musulmane des trois départements de l'Algérie n'ont pas produit les résultats escomptés par leurs auteurs »⁹⁴.

Toutefois, malgré le peu de cas qu'on fait des attentats, on les condamne sévèrement. On dénote une « absence totale de motifs dans le choix des victimes ». Les socialistes perçoivent les agressions comme des actes tout à fait gratuits. « On a tué pour tuer », affirme-t-on dans le journal de la SFIO⁹⁵. Toutefois, le quotidien, sans forcément constater qu'il s'agit d'une rébellion à caractère national, ne peut nier que les actes sont dirigés contre le pouvoir français, et évoque conséquemment « la flambée nationaliste et xénophobe qui vient de s'emparer de l'Algérie »⁹⁶. Bien qu'il faille éviter toute répression excessive, « il conviendra alors de mettre les fauteurs de troubles hors d'état de nuire »⁹⁷.

En 1954, les socialistes ne nomment pas le FLN. En fait, l'origine des attentats semble demeurer inconnue aux rédacteurs du *Populaire*. Ignorent-ils l'existence du nouveau parti et la diffusion de ses tracts? C'est du moins ainsi que la situation est exposée⁹⁸. Au lendemain des attentats, on s'interroge : « certains, qui ne trouvent pas toujours leur inspiration en France et dans l'Union française, auraient-ils intérêt à brouiller les cartes, à pratiquer la politique du pire pour empêcher toute réconciliation franco-musulmane ? »⁹⁹. Puis, dès le 4 novembre, les socialistes choisissent d'imputer la responsabilité au Caire, d'où émane le nationalisme panarabe. « La Ligue est en effet le champion de tous les mouvements nationalistes arabes et regrette de ne pas avoir pu leur donner plus d'ampleur. M. Choukairy ne revendique pas pour la Ligue seule la responsabilité des incidents d'Algérie. C'est dire qu'il ne la repousse pas non plus ». La responsabilité du Caire est d'autant plus évidente qu'« il existe au Caire un groupe

⁹⁴ *Ibid.*, 5 novembre 1954.

⁹⁵ *Ibid.*, 3 novembre 1954.

⁹⁶ *Ibid.*, 15 novembre 1954.

⁹⁷ *Ibid.*, 2 novembre 1954.

⁹⁸ *Ibid.*, 3 novembre 1954.

⁹⁹ *Ibid.*, 2 novembre 1954.

d'Algériens partisans de l'indépendance, qui travaillent activement en faveur de leurs idées »¹⁰⁰.

Cette analyse, commode, permet à la SFIO d'écarter l'idée d'un quelconque appui des musulmans d'Algérie au mouvement nationaliste. On affirme que nulle part, « il n'apparaît que la population ait été de près ou de loin mêlée aux attentats, ni avant, ni pendant, ni après »¹⁰¹. Au contraire, la révolte n'a pas eu d'effet d'entraînement ; « les masses sont restées remarquablement calmes et les groupes armés de terroristes, réduits à eux-mêmes, sont pratiquement voués à l'échec »¹⁰². De plus, *Le Populaire* propage l'idée que les Algériens musulmans sont défavorables à ce mouvement, puisqu'il ajoute que « l'immense majorité de la population musulmane non seulement n'a pas répondu à l'appel de la violence, mais a manifesté sa réprobation pour les actes de terrorisme »¹⁰³.

L'Humanité

Chez les communistes, la nuit de la Toussaint interrompt aussi une année plutôt tranquille en ce qui concerne la couverture journalistique de l'Algérie, et la stupéfaction n'est pas moins grande que dans le reste de la France. La réaction de *L'Humanité* à ces attentats, tout en évitant le type de condamnation sans appel des socialistes, demeure très prudente. Il faut dire qu'outre-mer, le PCA est en butte à des divisions internes; la clientèle européenne du parti est alarmée par le développement de la situation¹⁰⁴. Il convient, au début, de ne pas s'afficher clairement pour ou contre les actions nationalistes. L'absence de détails disponibles sur les événements permet aux communistes de ne fournir que très peu de précisions, et par conséquent de s'éviter une analyse trop approfondie qui les obligerait à prendre position¹⁰⁵.

Puis, tout au long du mois de novembre, le quotidien du PCF choisit de ne pas se prononcer sur le FLN. Le silence demeure complet. Il consacre plutôt ses articles à la dénonciation de la répression qui ne manque pas de s'abattre sur l'Algérie et qui, « loin de

¹⁰⁰ *Ibid.*, 4 novembre 1954.

¹⁰¹ *Ibid.*, 3 novembre 1954.

¹⁰² *Ibid.*, 4 novembre 1954.

¹⁰³ *Ibid.*, 1^{er} décembre 1954.

¹⁰⁴ Sivan, *op. cit.*, 229-230.

¹⁰⁵ *L'Humanité*, 2 novembre 1954.

régler le problème algérien, (...) aboutit à renforcer la volonté de résistance du peuple d'Algérie »¹⁰⁶. En fait, si des incidents malheureux ont pu se produire en Algérie, la faute en incombe totalement aux autorités françaises, puisqu'il s'agit des « conséquences logiques de la politique gouvernementale en Afrique du Nord ». Les militaires français, tués au cours des attaques de la Toussaint, sont des « victimes, eux aussi, de la politique colonialiste qui est responsable des événements de ces derniers jours »¹⁰⁷. Le blâme est jeté sur le gouvernement français; cela, néanmoins, ne signifie nullement que les communistes justifient les méthodes employées par le FLN.

Le discours prononcé par Jacques Duclos le 5 novembre au Vélodrome d'Hiver, et publié dans les pages de *L'Humanité*, est révélateur de la difficulté qu'ont les communistes à émettre un jugement cohérent vis-à-vis du FLN et de ses agissements. D'une part, le communiste semble faire un pas vers la reconnaissance du droit des Algériens à l'indépendance, affirmant que « la seule politique juste et raisonnable consisterait à reconnaître aux peuples coloniaux le droit à l'indépendance et à conclure avec eux des traités culturels et économiques ». D'autre part, cependant, il prêche le maintien de la présence française dans ses colonies outre-mer : « Ainsi, dans un climat d'amitié fondé sur l'égalité, il serait possible de maintenir des positions françaises dans ces pays et de mettre en échec les plans des colonialistes américains, de leurs associés allemands imbus de racisme hitlérien, et des colonialistes anglais. »¹⁰⁸. Selon Mohammed Harbi, les contradictions insérées dans ce texte en font un discours particulièrement démobilisateur pour les membres du parti¹⁰⁹.

b. La nation algérienne et l'indépendance

La question de l'existence d'une nation algérienne est au centre de l'idéologie nationaliste et des débats sur l'indépendance algérienne. Les Algériens forment-ils une nation? Et si oui, depuis quand? À ce sujet, les avis diffèrent chez les auteurs. Pour Ahmed Mahsas, par exemple, il ne fait aucun doute que la nation algérienne était une réalité bien

¹⁰⁶ *Ibid.*, 9 novembre 1954.

¹⁰⁷ *Ibid.*, 3 novembre 1954.

¹⁰⁸ *Ibid.*, 6 novembre 1954.

¹⁰⁹ Harbi, *op. cit.*, pp. 30 et 175.

avant 1830, puisqu'elle était représentée par un État, s'établissait sur un territoire défini, s'était formée, « au cours de l'histoire, par une longue symbiose culturelle et ethnique »¹¹⁰, et assurait sa cohésion sociale par l'islam¹¹¹. Pour Guy Pervillé, par contre, on ne peut parler, en Algérie, d'une nation au sens français du terme au moment de la conquête. Toutefois, la majorité des habitants de l'Algérie (les musulmans) étaient soudés par une appartenance commune à la *Oumma*, ou communauté des croyants, ainsi qu'à leur lignée familiale, ce qui faisait des Français, au XIX^e siècle, des envahisseurs doublement illégitimes de par leur origine extérieure et le fait qu'ils étaient chrétiens¹¹². Selon Charles-Robert Ageron, en revanche, la conscience d'être Algérien n'existait pas au moment de la conquête, cependant un siècle de colonisation a forgé l'identité algérienne, bien plus que les Français ne voulaient le reconnaître¹¹³.

Si la réalité de la nation algérienne au moment de la conquête est sujette à débat de nos jours, elle ne l'est pas, en France, avant la guerre d'Algérie. Il est clair, dans les esprits, que l'Algérie de 1830 était une simple province ottomane et que par conséquent la pénétration française était légitime. Le colonialisme veut donc que l'Algérie ne soit pas une nation. Même chez les nationalistes, Ferhat Abbas, s'il modifie son opinion durant les années 1940, considère encore en 1936 que la nation algérienne est un mythe¹¹⁴. En revanche, Ibn Badis, fondateur de l'Association des Oulémas, réclame dès 1925 la reconnaissance de la patrie algérienne¹¹⁵.

Socialistes et communistes, quant à eux, n'ont pas encore décidé, lorsqu'éclate la guerre, si les Algériens forment une nation en 1954. La prise en considération d'une importante colonie française outre-mer les empêche de percevoir l'identité algérienne comme essentiellement musulmane et arabo-berbère, telle que présentée dans le *Manifeste du peuple algérien*¹¹⁶. Parallèlement à ce débat, les partis de gauche sont aussi tenus de prendre position au sujet de l'indépendance de l'Algérie, revendiquée clairement par le FLN.

¹¹⁰ Mahsas, *op. cit.*, p. 23.

¹¹¹ *Ibid.*, pp. 21-24.

¹¹² Pervillé, *op. cit.*, pp. 72-74.

¹¹³ Charles-Robert Ageron, « L'Algérie est ma patrie », *Les cahiers de l'histoire*, no 15, p. 8.

¹¹⁴ Harbi, *op. cit.*, p. 109.

¹¹⁵ Ageron, *loc. cit.*, pp. 11-12.

Le Populaire

Chez les socialistes, la reconnaissance de la nation algérienne demeure longtemps problématique. Peu après le déclenchement de la guerre, ils se limitent à reconnaître une « personnalité algérienne »¹¹⁷. Lorsqu'en 1956, la France « accorde » l'indépendance à la Tunisie et au Maroc, les rédacteurs du *Populaire*, qui ont appuyé cette démarche, prennent bien garde de faire la différence entre les situations tunisienne et marocaine et celle qui prévaut en Algérie. « Qui ignore, écrit-on, que les réalités algériennes sont différentes de celles du Maroc ou de la Tunisie ? ». Les conditions ne sont pas les mêmes, en effet, à cause de la présence d'un million d'Européens installés sur le territoire algérien depuis plus d'un siècle. Les musulmans, « jusqu'ici, (...) n'ont jamais formé une nation. Mais, étroitement unis déjà par la religion, ils se soudent chaque jour davantage ; les uns parce qu'ils cèdent à la persuasion, les autres parce qu'ils ont le sentiment d'être victimes d'une injustice »¹¹⁸. Les causes profondes de ce rapprochement entre les musulmans d'Algérie, dans ce cas, sont davantage liées à l'endoctrinement nationaliste et à l'arbitraire du colonialisme qu'à la présence d'un véritable sentiment national. Cette unité, telle que décrite par les socialistes, n'est pas légitime. Elle est le fruit de circonstances qui peuvent être modifiées.

La même année, *Le Populaire* récuse les idées de Charles-André Julien (qui, pourtant, écrivait dans ses pages quelques années auparavant), lorsque celui-ci réclame la reconnaissance du fait national algérien. Etienne Weill-Raynal écrit dans le journal socialiste que le fait national est un « principe vague et qui prête à controverse sans issues ». Le problème qui se pose est celui des colons français. « Il est possible qu'un sentiment national algérien existe dans la conscience d'un plus ou moins grande nombre d'Algériens musulmans, à un degré plus ou moins élevé, mais il est également possible qu'un sentiment, non pas identique, mais voisin, existe dans la conscience des Algériens non musulmans ». Il serait malaisé de reconnaître aux musulmans l'appartenance à une

¹¹⁶ René Gallissot, *Maghreb-Algérie, Classes et nation*, Paris, Arcantères édition, 1987, p. 94.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 70; *Le Populaire*, 19 octobre 1956; 19-20 juillet 1958.

¹¹⁸ *Le Populaire*, 12 mars 1956.

nation; ceci viendrait nuire au rayonnement des Européens d'Algérie, puisque « les premiers [sont] très inférieurs aux seconds pour le nombre, mais dans l'ensemble supérieurs par la civilisation »¹¹⁹. La reconnaissance de la nation algérienne est catégoriquement refusée sous l'allégation que l'Algérie « n'a jamais été autre chose qu'une partie de l'État français »¹²⁰. Le concept de « personnalité algérienne » est ainsi soutenu par les socialistes jusqu'en 1960, alors que Claude Fuzier le décrit par « le fait de l'existence de communautés qui voient en Algérie une terre à elles sans bien comprendre que l'histoire les condamne à vivre ensemble, si elles entendent conserver cette terre »¹²¹.

La SFIO, qui met plusieurs années à mettre fin à ses tergiversations sur la nation algérienne, se rallie toutefois à cette idée au seuil de l'indépendance. En 1961, mis au pied du mur, les socialistes font volontiers leur *mea culpa* à l'égard de leurs prises de position antérieures, et reconnaissent que « sept ans après, l'Algérie n'est plus la France. Elle ne l'avait jamais été et nous ne le savions pas »¹²².

L'INDÉPENDANCE : UNE SOLUTION?

Quant à l'option indépendantiste, elle demeure exclue tout au long de la guerre par les socialistes. C'est l'idée que la France doit répandre ses principes et ses valeurs outre-mer qui permet d'étayer ce refus. Pour la SFIO, cette expansion de la culture française doit se manifester par l'acquisition de caractères français par les Algériens, et non pas par un attachement à une identité arabo-musulmane. « Nous voulons les hommes d'Algérie plus libres, plus fraternels, plus égaux, c'est-à-dire plus Français », explique Max Lejeune¹²³.

La présence française en Algérie n'est pas discutable. « L'Algérie, c'est pour nous une autre France », affirme *Le Populaire* en 1955. « Avec sa population qui approche rapidement de 10 millions d'habitants, elle représente un cinquième de l'ensemble franco-musulman dans lequel il faut voir le noyau, la force d'attraction, la base d'une véritable

¹¹⁹ *Ibid.*, 3 mai 1956.

¹²⁰ *Ibid.*, 16 mars 1956.

¹²¹ *Ibid.*, 16 février 1960.

¹²² *Ibid.*, 1^{er} novembre 1961.

¹²³ *Ibid.*, 15 mars 1956.

Union française »¹²⁴. Cependant, les socialistes croient qu'ils doivent recevoir l'assentiment des populations algériennes pour poursuivre leur œuvre de civilisation. « Oui, la France peut et doit rester présente outre-mer, affirme Guy Mollet, mais elle ne le peut qu'avec le libre consentement des intéressés »¹²⁵.

Le refus de l'indépendance s'explique aussi, chez les socialistes, par une crainte de voir la France se faire dicter sa conduite par un peuple considéré comme inférieur. Ainsi, les socialistes, lorsqu'ils décident de contester le concept d'assimilation et d'intégration, le font parce qu'ils croient qu'étendre la législation sociale française en Algérie coûterait fort cher, mais aussi parce qu'il serait inquiétant de voir, à l'Assemblée nationale, des Algériens prendre des décisions pour la France¹²⁶! Parallèlement, ils ne voudraient pas voir les musulmans imposer leurs règles aux Français qui résident en Algérie. Associant l'Algérie et l'Allemagne nazie, Robert Lacoste écrit : « Notre peuple n'acceptera jamais d'être paralysé dans ses volontés par certaines nations qui n'ont atteint qu'un niveau rudimentaire de civilisation, et par d'autres qui n'ont pas su encore se libérer de préjugés raciaux ou se sont abandonnés, dans un passé récent, à de monstrueuses guerres d'oppression pour des motifs de suprématie politique, raciale ou religieuse¹²⁷. Les rédacteurs du *Populaire* ne font aucunement confiance au FLN pour mener à bien l'indépendance. Celle-ci en effet, qui aurait simplement « pour résultat de créer un nouvel État totalitaire opprimant les minorités et faisant passer les paysans et les ouvriers algériens sous l'autorité de quelques ambitieux sectaires et fanatiques, dont le pouvoir n'aurait rien à envier à celui des pires colonialistes, ne peut être un objectif acceptable pour les socialistes »¹²⁸. Le FLN, à coup sûr, établirait une dictature, et les libertés individuelles seraient brimées suite à la mainmise du bloc soviétique sur le nouveau pays¹²⁹.

Jusqu'en 1959, l'indépendance est donc présentée dans les pages du *Populaire* comme une « pseudo-solution » qui n'amènerait rien de bon, et dont, de toute manière, le

¹²⁴ *Ibid.*, 7 janvier 1955.

¹²⁵ *Ibid.*, 2 janvier 1956.

¹²⁶ *Ibid.*, 18 juillet 1958.

¹²⁷ *Ibid.*, 1^{er} janvier 1957.

¹²⁸ *Ibid.*, 24 juillet 1957.

¹²⁹ *Ibid.*, 17 juillet 1958.

peuple algérien ne veut pas. Le journal prône plutôt la « suppression des barrières entre les pays »¹³⁰. Puis, en 1960, les socialistes semblent de plus en plus mal à l'aise dans leur appréciation de la situation algérienne. Ils demeurent vagues, et ne se prononcent pas en faveur de l'indépendance, mais reconnaissent toutefois qu'avec « l'exemple des indépendances obtenues ailleurs et la propagande simple de la rébellion, les mouvements nationalistes et en particulier le FLN disposent d'une audience considérable »¹³¹.

À partir de 1961, cependant, l'indépendance de l'Algérie apparaît comme inéluctable, elle est présentée comme un « fait ». Claude Fuzier, dans *Le Populaire*, ne cherche plus à le nier, mais exhorte les Algériens à éviter la sécession pure et simple, « parce que nous sommes des démocrates français et que nous nous refusons à croire à une solution de désespoir ». Il propose plutôt une formule d'association avec la France¹³².

L'Humanité

Les communistes français, quant à eux, demeurent longtemps prisonniers de la définition de la nation algérienne fournie par Maurice Thorez en 1939. Son interprétation, un peu longue peut-être, mérite d'être citée ici, justement pour sa longueur...

Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée aidée par l'effort de la République française. Ne trouverait-on pas parmi vous, peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides, civilisées déjà, au point d'avoir fait de leurs terres le grenier de la Rome antique : les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Église catholique saint Augustin. L'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges comme ces ruines de Tébessa et de Madaure que nous visitons il y a quelques jours. Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des Turcs convertis à l'Islam venus après eux en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français, et quels Français! Les Français de toutes nos provinces, mais en particulier les Français des terres

¹³⁰ *Ibid.*, 23-24 mai 1959.

¹³¹ *Ibid.*, 14 décembre 1960.

¹³² *Ibid.*, 12 avril 1961.

françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre française d'Alsace venus en 1871 pour ne pas être prussiens.

Il y a une nation algérienne qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races¹³³.

Dans cette définition, Maurice Thorez, d'une part, nie aux Français le droit de s'arroger la part du lion dans la colonie, mais en même temps, et d'autre part, il noie l'identité algérienne dans un enchevêtrement de races hétéroclites, au point de faire des Arabes ou des Berbères deux éléments parmi tant d'autres de la composition de l'Algérie. Il fait ainsi abstraction du fait qu'ils représentent la majorité de la population et se soudent les uns aux autres par une appartenance commune à l'islam.

Ce concept de « nation en formation » ainsi défendu dicte la ligne de conduite des communistes jusqu'à l'indépendance. Le PCA, subordonné au PCF, reprend également cette notion, en l'enrichissant à partir de 1946 de l'idée qu'une « communauté stable » est désormais formée en Algérie. « Nous sommes liés, affirme le PCA, dont le plan d'action est publié dans *L'Humanité*, par des intérêts généraux communs et par la lutte contre les mêmes ennemis »¹³⁴. Cela semble représenter un certain stade de maturité dans le développement de la nation algérienne¹³⁵, même si y persiste la multiplicité des races : « cette communauté constitue la base de la nation algérienne en formation, riche des apports de ses enfants dans la diversité de leurs origines et du mélange heureux de civilisation orientale et occidentale »¹³⁶.

Dans les pages de *L'Humanité*, la thèse de Maurice Thorez est reprise maintes fois¹³⁷, dans le but avoué de pourfendre le colonialisme, par exemple en affirmant que « soutenir que l'Algérie c'est la France, est une absurdité »¹³⁸. Ce faisant, toutefois, le journal évite d'affirmer la légitimité de l'identité musulmane de l'Algérie, et esquive la nécessité d'adopter des positions plus radicales. La théorie de la nation en formation, selon Jacques Duclos, respecte à la fois les aspirations des musulmans et des Européens¹³⁹. Elle

¹³³ Cité dans Sivan. *op. cit.*, p. 111.

¹³⁴ *L'Humanité*, 24 juillet 1946.

¹³⁵ Sivan. *op. cit.*, p. 155.

¹³⁶ *L'Humanité*, 24 juillet 1946.

¹³⁷ Par exemple, *L'Humanité*, 24 août 1946, 30 août 1947, 21 juin 1955

¹³⁸ *Ibid.*, 21 juin 1955.

¹³⁹ *Ibid.*, 19 octobre 1955.

permet aux communistes de ménager la chèvre et le chou. D'un part, ils défendent les nationalistes contre l'accusation de vouloir rejeter les Français à la mer, puisque « l'Algérie elle-même a été façonnée par le travail des générations d'hommes appartenant aux peuples et aux races les plus diverses ». D'autre part, ils embellissent l'implication de la France en Algérie, puisque Maurice Thorez lui-même affirme encore en 1960, « combien nous avons raison également de montrer le rôle heureux qu'aurait pu jouer la France dans l'évolution de cette nation algérienne »¹⁴⁰.

L'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE

En ce qui concerne l'indépendance, il est toujours un peu malaisé de comprendre pour quelle solution les communistes optent à l'égard de l'Algérie, puisqu'ils utilisent très tôt le terme « indépendance ». Cependant, on finit par comprendre que cette expression ne recouvre pas toujours la même réalité à leurs yeux. En avril 1955, par exemple, à l'occasion de la réunion des pays non-alignés à Bandoeng, le quotidien communiste, qui approuve les conclusions de la rencontre, mentionne qu'il en ressort l'importance de reconnaître les « droits des peuples d'Algérie, du Maroc et de Tunisie à disposer d'eux-mêmes et à être indépendants »¹⁴¹. Subtilement, le terme est lancé, sans être formellement soutenu par les communistes eux-mêmes. Roger Garaudy assure même que, dès 1937, Maurice Thorez s'était dit partisan « d'une indépendance complète, totale et sans réserve, d'une indépendance inconditionnelle des peuples coloniaux »¹⁴². Pourtant, en octobre 1955, on voit que cette indépendance ne doit pas être si « totale et sans réserve » qu'il n'y paraît au premier abord, puisque Jacques Duclos affirme que « nous nous sommes opposés à l'intégration et aussi à la sécession », et que les négociations doivent mener à une « libre association fondée sur l'égalité des droits et des devoirs au sein d'une Union française »¹⁴³. Le projet d'Union française n'est donc pas encore mort pour les communistes. Cette précision nous amène à faire montre de prudence quant à la

¹⁴⁰ *Ibid.*, 26 février 1960.

¹⁴¹ *Ibid.*, 25 avril 1955.

¹⁴² *Ibid.*, 3 mai 1957.

¹⁴³ *Ibid.*, 19 octobre 1955.

signification exacte que les communistes donnent au mot « indépendance ». Néanmoins, à partir de 1956, ils l'utilisent abondamment.

À partir de 1956, en effet, le PCA devance son homologue français à ce propos. En mars, les communistes algériens, passés dans la clandestinité, n'ont plus rien à perdre et ne peuvent demeurer plus longtemps à la remorque du mouvement national. Ils choisissent de réclamer l'indépendance complète et totale¹⁴⁴. Le PCF, à ce moment, tergiverse encore, et précise qu'il ne faut pas confondre indépendance et séparation¹⁴⁵. Puis, la rupture du PCF avec le gouvernement de Guy Mollet favorise le changement d'opinion. C'est en février 1957 que les communistes français basculent finalement dans le même camp que les communistes algériens, et réclament l'indépendance immédiate de l'Algérie, sans toutefois négliger la nécessité de conserver certains liens avec la France¹⁴⁶. Après cette date, ils défendent plus clairement la thèse de l'indépendance algérienne, arguant que les Algériens ne veulent pas plus être français que les Français ne veulent être algériens¹⁴⁷.

Du reste, ils affirment avec force que cette solution n'est nullement dommageable à la France. Au contraire, la reconnaissance de l'indépendance algérienne peut, seule, « donner à la France en Algérie la place de l'amitié »¹⁴⁸. Les liens entre les deux pays seront sans aucun doute conservés, selon Maurice Thorez : « La fin du système colonial ne signifie pas nécessairement l'affaiblissement de la France. Les peuples émancipés sont profondément intéressés à l'assistance technique, culturelle et autre de notre pays. Ils l'accepteront volontiers si elle ne s'accompagne d'aucune menée contre leur indépendance »¹⁴⁹.

c. Le FLN

Après le début de la guerre, les journaux de gauche doivent essentiellement composer avec le FLN. C'est cette formation qui déclenche la guerre, c'est aussi elle qui y

¹⁴⁴ Sivan, *op. cit.*, p. 246.

¹⁴⁵ *L'Humanité*, 2 mars 1956. Cité par Sivan, *op. cit.*, p. 246.

¹⁴⁶ Sivan, pp. 246-247.

¹⁴⁷ *L'Humanité*, 24 juillet 1957.

¹⁴⁸ *Ibid.*, 8 février 1957.

¹⁴⁹ *Ibid.*, 2 mars 1957.

met fin. S'il existe d'autres tendances dans le nationalisme algérien, elles sont de moindre importance à partir de 1954, et ne défraient pas la chronique.

Dans cette partie, nous montrerons quelle a été l'attitude des journaux socialiste et communiste à travers l'étude de divers aspects relatifs au FLN. Tout d'abord, il sera question de la manière dont la gauche perçoit le contenu politique et idéologique du programme du FLN. Dès 1954, en effet, le parti nationaliste dévoile les principaux axes de son programme politique. Il revendique « la restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques » et dans « le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race ni de confession ». Ses moyens de lutte sont explicités ainsi : « conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but »¹⁵⁰. Ni les socialistes, ni les communistes ne publient de manière intégrale le programme du FLN, du moins pas au moment où il est diffusé. Chacun des deux partis de la gauche française choisit son angle d'approche pour aborder la question de FLN, de façon à en faire un mouvement qu'il faut appuyer ou, au contraire, un parti dont le contenu idéologique et les revendications sont condamnables.

Ensuite, nous verrons que la question de la représentativité du FLN par rapport à la population algérienne est problématique. En effet, les Algériens sont-ils d'accord ou pas avec les revendications du parti nationaliste, et approuvent-ils les méthodes utilisées? Le verdict des deux partis de gauche par rapport à ce problème détermine la légitimité accordée au FLN en tant que mouvement populaire.

La réalité, puisqu'il faut bien l'établir, est un peu difficile à déterminer. Selon Guy Pervillé, le nationalisme algérien s'est étendu rapidement à partir de 1936, ce qui s'explique par « l'existence de prédispositions favorables dans la mentalité traditionnelle de la société algérienne »¹⁵¹. Cet appui serait plus important dans les villes que dans les régions rurales, où le sentiment d'appartenance est davantage familial que national¹⁵². Toutefois, il semblerait que le nationalisme soit en perte de vitesse à partir de 1948¹⁵³.

¹⁵⁰ Proclamation du FLN. cité dans Pervillé. *op. cit.*, p. 124.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 86.

¹⁵² *Ibid.*, p. 103.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 105.

Mohammed Harbi, en revanche, qui s'intéresse plutôt à la représentativité du mouvement au moment de la guerre, souligne que la réaction des Algériens aux attentats de 1954 varie grandement selon les régions, l'engagement de la population dans le mouvement national étant beaucoup plus important dans l'Aurès. Dans la plus grande partie du pays, par contre, les activistes bénéficient, au début de la guerre, de peu de protection de la part de la population. L'appui au mouvement, néanmoins, évolue rapidement au cours des années qui suivent, et les Algériens sont plus favorables au FLN à partir de 1957¹⁵⁴.

Puis, nous verrons que la gauche doit se positionner par rapport aux moyens utilisés par le FLN pour parvenir à ses fins. Ceux-ci, en effet, ne sont pas toujours des plus pacifiques ; n'oublions pas qu'il s'agit d'une guerre, et que le FLN affronte une armée régulière qui met en œuvre une politique de répression impitoyable. On peut déplorer la violence, ou alors la considérer comme nécessaire pour combattre le colonialisme et mener l'Algérie vers l'indépendance, il demeure toutefois que les nationalistes n'ont pas fait l'économie des vies humaines dans leur lutte contre la France. Des vies françaises, bien entendu, puisqu'on estime à 30 000 le nombre de Français tués au cours de la guerre¹⁵⁵. Mais également des vies algériennes, puisqu'il apparaît que le FLN a fait davantage de victimes parmi les « traîtres » musulmans, les harkis et les membres du MNA, que parmi les soldats français¹⁵⁶.

Parmi les méthodes du FLN qui ont suscité le plus d'indignation, le terrorisme est sans doute la plus importante. Le terrorisme interne, d'une part, vise les « traîtres », si bien que durant les premiers mois, l'insurrection fait dix fois plus de morts chez les musulmans que chez les Européens. Le terrorisme externe, d'autre part, prend de l'ampleur à partir de l'été 1955, et menace les Européens. Le 20 août 1955, à Philippeville, Constantine et ailleurs, 123 personnes sont massacrées, dont 71 Européens. Entre septembre 1956 et janvier 1957, on assiste à une recrudescence des attentats à la

¹⁵⁴ Harbi, *op. cit.*, pp. 34-35.

¹⁵⁵ Guy Pervillé, « Combien de morts? », *Les collection de l'Histoire*, no 15, p. 94.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 95.

bombe dans les cafés et les transports en commun. Ce terrorisme aveugle, qui frappe des civils sans discrimination, engendre beaucoup de colère en France¹⁵⁷.

En revanche, il convient de souligner au passage un élément qui, bien qu'il concerne davantage les gestes posés par l'armée française, n'en demeure pas moins un autre déclencheur important en ce qui concerne l'opinion publique française. Il s'agit de la révélation de la pratique de la torture, par des militaires français, dans le cadre de la guerre d'Algérie. Le scandale éclate au grand jour, notamment, avec la publication par *L'Humanité*, en février 1957, de lettres écrites par Jean Muller, un soldat français, mort au combat quelques mois plus tôt, et adressées à sa famille et ses amis. Dans ces messages, le militaire dénonce les pratiques pour le moins douteuses de l'armée française, comme les exécutions sommaires et la torture, et ajoute : « Nous sommes désespérés de voir jusqu'à quel point peut s'abaisser la nature humaine et de voir des Français employer des procédés qui relèvent de la barbarie nazie »¹⁵⁸. Le quotidien est saisi ce jour-là par les autorités françaises, ainsi que plusieurs autres éditions de divers journaux dans les mois qui suivent; mais le débat est néanmoins lancé¹⁵⁹. Les cas de Maurice Audin, jeune Français mort sous la torture, et de Henri Alleg, qui publie en février 1958 le récit de son supplice, contribuent à éveiller une partie de l'opinion publique française aux méthodes employées par sa propre armée pour combattre les opposants à la guerre. Les communistes français, qui avaient sonné l'alarme, continuent de dénoncer la torture, notamment en appuyant Henri Alleg lors de la publication de son ouvrage¹⁶⁰. Chez les socialistes, en revanche, cette divulgation ne déclenche pas l'onde de choc provoquée dans d'autres courants politiques. La SFIO, nous le verrons plus en détail, demeure en faveur de l'Algérie française et en désaccord avec les nationalistes algériens pendant encore quelques années, et cette position se mesure aux précautions prises lorsqu'il est question de la torture. Ainsi, en novembre 1957, Jean-Michel Bernard, dans les pages du *Populaire*, minimise le problème en supposant que les tortionnaires sont sans doute minoritaires dans l'armée,

¹⁵⁷ Guy Pervillé. « Le terrorisme dans la guerre d'Algérie », dans Charles-Robert Ageron *et al.* *L'Algérie des Français*. Paris. Éditions du Seuil, 1993, pp. 208-215.

¹⁵⁸ *L'Humanité*. 26 février 1957.

¹⁵⁹ Michel Winock. « 1957 : la campagne des intellectuels », *Les collections de l'Histoire*, no 15, pp. 62-63.

¹⁶⁰ *L'Humanité*. 20 février 1958.

bien qu'ils doivent néanmoins être punis. Puis, il accuse ceux qui dénoncent cette pratique d'être des « salonnards honteux », pour qui « toute calomnie de leur pays est vérité d'évidence », et qui ne s'indignent pas des crimes commis par le FLN, bien plus abjects, selon les socialistes, que les quelques cas de torture française¹⁶¹. Ces prises de position nous donnent d'ores et déjà un indice quant aux points de vue émis par les deux partis en ce qui concerne le recours à la violence par le FLN.

Enfin, nous nous intéresserons à l'opinion de la gauche française vis-à-vis des négociations avec le FLN. Les nationalistes sont-ils des interlocuteurs valables? Leurs propositions sont-elles suffisamment raisonnables pour faire l'objet de pourparlers? Qui est responsable de la poursuite de la guerre : le FLN ou le gouvernement français?

Le Populaire

Le journal socialiste, durant la période qui s'étale du début à la fin de la guerre, modifie très lentement sa perception du nationalisme du FLN. Autant en ce qui concerne l'idéologie du parti, son appui au sein de la population algérienne, les moyens utilisés et l'éventualité d'aborder des négociations, la SFIO suit la même évolution. De 1954 jusqu'à 1960 environ, elle repousse tout ce qui vient du FLN. Elle considère les nationalistes algériens comme des ennemis à abattre, ce qui correspond à l'attitude du gouvernement ; d'ailleurs, la présidence du Conseil est assurée par le socialiste Guy Mollet en 1956. Puis, à partir de 1960, elle change progressivement son fusil d'épaule, et adhère, d'abord du bout des lèvres, puis assez clairement, au dénouement d'une guerre qui se fait au profit du FLN. En fait, on remarque que la SFIO ne fait qu'emboîter le pas aux autorités françaises, qui modifient, au même moment, leur discours sur le nationalisme algérien.

LE FLN : DES BANDITS MANIPULÉS PAR LE CAIRE ET MOSCOU

Le quotidien socialiste met un certain temps avant de mentionner l'existence même du FLN. Pure ignorance ou souci de ne pas accorder aux nationalistes une couverture journalistique trop importante? En dépit de la distribution de tracts faisant état de la nouvelle organisation, le FLN ne fait parler de lui que de manière très indirecte, et ce à

¹⁶¹ *Le Populaire*, 28 novembre 1957.

partir de l'été 1955¹⁶². On préfère les termes « rebelles »¹⁶³, « fellagha »¹⁶⁴, « hors-la-loi » et « terroristes »¹⁶⁵. Ces termes permettent d'éviter de les représenter comme un groupe organisé, avec un programme et des objectifs politiques bien définis. Les socialistes s'en tiennent, au début, à l'idée qu'il n'y a pas de guerre en Algérie; les autorités françaises font simplement face à un certain mouvement de banditisme plus ou moins contrôlé.

Quoi qu'il en soit, peu importe l'expression utilisée pour désigner les activistes en Algérie, les socialistes préfèrent souligner que leur centre de gravité est à l'extérieur du Maghreb. Comme dans les cas tunisien et marocain, l'hostilité du *Populaire* à l'égard du gouvernement de Nasser offre à cet effet une explication toute trouvée : il s'agit d'un mouvement qui a ses racines en Égypte. Dans les circonstances, et surtout en 1956, il faut savoir qu'en évoquant le régime de Nasser, les socialistes suggèrent une parenté presque directe avec Hitler. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à faire cette équation. Selon Guy Pervillé, « les défenseurs de l'Algérie française en vinrent à identifier le nationalisme algérien du FLN et le panarabisme nassérien au nazisme allemand, afin de déclencher un réflexe patriotique de résistance à l'agression étrangère »¹⁶⁶. S'il n'est pas nécessaire de démontrer que l'association entre l'Égypte nassérienne et l'Allemagne nazie est pour le moins abusive, il convient de mentionner qu'en dépit de l'aide extérieure obtenue, le FLN se défend bien, quant à lui, d'être inféodé au Caire ou à toute autre puissance¹⁶⁷.

Dans *Le Populaire*, le rapprochement entre Nasser et un nationalisme algérien des plus doctrinaires est néanmoins de mise. On craint les hommes du FLN, « ceux qui, du Caire et sous la protection paternelle du colonel-président Nasser, conduisent la fraction la plus fanatique de l'insurrection algérienne », le président étant associé du même souffle à Hitler et Mussolini¹⁶⁸. Les socialistes perçoivent dans le nationalisme arabe des relents de totalitarisme et de fanatisme religieux. Ainsi, Claude Fuzier craint la « guerre sainte » qui « trouve dans la bouche et sous la plume des porte-parole du FLN des accents qui

¹⁶² *Le Populaire*, 30 juin 1955.

¹⁶³ *Ibid.*, 17 février 1956.

¹⁶⁴ *Ibid.*, 22-23 octobre 1955.

¹⁶⁵ *Ibid.*, mars 1956.

¹⁶⁶ Pervillé, *op. cit.*, pp. 129-130.

¹⁶⁷ Guy Pervillé, « La révolution algérienne et la « guerre froide » », *Études internationales*, 1985, vol. XVI, n°1, pp. 61-62.

¹⁶⁸ *Le Populaire*, 27 juin 1956.

rejoignent totalement ceux de Nasser exaltant dans sa *Philosophie de la Révolution* les grands moments de la conquête arabe »¹⁶⁹.

Les socialistes insistent avec force sur l'apport matériel important de l'Égypte à l'endroit des nationalistes algériens. Diverses preuves sont présentées pour étayer cette thèse. Par exemple, à l'automne 1955, le journal de la SFIO affirme que « deux documents trouvés en Algérie prouveraient la collusion des fellagha avec le Caire »¹⁷⁰. La force du FLN réside essentiellement, selon eux, dans cette assistance : « tout se passe comme si les rebelles algériens recevaient maintenant une aide extérieure considérable »¹⁷¹. Cette aide est d'abord pécuniaire, et on assure en mars 1956 que « la dernière contribution financière que l'Égypte aurait consentie aux mouvements de rébellion se monterait à 120 millions »¹⁷². Les socialistes s'inquiètent également de la contrebande d'armes qui s'ensuit, financée par « divers groupements dirigés du Caire, par des collectes organisées parmi les Musulmans à l'étranger et en Afrique du Nord, et enfin par l'argent extorqué aux paysans dans les régions en révolte »¹⁷³.

L'Égypte de Nasser ne se contente pas, aux dires des socialistes, de fournir armes et argent aux nationalistes de l'Algérie. Elle forme aussi « des experts en terrorisme »¹⁷⁴. En témoignent l'histoire de ce bateau, « L'Athos », où l'on retrouve six Algériens « qui avaient fait au Caire des études de radio et de terrorisme »¹⁷⁵. Le quotidien raconte l'histoire de l'un d'entre eux pour démontrer la manipulation à laquelle se livrent les nationalistes du Caire à l'endroit des Algériens. Cet homme, écrivain public et instituteur, avait entendu dire que la France allait s'en prendre aux gens de sa profession. Il s'était rendu au Caire pour étudier, mais avait réalisé une fois sur les lieux qu'il avait été enrôlé dans une organisation politique et militaire. Il était maintenant renvoyé en Algérie pour combattre. On avait ainsi, un peu malgré lui, substitué « à sa paisible vocation de taleb celle, incomparablement plus agitée et aléatoire, de pirate malgré lui »¹⁷⁶. Cette histoire,

¹⁶⁹ *Ibid.*, 9 avril 1958.

¹⁷⁰ *Ibid.*, 22-23 octobre 1955.

¹⁷¹ *Ibid.*, 23 décembre 1955.

¹⁷² *Ibid.*, 3-4 mars 1956.

¹⁷³ *Ibid.*, 1^{er} janvier 1956.

¹⁷⁴ *Ibid.*, 22 octobre 1956.

¹⁷⁵ *Ibid.*, 22 octobre 1956.

¹⁷⁶ *Ibid.*, 23 octobre 1956.

dont il est difficile de dire ce qu'elle comporte de vrai et de faux, demeure un bon exemple du traitement de la question du nationalisme algérien par les socialistes français durant les premières années de la guerre d'Algérie. Un petit groupe de nationalistes, aidé par le colonel Nasser, manipule aisément des Algériens qui, en d'autres circonstances, ne se seraient pas retournés contre la France.

Mais il n'y a pas qu'avec l'Égypte que le FLN entretient une étroite relation, disent les socialistes français. L'URSS est aussi pointée du doigt comme commanditaire de la rébellion algérienne, mais à un moindre degré. Vers 1956-1957, en effet, le FLN choisit d'utiliser la guerre froide comme stratégie pour parvenir à ses fins. Ses dirigeants croient qu'en faisant mine de s'ouvrir aux pays de l'Est, ils amèneront les États-Unis à faire pression sur la France pour négocier, afin d'éviter la contagion du communisme en Afrique du Nord. Espérant une intervention de l'Occident en sa faveur, le FLN, désillusionné, se tourne finalement vers le bloc communiste. Il est, cependant, tout aussi déçu par l'URSS qui ne s'implique pas de manière suffisante dans le dossier algérien¹⁷⁷. Les socialistes perçoivent néanmoins une menace du côté soviétique¹⁷⁸, et croient en un noyautage du FLN par les communistes algériens¹⁷⁹. Bien que cette explication du phénomène soit simpliste et peu crédible, ils ne sont pas les seuls, en France, à l'adopter. Selon Guy Pervillé, « cette interprétation arbitraire était un moyen de dramatiser le conflit en lui donnant un enjeu vital, afin de garantir à l'armée française l'appui sans réserve de la nation et de ses alliées. C'était aussi une tentative de retourner les sentiments religieux des Musulmans algériens contre les « rebelles » qui se prétendaient les « Moudjahidine » (combattants de la guerre sainte) »¹⁸⁰. Par ces moyens, la SFIO retarde le moment où elle devra reconnaître le caractère national de la révolution algérienne.

LA REPRÉSENTATIVITÉ DU FLN

En effet, on constate que les socialistes ne croient pas à la représentativité du FLN en Algérie, du moins pendant une bonne partie de la guerre. Ils le prouvent notamment en

¹⁷⁷ Pervillé, « La révolution algérienne et la « guerre froide » »..., p. 62-63.

¹⁷⁸ *Le Populaire*, 7 décembre 1956.

¹⁷⁹ *Ibid.*, 23 janvier 1957.

¹⁸⁰ Pervillé, « La révolution algérienne et la « guerre froide » »..., p. 58.

rappelant que le parti nationaliste est également en guerre contre son propre peuple. Il est vrai, soulignons-le, que le FLN mène un combat à l'intérieur du pays pour s'assurer le contrôle des régions et du mouvement national. Il y a, en 1954, des opposants qui combattent la domination du FLN, en plus du MNA de Messali Hadj qui continue à lui tenir tête. Afin de rétablir son autorité, le parti inflige donc de sévères châtements aux « traîtres ». Le 29 mai 1957, par exemple, 300 habitants d'un douar messaliste près de Melouza sont massacrés par l'ALN.

C'est sur cet aspect du FLN que *Le Populaire* s'appuie pour nier la représentativité des nationalistes. Évoquant « la guerre du FLN contre les Musulmans », les socialistes affirment que « tous ceux qui ne croient pas que l'indépendance totale de l'Algérie apporterait par un coup de baguette magique la solution de leurs problèmes personnels ou collectifs sont considérés par la rébellion comme des traîtres »¹⁸¹. Or, si on en croit les socialistes, ils sont nombreux, en Algérie, à s'opposer ainsi à la domination du FLN, ce qui signifie qu'ils sont favorables à la France. Dans le sud, par exemple, le journal de la SFIO assure que « les populations sahariennes, qui n'ont pas été soumises, mais véritablement découvertes, sont devenues françaises et sont restées fidèles »¹⁸². Dans certains villages de la vallée de la Soummam, explique-t-il encore, les gens ont demandé l'aide et la protection de la France contre la terreur que leur font subir les activistes. « Les rebelles n'acceptèrent pas de voir grossir de jour en jour le nombre de Kabyles faisant confiance à la France »¹⁸³. Du reste, les socialistes français croient que le FLN refuse la tenue d'élections tout simplement parce qu'il « sait parfaitement qu'il sortirait écrasé de pareille consultation populaire, dans un pays où ses exactions lui ont attiré la haine de l'immense majorité de la population tant européenne que musulmane »¹⁸⁴.

Par ailleurs, il semble, aux dires des socialistes, que les Algériens qui prennent le maquis avec les nationalistes ne sont pas tous irrécupérables, et que la France peut garder espoir de les voir revenir à elle. En effet, ils ne sont pas tous convaincus du bien-fondé de leur cause. En témoignent les aveux d'un ancien chef rebelle qui avait pris le maquis en

¹⁸¹ *Le Populaire*, 7 décembre 1956.

¹⁸² *Ibid.*, 23 septembre 1957.

¹⁸³ *Ibid.*, 25 avril 1956.

¹⁸⁴ *Ibid.*, 23-24 mars 1957.

raison des injustices qu'il observait, mais qui considère malgré tout que l'Algérie a besoin de la France. Ce sont les promesses des socialistes Robert Lacoste et Guy Mollet qui le font revenir sur ses idées. Quant à ceux qui sont encore dans la rébellion, l'homme croit que ces « fanatiques sont des gens sans instruction, ceux qui vivent dans la montagne. Ils égorgent. Ils tuent au nom du FLN, mais ils n'ont pas d'idéal ». Leur engagement dans la guerre n'est que le fait de leur ignorance. « Je crois qu'on pourrait les éduquer », affirme-t-il¹⁸⁵.

Cette attitude des socialistes, néanmoins, ne peut durer. Réalisent-ils que l'audience du FLN grossit d'année en année? Décident-ils qu'en dépit de ses lacunes, ce parti est désormais le seul à s'imposer comme interlocuteur de la France? Quoiqu'il en soit, à partir de 1960, Claude Fuzier, dans les pages du *Populaire*, modifie quelque peu son opinion, et reconnaît que « le FLN ne peut disparaître d'Algérie parce que, minoritaire ou majoritaire, il exprime à la fois une aspiration populaire et un courant de l'évolution mondiale »¹⁸⁶. Puis, l'année suivante, le soutien des masses algériennes au mouvement nationaliste ne peut plus être mis en doute. Selon Claude Fuzier, « il est apparu encore plus clairement que la communauté musulmane avait définitivement basculé du côté du FLN. On peut épiloguer longuement sur les raisons de son choix, le regretter ou le trouver normal ; le fait est là et il serait ridicule de vouloir le minimiser »¹⁸⁷. Ce changement d'analyse conduit les socialistes, à l'instar des autorités françaises, à se prononcer en faveur des négociations avec le FLN pour mettre fin à la guerre.

DE LA VIOLENCE COMME FORME DE LUTTE

On le devine, la SFIO s'insurge sans réserve contre le terrorisme et les attentats perpétrés par le FLN et l'ALN. Selon les socialistes, en fait, la méthode des nationalistes se résume essentiellement à la terreur, puisque leur journal fait de « l'assassinat collectif (...) la principale doctrine du FLN »¹⁸⁸.

¹⁸⁵ *Ibid.*, 15 novembre 1956.

¹⁸⁶ *Ibid.*, 8-9 octobre 1960.

¹⁸⁷ *Ibid.*, 2 novembre 1961.

¹⁸⁸ *Ibid.*, 3 juin 1957.

Dans le journal socialiste, les descriptions des agressions perpétrées par le FLN frappent l'imagination par leur violence. Ainsi, en mai 1956, après l'assassinat de 17 « Français musulmans » près de Philippeville, on explique que « les rebelles, après avoir volé aux soldats leurs effets et leur équipement, s'acharnèrent sur les cadavres de leurs victimes avec une telle sauvagerie que l'identification des morts [en fut] rendue pratiquement impossible »¹⁸⁹. Les socialistes cherchent manifestement à démontrer l'horreur des méthodes du FLN.

De plus, les qualificatifs utilisés par les rédacteurs du quotidien sont sévères. *Le Populaire* parle de « lâches assassinats » à l'endroit de femmes et de vieillards¹⁹⁰, et qualifie une attaque de colons d'« acte de barbarie »¹⁹¹. Quant aux procédés des nationalistes pour s'attirer l'appui de la population, on les qualifie de « viol des consciences ». Ainsi, après avoir expliqué que les rebelles déploient leurs efforts dans les campagnes parce qu'il est plus facile d'y semer la terreur, les socialistes démontrent que « le fellah n'a guère le choix, d'autant plus qu'on utilise sur lui le levier de l'Islam. Il doit admettre, une fois pour toutes, la rébellion, sinon il a la gorge tranchée »¹⁹². Quant à l'analogie effectuée par certains entre l'action des rebelles algériens et celle des résistants français durant l'occupation, le quotidien socialiste les qualifie d'« injurieuses [et de] stupides confusions »¹⁹³.

Encore une fois, c'est vers la fin de la guerre, soit à partir de 1961, que les socialistes français changent d'attitude vis-à-vis de la violence utilisée par le FLN, non pour la justifier, mais pour comprendre quelque peu ses raisons d'être. Selon Claude Fuzier, en effet, « il est évident que le terrorisme est un procédé condamnable lorsqu'il frappe aveuglément des innocents. Il est également évident que le FLN a recours à cette forme de combat parce qu'il lui est pratiquement impossible en-dehors des zones frontières de mener des opérations militaires d'envergure ». En France, précise-t-il, « les commandos FLN s'attaquent maintenant de préférence aux forces de police »¹⁹⁴.

¹⁸⁹ *Ibid.*, 22 mai 1956.

¹⁹⁰ *Ibid.*, 11 septembre 1956.

¹⁹¹ *Ibid.*, 15 juin 1956.

¹⁹² *Ibid.*, 25 avril 1957.

¹⁹³ *Ibid.*, 1-2 juin 1957.

¹⁹⁴ *Ibid.*, 7 juin 1961.

Néanmoins les socialistes continuent de s'inquiéter de la violence préconisée par certains, puisque le FLN n'est pas, selon eux, le seul maître à bord. Ainsi, selon Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, « il existe des bandes indépendantes, des terroristes incontrôlés, des réactions raciales à fleur de peau qui se manifestent à l'occasion des attentats ou des ratonnades et dont les chefs du mouvement ne sont pas toujours maîtres »¹⁹⁵.

FAUT-IL NÉGOCIER AVEC LE FLN?

Étant donné que les socialistes français considèrent longtemps le FLN comme un parti non légitime dont les ressorts sont hors d'Algérie et dont les méthodes sont répréhensibles, ils mettent du temps à le considérer comme un interlocuteur valable et crédible. À partir de 1957, *Le Populaire* fait état de la possibilité pour la France d'engager des négociations afin de mettre fin aux hostilités, mais n'apprécie pas les conditions posées par les nationalistes. Le cessez-le-feu, selon les socialistes, n'est pas possible par la faute du FLN, qui exige la reconnaissance de l'indépendance comme préalable, ce qui n'est pas une condition admissible¹⁹⁶. Selon Robert Lacoste, « la France n'a jamais refusé de négocier. Les rebelles, eux, refusent les élections libres. Ils refusent la liberté et la paix »¹⁹⁷.

Le quotidien de la SFIO continue de critiquer l'intransigeance du FLN pendant quelques années. À l'automne 1959, l'acceptation par le FLN du principe de l'autodétermination, proposé par de Gaulle en rupture avec les politiques françaises précédentes, constitue, selon *Le Populaire*, un progrès dans les négociations. Le FLN, affirme Claude Fuzier, « vient d'accepter le dialogue »¹⁹⁸. Après cette date, alors que le gouvernement français s'engage dans les négociations, l'attitude socialiste envers les nationalistes s'adoucit peu à peu. Claude Fuzier, en février 1960, se dit rassuré par un discours prononcé par Ferhat Abbas. Le socialiste voit en lui davantage un politicien qu'un

¹⁹⁵ *Ibid.*, 31 janvier 1962.

¹⁹⁶ *Ibid.*, 19 mai 1959.

¹⁹⁷ *Ibid.*, 15 octobre 1957.

¹⁹⁸ *Ibid.*, 29 septembre 1959.

guerrier, ce qui donne espoir dans la perspective d'un règlement¹⁹⁹. Abbas, en effet, est considéré de nouveau comme un modéré, auquel on oppose les ultras du parti²⁰⁰. En 1960, *Le Populaire* comprend mieux la méfiance du FLN vis-à-vis d'un cessez-le-feu et de la tenue d'élections, étant donné les précédents fâcheux dans ce domaine. « Il est compréhensible qu'une organisation qui détient le pouvoir de faire la guerre et qui se bat depuis cinq ans dans des conditions impitoyables, n'accepte de déposer les armes qu'en étant sûre, d'une part, de ne pas être mise totalement hors d'état d'agir, et, d'autre part, de voir les idées qu'elle défend conserver leurs chances auprès de la population »²⁰¹. La même année, le journal constate que le FLN a fait un progrès dans sa perception du rôle des Européens dans l'Algérie de l'avenir, bien que des réserves soient encore émises à ce sujet²⁰². Dans leurs exhortations à négocier adressées aux protagonistes, les socialistes mettent dorénavant les deux parties dos à dos. En octobre 1961, *Le Populaire* approuve un discours de Ben Khadder, un homme issu d'une « génération nouvelle qui, ayant appris aux sources d'une instruction façonnée par des siècles de culture française, a su en tirer le maximum »²⁰³. Ainsi, comme ils l'ont fait dans le cas tunisien quelques années plus tôt, les socialistes finissent par attribuer subtilement à la colonisation française le mérite d'avoir formé les leaders qui luttent pour l'indépendance.

L'Humanité

Chez les communistes, l'adhésion aux thèses du FLN est beaucoup plus rapide que chez les partisans de la SFIO. La prudence est toutefois de mise au début de la guerre : sans repousser le FLN, le PCF hésite pendant un certain temps à le considérer comme le principal moteur du mouvement nationaliste, ainsi qu'à légitimer son recours à la violence. Néanmoins, il refuse de le répudier, et finit par se voir obligé de choisir entre cette attitude en porte-à-faux, inconfortable, et un soutien clair et net à la cause indépendantiste algérienne. La seconde hypothèse finit par emporter l'assentiment des communistes français.

¹⁹⁹ *Ibid.*, 18 février 1960.

²⁰⁰ *Ibid.*, 1^{er} mars 1960.

²⁰¹ *Ibid.*, 8 mars 1960.

²⁰² *Ibid.*, 15 juillet 1960.

²⁰³ *Ibid.*, 25 octobre 1961.

LE FLN : UN MOUVEMENT FAVORABLE À LA FRANCE

L'Humanité tente de présenter le programme des nationalistes du FLN sous un jour favorable, en accord avec les principes du PCF. À cette fin, les communistes tâchent, en déployant beaucoup d'efforts, de détruire l'image, souvent accolée au FLN, d'un nationalisme anti-français. Ainsi, le nationalisme algérien n'est pas xénophobe, selon Léon Feix, puisque parmi les militants communistes algériens qui viennent d'être arrêtés, en septembre 1956, on retrouve à la fois des Européens, des juifs et des musulmans, ce qui confirme le caractère très large de la lutte nationale algérienne²⁰⁴. Pierre Courtade continue de défendre cette idée quelques années plus tard :

Une des caractéristiques les plus frappantes du FLN est sa volonté clairement exprimée de ne pas permettre que son combat soit entaché de racisme. Certes, il est possible qu'ici et là le racisme ait répondu au racisme, mais outre qu'il est malhonnête d'attribuer à une organisation clandestine de lutte armée la totalité des actes commis en son nom (les anciens résistants français en savaient quelque chose), ce qui est important, c'est que soit réaffirmée l'égalité de tous les Algériens, quelle que soit leur origine ethnique ou confessionnelle²⁰⁵.

De nombreuses citations de chefs nationalistes ou de membres du FLN sont utilisées pour illustrer cette affirmation. Lorsque Djamilia Bouhired, une Algérienne accusée d'avoir posé une bombe, est interrogée, elle précise : « si je suis anticolonialiste, (...) je ne suis pas antifrançaise »²⁰⁶. Ainsi, les communistes montrent que les actes de terrorisme commis en Algérie ne sont pas dirigés contre la France. *L'Humanité* montre aussi un Ferhat Abbas très respectueux des Européens vivant en Algérie, et qui insiste sur le rôle attribué à cette population dans la révolution algérienne. Un message de sa part, adressé au pape, est publié, dans lequel il affirme qu'« en Algérie, la preuve est apportée chaque jour que le Christianisme et l'Islam peuvent coexister sur le même sol et coopérer pacifiquement au progrès moral et matériel de la même communauté humaine »²⁰⁷. Deux ans plus tard, le leader nationaliste précise de nouveau que « nous n'avons pas de haine

²⁰⁴ *L'Humanité*, 25 septembre 1956.

²⁰⁵ *Ibid.*, 18 février 1960.

²⁰⁶ *Ibid.*, 6 février 1958.

²⁰⁷ *Ibid.*, 29 avril 1957.

pour le peuple français »²⁰⁸. Les appels du FLN aux Européens d'Algérie, précisant que « l'Algérie est assez vaste pour réserver à chacun de nous sa place au soleil »²⁰⁹, sont systématiquement publiés par le quotidien communiste pour étayer la thèse d'un nationalisme favorable aux Français.

Quant à l'argument du soi-disant appui des soviétiques au FLN, les communistes français l'utilisent également dans leur journal, mais à une toute autre fin, on le devine, que les socialistes. Comme nous l'avons vu, l'URSS n'a apporté qu'un modeste soutien aux nationalistes de l'Algérie²¹⁰. Cependant, le PCF cherche surtout à montrer que l'Union soviétique appuie le FLN et que, par conséquent, celui-ci se rapproche des idées communistes. En octobre 1960, *L'Humanité* cite Ferhat Abbas déclarant que « nous préférons nous défendre avec les armes des pays socialistes que de nous laisser tuer par celles de l'Occident », et laisse entendre que, grâce à l'aide humanitaire apportée à l'Algérie par l'Union soviétique, les Algériens choisiront la voie du socialisme dans leur nouvel État²¹¹. Les communistes français se plaisent ainsi à démontrer que leur idéologie a eu un impact sur la colonie algérienne, et tentent de confirmer que la lutte du FLN est au moins autant sociale que nationale.

LES COMMUNISTES ET LE FLN : L'ÉCHEC D'UN RAPPROCHEMENT

Néanmoins, il s'avère non seulement que l'appui de l'URSS aux Algériens est plus que mitigé, mais également que le PCF et la PCA n'arrivent pas à s'acquérir véritablement l'amitié des nationalistes. En dépit des tentatives de rapprochement du PCA avec le FLN, le fossé demeure important entre les deux partis. Lorsqu'en septembre 1955, le PCA est dissous, il continue dans la clandestinité, et tente de rejoindre la lutte armée, sans toutefois se subordonner au FLN. Cependant, la consigne de ce dernier faisant obligation aux autres partis algériens de s'auto-dissoudre pour faire place à des adhésions individuelles au FLN, est aussi valable pour les communistes. Ces derniers n'arrivent donc pas à s'implanter dans

²⁰⁸ *Ibid.*, 8 avril 1959.

²⁰⁹ *Ibid.*, 19 mai 1961.

²¹⁰ Pervillé. « La révolution algérienne et la « guerre froide » », p. 63.

²¹¹ *L'Humanité*, 31 octobre 1960.

le maquis algérien à cause de la concurrence impitoyable des nationalistes²¹². Réduits aux adhésions individuelles, les communistes algériens continuent de susciter la méfiance des dirigeants du FLN. Au congrès de la Soummam, en 1956, le parti nationaliste s'intéresse au fait que certains communistes ont rejoint l'ALN, et s'attend à ce que « le PCA [essaie], dans l'avenir, d'exploiter ces « placements » dans le but de cacher son isolement total et son absence dans le combat historique de la Révolution algérienne »²¹³. Dans *El Moudjahid*, organe principal du FLN, les reproches à l'endroit des communistes, français ou algériens, dont les nationalistes attendaient davantage, sont également fréquents²¹⁴.

En fait, le PCF finit par prendre ombrage de ces critiques et le conflit latent entre les deux partis transparait quelque peu dans les pages de *L'Humanité*. Les communistes français n'apprécient pas ces accusations constantes et tentent de remettre les pendules à l'heure. Dès 1954, le quotidien du PCF se plaint du MTLD, qui « accuse de « trahison » tous les partis français, y compris le Parti communiste, si souvent (et encore récemment) inquiété pour son action anticolonialiste »²¹⁵. Lorsqu'en 1957, *Le Monde* publie des informations selon lesquelles Chérif Guellal du FLN aurait dit que « la plus grande désillusion des nationalistes algériens provenait du « racisme outrancier » des partis communistes français et algériens », les rédacteurs de *L'Humanité* sont profondément insultés et se sentent tenus de répliquer que le PCF « ne cesse de combattre toutes les formes de racisme et, en particulier, le racisme antialgérien des colonialistes »²¹⁶. Ces mises au point, toutefois, prennent peu de place dans leur couverture journalistique de la guerre d'Algérie, les communistes cherchant à éviter le sujet dans la mesure du possible.

LE FLN ET LA POPULATION ALGÉRIENNE

En ce qui concerne leur perception de la représentativité du mouvement nationaliste, les communistes diffèrent dès le début des socialistes. Au début de la guerre, lorsque le PCF mentionne les activistes du FLN, il ne s'agit pas que d'une « bande de

²¹² Roland Gaucher, *Histoire secrète du PCF (1920-1974)*, Paris, Albin Michel, 1974, pp. 550-552.

²¹³ Cité dans Jacques C. Duchemin, *Histoire du FLN*, Paris, La Table ronde, 1962, p. 183.

²¹⁴ Monique Gadant, *Islam et nationalisme en Algérie, d'après « El Moudjahid », organe central du FLN de 1956 à 1962*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1988, pp. 193-194.

²¹⁵ *L'Humanité*, 6 juillet 1954.

²¹⁶ *Ibid.*, 1^{er} octobre 1957.

rebelles »²¹⁷. Le mouvement paraît beaucoup plus large. Selon André Beaugency, en effet, « ce n'est pas à 15.000 fellagha que l'armée a affaire, mais au peuple algérien tout entier »²¹⁸. En fait, à l'inverse des socialistes, qui s'intéressent essentiellement au fossé existant entre le FLN et une partie de la population algérienne, les communistes cherchent au contraire à gommer toute idée de conflit entre les nationalistes et le peuple, ou entre les différents groupes nationalistes.

Le PCF diffuse donc l'idée que le peuple algérien en entier est derrière le mouvement nationaliste, et cette opinion est répétée à maintes reprises. Selon Raymond Guyot, dans *L'Humanité*, les hommes qui prennent les armes dans les Aurès et en Kabylie reçoivent l'aval et la protection de la population²¹⁹. L'amplitude du mouvement dans les masses s'intensifie de jour en jour, le quotidien communiste assurant en 1957 que « la rébellion algérienne n'a pas cessé de gagner en étendue et en profondeur »²²⁰.

On remarque toutefois un certain malaise des communistes français face à la suprématie du FLN sur le mouvement nationaliste. En effet, on devine que le PCF cherche avant tout à promouvoir son homologue algérien qui tente de s'infiltrer dans la résistance anticolonialiste, et ce, en concurrence avec le FLN qui n'accepte aucune rivalité dans la direction du mouvement. Or, le rôle joué par les communistes algériens dans la révolution demeure mineur, et nous savons que les tentatives de rapprochement du PCA avec le reste du mouvement nationaliste provoquent beaucoup de méfiance de la part des dirigeants du FLN. Les communistes français évitent autant que possible ce sujet. Ils cherchent plutôt à éluder la prééminence du FLN sur les autres mouvements, en montrant que toutes les fractions du nationalisme algérien, y compris le PCA, font front commun contre le colonialisme. Par exemple, lorsque *L'Humanité* mentionne des « personnalités représentatives de l'opinion algérienne », en octobre 1956, elle fait allusion aux « anciens dirigeants du MTLN, de l'UDMA, de l'Association des Ulémas et du Parti communiste algérien »²²¹. Cette manœuvre est cependant difficile à tenir longtemps, tant il apparaît évident que le FLN contrôle la révolution algérienne. Le quotidien du PCF mentionne à

²¹⁷ *Ibid.*, 6 juillet 1956.

²¹⁸ *Ibid.*, 11 octobre 1956.

²¹⁹ *Ibid.*, 9 juin 1955.

²²⁰ *Ibid.*, 9 mars 1957.

quelques reprises que les mots d'ordre du FLN, concernant une grève, ou l'abstention de célébrer une fête religieuse en signe de protestation, sont suivis unanimement²²². D'ailleurs, selon *L'Humanité*, l'ALN ne semble avoir aucune difficulté à recruter des membres au sein de la population, et le journal communiste confirme la puissance du « commandement algérien qui, contrairement à l'état-major français, ne se plaint pas de manquer d'effectifs »²²³.

Le journal communiste, du reste, réfute entièrement l'idée que certains Algériens pourraient ne pas appuyer le mouvement nationaliste. En 1961, Yves Morin, dans *L'Humanité*, cite d'ailleurs des passages du *Populaire* qui font état des réticences de la SFIO quant à l'appui des masses au FLN, et laissent entendre que certains hommes en Algérie n'appartiennent pas au FLN ou ne l'appuient pas. Ce à quoi le communiste répond catégoriquement : « De qui peut-il s'agir, sinon des harkis, ou des ultras ? »²²⁴. Il ne paraît donc pas sérieux, aux yeux des communistes, de prétendre que tous les Algériens ne sont pas derrière le FLN. Cette thèse fait un peu facilement abstraction du nombre important de musulmans recrutés dans l'armée française (les harkis), toujours approximativement égal à celui des musulmans qui combattent du côté des nationalistes²²⁵. Si cet enrôlement n'indique pas toujours un engagement idéologique envers la France, il révèle néanmoins qu'une partie de la population n'adhère pas au FLN.

DE LA VIOLENCE COMME FORME DE LUTTE

Si, comme nous l'avons vu, les socialistes ont condamné sévèrement l'utilisation de violence par le FLN, l'attitude du PCF à cet égard est beaucoup plus difficile à saisir. On flaire un trouble, chez les communistes français, par rapport à cette question ; ils ont du mal à accepter une violence qui est manifestement dirigée contre les Français, davantage, en fait, que lorsque cette violence éclatait en Tunisie, dans une colonie où la population française était bien moindre. D'une part, ils craignent sans doute d'apparaître comme anti-français en légitimant des attaques contre des colons. D'autre part, condamner l'action

²²¹ *Ibid.*, 11 octobre 1956.

²²² *Ibid.*, 2 octobre 1956; 20 juillet 1956.

²²³ *Ibid.*, 12 avril 1960.

²²⁴ *Ibid.*, 20 février 1961.

terroriste des nationalistes les amènerait à remettre en question leur prise de position en faveur du FLN et de l'indépendance algérienne. C'est pourquoi ils demeurent très prudents, au début surtout, lorsqu'ils annoncent dans leur journal la perpétration de certains attentats.

En effet, surtout en 1955, *L'Humanité* demeure en général le plus neutre possible lorsque des attentats se produisent sur le sol algérien²²⁶. La seule façon de percevoir que ces actes ne sont pas vraiment condamnés par les communistes est de comparer la description qui en est faite avec celle des actes de violence commis par la police française à l'égard des Algériens. Dans ces derniers cas, on voit clairement que le vocabulaire est accusateur, émotif²²⁷. En comparaison, la froideur de la description des attentats contre des Français transparait plus clairement. Toutefois, on perçoit nettement que le malaise persiste à ce sujet, d'autant plus que le journal omet de mentionner que les actions proviennent du FLN ou de l'ALN, et ne parle que d' « Algériens armés »²²⁸.

Néanmoins, les communistes français refusent d'appliquer l'appellation « terroristes » aux Algériens qui commettent des attentats. Martine Monod précise pour les défendre que « ceux qui ont été tués sont, dans leur quasi-totalité des agents européens ou musulmans des forces de répression ». Les activistes ne frappent donc pas des innocents, selon le PCF, comme le laisse croire *Le Populaire*. « Ceux qui sont visés, ce sont ceux qui ont traité des hommes comme on aurait honte de traiter un chien ». Il ne s'agit donc pas d'une violence vraiment répréhensible. La journaliste ajoute cependant : « Qu'il y ait pu y avoir des excès, c'est possible, mais en nombre infime et, du reste, dénoncés par un tract répandu dans le département de Constantine et venant du maquis »²²⁹. La direction du mouvement ne peut donc être tenue responsable des débordements qui peuvent se produire.

Lorsque près de Melouza, le 29 mai 1957, 300 habitants d'un village messaliste sont massacrés par l'ALN, l'embarras des communistes ressort assez distinctement. Au lendemain de l'événement, *L'Humanité* condamne formellement l'hécatombe, et l'attribue

²²⁵ Pervillé. *op. cit.*, p. 137.

²²⁶ *L'Humanité*, 17 mai 1955, 18 mai 1955; 24 mai 1955.

²²⁷ « 14 fellahs sauvagement exécutés », *Ibid.*, 27 mai 1955.

²²⁸ *Ibid.*, 24 mai 1955.

à l'armée française. Puis, durant les premiers jours de juin 1957, alors que tous les soupçons semblent se tourner vers le FLN, les communistes français continuent de défendre leur allié, mais avec de moins en moins d'assurance, puisqu'il devient difficile de nier la vérité. Ils préfèrent accuser les gens qui s'indignent de cette agression de n'avoir rien dit sur les ratissages de l'armée française²³⁰. Lorsque les communistes finissent par reconnaître plus clairement que des membres du FLN ont pu exécuter ces 300 personnes, ils s'empressent de citer un communiqué du FLN, expliquant que si des membres de l'organisation sont jugés coupables de ces crimes, ils seront condamnés et exécutés²³¹. Encore une fois, les dirigeants du mouvement sont blanchis de toute faute.

La violence des Algériens demeure donc, au long de la guerre, un problème d'interprétation majeur pour les communistes français. Ceux-ci, on le sent, auraient bien préféré ne pas être obligés de se prononcer sur cette question qui les met dans l'eau chaude. Entre la description neutre d'événements et les tentatives d'explications plus ou moins boiteuses, le PCF n'arrive jamais à adhérer complètement aux méthodes utilisées par les révolutionnaires algériens.

NÉGOCIER AVEC LE FLN

À l'inverse des socialistes, les communistes croient dès 1956 qu'il est possible de négocier avec les nationalistes. Au début, cependant, il ne s'agit pas de discuter avec le FLN en particulier. François Billoux, dans une intervention devant le Comité Central, presse les autorités françaises de négocier pour obtenir un cessez-le-feu : « avec qui, demande-t-il, sinon avec ceux contre lesquels on se bat actuellement ? ». Il ne parle pas précisément du FLN, mais plutôt des « représentants de tous les courants du mouvement national »²³².

Quelques mois plus tard, toutefois, *L'Humanité* mentionne que « le FLN se déclare prêt à discuter avec la France, pour mettre fin à la guerre d'Algérie »²³³. À partir de ce moment, c'est bien avec ce parti que le PCF exhorte le gouvernement français de

²²⁹ *Ibid.*, 22 juin 1955.

²³⁰ *Ibid.*, 3 juin 1957.

²³¹ *Ibid.*, 13 juin 1957.

²³² *Ibid.*, 14 mai 1956.

négociier. Selon Léon Feix, en effet, en 1958, « le FLN est, sans conteste, l'interlocuteur qualifié pour discuter du problème algérien »²³⁴. Les citations des dirigeants du parti proposant à la France de négocier foisonnent alors dans les pages du quotidien communiste. Le PCF veut montrer que le FLN est de bonne foi, et que « la façon dont [le GPRA] pose les divers problèmes est parfaitement acceptable »²³⁵. Jusqu'à la signature des accords d'Evian, le gouvernement français est perçu comme le seul responsable de la poursuite de la guerre.

d. 1962 : la fin d'une guerre

La guerre d'Algérie se termine, officiellement, par la signature des accords d'Evian, le 18 mars 1962, et par le cessez-le-feu, décrété le lendemain. Au bout de sept années d'une guerre meurtrière, l'Algérie est enfin indépendante. À ce moment, les deux principaux partis de la gauche française sont ralliés au principe de l'indépendance algérienne : les communistes depuis plusieurs années ; les socialistes, depuis 1960-1961 seulement. Cette question n'est donc plus vraiment, pour la gauche du moins, sujette à débat.

Cependant, la guerre ne se termine pas avec le cessez-le-feu. Les mois qui suivent la signature des accords, et en particulier ceux qui font suite au référendum algérien de juillet 1962, voient encore couler beaucoup de sang. En effet, les musulmans engagés dans l'armée française, appelés les « harkis », ont été fort nombreux. En 1961, ils sont plus de 180 000²³⁶. Pour de nombreux nationalistes, ces Algériens sont des traîtres à la patrie. Des dispositions, prises lors des accords d'Evian, protègent théoriquement ces hommes, stipulant que « nul ne pourra faire l'objet de mesures de police ou de justice, de sanctions disciplinaires ou d'une discrimination quelconque en raison : d'opinions émises à l'occasion d'événements survenus en Algérie avant le jour du scrutin d'autodétermination ; d'actes commis à l'occasion des mêmes événements avant le jour de

²³³ *Ibid.*, 20 juillet 1956.

²³⁴ *Ibid.*, 11 novembre 1958.

²³⁵ *Ibid.*, 29 septembre 1959.

²³⁶ Guy Pervillé. « La tragédie des harkis : qui est responsable? », *Les Collections de l'Histoire*, no 15, p. 89.

la proclamation du cessez-le-feu »²³⁷. En dépit de ces précautions, les harkis sont harcelés dès la fin de la guerre. Entre le 19 mars et le 1^{er} juin, on ne signale que 487 enlèvements de Français musulmans. Après le référendum du 1^{er} juillet, cependant, les règlements de compte se multiplient. Arrestations, torture et meurtres sont le lot de plusieurs milliers de harkis. Les estimations du nombre de victimes sont hasardeuses, et se situent entre 10 000 et 150 000 Français musulmans assassinés après la guerre²³⁸. Ces chiffres nous incitent à nous demander : que pensent les journaux de gauche française de cette tuerie ? Après avoir enterré la hache de guerre avec soulagement, vont-ils la déterrer pour dénoncer ces agissements ?

Le Populaire

Chez les socialistes, la fin de la guerre est accueillie avec joie. Les accords d'Evian sont approuvés sans réserve : « Evian est la renonciation de la France à toute politique coloniale en Algérie. Être contre Evian, c'est inévitablement se condamner aux yeux des opinions publiques, soit à vouloir le retour en arrière, soit à souhaiter la rupture totale entre la France et l'Algérie »²³⁹. Selon la SFIO, ces accords préservent pour les Européens une place de choix dans l'Algérie nouvelle, ce que souhaitaient les socialistes²⁴⁰. C'est, en quelque sorte, grâce à la France et à son influence que l'Algérie accède ainsi à l'indépendance, étant donné que « l'interpénétration avec la France a été suffisante, en particulier dans les villes, pour que les masses populaires soient capables de participer directement à la vie publique »²⁴¹.

Les socialistes font néanmoins preuve de beaucoup d'honnêteté, puisqu'ils acceptent de faire, à la fin de la guerre, leur *mea culpa*. En novembre 1961, alors que l'indépendance est désormais inéluctable, *Le Populaire* se soumet à une autocritique, et passe en revue ses prises de position antérieures afin de reconnaître ses erreurs. « La gauche française cherchait, par des tâtonnements, à résoudre ce qu'elle sentait être un problème. Mais elle non plus n'avait pas réussi, par timidité, par mauvaise compréhension

²³⁷ Cité dans Ageron *et al.*, *op. cit.*, p. 307.

²³⁸ Pervillé. « La tragédie des harkis... », p. 90.

²³⁹ *Le Populaire*, 20 mars 1962.

²⁴⁰ *Ibid.*, 14 juin 1962.

²⁴¹ *Ibid.*, 4 septembre 1962.

et parce qu'elle avait souvent eu d'autres préoccupations », soutient Claude Fuzier²⁴².

Étrangement, alors que les socialistes français se sont insurgés à maintes reprises contre la violence du FLN en temps de guerre, les crimes commis par la population algérienne et l'ALN à l'endroit des harkis une fois la paix rétablie semblent laisser les rédacteurs du *Populaire* indifférents. En effet, ces massacres, pourtant beaucoup plus difficiles à légitimer après l'indépendance, passent inaperçus dans les pages du quotidien de la SFIO. En 1962, c'est l'OAS qui suscite l'indignation de la gauche française, puisqu'elle continue de perpétrer des attentats contre les Algériens. « On peut même dire que le crime est pratiquement unilatéral, les Musulmans (sic) ayant, jusqu'à ce jour, donné le spectacle d'une étonnante patience »²⁴³, affirme Marcel Champeix au mois de mai. Durant les mois qui suivent, une chape de silence entoure les agissements de l'ALN vis-à-vis des harkis, *Le Populaire* se contentant de faire la chronique de certaines dissensions politiques au sein du FLN et du GPRA.

L'Humanité

Dans *L'Humanité*, on s'en doute, la fin de la guerre et l'indépendance algérienne sont acclamées avec force. Lors du cessez-le-feu, ce sont les allocutions de Ben Khader et les déclarations du GPRA qui sont publiées dans le journal pour célébrer et commenter l'événement²⁴⁴. Comme les socialistes, les communistes s'intéressent aux conflits internes qui secouent le FLN, et souhaitent la tenue d'élections libres, sans pour autant porter d'accusations graves à l'endroit des nationalistes²⁴⁵. Le conflit FLN / PCA, qui se manifeste après l'indépendance par l'arrestation de quelques militants communistes, mérite quelques articles dans les pages du journal français²⁴⁶, qui se garde toutefois d'entamer le semblant d'amitié que les communistes cherchent à conserver avec le FLN. Tout comme les socialistes, mais avec plus de ferveur encore, les communistes consacrent, au cours de l'année 1962, leur énergie à critiquer la poursuite des actions de l'OAS en sol algérien en dépit de la fin de la guerre.

²⁴² *Le Populaire*, 1^{er} novembre 1961.

²⁴³ *Ibid.*, 11 mai 1952.

²⁴⁴ *L'Humanité*, 19 mars 1962.

²⁴⁵ *Ibid.*, 10 juillet 1962; 1^{er} septembre 1962..

²⁴⁶ *Ibid.*, 10 juillet 1962; 14 août 1962.

Quant aux violences pratiquées à l'égard des harkis, il semble qu'elles ne troublent pas davantage les communistes que les socialistes. Au contraire, le PCF s'efforce, dans son journal, de glorifier la dignité de l'attitude des Algériens vis-à-vis des Européens. « Alors que certains augures avaient exprimé à maintes reprises leurs craintes de voir se produire une « Saint-Barthélemy des Européens », les festivités de l'indépendance se sont déroulées de ce point de vue dans le calme le plus complet », clame *L'Humanité* après la fête de l'indépendance²⁴⁷. L'ALN, dit-on, protège les Européens contre les pillards qui sont exécutés²⁴⁸. Aux allégations selon lesquelles il y aurait eu des arrestations et des réquisitions illégales d'appartements appartenant à des Européens, le journal communiste rétorque : « Il est compréhensible qu'au lendemain d'une guerre comme l'Algérie en a connu, quelques éléments incontrôlés, quelques résistants de la onzième heure, cherchent à profiter des circonstances. Mais répétons-le : il ne s'agit que de cas isolés et le GPRA veille à ce qu'il ne puissent se reproduire ». À cette fin, « l'ALN fait régner l'ordre avec beaucoup d'efficacité »²⁴⁹. Cette explication, d'ailleurs, concerne des problèmes éventuels avec la population européenne, et aucune allusion n'est faite aux harkis. Leur situation, semble-t-il, n'intéresse ni les socialistes, ni les communistes.

CONCLUSION

Les années de la guerre d'Algérie sont témoins de grands changements dans l'attitude de la gauche française vis-à-vis du nationalisme algérien. La SFIO et le PCF, chacun son tour, et à son rythme, finissent pas adhérer aux demandes du FLN. Pour les socialistes, c'est plus long. Après avoir hésité longtemps à reconnaître que l'insurrection prenait la forme d'une guerre, ils rejettent tout ce qui vient du FLN. Il ne s'agirait que d'un groupe de rebelles, influencé par l'Égypte de Nasser, dont les revendications sont irréalistes, les méthodes inhumaines, et qui, du reste, ne jouit pas de l'appui de la population algérienne. À partir de 1960, lorsque des négociations commencent à prendre forme, on perçoit dans les pages du *Populaire* un adoucissement des positions. Les nationalistes, lentement, prennent une forme plus humaine, et il devient possible de

²⁴⁷ *Ibid.*. 5 juillet 1962.

²⁴⁸ *Ibid.*. 14 juillet 1962.

²⁴⁹ *Ibid.*. 12 juillet 1962.

discuter avec eux, d'autant plus qu'ils sont soutenus par le peuple. L'indépendance, en 1962, marque la fin de la guerre, et le soulagement est bien visible chez les socialistes, qui ne prennent pas la peine de relever, après les accords d'Evian, les crimes commis à l'endroit des harkis.

Quant aux communistes, le chemin à parcourir est un peu moins long. Ils ont déjà accordé leur appui aux nationalistes avant la guerre, sans toutefois préciser quelles étaient les revendications qu'ils soutenaient. Lorsque la guerre est déclenchée, malgré une apparence d'appui total aux nationalistes, on perçoit, par leurs omissions, qu'il sont embarrassés, et ce pendant plusieurs années, par plusieurs questions. Ils hésitent à approuver le FLN en ce qui concerne la nation algérienne, l'indépendance, ou l'utilisation de la violence comme moyen de lutte. Néanmoins, ils reconnaissent plus tôt que les socialistes le droit des Algériens à l'indépendance, et soutiennent le FLN contre le gouvernement français dans les négociations. Comme leurs confrères de la SFIO, toutefois, la joie des communistes devant la fin de la guerre, et peut-être l'envie de tourner la page sur cette période difficile de l'histoire française, leur fait fermer les yeux sur le sort réservé aux harkis dans la nouvelle Algérie.

Chapitre troisième. Le Moyen-Orient, du partage de la Palestine à la crise de Suez

La région du Moyen-Orient connaît plusieurs bouleversements politiques durant la période qui s'étend de la fin de la Deuxième Guerre mondiale à 1962. Nous nous attarderons, dans ce chapitre, aux plus importants d'entre eux, mais surtout à ceux qui attirent davantage l'attention des médias français. Il sera donc question, d'une part, du conflit engendré par la création de l'État d'Israël, qui produit des échos en France en raison de l'extrême acuité de la question juive au lendemain de la guerre et de l'importance que revêt la terre sainte pour la civilisation européenne. D'autre part, nous nous intéresserons aux événements occasionnés par l'essor du nationalisme en Égypte, qui retiennent particulièrement l'attention parce que l'Égypte est le pays arabe le plus important sur les plans politique et démographique, et qu'il est l'un des plus influents. De plus, la montée au pouvoir de Nasser accentue le rôle de leader joué par l'Égypte au sein du monde arabe.

Bien entendu, d'autres pays arabes de la région vivent des changements considérables durant ces années; la Syrie, le Liban et l'Irak sont aussi en pleine transformation. Cependant, la couverture des épisodes qui ponctuent leur histoire par les journaux de la gauche française demeure négligeable, ce qui rend douteuse toute tentative d'analyse. L'Égypte et la Palestine n'étant pas directement sous contrôle français, il est prévisible que l'intérêt du *Populaire* et de *L'Humanité* soit moindre que lorsqu'il est question du Maghreb, qui relève directement de la France. Cela explique que nous ne puissions accorder un chapitre à chacun des pays du Moyen-Orient. C'est aussi la raison pour laquelle nous ne nous attarderons, dans ce chapitre, qu'aux deux principaux pôles du nationalisme arabe dans cette région.

Ce chapitre sera divisé en deux parties : la première s'étend de 1945 à 1952; la seconde commence en 1952 et va jusqu'à 1962, bien que l'intérêt des journaux français pour les questions moyen-orientales s'estompe nettement après 1957. Nous avons choisi cette division en raison de l'arrivée au pouvoir des Officiers libres en Égypte, en juillet 1952, qui bouleverse considérablement l'ordre politique de la région et conduit à la prise

en charge du mouvement nationaliste arabe par Gamal Abdel Nasser. La première période est surtout marquée par le partage de la Palestine et la guerre qui oppose les États arabes à Israël après le départ des Britanniques en 1948, par la poussée d'un nationalisme anti-britannique en Égypte, et par la création de la Ligue arabe sous les auspices de l'Angleterre. Quant à la seconde partie, elle couvrira la prise du pouvoir par Néguib, puis Nasser, au Caire, et s'attardera aussi au traitement accordé par les journaux de gauche au problème des réfugiés palestiniens.

1945-1952 : tension au Moyen-Orient

Trois thèmes nous intéressent durant ces années, en raison de l'intérêt qu'ils ont suscité dans les journaux de la gauche française. Il s'agit de la création d'Israël - et de la guerre de 1948 qui en résulte-, de l'essor du mouvement nationaliste en Égypte, et enfin de la création, en 1945, de la Ligue arabe. Examinons brièvement ces trois sujets.

Le partage de la Palestine est sans doute l'un des événements qui ont le plus profondément bouleversé l'histoire du Moyen-Orient au XX^e siècle. Le pays, sous mandat britannique depuis la Grande Guerre, est mis à la disposition du mouvement sioniste, à la recherche d'un État, par la déclaration de Balfour en 1917. L'émigration juive vers le Moyen-Orient s'accélère dans les années qui suivent et atteint un niveau considérable après la Deuxième Guerre mondiale. En 1947, l'ONU vote la division de la Palestine en deux territoires, l'un étant réservé à l'établissement d'un État juif et l'autre devant demeurer arabe. Cette décision ne reçoit ni l'assentiment des Palestiniens, ni celui des pays voisins. Ceux-ci ont le sentiment que les puissances européennes ont usurpé par la colonisation un territoire arabe pour l'octroyer au mouvement sioniste. Lorsque, le 15 mai 1948, la Grande-Bretagne, dont le mandat est terminé, évacue la Palestine, permettant ainsi la fondation d'Israël, les pays avoisinants, soit la Syrie, la Transjordanie, l'Irak, le Liban et l'Égypte, attaquent le nouvel État. Mais Israël remporte la guerre et en profite pour élargir son territoire. Pendant ce temps, de novembre 1947 à janvier 1949, plus de huit cent mille Palestiniens fuient ou sont chassés de leurs maisons, et se réfugient hors d'Israël.

L'Égypte, quant à elle, est occupée par la Grande-Bretagne depuis la fin du XIX^e siècle. Ce n'est qu'à partir de la Première Guerre mondiale, cependant, que la couronne britannique y établit officiellement son protectorat. En 1922, des revendications nationalistes conduisent Londres à octroyer à l'Égypte un simulacre d'indépendance, qui réserve à la puissance britannique de grands privilèges sur le sol égyptien. En 1936 est signé le traité d'alliance anglo-égyptien. Celui-ci, bien qu'il accorde certaines concessions juridiques supplémentaires au gouvernement égyptien, consacre le maintien des intérêts économiques et militaires des Britanniques sur les rives du Nil. La Grande-Bretagne, dans

les années qui suivent, profite du système parlementaire établi en Égypte pour jouer le Palais contre le Wafd (parti nationaliste modéré, souvent majoritaire aux élections, et qui s'accommode de mieux en mieux de la présence anglaise), afin d'éviter que l'une des deux parties ne devienne trop puissante et ainsi maintenir son pouvoir sur le pays. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Égypte est dirigée par le roi Farouk, dont les mœurs dissolues font chuter la popularité¹.

Le nationalisme qui se développe en Égypte se traduit donc essentiellement par un profond ressentiment à l'égard de la Grande-Bretagne. D'abord porté par le Wafd durant les années 1920, le flambeau est repris par diverses organisations après la guerre. Une violente opposition se fait jour contre l'Angleterre dans les années qui suivent la capitulation allemande. Le mouvement nationaliste demeure sans direction organisée, et plutôt anarchique, jusqu'à ce que les Officiers libres, qui émergent de l'armée, s'emparent du pouvoir en 1952.

Quant à la Ligue arabe, elle est fondée en 1945 par plusieurs pays arabes. Édifiée sous l'égide de l'Angleterre, qui cherche à s'attirer l'amitié des Arabes, elle deviendra, en dépit des rivalités qui la divisent, un des hauts lieux du développement du nationalisme arabe, notamment par son appui aux mouvements de libération des divers pays arabes non indépendants – donc, ceux du Maghreb –, ainsi que par le leadership qu'y exerce le gouvernement égyptien, fer de lance du panarabisme après 1952.

a. Le partage de la Palestine

Le projet de création d'un État juif en Palestine, caressé par Théodore Herzl à la fin du XIX^e siècle, et devant servir à régler le problème juif en Europe, trouve écho, en 1917, dans la déclaration Balfour. Par celle-ci, les Britanniques, mandatés par la Société des Nations pour gérer cette région, promettent au mouvement sioniste l'établissement d'un foyer juif. Dans les années qui suivent, l'émigration juive en direction du Moyen-Orient s'accroît, et atteint un niveau plus élevé à partir de la montée au pouvoir d'Hitler en

¹ Henry Laurens, *Le grand jeu : Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*. Paris, Armand Colin, 1991. pp. 13-16.

Allemagne². La question, portée devant l'ONU par la Grande-Bretagne, aboutit le 29 novembre 1947 à un plan de partage qui prévoit la division du territoire en deux parties, l'une devant être réservée à un État juif, l'autre à un État palestinien arabe. La décision est accueillie favorablement par les sionistes, mais elle est rejetée par les Palestiniens qui se voient ainsi dépossédés d'une partie de leur terre par les grandes puissances³.

La première guerre israélo-arabe commence à la suite du départ des troupes britanniques, le 15 mai 1948. Ce jour-là, les pays arabes avoisinants, soit l'Égypte, la Jordanie, l'Irak, le Liban et la Syrie, attaquent l'État hébreu. Mais les armées arabes, qui manquent d'effectifs, et aussi d'expérience, ne peuvent compter que sur un équipement vétuste⁴. La guerre s'achève en janvier 1949 par la défaite des forces arabes, et l'accroissement du territoire israélien par rapport au plan de partage de l'ONU. La région de Gaza passe sous juridiction égyptienne, alors que la Cisjordanie est du ressort de la Transjordanie.

En réalité, la guerre a été déclenchée bien avant le 15 mai. À partir de novembre 1947, date de la résolution de partage de la Palestine, les juifs - représentés militairement par la Haganah, ainsi que par l'Irgoun et la bande Stern, plus extrémistes - et les Arabes palestiniens ont commencé à s'affronter. Le conflit, entre novembre 1947 et janvier 1949, fait fuir plus de 800 000 personnes, soit une majorité de la population palestinienne. Sur les raisons de cet exode, les avis sont partagés. La thèse officielle, longtemps diffusée par Israël, a été que les Palestiniens avaient quitté leurs foyers sur l'ordre des dirigeants arabes. Elle a cependant été clairement démentie depuis⁵. Chez les historiens israéliens, une remise en question de la responsabilité juive quant à la migration des Arabes a été réalisée, notamment par Benny Morris. Ce dernier est d'avis que l'exode des Palestiniens a été le résultat de la peur engendrée par la guerre, et non d'un projet systématique d'expulsion, juif ou arabe⁶, bien qu'il reconnaisse que dans un certain nombre de villages

² John W. Amos, *Palestinian Resistance. Organization of a Nationalist Movement*, New York, Pergamon Press, 1980, p.6.

³ *Ibid.*, p.7.

⁴ Gelber, Yoav, *Palestine 1948*. Portland, Sussex Academy Press, 2001, p. 118.

⁵ Elias Sanbar, *Palestine 1948. L'expulsion*. Washington, Les livres de la Revue d'études palestiniennes, 1984, p. 195.

⁶ Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*. Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 286.

les Arabes aient clairement été évincés⁷. D'autres historiens, en revanche, défendent l'idée que les sionistes avaient délibérément préparé un plan visant à expulser les Palestiniens, et à les empêcher de revenir, afin d'assurer aux juifs une majorité démographique sur leur territoire. C'est notamment le cas de Elias Sanbar⁸ et de Walid Khalidi⁹. D'importants massacres sont en effet à l'origine du départ de bon nombre de Palestiniens. Le plus important est sans doute celui de Deir Yasin, perpétré par l'Irgoun et le Stern durant la nuit du 9 au 10 avril 1948, et au cours duquel près de 250 personnes, hommes, femmes et enfants, ont été tués. Les Palestiniens ont, pour la plupart, reculé de village en village, à mesure que la menace approchait du leur¹⁰. Ils se sont retrouvés, à la fin de la guerre, soit dans les pays avoisinants, soit dans des camps de réfugiés installés sur les frontières de l'État israélien, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

LE SIONISME ET LES FRANÇAIS

Avant d'aborder directement la perception de nos deux journaux à l'égard du problème palestinien, on doit comprendre l'importance revêtue par la question juive en France, au lendemain de la guerre. Le sort réservé aux juifs, par l'Allemagne nazie, mais aussi par la France de Vichy, ainsi que la découverte des camps de concentration, bouleversent profondément la conscience des Français, ceux de gauche au moins autant que ceux de droite. Plusieurs facteurs viennent exacerber ce sentiment. La France, d'abord, héberge l'une des plus importantes communautés juives au monde. En 1939, 200 000 juifs vivent dans ce pays, dont plus du quart seront victimes du génocide¹¹. Ils font partie intégrante du quotidien français. Leur importante participation à la Résistance¹² favorise aussi le développement de sentiments bienveillants, chez les partisans de la gauche, à leur endroit. De plus, des liens précieux ont été établis, à l'intérieur même des

⁷ *Ibid.*, pp. XIV-XVIII.

⁸ Cf. Sanbar, *op. cit.*

⁹ Cf. Walid Khalidi, « Plan Dalet: Master Plan for the Conquest of Palestine », *Journal of Palestine Studies*, automne 1988, pp. 4-19.

¹⁰ Sanbar, *op. cit.*, pp. 198-199.

¹¹ Doris Bensimon-Donath, *Les Juifs de France et leurs relations avec Israël : 1945-1988*, Paris, l'Harmattan, 1989, pp. 30-31.

¹² Lazar. David, *L'opinion française et la naissance de l'État d'Israël, 1945-1949*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p.25.

réseaux de la résistance, entre les combattants. Ils permettront à des organisateurs sionistes, après la guerre, d'obtenir la complicité de certains Français pour acheminer clandestinement des juifs vers la Palestine¹³. Quant à cette émigration, son caractère désespéré, qui frappe l'imaginaire français, est accentué par l'épisode de l'« Exodus », un bateau de réfugiés juifs dont les passagers, rescapés des camps de concentration, refusent de descendre ailleurs qu'en Palestine.

L'horreur du génocide éveille chez les Français un profond désir de réparation à l'égard des juifs d'Europe. Leur venir en aide devient un devoir moral. Dans ce contexte, l'assimilation entre judaïsme et sionisme apparaît de plus en plus simple. Aux yeux de nombreux Français, l'Holocauste a prouvé la véracité de la thèse sioniste, c'est-à-dire l'échec de l'assimilation des juifs en Europe et le fait que la solution à leurs problèmes réside désormais dans la création d'un État juif¹⁴. Le sionisme est d'autant plus justifiable que dans la gauche, un certain européocentrisme permet d'identifier la présence juive en Palestine au progrès et aux idéaux socialistes¹⁵.

D'une manière générale, la gauche française s'intéresse davantage au sionisme qu'au nationalisme arabe. Les Arabes de Palestine, en fait, sont souvent oubliés, et il est très rare que leur opposition à l'établissement des Israéliens soit qualifiée de « nationalisme »; l'analyse des journaux de la gauche française, nous le verrons, est souvent beaucoup plus réductrice. Chez les socialistes et les communistes français, la perception de la résistance palestinienne ou arabe est tributaire de celle du sionisme. Pour cette raison, nous nous attarderons dans un premier temps à l'attitude de la gauche par rapport à la création d'Israël et à l'idéologie qui la sous-tend. Ensuite, nous examinerons sa perception des Arabes à travers cette question.

Le Populaire

Du côté des socialistes, un important soutien est accordé au mouvement sioniste, tandis que la population juive qui s'établit en Palestine est décrite avec maints éloges. Les

¹³ *Ibid.*, pp. 96-100.

¹⁴ *Ibid.*, p. 71

¹⁵ Samir Kassir et Farouk Mardam-Bey, *Itinéraires de Paris à Jérusalem. La France et le conflit israélo-arabe (Tome 1 : 1917-1958)*. Washington. Les livres de la Revue d'études palestiniennes. 1992. p. 91.

Arabes, en revanche, sont perçus avec un certain mépris; ceux des pays voisins sont de simples envahisseurs mus par l'appât du gain, tandis que ceux de l'intérieur, auxquels s'intéressent peu les socialistes, apparaissent dans *Le Populaire* comme peu concernés par la création d'Israël.

LE SIONISME

En effet, les socialistes mettent peu de temps à accorder leur aval au projet sioniste. Dans l'après-guerre immédiat, ils ont tout de même quelques hésitations. Par exemple, ils rappellent à quelques reprises que les juifs ne sont pas tous sionistes¹⁶, que d'autres régions que la Palestine doivent aussi absorber une partie des réfugiés¹⁷, et qualifient les groupes extrémistes Irgoun et Stern de « terroristes »¹⁸. Cependant, ils finissent très tôt par épouser assez inconditionnellement la cause des sionistes. Même les groupes extrémistes reçoivent leur part de compréhension, le quotidien soulignant qu'« on ne saurait nier qu'elle [leur action] ait la sympathie - la sympathie un peu inquiète - de la majorité de la population juive de Palestine. Cette action est organisée selon des méthodes qui n'ont rien à envier à nos mouvements de Résistance »¹⁹.

L'appui du *Populaire* au sionisme ne surprend pas; le président de la SFIO, Léon Blum entretient de très bonnes relations avec certains dirigeants sionistes, et le « lobbying » des délégués sionistes au sein du parti socialiste français est très actif²⁰. Le journal du parti finit donc par embrasser cette opinion. « La thèse des sionistes, y lit-on, présente une possibilité de règlement de la question juive dans le monde ». Plusieurs raisons sont invoquées pour justifier cette prise de position : en effet, « les juifs ne manquent pas d'arguments pour justifier leur appel et leur lutte pour une nation juive sur le sol de la Palestine »²¹.

Pour défendre l'idéologie sioniste, *Le Populaire* vante d'abord largement les mérites de la communauté juive établie en Palestine. Installés sur cette terre hostile depuis

¹⁶ *Le Populaire*, 26 septembre 1945.

¹⁷ *Ibid.*, 3 novembre 1945.

¹⁸ *Ibid.*, 22 août 1946.

¹⁹ *Ibid.*, 21 novembre 1946.

²⁰ Kassir et Mardam-Bey, *op. cit.*, pp. 96-97.

²¹ *Le Populaire*, 3 mai 1947.

peu, les juifs d'Europe, qui incarnent le progrès et l'avancée socialiste, ont fait, paraît-il, des miracles dans la région. Ils ont cultivé le sol mieux que les Arabes ne l'avaient fait auparavant; ils ont fait d'une terre désertique un paradis de verdure. Un moine de Galilée, interrogé par Marc Carriche - qui couvre pour le journal la question palestinienne pendant la période qui nous intéresse - confirme cette perception. « Selon lui, explique le journaliste, la venue des Juifs a été une bénédiction pour la Palestine ». L'immigration juive est associée à une résurrection : « Les sources ont été canalisées, les marais asséchés. Je ne reconnais plus la vallée. Les Juifs ont fait revivre cette terre », confie le moine. Et Carriche de renchérir : « Ici un mont chauve : avant les colons juifs. Ici un mont couronné d'arbres et de verdure : après le passage des colons juifs »²².

La population juive est également louangée à souhait par Carriche. L'hospitalité que celui-ci reçoit sur son chemin est décrite comme « l'accueil chaleureux et amical que d'emblée on réserve à un envoyé d'un parti frère », explique-t-il en faisant allusion au socialisme attribué aux colonies juives. Les villages collectivistes fondés par les juifs de la classe ouvrière, la création de coopératives de transport, bref, les divers accomplissements des colons sont dévoilés avec admiration et étonnement de la part du journaliste²³. En parlant d'un village fondé par de jeunes juifs de France, Carriche confesse son enthousiasme : « je m'inclinai devant leur dévouement, leur courage et leur foi »²⁴.

C'est le travail accompli sur cette terre qui assure aux juifs la légitimité de leur entreprise. « Ce droit (...), explique-t-il, ils l'ont, depuis, mérité par l'extraordinaire effort qui les a conduits à une victoire à la fois sur eux-mêmes et sur une nature hostile »²⁵. Du reste, leur errance séculaire doit un jour toucher à sa fin. « Ils aspirent naturellement, légitimement à ce refuge qu'est une patrie »²⁶, soutient Léon Blum. En outre, le sentiment de culpabilité européen à l'égard de l'holocauste est clairement formulé par Carriche, qui affirme que « le monde a trop à se faire pardonner à leur égard pour disputer aux Juifs le droit de se grouper et de vivre selon leurs traditions et la possibilité de ne plus se sentir

²² *Ibid.*, 6 mai 1947.

²³ *Ibid.*, 7 mai 1947.

²⁴ *Ibid.*, 16 janvier 1948.

²⁵ *Ibid.*, 15 mai 1948.

²⁶ *Ibid.*, 31 août-1^{er} septembre 1947.

une minorité chez les autres »²⁷. Le fait que « le monde » soit essentiellement européen et que ce soit les Palestiniens qui écopent de cette responsabilité ne semble pas faire partie de l'analyse du journal socialiste.

ET LES ARABES ?

Qu'en est-il, en effet, des Arabes palestiniens? Ces populations, sur les terres desquelles s'établit le nouvel État juif, et dont la majorité se retrouve dans des camps de réfugiés au moment de l'armistice, ont-elles droit de cité dans le journal des socialistes français? Manifestement, non. Jusqu'au 15 mai 1948, le conflit est surtout compris comme un problème entre juifs et Anglais. Les Arabes de Palestine, ainsi que leur opposition à la colonisation sioniste, reçoivent une assez faible couverture journalistique, et qui plus est, rarement à leur avantage.

D'abord, l'ascendant du Grand Mufti de Jérusalem, reconnu pour ses sympathies pour les forces de l'Axe, sur le nationalisme arabe en Palestine, contribue à déconsidérer, dès 1946, les velléités de résistance des Palestiniens. *Le Populaire* affirme en 1946 que l'arrivée au Moyen-Orient de ce « partisan fanatique des doctrines raciales hitlériennes qu'est le Grand Mufti, pourrait avoir des conséquences graves »²⁸. En effet, « les Arabes de Palestine (...) sont, comme on sait, sous l'influence directe du mufti de Jérusalem. Ils ont déclaré qu'ils rejetteraient tout partage de la Palestine, et s'y opposeraient par tous les moyens »²⁹. D'emblée, le rejet du partage est associé à la politique d'un homme qui n'a rien pour s'attirer l'estime des socialistes français. D'ailleurs, à la participation juive à la résistance, il est aisé d'opposer l'appui apporté à l'Allemagne nazie par certains milieux arabes durant la guerre. Cela fait dire à Goldie Meyerson (plus tard Golda Meir), interrogée par Marc Carriche dans *Le Populaire*, qu'alors qu'Israël ne représente que 1% du territoire que les alliés ont pris aux Turcs, « ce un pour cent juif a pris dans la lutte contre le fascisme une part beaucoup plus grande que les 99% arabes. Dans ces régions, Hitler a trouvé des zéloteurs »³⁰. L'association des Arabes au nazisme et des juifs à la

²⁷ *Ibid.*, 15 mai 1948.

²⁸ *Ibid.*, 11 juin 1946.

²⁹ *Ibid.*, 28 janvier 1947.

³⁰ *Ibid.*, 3 mai 1947.

résistance n'est pas sans apporter une large justification au sionisme, dans le quotidien socialiste.

En outre, la société palestinienne, lorsqu'elle est évoquée par les socialistes français, est généralement représentée de manière plutôt négative, ce qui ne contribue guère à faciliter l'approbation de sa résistance. Par exemple, l'aspect machiste de la société arabe est souligné suite à l'attaque d'un village collectiviste sioniste par des Arabes. Le quotidien socialiste évacue toute cause politique lorsqu'il évoque les raisons de cette agression. En effet, « peut-être les Arabes regrettaient-ils que les juifs aient refusé l'échange traditionnel de quelques femmes, marque de bonne amitié... »³¹. À côté des juifs qui font entrer la Palestine dans l'ère du progrès, les Arabes sont dépeints comme des gens incapables de faire fructifier leur terre. Lorsque Marc Carriche interroge Goldie Meyerson sur les plans des sionistes pour la Palestine, il s'enquiert : « Si les Arabes préfèrent laisser le pays dans l'état de pauvreté dans lequel il se trouve, n'est-ce pas leur droit? ». La question, qui suppose assez explicitement l'incapacité des Palestiniens à prendre en main leur propre destinée, reçoit de la future politicienne israélienne la réponse que les juifs ne peuvent laisser des terres improductives, et peuvent même venir en aide aux Arabes³². Refuser le projet sioniste, dans ce contexte, équivaut à refuser le progrès. Le jour de l'indépendance israélienne, le quotidien socialiste établit d'ailleurs clairement la distinction entre les deux communautés : « Quant aux Arabes, peut-on lire, on observera que ceux-là mêmes qui habitent en Palestine n'ont pas pu, à l'instar des Juifs, organiser leur vie en commun », et ce en raison de l'« insuffisance de formation politique » des Palestiniens³³. Inaptes à gérer un État, incapables de cultiver efficacement les champs, pourquoi devrait-on leur laisser la Palestine, plutôt qu'aux juifs, qui ont fait leurs preuves en quelques années ?

Du reste, il semble que les Palestiniens ne jouent qu'un rôle restreint, selon la SFIO, dans ce conflit. Cela permet aux socialistes de faire abstraction des récriminations des Arabes. Tout simplement, « quelques-uns de leurs chefs religieux et les féodaux réclament un État arabe sur toute la Palestine ». On remarquera que les termes « chefs

³¹ *Ibid.*, 16 janvier 1948.

³² *Ibid.*, 3 mai 1947.

³³ *Ibid.*, 15 mai 1948.

religieux » et « féodaux », utilisés ici, écartent toute forme de légitimité, du moins dans le langage socialiste. Les revendications de ces dirigeants ne méritent donc pas que *Le Populaire* s'y arrête sérieusement. L'opposition arabe au sionisme, et ce même avant l'entrée en guerre des pays arabes avoisinants, viendrait en réalité essentiellement du fait que « les États arabes ont envoyé en Palestine des mercenaires chargés d'empêcher la création de l'État juif »³⁴. La menace, tout comme dans le cas des nationalismes maghrébins, vient donc de l'extérieur. De plus, *Le Populaire* rapporte que les réfugiés arabes qui fuient vers l'Égypte y sont enrôlés « de force », ce qui engendre des mouvements de mécontentement dans les camps de réfugiés. « Cet exemple, explique le quotidien, suffit à démontrer que les Arabes vivant en Palestine n'ont aucun désir de se battre avec leurs voisins juifs »³⁵. Une telle présentation des événements permet de faire des gouvernements des pays arabes voisins les responsables du conflit, alors que les Palestiniens, qui ont perdu leurs terres et leurs maisons, acceptent pour leur part l'établissement d'un État juif sur la Palestine. Par conséquent, la cohabitation entre les deux populations est possible.

Du reste, les Arabes, de Palestine comme de l'extérieur, lorsqu'ils sont en conflit avec les sionistes, sont toujours désignés comme des agresseurs. D'abord, ils sont armés par les pays arabes, « en violation des décisions de l'ONU », et les combats qui ont cours sont de « véritables opérations de guerre au cours desquelles les victimes se chiffrent par dizaines ». Cette description, qui blâme les Arabes pour le nombre de victimes, fait peu de cas de l'exode massif des Palestiniens qui fuient vers les régions avoisinantes. Les combats entre les deux parties sont toujours exposés du point de vue sioniste. Par exemple, lorsque le journal rapporte « une quinzaine d'embuscades destinées à empêcher le passage de ce convoi qui est anxieusement attendu par la population juive affamée de Jérusalem [où...] la situation devient chaque jour de plus en plus critique », on voit bien que c'est la population juive qui a la sympathie des rédacteurs du journal, et que c'est elle qui est présentée comme victime. En revanche, la nouvelle du massacre de près de 250 villageois arabes à Deir Yasin, par l'Irgoun et le Stern, ne reçoit qu'un mince entrefilet³⁶ dans le

³⁴ *Ibid.*, 29 avril 1948.

³⁵ *Ibid.*, 7 mai 1948.

³⁶ *Ibid.*, 11 avril 1948.

quotidien de la SFIO qui, s'il mentionne que l'Agence juive n'approuve pas cette méthode, ne s'en indigne pas spécialement³⁷.

Après le départ des Britanniques, l'attaque d'Israël par les pays arabes permet aux socialistes de dépeindre encore plus nettement les Arabes comme les agresseurs et Israël comme la victime. L'« agression brutale et sanglante des pays arabes »³⁸ n'est plus remise en question. Ces derniers sont clairement pointés du doigt comme agresseurs et responsables du déclenchement des hostilités³⁹, et ce contre un jeune pays plein d'idéaux : « Une nation en marche vers le socialisme sera étouffée par la compétition des intérêts mesquins des seigneurs moyenâgeux des États arabes et ceux stratégiques et économiques des États-Unis et de la Grande-Bretagne »⁴⁰.

D'ailleurs, l'opposition entre sionistes et Arabes est toujours présentée par les socialistes comme une lutte entre David et Goliath, le quotidien socialiste faisant mention de « la disproportion des moyens entre les juifs, à qui l'on refuse le droit de former un État et de se défendre, et les pays agresseurs de la Ligue arabe, qui ont pour la plupart des troupes entraînées et des armes »⁴¹. En réalité, la défaite arabe a bien dévoilé la vétusté et l'inorganisation des forces arabes à côté des celles des Israéliens. L'évaluation par *Le Populaire* des forces arabes est donc excessive : « les Juifs moins bien ravitaillés que les États arabes agresseurs, seront écrasés. Car on sait bien que les Arabes poseront des conditions qui interdiront la conclusion d'une trêve »⁴².

Le vocabulaire utilisé pour décrire les combats fait des Arabes des brutes sans pitié. Ils « anéantissent les colonies juives isolées »⁴³ ; à Kfa Etzian, les populations juives sont « entièrement massacrées par les Arabes »⁴⁴ ; la presse arabe réitère ses « formules belliqueuses, ridicules à force d'outrances »⁴⁵. En face, en revanche, « les Juifs se sont révélés comme des adversaires instruits, bien armés, et d'un moral très élevé »⁴⁶.

³⁷ *Ibid.*, 13 avril 1948.

³⁸ *Ibid.*, 22 mai 1948.

³⁹ *Ibid.*, 26 mai 1948; 10 juillet 1948.

⁴⁰ *Ibid.*, 16 avril 1948.

⁴¹ *Ibid.*, 31 mars 1948.

⁴² *Ibid.*, 16 avril 1948.

⁴³ *Ibid.*, 18 mai 1948.

⁴⁴ *Ibid.*, 16-17 mai 1948.

⁴⁵ *Ibid.*, 19 juillet 1948.

⁴⁶ *Ibid.*, 1^{er} septembre 1948.

Jamais, durant le conflit, les socialistes français ne conçoivent que les Palestiniens puissent avoir perçu le partage de la Palestine comme une violation de leur droit à l'autodétermination. De toute manière, Carriche affirme dès 1947 que la Palestine, au début du siècle, « n'était habitée que par des Arabes qui jamais n'y ont eu de vie nationale particulière ni de gouvernement propre. En 1918, c'était vraiment un pays vacant »⁴⁷. On ne peut donc parler d'invasion lorsqu'il est question d'un pays inoccupé.

La légitimité de la résistance arabe est définitivement discréditée après la guerre, alors que l'État d'Israël est désormais un fait accompli. Le journal socialiste, par exemple, critique fortement Bevin, qui se dit sympathique à la Ligue arabe, « sa défense des féodaux arabes (...), souligne le quotidien, justifiant même leurs actions par un parallèle du plus mauvais goût. Si l'on avait envahi la Cornouaille, aurait-il dit en substance, force aurait été aux Anglais de se défendre »⁴⁸. La comparaison ne trouve aucun écho aux oreilles des socialistes. D'ailleurs, ceux-ci considèrent que la création de l'État d'Israël n'a eu que des avantages pour la région. « La « constellation » du Moyen-Orient a été changée », explique Fernand Caussy dans *Le Populaire*. « Cette vaste région n'était qu'une juxtaposition d'États princiers divisés par de féroces rivalités de famille, tous plus ou moins arriérés, quelques uns, comme le Yémen et l'Arabie séoudite, ayant conservé les mœurs d'avant l'Islam ». Le seul trait commun de ces pays était « leur assujettissement à l'influence anglaise »⁴⁹. De la sorte, Caussy, en plus de dénigrer les sociétés du Moyen-Orient, nie l'importance de l'identité arabe dans ce conflit en supposant que l'Angleterre est le seul lien entre les différents États de la région.

Quant à la question des réfugiés palestiniens, on notera qu'elle est très peu abordée par les socialistes durant cette période. Plus tard, nous le verrons, *Le Populaire* reviendra sur ce point, mais durant la guerre, on n'y trouve pas vraiment d'analyse du problème. Un chiffre est bien mentionné en août 1948 (300 000)⁵⁰, mais il est très en deçà de la réalité. Il va sans dire qu'il n'est nulle part question d'un quelconque plan d'expulsion des Arabes par les sionistes.

⁴⁷ *Ibid.*, 3 mai 1947.

⁴⁸ *Ibid.*, 27 janvier 1949.

⁴⁹ *Ibid.*, 1^{er} février 1949.

⁵⁰ *Ibid.*, 6 août 1948.

L'Humanité

Chez les communistes, l'attitude adoptée n'est pas vraiment différente ; ils entérinent généralement l'appui accordé par les socialistes au mouvement sioniste. Le plan de partage de l'ONU, approuvé par *L'Humanité*, est vu comme une solution tout à fait juste au problème des populations arabes de Palestine. Quant à celles-ci, elles ne s'opposent pas, semble-t-il, à la création d'Israël, tandis que les pays arabes voisins ne sont perçus que comme des envahisseurs sans aucune légitimité.

LE SIONISME

En effet, le PCF, qui n'entretient pas avec les sionistes les mêmes relations que la SFIO, est néanmoins tenu de soutenir la politique de l'URSS à l'égard de l'établissement du foyer juif. Or, les Soviétiques espèrent attirer l'État hébreu dans leur sphère d'influence⁵¹. Ils cherchent aussi, à partir de 1946-1947, à déloger les Britanniques du Moyen-Orient⁵². C'est ce qui conduit les communistes français à prendre position en faveur du mouvement sioniste, qui est en conflit avec les Anglais jusqu'en 1948. Le soutien à la cause des juifs, bien que moins appuyé que celui des socialistes, n'en demeure pas moins assez constant durant la guerre de 1948.

Lors du retrait des troupes britanniques, par exemple, les communistes ne cachent pas leur satisfaction. Ils encensent la « lutte opiniâtre du peuple palestinien »⁵³, en parlant des juifs, et affirment que le PCF « salue chaleureusement la naissance de l'État d'Israël »⁵⁴. Les colonies juives sont représentées de façon positive. Catherine Varlin, dans *L'Humanité*, est plutôt sympathique à l'établissement des Kibboutz⁵⁵. Par conséquent, la défense de ces colonies est aussi exposée favorablement : « Depuis six semaines, une poignée de jeunes Juifs défend victorieusement la colonie de BESTOP »⁵⁶,

⁵¹ Hélène Carrère-d'Encausse. *La politique soviétique au Moyen-Orient, 1955-1975*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975, pp. 13-14.

⁵² Kassir et Mardam-Bey, *op. cit.*, p. 98.

⁵³ *L'Humanité*, 15 mai 1948.

⁵⁴ *Ibid.*, 19 mai 1948.

⁵⁵ *Ibid.*, 25 mai 1948.

⁵⁶ *Ibid.*, 21 mai 1948.

lit-on dans le quotidien communiste. Quoique moins enthousiaste que celui des socialistes, le plaidoyer communiste pour l'établissement de l'État juif est suffisant pour le légitimer.

En revanche, cet appui n'est pas tout à fait inconditionnel. Le PCF prend aussi le temps d'émettre quelques critiques à l'égard des méthodes utilisées par les juifs. Sans faire mention d'un projet explicite d'expulsion des Arabes par les sionistes, les communistes français relèvent néanmoins qu'« on ne saurait dégager la Haganah de toutes responsabilités dans l'expulsion d'Arabes de Haïfa, de Jaffa et d'ailleurs », d'autant plus qu'« on sait que dans le privé, certains dirigeants juifs ne sont pas mécontents de voir une réduction de la population arabe vivant en Israël ». Cette observation est une mise en garde à l'endroit des sionistes : « les Juifs, poursuit *L'Humanité*, perdent toute chance de gagner le peuple arabe à une lutte commune contre l'impérialisme s'ils poursuivent eux-mêmes une politique qui refuse aux Arabes ces droits fondamentaux que les Juifs exigent justement pour eux-mêmes »⁵⁷.

LE PLAN DE PARTAGE DE L'ONU

Les communistes français apparaissent, en théorie du moins, plus préoccupés par le sort des populations arabes de Palestine que ne le sont les membres de la SFIO. En fait, la principale différence réside dans le fait que les premiers s'intéressent à la perception que les Arabes peuvent avoir du projet juif, cependant cet intérêt se limite généralement à considérer que l'État d'Israël n'est en rien dommageable à leur souveraineté. Le PCF, en effet, est convaincu que « les populations juives et arabes, si elles étaient livrées à elles-mêmes, pourraient trouver des moyens d'entente et de vivre en paix »⁵⁸. Il est donc admis que la coexistence des deux peuples sur la même terre est possible. Gromyko, cité dans *L'Humanité*, assure que « la Palestine est devenue la patrie des peuples arabe et juif »⁵⁹. Par conséquent, la solution du plan de partage de l'ONU est tout à fait juste, soutient Pierre Hervé, « parce qu'elle sauvegarde les intérêts des deux peuples qui habitent la Palestine »⁶⁰. Le quotidien communiste ne voit aucun inconvénient à la fondation de l'État

⁵⁷ *Ibid.*, 15 mai 1948.

⁵⁸ *Ibid.*, 26 février 1948.

⁵⁹ *Ibid.*, 15 mai 1947.

⁶⁰ *Ibid.*, 22 avril 1948.

juif. «À ceux qui prétendent que la création de l'État d'Israël cause un préjudice aux Arabes, notre camarade [Florimond Bonte] a répondu qu'une cohabitation était parfaitement possible et souhaitable »⁶¹.

LA QUESTION PALESTINIENNE : UN CONFLIT ENTRE JUIFS ET ANGLAIS

Néanmoins, l'aspect du conflit palestinien qui est davantage retenu par les communistes français demeure le maintien de la présence britannique dans la région. C'est l'opposition communiste à cette situation qui les fait prendre parti pour le sionisme, et c'est cette même opposition qui les amène à nier les revendications arabes sur la terre palestinienne. Selon eux, les Anglais cherchent à demeurer en Palestine pour satisfaire leurs desseins anti-soviétiques. Dès 1946, *L'Humanité* cite le journal des communistes britanniques, qui affirme que « derrière le conflit entre Arabes et juifs se cache la ferme intention de l'impérialisme britannique de conserver la Palestine comme base militaire pour la défense de sa sphère d'influence dans le Proche-orient »⁶². C'est le maintien de l'armée anglaise en Palestine qui empêche tout règlement du conflit⁶³.

Durant les mois qui précèdent le déclenchement officiel de la guerre, c'est aux Britanniques qu'incombe l'entière responsabilité du litige. C'est le conflit entre les forces anglaises et les juifs qui est mis de l'avant, plutôt que celui entre juifs et Palestiniens. Par exemple, ce sont surtout les opérations britanniques contre les juifs qui sont exposées dans le journal⁶⁴, et ce sont les Anglais qui se font appeler « terroristes » par les communistes⁶⁵. À travers ces accusations, les Arabes apparaissent comme de simples pantins aux mains des Britanniques. Ces derniers, en effet, « sont à la source des provocations des gouvernements féodaux arabes dont ils contrôlent tous les actes »⁶⁶. Le roi Abdullah, par exemple, est souvent cité comme un « instrument de l'impérialisme britannique »⁶⁷. Quant aux États-Unis, explique *L'Humanité*, ils « s'appuient sur les éléments réactionnaires

⁶¹ *Ibid.*, 21 mai 1948.

⁶² *Ibid.*, 3 juillet 1946.

⁶³ *Ibid.*, 24-25 mars 1946.

⁶⁴ *Ibid.*, 4 juillet 1946.

⁶⁵ *Ibid.*, 18 avril 1947.

⁶⁶ *Ibid.*, 28 avril 1948.

⁶⁷ *Ibid.*, 24-25 mars 1946.

arabes »⁶⁸. Selon Georges Cogniot, c'est bien la maxime « diviser pour régner » qui est mise en pratique au Moyen-Orient par les Anglo-Américains. Les conflits qui éclatent entre Palestiniens et juifs sont donc simplement « des troubles adroitement suscités, adroitement entretenus »⁶⁹. C'est dire que sans les Anglais, il n'y aurait pas de désaccord entre les deux peuples. Les revendications des Palestiniens sont occultées. Quant aux Arabes qui s'opposent au sionisme, ils sont automatiquement rangés dans le « mauvais » camp, celui des impérialistes.

LE PCF ET LES ARABES

En effet, en ce qui concerne sa perception des Arabes, le PCF ne se distingue guère de la SFIO. En dépit des préoccupations exprimées par les communistes pour que justice soit faite entre Arabes et juifs en Palestine, jamais, en réalité, ils ne remettent en question l'appropriation de la moitié de la Palestine (et davantage après l'armistice) par les colons juifs. Leur attitude à l'égard des Arabes n'est toujours que le corollaire de leur démonstration de la légitimité de l'État juif et de l'imposture de la présence britannique. D'une part, l'intervention des États arabes est désignée comme illégale. D'autre part, le souci des communistes de démontrer ce que désirent réellement les Arabes vivant en Palestine ne sert au fond qu'à nier la légitimité de la résistance à l'occupation juive.

En ce qui concerne les Arabes des pays voisins, la condamnation du PCF est inébranlable. Le roi Abdallah, « tyran (...) de Transjordanie »⁷⁰, est le plus sévèrement critiqué. « Serviteur des intérêts britanniques dans le Moyen-Orient »⁷¹, son opposition à l'établissement de l'État israélien est discréditée par un parallèle un peu facile avec le nazisme : « Abdullah a découvert un « danger communiste » ou plus précisément « russo-juif » en Palestine. », lit-on dans *L'Humanité*, qui ajoute qu'« Hitler s'exprimait dans le même langage »⁷². Quant aux délégués arabes à l'ONU, les communistes ne leur reconnaissent pas le droit de parler au nom de leurs peuples, les désignant comme des « « représentants » arabes qui ne représentent en rien les masses de leur pays, mais

⁶⁸ *Ibid.* 17 avril 1948.

⁶⁹ *Ibid.* 28 avril 1948.

⁷⁰ *Ibid.* 20 avril 1948.

⁷¹ *Ibid.* 19 août 1949.

seulement leurs propres intérêts féodaux et ceux – stratégiques et pétroliers – des Anglo-Saxons »⁷³. Les dirigeants arabes sont donc toujours des imposteurs, manipulés par les impérialistes. Certains facteurs peuvent expliquer cette situation. Selon Pierre Courtade, par exemple, « dans cette région, le faible développement de conscience politique, le caractère encore rudimentaire de l'économie, l'existence d'une véritable féodalité permettent aux agents britanniques de continuer (...) cette politique d'intrigues, de corruption et de division »⁷⁴.

Par conséquent, l'attaque d'Israël par les pays arabes, « en violation flagrante de la loi internationale »⁷⁵, est menée par des « groupes arabes encadrés par des officiers anglo-saxons et nazis et qui ne représentent nullement les peuples arabes de Palestine et des pays voisins »⁷⁶. Les responsables sont si peu représentatifs de leurs populations que celles-ci ne s'intéressent pas à la guerre qui est menée en Palestine. Pour preuve, *L'Humanité* cite un prisonnier libanais qui, parlant des gens de son village et du peu d'importance que cette cause a pour eux, affirme nonchalamment : « la première moitié pense que Jérusalem est très loin et l'autre ne sait pas où se trouve la Palestine »⁷⁷. Les Arabes des régions voisines se préoccupent donc fort peu, aux dires des communistes français, du sort de la Palestine arabe.

Quant aux Arabes qui habitent la Palestine, ils ne sont, selon le PCF, ni responsables de la guerre, ni même partisans de ce conflit qui ne les touche pas vraiment. Un article de Catherine Varlin, rédigé peu après le début de la guerre, est assez évocateur de la position communiste à cet égard. La journaliste, reçue dans une tribu arabe, fait part de ses impressions. Deux choses frappent à la lecture de ce reportage. Premièrement, la société palestinienne est dépeinte sous un jour plutôt défavorable. Par exemple, ce qui retient l'attention de la communiste, c'est la présence de « deux nègres octogénaires dont les grands-parents ont été achetés en Érythrée », le fait que « ce qu'ils disent être du pain » goûte le caoutchouc, et qu'« un fusil anglais pend au plafond au lieu et place du

⁷² *Ibid.*, 20 avril 1948.

⁷³ *Ibid.*, 17 novembre 1948.

⁷⁴ *Ibid.*, 22 mai 1948.

⁷⁵ *Ibid.*, 18 mai 1948.

⁷⁶ *Ibid.*, 5 mai 1948.

⁷⁷ *Ibid.*, 22 mai 1948.

lustre », preuve flagrante de la manipulation de ces gens par les impérialistes britanniques. On ne retrouve donc pas, par exemple, l'enthousiasme ressenti par les socialistes et les communistes en visitant les colonies juives. Le choc culturel semble suffisamment important pour que Varlin s'arrête à cette perception pour le moins réductrice de la société arabe.

Deuxièmement, la journaliste communiste atteste que les Palestiniens ne cherchent pas le moins du monde à s'opposer à l'établissement des juifs. « Cette guerre que certains ont voulu présenter comme une guerre « sainte » pour la délivrance des Arabes de Palestine, la majorité des Arabes ne l'ont pas voulue », soutient-elle. Au contraire, c'est la lutte contre les Anglais qui prime pour eux, et « ces Arabes sont prêts, en cas de nécessité, à défendre, aux côtés des Juifs, leur village contre les armées de l'invasion ». Il semble également que cette opinion soit répandue à l'extérieur de cette tribu. « J'ai vu dans la Palestine juive d'autres paysans arabes qui demeurent chez eux et désirent sincèrement collaborer avec les juifs, même au combat », maintient-elle. Par conséquent, l'argument selon lequel la création du foyer juif entre en contradiction avec la souveraineté des Palestiniens est écarté, et l'attaque arabe de mai 1948 n'a plus d'autre raison d'être qu'une sordide soif d'expansion.

Ainsi, les communistes qui, le 15 mai, doutaient de la bonne foi des juifs au sujet de l'exode arabe, remettent en question cette opinion à peine une semaine plus tard. Il n'y a plus d'expulsion qui tienne, puisque juifs et Arabes apparaissent comme des alliés. « Il est à peu près certain, explique Catherine Varlin, que dans les villes et les villages arabes de la zone juive, que leurs habitants ont abandonné en masse, l'exode a été le résultat d'une formidable pression exercée par certains milieux arabes et inspirée et encouragée par les Anglais »⁷⁸. C'est donc la thèse israélienne selon laquelle l'exode a été provoqué par les appels des dirigeants arabes qui est reprise par *L'Humanité*. Le PCF mettra plusieurs années pour revenir sur cette perception.

⁷⁸ *Ibid.*

b. Égypte : essor du nationalisme

Le nationalisme égyptien, quant à lui, se manifeste sous diverses formes durant la période qui va de 1945 à 1952. Le Wafd, par exemple, bien qu'il ne représente plus en 1950 qu'une version édulcorée du nationalisme égyptien, mérite toutefois d'être étudié, ne serait-ce que pour voir comment socialistes et communistes français perçoivent ce parti qui se dit nationaliste mais qui collabore avec la puissance occupante.

Fondé en 1918 par Saad Zaghlul, qui comptait envoyer une délégation (*wafd* en arabe) à la Conférence de Paris pour plaider la cause égyptienne, ce parti se fait le champion de la revendication nationaliste durant les années 1920 et oblige la Grande-Bretagne à accorder officiellement l'indépendance à l'Égypte. Toutefois, il ne propose pas de plan défini en ce qui concerne les problèmes socio-économiques qui affectent le pays, et demeure plutôt conservateur. De plus, après la mort de Zaghlul, le parti, plus modéré, souvent majoritaire au gouvernement, collabore plus ouvertement avec les Anglais. À partir des années 1940, ses dirigeants sont discrédités en raison de leur corruption, et sa popularité décroît à mesure qu'augmente l'appui populaire aux partis de gauche et de droite⁷⁹. Le Wafd, qui boycotte les élections de 1945, se trouve écarté du pouvoir jusqu'en 1950. Pendant cette période, il tâche d'éviter que les étudiants et l'intelligentsia ne se détournent de lui, en se faisant le champion des réformes socio-économiques⁸⁰.

Ces manoeuvres n'empêchent pas le Wafd de perdre de son prestige. À partir des années 1930, d'autres groupes ont pris la relève des revendications nationalistes. Les Frères musulmans, qui prêchent un retour à un islam plus orthodoxe, et le Misr al-Fatat (Jeune Égypte), groupe nationaliste d'extrême droite, commencent à acquérir de l'influence au sein de la population. Après la guerre, l'accélération du mouvement anti-colonialiste dans le tiers-monde, la baisse de prestige de la Grande-Bretagne et de la France, la montée en puissance de l'URSS et l'acuité du problème posé au monde arabe par la création de l'État d'Israël sont autant de facteurs qui contribuent à la radicalisation du mouvement nationaliste égyptien⁸¹. C'est par le biais de l'opposition à la Grande-

⁷⁹ Selma Botman. *Egypt from Independence to Revolution 1919-1952*. Syracuse, Syracuse University Press. 1991. pp. 56-58.

⁸⁰ P.J. Vatikiotis. *The History of Egypt*. London, Weidenfeld and Nicolson, 1969, p. 340.

⁸¹ *Ibid.*, p. 356.

Bretagne et aux étrangers occidentaux en général que le nationalisme égyptien se manifeste. À partir de 1946, plusieurs grèves paralysent le pays, et c'est surtout aux intérêts britanniques que les manifestants s'attaquent⁸². Suite à la guerre de Palestine, en 1948, des agressions sont perpétrées contre des commerces appartenant à des étrangers ou des juifs⁸³. Cette guerre, qui révèle au grand jour le piètre état de l'armée égyptienne, est une atteinte de plus à la fierté nationale⁸⁴. Lorsque le Wafd reprend le pouvoir en 1950, il est « inférieur à son mythe »⁸⁵ ; le parti a vieilli, il est usé, trop associé aux intérêts des propriétaires terriens⁸⁶, et morcelé par des divisions internes.

Après l'échec de la révision du traité de 1936 avec l'Angleterre, le Wafd abolit unilatéralement cet accord, ce qui, pour les groupes nationalistes et le peuple égyptien, signifie que l'occupation britannique est désormais officiellement illégale⁸⁷. D'octobre 1951 à janvier 1952, une alliance pour le moins hétéroclite se noue entre communistes, Frères musulmans, « socialistes » (Mîsr al-Fatat) et dissidents de gauche du Wafd, contre la présence britannique en Égypte. Des dizaines de milliers de travailleurs à l'emploi de compagnies britanniques font la grève. Des employés refusent de servir des Britanniques⁸⁸. Des unités de combat sont formées, composées d'étudiants, de travailleurs, de paysans, d'intellectuels radicaux et d'officiers de l'armée⁸⁹, et s'attaquent aux forces britanniques. Celles-ci répondent brutalement. Elles détruisent le village de Kafr Abdu, et assaillent, le 25 janvier, la caserne d'Ismailia, faisant 50 morts parmi les Égyptiens⁹⁰. Cette offensive suscite beaucoup de colère, et dès le lendemain, de grandes grèves sont déclenchées au Caire. La foule met le feu aux bâtiments appartenant aux riches ou aux étrangers. Plus de 700 immeubles sont brûlés. Le Wafd, qui n'a pas su quelle attitude adopter durant cette crise, hésitant entre commander ou réprimer le mouvement nationaliste, est écarté du pouvoir par Farouk.

⁸² Botman. *op. cit.*, p. 48.

⁸³ Vatikiotis. *op. cit.*, p. 364.

⁸⁴ Jacques Berque. *L'Égypte, impérialisme et révolution*. Paris, Gallimard, 1967, p. 690.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 697.

⁸⁶ Vatikiotis. *op. cit.*, p. 332.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 368.

⁸⁸ Botman. *op. cit.*, pp. 52-53.

⁸⁹ Vatikiotis. *op. cit.*, P. 368.

⁹⁰ Botman. *op. cit.*, p. 53.

Le Populaire

Les socialistes français, s'ils évoquent le Wafd avec une relative sympathie au début de la période étudiée, rendront néanmoins ce parti partiellement responsable des troubles qui éclatent en 1951-1952. L'opposition à la Grande-Bretagne, qui se développe dans les villes d'Égypte durant ces années, est pour sa part perçue par la SFIO comme un mouvement xénophobe et illégitime.

LE WAFD : UNE ÉLECTION SALUTAIRE

Le quotidien de la SFIO adopte une position ambiguë en ce qui concerne le Wafd, passant rapidement du soutien au blâme, selon les événements. Dans l'opposition depuis 1944, le parti de Nahas Pacha reçoit tout d'abord une approbation mitigée jusqu'en 1951. À la veille des élections de 1950, en effet, les socialistes de France semblent souhaiter sa victoire, son absence à la direction du gouvernement étant source de problèmes : « Depuis l'entrée du Wafd dans l'opposition, lit-on dans le quotidien socialiste, l'Égypte a connu une existence trouble et un déséquilibre constant ». Du même souffle, *Le Populaire* met cependant en doute la capacité du Wafd à jouer encore un rôle important dans le gouvernement égyptien. Ainsi, bien que « longtemps, le Wafd a été l'instrument de la libération politique des Égyptiens », le quotidien socialiste le considère comme un vestige du passé : « sa mission historique paraît aujourd'hui terminée »⁹¹.

Le lendemain des élections, toutefois, la victoire du parti nationaliste fait remonter sa cote auprès des socialistes français. La popularité de Nahas Pacha ne peut plus être mise en doute. Le nouveau Premier ministre égyptien « jouit encore d'un immense crédit dans les masses ouvrières et paysannes égyptiennes qui continuent de voir en lui le champion traditionnel de la démocratie, de l'indépendance nationale, voire de la justice sociale ». La partie n'est donc pas terminée pour le Wafd, qui « peut encore jouer un rôle important et canaliser les aspirations populaires vers plus de bien-être et de justice »⁹².

Pourtant, dès que la situation se dégrade, à partir de l'automne 1951, les socialistes, nous le verrons, jugeront le Wafd partiellement responsable des problèmes

⁹¹ *Le Populaire*, 4 janvier 1950.

⁹² *Ibid.*, 5 janvier 1950.

entre l'Égypte et la Grande-Bretagne. Dès 1952, l'opinion de George Gorse, dans *Le Populaire*, montre que le parti nationaliste n'a plus la faveur des socialistes français. Le Wafd, écrit-il, « garde un aspect populaire mais il est profondément divisé et chacun de ses passages au pouvoir laisse le souvenir d'une administration vénale et des scandales financiers »⁹³.

L'OPPOSITION ANTI-BRITANNIQUE : UN MOUVEMENT RACISTE ET FANATIQUE

Parallèlement aux changements de gouvernement qui s'effectuent au Caire, l'opposition anti-britannique se développe pour sa part en bonne partie à l'extérieur du parlement, et elle ne convainc pas du tout les socialistes français. Elle est simplement perçue comme une manifestation de racisme à l'égard des Anglais. La permanence de l'occupation britannique, pour la SFIO, ne semble pas justifier les actes commis contre les intérêts britanniques ou étrangers. Il faut dire que la France, dans le monde arabe, n'a rien à envier à la Grande-Bretagne en matière d'impérialisme; nous le savons, sa présence au Maghreb n'est nullement remise en question par les socialistes français à cette époque. Pourtant, on aurait pu s'attendre à une sorte de sentiment de revanche des socialistes vis-à-vis de l'Angleterre : l'éviction des Français du Levant en 1945 a éveillé en France une grande rancœur envers les Anglais. Paris, en effet, reproche à Londres sa trop grande libéralité envers les territoires sous sa tutelle (l'Irak, l'Égypte et la Transjordanie), ce qui augmente le prestige britannique dans la région, au détriment de celui de la France. La rivalité entre les deux impérialismes dans la région demeure vive jusqu'en 1950⁹⁴. Toutefois, les socialistes français, tout en faisant preuve d'une certaine méfiance à l'égard des Anglais, choisissent d'attribuer aux nationalistes la responsabilité de la brouille qui oppose les deux alliés européens. « Que le nationalisme panarabe ait exploité de son mieux la mésentente entre la France et la Grande-Bretagne, ce n'est que trop évident »⁹⁵, affirme Léon Blum dans *Le Populaire* à la fin de 1945.

⁹³ *Ibid.*, 29 janvier 1952.

⁹⁴ Ali Mahafzah, « La France et le mouvement nationaliste arabe de 1914-1950 », *Relations internationales*, automne 1979, no 19, pp. 310-311.

⁹⁵ *Le Populaire*, 15 décembre 1945

Face au conflit entre les Anglais et le mouvement nationaliste, en Égypte, c'est en faveur de la Grande-Bretagne que les socialistes français se prononcent malgré tout. Les opposants arabes, indisciplinés et appartenant à des groupes situés aux extrêmes de l'échiquier politique, n'ont rien pour s'attirer les faveurs de la SFIO. Le quotidien socialiste déplore dès 1948 que les négociations avec la Grande-Bretagne soient difficiles pour le gouvernement de Nokrachy Pacha, « qui est en butte à l'opposition des nationalistes, soutenue à grand tapage par la jeunesse des écoles »⁹⁶.

Lorsque les troubles de l'hiver 1951-1952 éclatent, au lieu de saluer l'importance de la participation aux grèves égyptiennes, ce qui serait attribuer une part de légitimité aux revendications nationalistes, les socialistes s'intéressent plutôt aux pressions effectuées sur les travailleurs qui ne participent pas au mouvement. Le mouvement, de la sorte, apparaît comme anti-démocratique et contraire aux libertés individuelles. *Le Populaire*, par exemple, déplore les « mesures d'intimidation à l'égard des Égyptiens travaillant pour les Britanniques »⁹⁷. De plus, l'allure violente et ouvertement belliqueuse de cette campagne est mise de l'avant. « Sur les murs, les affiches se font encore plus menaçantes »⁹⁸.

Le caractère raciste et jusqu'au-boutiste des événements est souligné avec force. En effet, il est d'autant plus facile aux socialistes de délégitimer les manifestations anti-britanniques que celles-ci sont souvent encouragées par des groupes qui pourraient être qualifiés d'extrémistes. « Les forces d'opposition, lit-on dans *Le Populaire*, sont sollicitées par les deux tentations extrêmes du communisme et du fanatisme religieux »⁹⁹. Ce sont les groupes qui s'opposent à la présence britannique, fort différents les uns des autres, mais rassemblés dans un ensemble pour le moins disparate, qui sont tenus responsables des problèmes qui secouent l'Égypte. Ne sont remis en cause ni le bien-fondé de la présence militaire anglaise sur le sol égyptien, ni celui de la prépondérance des intérêts économiques européens en Égypte. Lorsque Le Caire est pris d'assaut par les manifestants, le 26 janvier 1952, les socialistes tentent ainsi d'expliquer la situation : « Que se passe-t-il au Caire ? Drame de la misère, émeutes préfabriquées par des agitateurs à la solde de Moscou, excès

⁹⁶ *Ibid.*, 9 janvier 1948.

⁹⁷ *Ibid.*, 31 octobre 1951.

⁹⁸ *Ibid.*, 12 novembre 1951.

⁹⁹ *Ibid.*, 29 janvier 1952.

d'un patriotisme exaspéré, explosion du fanatisme musulman, subtile manœuvre de politique intérieure » ? Un peu de toutes ces causes, répond *Le Populaire*. Une chose est certaine, aucune des raisons évoquées ne justifie les actes commis, selon la SFIO, tout simplement parce qu'elles renvoient toutes à la même souche : le racisme. « Les émeutes de samedi, insiste Georges Gorse, ont été marquées par la haine de l'Occident, plus encore que par la colère de la misère »¹⁰⁰.

Mais surtout, plus que l'influence communiste, ce sont les références religieuses qui sont prises en exemple lorsque *Le Populaire* évoque le mouvement nationaliste égyptien. Les termes utilisés pour qualifier les leaders ne sont jamais neutres ; le quotidien emploie des expressions moralement chargées, comme « fanatiques musulmans ». Le racisme, aggravé par l'intolérance religieuse, n'a jamais bonne presse chez les socialistes, qui usent abondamment de cette image pour désigner l'opposition anti-britannique. « Sur l'ordre des organisations nationalistes égyptiennes et notamment des « Frères musulmans », des « groupes de combat » ont déclenché une campagne d'intimidation et de terreur dont le but est de chasser les forces britanniques de la zone du canal de Suez »¹⁰¹.

En pointant surtout du doigt les Frères musulmans comme organisateurs des émeutes, les socialistes français balayaient du revers de la main toute parcelle de légitimité qui pourrait être attribuée au mouvement nationaliste. Accuser d'abord les communistes n'aurait pas le même impact. Bien que les socialistes s'opposent à l'URSS, ils savent que le communisme a des partisans en France. En revanche, les Frères musulmans n'en ont pas. Le bien-fondé de l'existence d'un tel groupe peut aisément être contesté. Comment, en effet, appuyer un mouvement dirigé par cette « organisation extrêmement puissante et fanatisée », dont le leitmotiv est la « lutte contre l'occident » ? Leurs méthodes, telles que présentées, sont peu louables : « la violence est leur arme, et ils connaissent les mots qui allument la guerre sainte »¹⁰². Par conséquent, ils possèdent un levier redoutable, l'islam, pour soulever les foules musulmanes contre la Grande-Bretagne.

¹⁰⁰ *Ibid.*, 29 janvier 1952.

¹⁰¹ *Ibid.*, 1^{er} novembre 1951.

¹⁰² *Ibid.*, 29 janvier 1952.

RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT WAFDISTE

Les Frères musulmans et les communistes égyptiens ne sont cependant pas les seuls à être pointés du doigt. Si le racisme anti-occidental peut se répandre aussi facilement en Égypte, c'est sans aucun doute, disent les socialistes français, parce que le gouvernement en tire profit. Le Wafd, de retour au pouvoir à partir de janvier 1950, perd graduellement la confiance de la SFIO. D'une part, le gouvernement wafdiste est accusé de vouloir, en encourageant la xénophobie, détourner la population égyptienne des véritables causes de son malheur. « Depuis des années, peut-on lire dans les pages du *Populaire*, les féodaux du Moyen-Orient désignent l'étranger à la vindicte publique. Après la France, Israël. Après Israël, la Grande-Bretagne. Mais ce dernier bouc émissaire, s'il disparaissait ? Si la colère de la foule, que l'on ne pourrait plus détourner, s'attaquait à des causes de la misère plus directes encore que l'impérialisme ? ». La pauvreté des Égyptiens, disent les socialistes, n'est pas imputable à l'Occident, mais c'est bien ce que le gouvernement égyptien voudrait faire croire à son peuple, par sa propagande anti-impérialiste. « À qui la faute ? demande-t-on. Hier, aux Juifs, aujourd'hui aux Anglais, mais demain, on n'en peut plus douter désormais, aux dirigeants eux-mêmes »¹⁰³. À côté du Wafd, le roi Farouk est présenté comme modéré. En novembre 1951, *Le Populaire* rapporte un discours prononcé par le roi, soulignant que celui-ci « a fait contraste par son ton calme et mesuré avec la violence de celui que prononça Nahas Pacha »¹⁰⁴.

D'autre part, si le gouvernement est accusé de négligence, les socialistes français ne lui imputent pas toute la responsabilité des événements, et lui reprochent plutôt de ne pas avoir su étouffer efficacement le mouvement nationaliste. C'est la volonté des dirigeants du Wafd de s'afficher comme anti-britanniques pour se soustraire à la vindicte publique qui les a empêchés de réprimer les émeutes. « En incitant la masse à donner libre cours à ce sentiment qui est monnaie courante, Salah ed Dine pacha et Nahas Pacha, pour avoir voulu être : « les hommes qui dénoncèrent le traité de 1936 », ont déchaîné eux-mêmes une force dont il était évident qu'ils cesseraient bientôt de la contrôler »¹⁰⁵.

¹⁰³ *Ibid.*, 28 janvier 1952.

¹⁰⁴ *Ibid.*, 16 novembre 1951.

¹⁰⁵ *Ibid.*, 29 janvier 1952.

L'Humanité

Du côté des communistes, par contre, les événements sont vus bien différemment. *L'Humanité* hésite, au début de la période étudiée, à soutenir le Wafd, bien qu'elle reconnaisse que son élection constitue un signal clair de la population égyptienne. Toutefois, c'est l'opposition anti-britannique, plus radicale, et qui prend son essor en-dehors des cadres politiques traditionnels, qui est perçue comme juste et légitime par le quotidien du P.C.F.

L'ÉLECTION DU WAFD : UNE MANIFESTATION DE LA VOLONTÉ POPULAIRE

Les communistes français, en fait, adoptent eux aussi une position plutôt nuancée en ce qui concerne le Wafd. D'une part, ils considèrent que la victoire du parti nationaliste aux élections de janvier 1950 n'est pas tout à fait démocratique, étant donné que « la répression contre les militants et partis ouvriers et démocratiques est féroce et qu'ils n'ont évidemment pas pu se présenter aux élections ». D'ailleurs, bien qu'il ait « dans son programme la lutte pour l'indépendance de l'Égypte, contre la Grande-Bretagne, et pour l'introduction des libertés démocratiques en Égypte », le parti n'obtient pas la confiance du PCF. Le Wafd, lit-on dans *L'Humanité*, « a trahi l'essentiel de son programme dans tous les domaines ». Si une fraction du parti appartient à l'aile gauche estudiantine, certains éléments réactionnaires sont toujours en place ; « ce serait une erreur de croire que le Wafd répondra aux aspirations d'indépendance nationale et de libertés démocratiques du peuple égyptien »¹⁰⁶. Il ne s'agit donc plus d'un véritable parti nationaliste. D'ailleurs, quelques mois plus tard, l'arrestation de démocrates fait dire au quotidien communiste que le gouvernement de Nahas Pacha a voulu briser le mouvement nationaliste égyptien¹⁰⁷.

D'autre part, les communistes estiment que l'« écrasante supériorité » du Wafd aux élections revêt une « signification politique importante »¹⁰⁸. Comme la population a peu de choix dans son vote, et que le Wafd est le seul parti en liste à proposer, du moins théoriquement, la lutte contre la Grande-Bretagne, c'est pour ce parti qu'elle a opté. Cette

¹⁰⁶ *L'Humanité*, 5 janvier 1950.

¹⁰⁷ *Ibid.*, 22 mars 1950.

victoire, qui est le reflet de la volonté populaire, est un « symptôme de l'opposition qui se manifeste contre les impérialismes étrangers et leurs agents »¹⁰⁹. D'ailleurs, *L'Humanité* réhabilitera quelque temps plus tard le caractère populaire du Wafd.

LE MOUVEMENT ANTI-BRITANNIQUE

Si la légitimité du Wafd suscite des réserves chez les communistes français, celle de l'opposition qui se développe contre la Grande-Bretagne semble sans équivoque. Dès la fin de la guerre, *L'Humanité* souligne la violence de la présence britannique dans la vallée du Nil. « Évacuation ! crient les Égyptiens ! Feu ! ordonnent les Anglais »¹¹⁰, titre *L'Humanité* lors d'un accrochage entre Anglais et Égyptiens qui fait de nombreux morts en mars 1946. Il faut comprendre qu'avec le début de la guerre froide, les communistes craignent une hégémonie anglo-saxonne au Moyen-Orient, étant donné la proximité géographique de l'Union soviétique. Les Britanniques, disent les communistes, occupent l'Égypte parce qu'ils ont peur de l'URSS¹¹¹. La présence britannique, dans ce contexte, correspond à un « plan stratégique général des impérialistes pour l'agression contre l'Union Soviétique ». Mais l'Égypte, assure Pierre Courtade, n'a nullement besoin d'être défendue contre l'URSS¹¹².

Ce sont donc, d'abord et avant tout, les « préparatifs de guerre » qui s'organisent au Moyen-Orient contre les Russes¹¹³, qui incitent les communistes à appuyer ainsi le mouvement anti-britannique. Ainsi, pour *L'Humanité*, les Égyptiens ne s'opposent pas seulement à la Grande-Bretagne en tant que nation colonisatrice ; peut-être, à cet égard, le parallèle entre l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre et celle du Maghreb par la France serait-il trop facile à faire ? La lutte anti-américaine correspond davantage au cheval de bataille des communistes français. Ainsi, les Égyptiens, par le biais de la lutte anti-britannique, s'opposent à l'influence américaine : « C'est tout un peuple qui se dresse contre les préparatifs de guerre anglo-américains, en exigeant l'évacuation des troupes

¹⁰⁸ *Ibid.*, 5 janvier 1950.

¹⁰⁹ *Ibid.*, 24 janvier 1950.

¹¹⁰ *Ibid.*, 5 mars 1946.

¹¹¹ *Ibid.*, 10 mai 1946.

¹¹² *Ibid.*, 18 janvier 1952.

¹¹³ *Ibid.*, 2 avril 1951.

britanniques de la vallée du Nil et en luttant contre l'ingérence américaine dans ses affaires »¹¹⁴. Le PCF, en saluant « cette détermination du peuple égyptien de ne pas faire la guerre à l'Union Soviétique »¹¹⁵, prête donc aux Égyptiens une prise de position anti-occidentale dans la guerre froide, alors qu'en réalité, les manifestants nationalistes qui descendent dans les rues du Caire semblent très peu s'intéresser aux États-Unis à cette époque.

Bien qu'elle soit étroitement associée, aux yeux des communistes, à l'influence occidentale et américaine, la présence britannique en Égypte est aussi décriée pour les effets pervers de la colonisation. L'«œuvre de soixante ans de domination anglaise », écrit Pierre Courtade, a donné des résultats pitoyables : « quelques îlots de palais et de buildings modernes et, tout autour, un océan de misère et de désespoir ». La pauvreté de l'Égypte, imputée aux Britanniques, est décrite en des termes persuasifs : « des centaines de petits enfants, vêtus de loques, le ventre gonflé, les yeux mangés par des suppurations, les pieds nus... »¹¹⁶. Les crimes des Britanniques sont décrits avec horreur. Par exemple, lorsque l'armée anglaise s'attaque au village de Kafr Ahmad Abdu, près de Suez, le quotidien des communistes français effectue une comparaison avec le ghetto de Varsovie, et précise que les soldats britanniques ont tiré sur des enfants¹¹⁷.

Puisque le maintien de la tutelle britannique en Égypte ne jouit d'aucun appui chez les communistes français, le mouvement d'opposition qui se répand dans la vallée du Nil durant l'hiver 1951-1952 est perçu comme parfaitement légitime. « La lutte pour la paix, dit Pierre Courtade, est, en Égypte, étroitement liée à la lutte pour l'indépendance nationale »¹¹⁸. Ceux qui se dressent devant les « troupes d'occupation britannique en Égypte » ne sont pas des fanatiques : ce sont des « patriotes égyptiens »¹¹⁹. Le quotidien cite des slogans qui, scandés par les Égyptiens, associent la Grande-Bretagne aux fléaux

¹¹⁴ *Ibid.*, 27 mars 1951.

¹¹⁵ *Ibid.*, 18 janvier 1952.

¹¹⁶ *Ibid.*, 11 janvier 1952.

¹¹⁷ *Ibid.*, 14 janvier 1952.

¹¹⁸ *Ibid.*, 18 janvier 1952.

¹¹⁹ *Ibid.*, 7 janvier 1952.

qui touchent leur pays : « À bas les Anglais ! », crient-ils. « À bas la misère, à bas l'injustice et le malheur ! »¹²⁰.

Contrairement aux socialistes, les communistes de France choisissent de ne pas insister sur le rôle dévolu aux Frères musulmans dans le soulèvement du peuple égyptien. La question est esquivée et, pour parer à tout rapprochement entre le fanatisme religieux et le nationalisme, Pierre Courtade précise, dans *L'Humanité*, que la religion en Égypte n'est pas un facteur de régression, contrairement aux préjugés véhiculés. « Aujourd'hui, en Égypte, explique-t-il, comme dans tout le monde arabe, la religion a la couleur de la révolte nationale contre les occupants ; elle exprime et dans une large mesure elle anime le refus général de servir de « matériel humain » aux impérialistes »¹²¹. Plutôt que de s'intéresser au caractère extrémiste des groupes qui animent les émeutes, ainsi que le faisait *Le Populaire*, le journal du PCF assure que la majorité de la population égyptienne est derrière la vague nationaliste. « Le mouvement pour la libération nationale, qui a pris, à un moment donné, la forme d'une résistance armée aux occupants britanniques, entraîne toutes les couches du peuple égyptien, y compris des couches considérables de la bourgeoisie nationale »¹²².

Par ailleurs, la révocation du Wafd par le roi Farouk, suite aux troubles de janvier 1952, permet aux communistes français de réhabiliter le parti nationaliste. En effet, le changement de gouvernement égyptien est sans aucun doute l'œuvre des Américains, qui tentent de faire entrer l'Égypte dans le camp impérialiste. Or, « le peuple égyptien n'acceptera jamais d'entrer dans cette voie »¹²³. Par ricochet, le Wafd, écarté du pouvoir, redevient le symbole de la cause nationale égyptienne. Lorsque Farouk abdique, en juillet 1952, Pierre Courtade, dans *L'Humanité*, prend la défense du parti nationaliste qui, « dans sa masse représente incontestablement les aspirations nationales de l'Égypte »¹²⁴. Quelques mois plus tard, la dissolution du Wafd afflige les communistes français. « Une nouvelle page a été tournée dans l'histoire politique de l'Égypte. Il n'est pas exagéré de dire, en

¹²⁰ *Ibid.*, 11 janvier 1952.

¹²¹ *Ibid.*, 21 janvier 1952.

¹²² *Ibid.*, 2 juillet 1952.

¹²³ *Ibid.*, 31 janvier 1952.

¹²⁴ *Ibid.*, 28 juillet 1952.

effet, que le parti de Nahas Pacha était, jusqu'au mouvement de l'armée, l'incarnation du pouvoir parlementaire et populaire »¹²⁵.

c. La Ligue arabe

Au moment où les Égyptiens tentent tant bien que mal de chasser l'occupant britannique, une autre forme de nationalisme prend forme au Caire. En effet, n'oublions pas que c'est en Égypte, en 1945, qu'est née la Ligue arabe. Bien que celle-ci ne soit pas en porte-à-faux avec l'Angleterre à ses débuts et qu'elle incarne en son sein les rivalités du monde arabe, elle s'affiche néanmoins comme porte-étendard du nationalisme arabe et revendique l'indépendance des différents pays encore sous tutelle coloniale. Son existence ne peut être passée sous silence.

Au début de la guerre, la défaite des alliés incite certaines personnalités arabes à accorder leur appui aux puissances de l'Axe. La région du Moyen-Orient étant très importante sur le plan stratégique, la Grande-Bretagne cherche à tout prix à conserver le soutien des États arabes. Pour se les rallier, dès 1941, Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères, se déclare en faveur d'un mouvement unificateur chez les Arabes¹²⁶. Quelques années plus tard, la crainte de voir l'Union soviétique infiltrer la région s'ajoute à celle de l'influence fasciste¹²⁷. Or, deux projets d'unification sont latents dans les pays du Moyen-Orient. L'émir Abdallah de Transjordanie aimerait bien régir la formation d'une Grande Syrie qui, outre la Syrie, regrouperait sous son égide le Liban, la Palestine et la Transjordanie. Le Premier ministre irakien, Nouri as-Said Pacha, souhaite pour sa part voir se créer un État qui unirait ces mêmes territoires à l'Irak¹²⁸. L'Égypte, quant à elle, redoute la formation d'un grand État à ses frontières, et tente de l'empêcher en prenant l'initiative du mouvement. La Grande-Bretagne l'encourage d'ailleurs en ce sens, l'Égypte étant le plus important des pays arabes pour sa population, l'ancienneté de ses institutions et le rôle stratégique et commercial joué par le canal de Suez¹²⁹.

¹²⁵ *Ibid.*, 18 septembre 1952.

¹²⁶ Cerès Wissa-Wassef. « La Ligue des États arabes face aux conflits inter-arabes ». *Politique étrangère*, 1973, vol. 38, no 1, p. 53.

¹²⁷ Tawfig Y. Hasou. *The Struggle for the Arab World*. London. KPI, 1985, p.6.

¹²⁸ Wissa-Wassef. *loc. cit.*, p. 54.

¹²⁹ Hasou. *op. cit.*, p.6.

Nahas Pacha, Premier ministre égyptien de 1942 à 1944, invite donc les représentants des États arabes à lui faire part de leurs projets. Le 7 octobre 1944, les discussions aboutissent à la signature du protocole d'Alexandrie qui, bien qu'il évacue le projet d'un État fédéré regroupant tous les pays arabes, prévoit toutefois un important renforcement des liens entre les États de la future Ligue arabe. Finalement, le Pacte de la Ligue des États arabes est signé le 22 mars 1945. Les obligations imposées par ce dernier sont nettement moindres que celles que prévoyait le protocole d'Alexandrie¹³⁰. Néanmoins, il invite les États arabes à collaborer étroitement sur les plans politique, économique, financier, culturel et social. Son siège est établi au Caire, qui devient la plaque tournante des activités de la Ligue. D'ailleurs, le rôle de l'Égypte demeure prédominant au sein de l'organisation. Les divers secrétaires généraux qui se succèdent durant les premières années sont tous égyptiens, et l'importante contribution financière de l'Égypte lui assure un large pouvoir de décision¹³¹. Plus tard, la montée au pouvoir de Nasser insufflera une orientation plus franchement nationaliste et panarabiste à la Ligue¹³².

Le Populaire

Dans *Le Populaire*, la Ligue arabe est immédiatement perçue avec beaucoup de méfiance. D'abord, nous l'avons vu, de nombreux Français, y compris les socialistes, entretiennent dans l'après-guerre immédiat un sentiment de rancœur envers l'Angleterre, notamment pour son intervention vis-à-vis de la France au Levant. La Ligue, dans ce contexte, est souvent vue comme une création de l'Angleterre pour contrecarrer les plans français au Moyen-Orient.

Cependant, pour la SFIO, cette méfiance ne se justifie pas par l'influence britannique sur la Ligue ; nous avons vu, en effet, qu'entre les Anglais et les nationalistes arabes, les socialistes français préfèrent encore accorder leur soutien à la rivale d'outre-Manche. C'est plutôt la fin de cette influence qui constitue une raison de s'inquiéter. Selon les socialistes, en effet, il ne semble pas que l'ascendant britannique sur l'organisation ait

¹³⁰ M.A Aziz.. « Origins of the Arab League », *Pakistan Horizon*. 1955, vol. VIII, no4, pp. 486-490.

¹³¹ Hasou. *op. cit.*, pp. 17-25.

¹³² *Ibid.*, p. 40.

été de bien longue durée : « La Ligue qui fut longtemps l'instrument politique de la Grande-Bretagne n'est plus désormais que le lieu des compétitions étrangères »¹³³.

Le Populaire projette ainsi de la Ligue l'image d'une organisation où quelques dictateurs se livrent à de mesquines petites luttes politiques. Pour les socialistes, les « conspirateurs de la Ligue arabe »¹³⁴ apparaissent comme un regroupement de féodaux dont le pouvoir réside davantage dans la fortune que dans des principes démocratiques. En effet, ces riches gouvernants « semblent puiser leur autorité dans les puits de pétrole de leur sol »¹³⁵. Lieu de compétition, la Ligue l'est sans doute, et Robert Pointillon fait état dans *Le Populaire* de la rivalité qui s'y fait jour entre l'Égypte et les hachémites, et où il attribue à l'Égypte le rôle le plus menaçant, en raison du fait qu'elle « aspire sans nul doute à la suprématie militaire et diplomatique »¹³⁶.

En fait, la Ligue arabe n'est tout simplement pas à la hauteur des attentes. Selon les socialistes, une « union arabe à base fédérale » aurait pu être une solution envisageable et souhaitable pour l'équilibre du Moyen-Orient. Malheureusement, la Ligue, qui aurait pu donner vie à ce projet, a « trahi sa mission en renforçant par son action les régimes féodaux établis en ses diverses contrées »¹³⁷. La Ligue est donc, au Moyen-Orient, un instrument antidémocratique. Robert Pointillon s'en désole :

Il eût fallu qu'elle n'ait pas trahi les espérances que sa naissance avaient suscitées, et failli à sa mission sociale. S'arrogeant le droit de parler au nom des peuples arabes, la Ligue a en réalité étouffé leur voix et paralysé la lutte que chacun d'eux menait contre l'oppression. Loin d'améliorer les conditions matérielles d'existence des peuples ainsi qu'elle était engagée à le faire par le pacte du Caire, elle s'est appliquée à détruire le mouvement démocratique¹³⁸.

En plus de favoriser la tyrannie dans la région, la Ligue arabe a de surcroît le défaut d'être hostile aux puissances occidentales, et ce en dépit de ses influences initiales. « Fondée sous les auspices de l'Angleterre, [elle] est devenue dans tout le monde arabe l'instrument d'intrigues très actives contre la Grande-Bretagne et la France », notamment

¹³³ *Le Populaire*, 6 avril 1950.

¹³⁴ *Ibid.*, 18 octobre 1949.

¹³⁵ *Ibid.*, 26 septembre 1945.

¹³⁶ *Ibid.*, 6 avril 1950.

¹³⁷ *Ibid.*, 20 décembre 1949.

en raison de son appui aux mouvements de libération de l'Afrique du Nord¹³⁹, ce qui apparaît pour les socialistes comme une insulte envers la France.

L'Humanité

Les communistes français, quant à eux, ont moins de scrupules que leurs confrères socialistes à s'attaquer directement à la Grande-Bretagne. Leur opposition à la « perfide Albion » est justifiée non seulement par la rivalité de celle-ci avec la France et par le rôle - perçu comme anti-sioniste - de l'Angleterre dans l'affaire palestinienne, mais également par l'appartenance du PCF au camp soviétique; s'opposer aux plans anglo-américains est de mise. Ils ne sentent pas la nécessité de laisser croire qu'à l'origine, avec les Anglais, l'organisation eût pu être avantageuse pour la région. « Fruit de la politique du général Spears... », la Ligue a, dès sa création, tous les défauts. « Réactionnaire », « fasciste » et ultra-nationaliste, elle se prononce en 1946 pour le retrait des forces françaises d'Afrique du Nord à une époque où, nous le savons, *L'Humanité* n'est pas du tout prête à envisager les indépendances maghrébines¹⁴⁰. La crainte d'un complot hante le PCF : « on est en train de monter une machine dirigée en particulier contre la France »¹⁴¹. La Ligue arabe est également accusée d'avoir affirmé qu'elle pourrait appuyer l'Allemagne si cette dernière était en faveur des indépendances des pays arabes.

Ainsi, la Ligue arabe, aux dires des communistes français, n'est pas seulement hostile au capitalisme occidental, elle l'est aussi au communisme soviétique, ce qui accroît la tendance à la ranger dans la catégorie des fascismes¹⁴². En alliance avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui veulent « faire de la région du Moyen-Orient une base militaire anti-soviétique »¹⁴³, elle manigance contre l'URSS¹⁴⁴. En Égypte, en 1946, elle s'associe au gouvernement, à la Grande-Bretagne et même aux Frères musulmans, contre le peuple égyptien et les forces démocratiques¹⁴⁵. À Jérusalem, elle « fait régner une

¹³⁸ *Ibid.*, 6 avril 1950.

¹³⁹ *Ibid.*, 27 décembre 1951.

¹⁴⁰ *L'Humanité*, 6 janvier 1946.

¹⁴¹ *Ibid.*, 11 janvier 1946.

¹⁴² *Ibid.*, 6 janvier 1946.

¹⁴³ *Ibid.*, 23 juillet 1951.

¹⁴⁴ *Ibid.*, 13 juillet 1946.

¹⁴⁵ *Ibid.*

véritable terreur, procède à des rafles et des meurtres, excite à la reprise des hostilités entre Jordanie et Israël »¹⁴⁶. Elle est donc présentée en tout temps comme une organisation belliqueuse aux intentions tyranniques.

CONCLUSION

Durant la période 1945-1952, les deux quotidiens de la gauche française que sont *L'Humanité* et *Le Populaire* s'entendent ainsi sur certaines questions, tandis qu'ils diffèrent sur d'autres. En ce qui concerne le partage de la Palestine, par exemple, les socialistes et les communistes sont d'accord. Bien que l'appui au sionisme soit plus soutenu chez les partisans de la SFIO, il est aussi préconisé par les communistes. Par conséquent, les deux partis désapprouvent également la résistance arabe à Israël, et considèrent que l'établissement de l'État hébreu ne porte aucunement préjudice à la population palestinienne.

En ce qui concerne le développement du nationalisme égyptien, toutefois, les deux partis ne partagent pas le même avis. Les socialistes, qui tergiversent au sujet du Wafd, condamnent sans hésiter la totalité du mouvement nationaliste qui, dans les rues des villes égyptiennes, s'oppose à la présence britannique. Les communistes, pour leur part, sont nettement favorables à ce mouvement, qui conteste l'impérialisme anglo-saxon au Moyen-Orient.

Quant à la Ligue arabe, elle ne reçoit l'approbation ni des socialistes, ni des communistes français. Les premiers, qui jugent qu'elle aurait pu avoir un impact positif sur la région, l'accusent de n'être au fond qu'un regroupement d'États féodaux aux préoccupations bassement matérielles. Les seconds considèrent qu'en tant que création de l'Empire britannique, la Ligue arabe ne peut que faire le jeu des pays impérialistes au Moyen-Orient, et ce à l'encontre des intérêts soviétiques.

¹⁴⁶ *Ibid.*. 23 juillet 1951.

1952 -1962. La Révolution égyptienne : foyer du nationalisme arabe

À partir de 1952, l'histoire du Moyen-Orient, du moins telle que vue à travers les journaux de la gauche française, est marquée essentiellement par la Révolution égyptienne. La montée au pouvoir des Officiers libres, qui placent à la tête de l'État le général Néguib, puis le colonel Nasser, change profondément le paysage politique, de l'Égypte d'abord, puis de la région. En effet, le nationalisme de Nasser, son éloquence et sa popularité auprès des foules, son rapprochement avec l'URSS dans un but de neutralisme politique, puis sa décision de nationaliser le canal de Suez, inquiètent les puissances occidentales, qui craignent son influence. Il devient, jusqu'à la guerre des Six Jours, le leader incontestable du monde arabe.

Parallèlement, une autre question, bien que beaucoup moins traitée par les journaux, mérite d'être étudiée ne serait-ce que brièvement dans cette analyse. Il s'agit du sort réservé aux centaines de milliers de Palestiniens expulsés de leurs foyers lors de la création d'Israël, et qui ont trouvé refuge dans les pays voisins. Au sein de ces populations, le mécontentement se fait sentir. Il n'apparaîtra réellement sous une forme organisée qu'à partir des années 1960, avec la création de l'OLP, et ne recevra pas avant ce moment beaucoup d'attention, ni de la part des journaux de la gauche française, ni de la part de la communauté internationale en général. Toutefois, comme il s'agit des prémices du mouvement de résistance palestinien tel qu'on le connaît aujourd'hui, né de l'occupation israélienne et de l'exode de centaines de milliers d'Arabes, il sera intéressant de comprendre de quelle manière les socialistes et les communistes français appréhendent cette question.

a. La révolution des Officiers libres : de Néguib à Nasser

En Égypte, la désorganisation et la division des diverses formations anti-britanniques, en 1952, déstabilise le gouvernement et facilite la prise du pouvoir par les « Officiers libres ». Groupe d'officiers de l'armée, la plupart issus de souche modeste et opposés à l'occupation étrangère, cette organisation est née de l'affront ressenti par plusieurs d'entre eux lorsque l'armée britannique a pénétré dans le palais du roi Farouk,

en février 1942, pour lui imposer un gouvernement wafdiste. Cette ingérence directe des Anglais dans les affaires égyptiennes inflige une grande humiliation à ces membres de l'armée, qui décident de s'unir en une organisation clandestine. En 1948, le scandale de la défaite de la guerre de Palestine, qui éclate lorsque le roi est accusé d'avoir saboté l'armée égyptienne, renforce le sentiment nationaliste des Officiers libres¹⁴⁷.

Dans la nuit du 22 au 23 juillet 1952, les troupes conduites par les Officiers libres occupent sans résistance les stations de radio, de police, les ministères, et les lieux de gestion des communications téléphoniques et télégraphiques. Le général Néguib, qui dormait pendant ces opérations, est désigné par les leaders de la révolution pour prendre la direction des forces armées¹⁴⁸, puis, après le départ de Ali Maher -un ancien Premier ministre placé à ce poste par la révolution -, pour assumer la charge de Premier ministre dès le mois de septembre. Il est choisi par le Conseil de la Révolution car, plus âgé et mieux connu que les autres officiers, il peut imposer respect et autorité¹⁴⁹. Mais si la révolution semble, officiellement, émaner de Néguib, elle a en réalité été orchestrée par Gamal Abdel Nasser, un jeune officier de 34 ans fort ambitieux.

Les Officiers libres obtiennent l'abdication du roi Farouk le 26 juillet 1952, et abolissent officiellement la monarchie le 18 juin 1953, accordant à Néguib le statut de président. En décembre 1952, l'État confisque, par une réforme agraire, les possessions de propriétaires terriens qui dépassent 200 feddans, ce qui n'est pas sans susciter de vives protestations, notamment du Wafd, dont de nombreux membres sont des propriétaires. Les Officiers libres profitent de l'occasion pour faire arrêter une soixantaine de membres du vieux parti nationaliste ; les biens du Wafd sont gelés. En janvier de l'année suivante, la période révolutionnaire « temporaire » est fixée à trois ans, et les autres partis politiques sont dissous¹⁵⁰.

Le maintien et la popularité de l'organisation des Frères musulmans posent un défi au Conseil de la Révolution. D'abord favorable à la révolution et entretenant des relations

¹⁴⁷ Wafik Raouf. *Nouveau regard sur le nationalisme arabe. Ba'th et nassérisme*. Paris. L'Harmattan. 1984. pp. 137-139.

¹⁴⁸ Joachim Joester. *Nasser, the Rise to Power*. Westport. Greenwood Press. 1960, pp. 88-89.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 100.

¹⁵⁰ *Ibid.*, pp. 95-96.

d'amitié avec les Officiers libres¹⁵¹, la formation de Hassan el-Banna s'oppose maintenant à eux sur plusieurs points, et Nasser ne veut pas voir son nouveau régime cohabiter avec des opposants. En janvier 1954, à la suite d'un attentat contre la vie de Nasser et sous prétexte de collaboration avec la Grande-Bretagne, 500 membres de Frères musulmans sont arrêtés, et les fonds de l'organisation sont confisqués¹⁵².

La présence de Néguib à la présidence, toutefois, demeure un obstacle à l'exercice du pouvoir par Nasser. Néguib, plus conservateur que révolutionnaire, refuse de se laisser manipuler comme un pantin. La confrontation avec Nasser devient inévitable. Au cours de l'année 1954, la lutte entre les deux hommes pour le pouvoir aboutira à la victoire de Nasser. Le virage vers une politique plus clairement nationaliste et socialisante ne s'opérera vraiment que sous la direction de celui-ci.

Dans les premiers temps de la révolution, le nationalisme de Nasser se limite à de l'anti-impérialisme. Son objectif premier est de débarrasser l'Égypte du colonialisme britannique, puisque des milliers de soldats anglais sont encore postés dans la zone du canal de Suez et constituent une injure à la souveraineté égyptienne. Au début de sa carrière politique, Nasser utilise le terme de « nation » pour désigner l'Égypte seulement. En 1953, il publie *Philosophie de la Révolution*, dans laquelle il esquisse les grandes lignes de son idéologie. Selon lui, l'Égypte appartient à trois cercles, arabe, africain et islamique, dont le premier, l'arabe, est le plus important, en raison d'une civilisation commune, du fait que les pays arabes forment un ensemble géopolitique cohérent, et que l'énergie pétrolière constitue une richesse commune de ces pays, devant être utilisée au bénéfice des Arabes. L'Égypte, en raison de sa puissance, est destinée, selon lui, à exercer un rôle prédominant au sein de l'ensemble des pays arabes. À partir de 1954, Nasser commence à utiliser le terme *Oumma* pour désigner l'ensemble des peuples arabes¹⁵³.

Bien qu'il adoptera une politique socialisante à partir de 1961, Nasser n'est pas véritablement un socialiste durant les premières années de sa présidence, et les diverses mesures prises au début du régime des Officiers libres, comme la réforme agraire de 1952,

¹⁵¹ Le tiers de l'armée royale, en 1950, est composée de Frères musulmans. Olivier Carré, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, Paris, Gallimard/Julliard, 1983, p. 51.

¹⁵² Joesten, *op. cit.*, p. 99.

¹⁵³ Raouf, *op. cit.*, pp. 145-148.

découlent plus d'une politique de réparation des injustices flagrantes que de véritables convictions socialistes¹⁵⁴. En fait, il est plutôt anti-communiste, et adopte durant les années 1950 une attitude très répressive envers les communistes égyptiens.

Néanmoins, Nasser se rapproche du camp soviétique à partir de 1955. En effet, la signature du Pacte de Bagdad, en février de cette année, fait craindre à Moscou l'extension de l'influence américaine au Moyen-Orient. Elle divise aussi les États arabes, puisque Nasser refuse, contrairement à l'Irak, de se lier aux puissances occidentales par un pacte de défense. En avril, à la Conférence de Bandoeng, Nasser découvre que l'appui des puissances de l'Est peut lui permettre de pratiquer le neutralisme¹⁵⁵. Moscou, quelques mois plus tard, rassure le président égyptien sur le fait qu'une ouverture vers le bloc soviétique ne l'engage pas à modifier sa politique intérieure ni à amoindrir sa répression à l'endroit des communistes égyptiens¹⁵⁶. En septembre, Nasser annonce la conclusion d'un accord de fourniture d'armements avec la Tchécoslovaquie. Les Tchécoslovaques, dans ce contexte, ne sont que des intermédiaires, et il est clair que, par cet accord, Nasser introduit l'URSS au Moyen-Orient¹⁵⁷. C'est fort de cet appui qu'il se permettra, en 1956, de nationaliser le canal de Suez¹⁵⁸.

En France, le régime établi par Nasser en Égypte suscite d'autant plus de réactions qu'il se pose en champion du nationalisme arabe, et appuie les pays d'Afrique du Nord dans leur lutte pour l'indépendance. On le sait, en 1954-1956, il est toujours hors de question, en France, et notamment chez les socialistes, d'envisager une quelconque indépendance de l'Algérie. Or, non seulement l'Égypte de Nasser fournit-elle une certaine aide militaire au FLN, mais elle contribue aussi largement à propulser le parti nationaliste et la cause algérienne sur la scène internationale, alors que la France aurait voulu qu'elle demeure un problème de politique intérieure. Par la radio *La Voix des Arabes*, l'appui égyptien au nationalisme algérien est diffusé sur le territoire de l'Algérie. Le gouvernement français aimerait bien, alors, couper les liens entre l'Algérie et le reste du

¹⁵⁴ Claude Estier. *L'Égypte en révolution*, Paris, Julliard, 1965, pp. 124-126.

¹⁵⁵ Carrère-d'Encausse. *op. cit.*, p. 27.

¹⁵⁶ *Ibid.*, pp. 37-38.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 28.

¹⁵⁸ *Ibid.*, pp. 69-70.

monde arabe, et entretient l'illusion qu'avec la chute de Nasser, le nationalisme algérien restera orphelin et mourra¹⁵⁹.

Héros du monde arabe et du tiers monde, Nasser n'est pas un démocrate pour autant. Son régime, selon Olivier Carré, n'est ni plus ni moins qu'« une dictature militaire et policière de parti de masse unique, omniprésent dans le quartier, dans le travail et dans les loisirs »¹⁶⁰. Son attitude envers les communistes et les Frères musulmans en témoigne. Ces derniers sont en effet persécutés par le gouvernement nassérien de 1954 à 1971. Arrestations massives, torture, assassinats en prison et camps de travail sont leur lot durant ces années¹⁶¹.

Le Populaire

Pour les socialistes français, l'arrivée au pouvoir de Néguib suscite d'abord des interrogations. On ne connaît pas bien cet homme qui vient d'être catapulté à la tête de l'Égypte, mais on s'en méfie. Le quotidien de la SFIO est plutôt, à ce moment, favorable au roi Farouk qui, en janvier, « a sauvé l'Égypte d'une révolution anarchique ». L'opposition au roi qui se manifeste dans la venue de Néguib n'annonce rien de bon, et fait craindre l'établissement d'une dictature. « Sera-t-il un Atatürk, ou simplement un affreux tyran comme Franco ? », s'enquiert Fernand Caussy. Son programme, de toute façon, laisse percevoir des velléités de tyrannie ; en effet, « n'implique-t-il pas une dictature absolue ? ». Caussy prête par ailleurs au général une personnalité revancharde : il s'agit d'un « homme impétueux : la vengeance pour lui n'est pas un plat qui se mange froid : il l'avale toute chaude ». Ceci laisse augurer une possible revanche à l'endroit d'Israël¹⁶², ce qui n'est pas pour plaire aux socialistes français.

Puis, après quelque temps, la méfiance fait place à l'hostilité. Néguib, affirme *Le Populaire*, n'a rien d'un démocrate. Son attitude d'« épurateur » à l'égard des autres partis politiques en témoigne. Il « prétend donner à son mouvement un caractère démocratique et populaire. Toutefois, son attitude à l'égard des partis politiques n'est pas

¹⁵⁹ Marc Ferro. *Suez. La naissance d'un tiers monde*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1982, pp. 44-47.

¹⁶⁰ Olivier Carré. *Le nationalisme arabe*. Paris, Fayard, 1993, p. 93.

¹⁶¹ *Ibid.*, p.93.

¹⁶² *Le Populaire*, 26 juillet 1952.

claire »¹⁶³. Fernand Caussy n'hésite plus à le qualifier de dictateur. « Le général Néguib n'est pas seulement, comme l'ont dit d'abord les journaux anglais, « sur la pente savonneuse de la dictature », affirme le socialiste avec force. « Il s'y lance à corps perdu »¹⁶⁴.

L'aspect autoritaire du gouvernement Néguib est maintes fois souligné. En septembre 1952, il « interdit toute activité politique aux étudiants égyptiens »¹⁶⁵. Par ailleurs, on lui reproche des tendances racistes. À Ali Maher, dépeint comme un modéré qui protégeait les étrangers, on oppose Néguib, dont « plusieurs [des] ministres sont des anglophobes fanatiques »¹⁶⁶. Contrairement à l'armée syrienne, appréciée par les socialistes pour ses tendances laïques et progressistes, Néguib a des amis peu recommandables, et « semble au contraire rechercher l'appui d'éléments comme les « Frères Musulmans » (...) qui joignent curieusement à des tendances égalitaires en matière sociale un fanatisme religieux d'allure médiévale »¹⁶⁷.

Par ailleurs, les mesures prises sous le règne de Néguib à l'endroit des propriétaires terriens ne convainquent pas les socialistes français. Bien que *Le Populaire* ne s'étende pas longuement sur la question, il met en doute l'efficacité de la « prétendue réforme agraire »¹⁶⁸. Selon le quotidien, les principaux intéressés, les fellahs, « qui se font d'ailleurs des illusions sur la portée possible d'une telle réforme, estiment que le gouvernement ne va pas assez vite »¹⁶⁹. Le rôle, somme toute accessoire, de Néguib, derrière qui d'autres officiers, et notamment Nasser, tirent véritablement les ficelles du pouvoir, n'est pas relevé par les socialistes durant la période où il est à la tête de l'Égypte. Il est vrai qu'ils ne sont pas les seuls à se méprendre.

Néanmoins, lorsqu'au printemps de 1954, Néguib démissionne puis, sous la pression publique, est rétabli dans ses fonctions par Nasser pour quelque temps, la SFIO semble le considérer avec plus de sympathie. Sa popularité auprès du peuple égyptien, en effet, semble jouer en sa faveur : « Une véritable explosion de joie a secoué Le Caire,

¹⁶³ *Ibid.*, 8 septembre 1952.

¹⁶⁴ *Ibid.*, 10 septembre 1952.

¹⁶⁵ *Ibid.*, 23 septembre 1952.

¹⁶⁶ *Ibid.*, 11 septembre 1952.

¹⁶⁷ *Ibid.*, 24 septembre 1952.

¹⁶⁸ *Ibid.*, 10 septembre 1952.

samedi soir, quand la nouvelle du retour de Néguib au pouvoir se répandit comme une traînée de poudre »¹⁷⁰, lit-on dans les pages du *Populaire* le 1^{er} mars. Quelques jours plus tard, on se félicite de ce que les promesses de démocratie du président égyptien seront tenues, et le régime parlementaire rétabli¹⁷¹.

NASSER AU POUVOIR

Lorsque Gamal Abdel Nasser s'empare des rênes de l'État égyptien, *Le Populaire* connaît de nouveau une période d'hésitation. Qui est ce nouveau venu? Les socialistes se méfient de ces bouleversements. « Une ère d'incertitudes s'est ouverte hier sur les rivages du Nil », note le quotidien de la SFIO. Henri Dusart présente Nasser comme un des membres du groupe qui a mis Néguib au pouvoir, et le reconnaît comme le « véritable instigateur du mouvement révolutionnaire anti-monarchiste de juillet 1952 », tout en précisant que la présence de Néguib à la présidence agissait comme un « élément pondérateur »¹⁷². La venue de Nasser semble donc venir bouleverser davantage l'ordre politique égyptien, ce qui inquiète les rédacteurs du journal socialiste. L'accueil envers le nouveau président s'annonce donc plutôt froid.

Toutefois, les socialistes français ne prennent pas position nettement, du moins au début. La lutte entreprise par Nasser contre les Frères musulmans semble les satisfaire, puisque ceux-ci, présentés comme des « adversaires redoutables » et des « fanatiques »¹⁷³, conduits par une « xénophobie intense »¹⁷⁴, représentent aux yeux de la SFIO une menace bien plus dangereuse qu'une dictature militaire. Bien que les socialistes n'adhèrent pas à la tactique de l'État égyptien qui « s'est contenté d'opposer la violence à la violence », en assassinant Hassan el-Banna, ils approuvent cette résistance à l'influence de l'organisation religieuse. Pendant une courte période, ils perçoivent des aspects positifs au gouvernement dirigé par Nasser. C'est maintenant le général Néguib qui est discrédité, le quotidien arguant qu'au début de la Révolution, « trop de facteurs personnels, d'ambitions

¹⁶⁹ *Ibid.*, 8 septembre 1952.

¹⁷⁰ *Ibid.*, 1^{er} mars 1954.

¹⁷¹ *Ibid.*, 8 mars 1954.

¹⁷² *Ibid.*, 26 février 1954.

¹⁷³ *Ibid.*, 8 octobre 1954.

¹⁷⁴ *Ibid.*, 1^{er} janvier 1955.

particulières » sous-tendaient l'établissement de la nouvelle administration. Or, chez certains officiers, « il y avait une volonté sincère de rénovation, de progrès, en un mot de révolution. Ce groupe ne tarda pas à entrer en conflit avec le général Néguib ». C'est ce « groupe des officiers progressistes » qui est désormais au pouvoir, écrit Fernand Caussy¹⁷⁵. De nobles ambitions sont donc prêtées à Nasser pendant quelques mois, et ce jusqu'en janvier 1955, vraisemblablement en raison de sa politique répressive à l'égard des Frères musulmans.

Peu de temps après, cependant, sans doute suite à l'annonce faite par Nasser de l'achat d'armes tchécoslovaques par l'Égypte, les socialistes français se mettent à dépeindre le président égyptien d'une tout autre manière. De plus, la nationalisation du canal de Suez, que nous traiterons plus en détail, noircit davantage l'image que la SFIO diffuse de lui. Le virage vers le camp soviétique est utilisé pour discréditer le régime égyptien. Les rapprochements effectués entre Nasser et l'URSS sont fréquents. « Mieux qu'en URSS, Nasser plébiscité à 99% »¹⁷⁶, titre *Le Populaire* en juin 1956. L'ouverture à l'Est du président égyptien, ajoutée à son appui à la cause des nationalistes algériens, fait craindre le pire aux socialistes français. Le problème algérien émane de « manoeuvres de l'étranger », écrit Christian Pineau dans les pages du quotidien socialiste. « Nous ne pouvons avoir confiance en Nasser », explique-t-il. Le gouvernement du Caire, avec l'aide de la Ligue arabe, « organise une sécession non seulement à l'égard de la France, mais aussi à l'égard de la civilisation occidentale »¹⁷⁷.

Nasser est désormais le « dictateur égyptien »¹⁷⁸, et est dépeint comme ayant un « caractère acariâtre et [des] exigences d'enfant gâté »¹⁷⁹. Claude Fuzier fustige sévèrement le gouvernement nassérien. Le bâillonnement de l'opposition, qui était chaudement approuvé lorsqu'il était question des Frères musulmans, est maintenant condamnable. La démocratie de Nasser est comparée à celle de l'Union soviétique. Sa popularité auprès du public est perçue comme un élément négatif, démagogique : « La foule l'acclame dans des meetings monstres, comme un quelconque Hitler ou un

¹⁷⁵ *Ibid.*, 1^{er} janvier 1955.

¹⁷⁶ *Ibid.*, 25 juin 1956.

¹⁷⁷ *Ibid.*, 1^{er} septembre 1956.

¹⁷⁸ *Ibid.*, 1^{er} septembre 1956.

quelconque Mussolini »¹⁸⁰. La comparaison avec les dictateurs les plus honnis de ce siècle est claire : les socialistes considèrent que Nasser peut être rangé parmi eux. Il s'agit d'un pur « fasciste »¹⁸¹, et suite à l'expédition tripartite au canal de Suez, le quotidien socialiste laisse entendre qu'en Égypte, « des camps de concentration sont prêts »¹⁸² pour les juifs. La *Philosophie de la révolution* représente le *Mein Kampf* de Nasser, dans lequel « il annonce ses ambitions expansionnistes et les étapes de leur réalisation »¹⁸³.

Par conséquent, le court épisode de la République arabe unie (1958-1961), où Égypte et Syrie s'unissent en un seul État, sous l'égide de Nasser, suscite les critiques des socialistes français. Jean-Jacques Marzoti, par exemple, met en doute la légitimité du terme « arabe », accolé à la nouvelle république, alléguant que les Syriens sont araméens et que de nombreux coptes résident en Égypte¹⁸⁴. Du reste, la tutelle du président égyptien sur la fédération amène *Le Populaire* à railler le « « droit » de Nasser à disposer des peuples syrien et égyptien »¹⁸⁵.

En somme, en dépit des hésitations de 1954-1955, les socialistes, lorsqu'ils découvrent que Nasser est prêt à s'ouvrir au bloc communiste et à appuyer explicitement le nationalisme algérien, critiquent vertement le régime des Officiers libres. La nationalisation du canal de Suez est la goutte qui fait déborder le vase, et les socialistes ne pardonneront pas à Nasser ce qu'ils considèrent être un affront à la France.

L'Humanité

Les communistes français, quant à eux, expriment également une certaine hésitation au moment du coup d'État de juillet 1952. Diverses opinions contradictoires sont émises durant les jours qui suivent l'arrivée des Officiers libres au pouvoir. D'abord, le geste est perçu comme une « tentative des impérialistes et de certains milieux de la cour pour briser le mouvement national égyptien », d'autant plus qu'au début, c'est Ali Maher

¹⁷⁹ *Ibid.*, 9-10 février 1957.

¹⁸⁰ *Ibid.*, 27 juin 1956.

¹⁸¹ *Ibid.*, 7 septembre 1956.

¹⁸² *Ibid.*, 26 novembre 1956.

¹⁸³ *Ibid.*, 15 juillet 1958.

¹⁸⁴ *Ibid.*, 3 février 1958.

¹⁸⁵ *Ibid.*, 6 février 1958.

qui a été mis à la tête du gouvernement¹⁸⁶. De plus, *L'Humanité* fait état du rétablissement de la censure militaire et de nombreuses arrestations¹⁸⁷. En revanche, Pierre Courtade estime à la fin de juillet qu'il est encore « difficile de faire des pronostics ». Le PCF, en effet, et contrairement à la SFIO, est plutôt favorable à la chute du roi Farouk. Ainsi, le nouveau gouvernement « élimine une clique particulièrement corrompue où les agents impérialistes avaient à plusieurs reprises trouvé des appuis puissants contre le mouvement national », et Courtade croit qu'en dépit de ses potentielles ambitions dictatoriales, le général Néguib sera « dans une certaine mesure obligé de tenir compte de la volonté populaire »¹⁸⁸.

Peu de temps après, cependant, le PCF prend clairement position contre le nouveau régime égyptien. À partir de septembre 1952, surtout, lorsque Néguib s'arroge le titre de Premier ministre, *L'Humanité* qualifie le régime égyptien de « dictature militaire »¹⁸⁹, et le nouveau dirigeant de « dictateur »¹⁹⁰. Le principal argument utilisé pour justifier cette opinion est que le gouvernement de Néguib s'oppose au mouvement nationaliste, essentiellement représenté, selon les communistes français, par le Wafd. Déjà, en août 1952, ils accusent le nouveau gouvernement de vouloir s'attaquer au Wafd sous le prétexte de lutte contre la corruption¹⁹¹. Quant à la dissolution de ce parti, à l'automne 1952, elle est nettement réprouvée: « En frappant le Wafd, le dictateur Néguib entend frapper le mouvement national égyptien »¹⁹².

Selon les rédacteurs de *L'Humanité*, Néguib s'attaque de la sorte aux nationalistes égyptiens parce qu'il chercherait à se rapprocher du camp anglo-américain, auquel s'opposerait le Wafd. Il se situe donc dans le camp impérialiste. Cette analyse des événements a peu à voir avec la réalité ; les Officiers libres ont pris le pouvoir avec un objectif essentiellement anti-impérialiste¹⁹³, bien que cette orientation ne devienne plus claire qu'avec l'arrivée de Nasser à la présidence. Quant au Wafd, il ne s'oppose pas au

¹⁸⁶ *L'Humanité*, 24 juillet 1952.

¹⁸⁷ *Ibid.*, 26 juillet 1952.

¹⁸⁸ *Ibid.*, 28 juillet 1952.

¹⁸⁹ *Ibid.*, 8 septembre 1952.

¹⁹⁰ *Ibid.*, 9 septembre 1952.

¹⁹¹ *Ibid.*, 14 août 1952.

¹⁹² *Ibid.*, 18 septembre 1952.

¹⁹³ Vatikiotis, *op. cit.*, p. 385.

camp anglo-américain. Pour les communistes français, néanmoins, Néguib n'a rien d'un nationaliste. Il établit sa dictature dans le but de faire participer l'Égypte à un pacte agressif contre l'Union soviétique au Moyen-Orient¹⁹⁴. Ses attaques contre le Wafd ont aussi pour but de laisser le champ libre à un rapprochement avec Londres et Washington¹⁹⁵. Bref, il « se met au service des impérialistes les plus offrants et s'efforce d'étouffer le mouvement national afin d'inclure l'Égypte dans le système agressif des pactes militaires occidentaux »¹⁹⁶. De plus, lorsque le gouvernement entreprend des négociations avec la Grande-Bretagne concernant le retrait des soldats britanniques, *L'Humanité* laisse entendre que Néguib, dans un accord secret, « aurait en outre souscrit à la continuation de l'occupation militaire de la zone de Suez par les Anglais »¹⁹⁷. Il n'apparaît donc pas du tout comme un anti-impérialiste.

Une chose est certaine : les communistes, tout comme les socialistes, attribuent au général Néguib un rôle beaucoup plus important que celui qui est réellement le sien. Le président égyptien, placé à ce poste par Nasser et les autres Officiers libres afin de faciliter l'acceptation de la révolution par le public, n'est pas ce dirigeant libre de ses actes que dépeignent les journaux français. Nasser le manipule aisément pour obtenir ce qu'il désire en matière de commandement, comme par exemple lorsqu'il est question de déposer le roi Farouk, ce à quoi Néguib s'oppose¹⁹⁸. Cela, la gauche française ne semble pas le percevoir, du moins si on se fie à la lecture de ses quotidiens.

NASSER AU POUVOIR

Lorsque Nasser écarte Néguib, cependant, les communistes français reconnaissent finalement que « ceux qui prennent le pouvoir aujourd'hui ne sont pas des nouveaux venus », et que depuis le début de la révolution, « ils assurent, en fait, la véritable direction des affaires, direction basée sur une dictature militaire toute-puissante ». Ils ne considèrent donc plus que Néguib était seul derrière ses actes. Cela signifie néanmoins que le changement de pouvoir ne représente rien de nouveau pour l'Égypte. « Le départ de

¹⁹⁴ *L'Humanité*, 9 septembre 1952.

¹⁹⁵ *Ibid.*, 18 septembre 1952.

¹⁹⁶ *Ibid.*, 19 janvier 1953.

¹⁹⁷ *Ibid.*, 14 août 1953.

Néguib ne saurait donc en aucun cas satisfaire le peuple égyptien qui condamnait de plus en plus ouvertement la politique du général-dictateur-président de la République »¹⁹⁹. Durant la première année de son règne, Nasser n'est donc pas du tout approuvé par le PCF. Son arrivée au pouvoir est désignée comme un « coup d'État monté par les Américains »²⁰⁰, et *L'Humanité* rapporte que des étudiants et des ouvriers, dans une manifestation, ont crié « à bas Nasser ! »²⁰¹, signe qu'il n'est pas apprécié de la population. On notera, d'ailleurs, que si la popularité d'un chef d'État n'est pas forcément un signe de sa valeur pour les socialistes, qui y voient une manipulation démagogique de la foule, les communistes, quant à eux, l'utilisent souvent comme preuve du caractère démocratique d'un dirigeant. Pour dénigrer Nasser, c'est donc l'opposition du public qui est soulignée, et non le contraire.

De plus, en relatant la répression du régime nassérien à l'encontre des Frères musulmans, le journal communiste s'intéresse peu, contrairement aux socialistes, au contenu idéologique du programme de la fraternité, présentée comme « un des plus grands partis égyptiens organisés », dont la majorité des membres est « fermement hostile à la dictature militaire »²⁰². La condamnation sans merci de l'organisation de Hassan al Banna, qui faisait partie du discours du *Populaire*, n'est pas partagée pas les communistes, qui fustigent ainsi sans réserve le régime de Nasser. Sans trop insister sur l'origine des groupes de citoyens réprimés, dont certains sont des Frères musulmans, et précisant que des gens sont arrêtés sous « inculpation d'activités communistes », le quotidien du PCF blâme le gouvernement égyptien pour ses arrestations et les sévices infligés à ses prisonniers. « Marqués au fer rouge dans la chambre de torture, des patriotes égyptiens sont promis à la mort »²⁰³.

Mais la position du PCF vis-à-vis de Nasser, qui semble pourtant sans appel jusqu'au début de 1955, change de façon très radicale au cours de cette année. En effet, alors que le virage à l'Est du président égyptien avait nettement refroidi l'attitude des

¹⁹⁸ Joesten, *op. cit.*, p. 91.

¹⁹⁹ *L'Humanité*, 22 février 1954.

²⁰⁰ *Ibid.*, 30 octobre 1954.

²⁰¹ *Ibid.*, 1^{er} mars 1954.

²⁰² *Ibid.*, 30 octobre 1954.

²⁰³ *Ibid.*, 18 janvier 1955.

socialistes français à son égard, il en est tout autrement des communistes. La modification se fait très rapidement. Lors de la conférence de Bandoeng, appuyée par le PCF, et où le président Nasser commence à prendre sa place comme un leader du mouvement des non-alignés, les termes utilisés à son égard changent, subtilement. *L'Humanité* ne parle pas beaucoup de lui à ce moment, mais lorsqu'elle le fait, la transformation est significative. Il n'est plus le dictateur égyptien, mais plutôt, tout simplement, le « premier ministre d'Égypte »²⁰⁴. Ses paroles sont citées sans être approuvées, mais sans être critiquées non plus²⁰⁵. L'entente de l'Égypte avec la Tchécoslovaquie est présentée de façon assez neutre, mais peu de temps après, le discours communiste change plus clairement. Le leader égyptien est cité lorsqu'il vante les mérites de l'Union soviétique. « L'URSS, a-t-il dit, n'a pas essayé de nous dominer. Elle a traité avec nous loyalement. Il n'y a pas eu de conditions ou d'engagements secrets... »²⁰⁶. De même, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Dimitri Chepilov, est également cité, lorsqu'il soutient, au sujet du départ des soldats britanniques d'Égypte, que « notre peuple se réjouit des immenses progrès réalisés par le vaillant peuple frère d'Égypte, dans un délai relativement court, dans le but d'obtenir son indépendance et sa souveraineté »²⁰⁷.

Le rapprochement de Nasser avec le bloc soviétique a donc fortement impressionné le PCF, et il est clair que le parti a été obligé de modifier rapidement son attitude vis-à-vis de l'Égypte. Dès 1956, le gouvernement égyptien, vertement critiqué un an et demi plus tôt, est défendu avec énergie. En fait, les accusations de dictature à l'endroit du pouvoir égyptien ne reviennent plus sous la plume des communistes français. À l'argument selon lequel Nasser serait un dictateur, Pierre Courtade réplique que « le régime intérieur de l'Égypte est l'affaire des Égyptiens eux-mêmes, et il y a quelque impudeur à prétendre donner des leçons au moment où l'on offre aux millions de musulmans d'Algérie une image de la démocratie française si exaltante qu'il faut l'exporter à la pointe de six cent mille baïonnettes »²⁰⁸. Le dirigeant égyptien n'est donc pas vraiment désigné comme un démocrate, mais on s'en accommode en considérant désormais que

²⁰⁴ *Ibid.* 13 avril 1955.

²⁰⁵ *Ibid.* 15 avril 1955.

²⁰⁶ *Ibid.* 13 avril 1956.

²⁰⁷ *Ibid.* 18 juin 1956.

cela ne regarde que les Égyptiens... De plus, il est intéressant de constater qu'alors que le coup d'État des Officiers libres ne recevait en rien l'aval des communistes français au moment où il s'est produit, il est présenté tout autrement à partir de l'été 1956 : « Le gouvernement actuel a pris le pouvoir le 23 juillet 1952, à la suite de grands mouvements populaires, dirigés contre la domination étrangère et contre les instruments de cette domination : le roi et l'aristocratie féodale »²⁰⁹.

NASSER CONTRE LES COMMUNISTES ÉGYPTIENS

Le PCF est toutefois placé devant un dilemme lorsqu'il doit choisir entre son appui à Nasser en tant qu'allié de l'URSS au Moyen-Orient, et la dénonciation de la persécution systématique des communistes égyptiens par le régime. Ceux-ci, en effet, sont en butte à l'hostilité constante du président égyptien qui, en dépit de son rapprochement politique avec l'URSS, considère que le communisme est une menace pour l'Égypte au même titre que le colonialisme²¹⁰, et reproche à cette idéologie d'être en contradiction avec l'islam et le nationalisme²¹¹. Bien que le communisme égyptien, divisé par des crises internes, représente un danger plutôt négligeable pour Nasser, le communisme syrien, quant à lui, est au faîte de sa puissance en 1957²¹², ce qui motive le président à accepter l'alliance politique proposée par la Syrie en 1958²¹³. Pourtant, une partie du mouvement communiste égyptien a approuvé la révolution des Officiers libres, et Nasser adoptera quelques années plus tard une orientation politique de type socialisante. Wafik Raouf décrit ainsi la relation mouvante du dirigeant égyptien avec les marxistes : « tantôt il les a martyrisés, torturés, excommuniés, tantôt ils ont été ses « *Éminences grises* » ou ses inspirateurs. Ces marxistes auront néanmoins contribué à mouvoir lentement l'entreprise vers une sorte de socialisme, très spécifique d'ailleurs et artificiel, reposant sur la volonté arbitraire du leader »²¹⁴.

²⁰⁸ *Ibid.*, 15 septembre 1956.

²⁰⁹ *Ibid.*, 3 août 1956.

²¹⁰ Raouf, *op. cit.*, p. 220.

²¹¹ *Ibid.*, p. 219.

²¹² *Ibid.*, p. 218.

²¹³ *Ibid.*, 219.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 225.

L'Humanité, tout en continuant d'encourager les mesures de Nasser en ce qui concerne le canal de Suez et ses prises de positions panarabistes, choisit aussi de désapprouver ouvertement son attitude envers les communistes d'Égypte. Il s'agit d'une manœuvre qui exige de faire preuve de nuances et de subtilité dans l'analyse, ce qui, généralement, n'est pas le lot des rédacteurs du quotidien communiste. Dans un long article consacré au conflit opposant Nasser au mouvement communiste au sein de la RAU, Léon Feix adresse des reproches à Nasser tout en l'approuvant sur le fond. « Le président Nasser, écrit-il, a raison lorsqu'il indique que « la puissance, la solidarité, la fraternité des pays arabes nécessitent l'unité de tous les Arabes dans leur lutte contre les tentatives d'agressions » ». Néanmoins, le communiste reproche à Nasser de faire involontairement le jeu des impérialistes en s'attaquant aux communistes, et tente de défendre ses homologues moyen-orientaux. À l'argument de Nasser selon lequel les communistes s'opposent à l'unité arabe, Feix réplique que « les camarades syriens se sont prononcés ouvertement pour l'unification de l'Égypte et de la Syrie ». La différence entre ceux-ci et le dirigeant égyptien réside donc dans la manière d'opérer cette unification.

Les uns – parmi lesquels Nasser – considèrent qu'il faut d'un seul coup réaliser une fusion complète des États égyptien et syrien, en appliquant à la partie syrienne du nouvel État les usages en vigueur dans sa partie égyptienne en matière politique et économique. Les partisans de la seconde tendance, qui comprend les communistes et d'éminentes personnalités démocratiques syriennes, sont pour la fusion graduelle.

Feix convie Nasser à s'ouvrir davantage à l'influence des mouvements communistes arabes. Mais il le fait sur le ton d'un ami qui donne un bon conseil, et non celui d'un ennemi qui condamne sans appel. Il est « regrettable », affirme-t-il, que le président égyptien utilise les slogans anticommunistes.

La lutte contre l'impérialisme, de même que la liquidation d'un état de sous-développement dû à la domination coloniale, sans même parler de l'édification d'une société nouvelle (...) exigent la participation et l'initiative créatrice de larges masses ; elles exigent une coopération étroite de la classe ouvrière, de tous les travailleurs et de l'ensemble des forces démocratiques²¹⁵.

²¹⁵ *L'Humanité*, 17 janvier 1959.

Dans les années qui suivent la crise de Suez, on sent néanmoins que l'appui communiste au régime de Nasser tiédit sensiblement, comme en témoignent les articles courts et d'une neutralité irréprochable qui font état de la constitution de la RAU, en février 1958²¹⁶.

b. La crise de Suez

La nationalisation du canal de Suez est sans doute l'un des gestes les plus importants et les plus spectaculaires posés par Gamal Abdel Nasser. Elle fait du président égyptien un héros du nationalisme arabe et une idole des mouvements de libération du tiers monde, mais elle entache aussi considérablement la relation de l'Égypte avec la France. Pour ces raisons, il convient de s'arrêter un peu sur cette question.

Dans la guerre froide qui divise le monde, Nasser cherche à trouver pour l'Égypte, entre l'Est ou l'Ouest, une place qui serait celle du neutralisme. L'allégeance idéologique aux puissances occidentales représente pour lui une perpétuation de l'influence colonialiste en Égypte, ce qu'il refuse avec véhémence. Le bloc communiste, en revanche, exige moins en contrepartie de son aide matérielle, ce qui rend plus attrayante une alliance avec lui. Lorsque le président égyptien s'adresse aux États-Unis pour obtenir des armes en raison des incursions menaçantes d'Israël dans la région de Gaza, les Américains réclament un contrôle sur leur utilisation, ce qui est hors de question pour Nasser²¹⁷. Celui-ci se tourne donc vers l'Europe de l'Est et obtient de l'armement de la part des Tchèques. Bien qu'il présente cet accord comme strictement commercial et n'ayant aucune portée politique, ce geste marque, à partir de 1955, une nette transformation de l'orientation de la politique étrangère de Nasser en direction des pays de l'Est. La conférence de Bandoeng, au printemps 1955, qui lui fait rencontrer d'importants leaders du tiers monde comme Nehru, Tito, et Chou En Lai, accentue son opposition à l'Occident. En mai 1956, il reconnaît officiellement la Chine communiste.

²¹⁶ *Ibid.*, 21 février 1958; 22 février 1958.

²¹⁷ Ferro. *op. cit.* p.12.

Mais le conflit entre Nasser et l'Occident atteint son point culminant en 1956. Le président caresse le rêve de faire construire un grand barrage hydro-électrique à Assouan, afin de fournir l'énergie nécessaire à son programme d'industrialisation. Comme les fonds manquent, il négocie, en 1955 et 1956, l'obtention d'importants prêts de la part de la Banque Mondiale²¹⁸. La banque s'engage à prêter 200 millions\$, alors que la Grande-Bretagne et les États-Unis fourniront 70 millions chacun. Ces prêts, en revanche, seraient soumis à des conditions impliquant un droit de regard des puissances occidentales sur les affaires égyptiennes, ce que refuse Nasser. Les États-Unis, qui se méfient du rapprochement de l'Égypte avec le bloc soviétique²¹⁹, se retirent finalement du projet en 1956, suivis de près par les Britanniques. En réponse à cet abandon, Nasser annonce, le 26 juillet 1956, la nationalisation du canal de Suez.

Ce geste met les dirigeants anglais et français dans une colère extrême. En effet, des ressortissants de ces deux pays détiennent d'importantes parts dans la Compagnie du canal de Suez. Dans les médias, le parallèle effectué entre Nasser et Hitler devient monnaie courante, et la situation est comparée à un nouveau Munich. Israël, pour sa part, se dit menacé par cette affirmation d'indépendance de son voisin égyptien. D'octobre à décembre 1956, les trois pays s'attaquent à l'Égypte dans l'intention de reprendre le contrôle du canal et de faire tomber Nasser. L'ONU réclame un cessez-le feu le 2 novembre, qui est refusé par les trois États belligérants. Les États-Unis, puis l'URSS, annoncent tous deux qu'ils s'opposent à l'utilisation de la force contre l'Égypte. Sous la pression, les pays agresseurs finissent donc par accepter le cessez-le-feu le 7 novembre, et se retirent le 22 décembre 1956²²⁰.

Le Populaire

Les socialistes français, qui détiennent le pouvoir en 1956, défendent bien entendu la position qui est celle du gouvernement français à l'occasion de la crise de Suez. Le geste de Nasser est, à leurs yeux, impardonnable. « Nasser a manqué à sa parole », écrit Henri Dusart au lendemain de la nationalisation. Sa condamnation est péremptoire. Il

²¹⁸ Vatikiotis. *op. cit.*, pp. 387-388.

²¹⁹ Ferro. *op. cit.*, p.14.

²²⁰ Vatikiotis. *op. cit.*, pp. 389-390.

s'agit, tout d'abord, d'une « grave menace pour la paix dans le monde »²²¹, et d'une « violation de la morale internationale »²²². En nationalisant ainsi le canal, le président égyptien fait courir un « formidable danger (...) non seulement aux intérêts commerciaux des nations occidentales, mais à la civilisation par la création projetée et proclamée d'un vaste empire islamique soumis (...) aux influences les plus rétrogrades »²²³. En effet, Nasser est perçu par les socialistes, d'abord comme un dictateur, nous l'avons vu, mais également comme un impérialiste avec en tête un dangereux projet d'expansion. Les visées panarabistes du président égyptien sont menaçantes à leurs yeux. Le tyran a un « plan de conquête », et emprunte « la voie de l'impérialisme »²²⁴. La nationalisation a pour but d'empêcher le passage des navires israéliens²²⁵, ce qui constitue une provocation.

Mais la nationalisation n'est-elle pas une mesure généralement défendue par les milieux de gauche? Pas dans ce cas-ci, soutiennent les socialistes. D'abord, dans le cas égyptien, elle est motivée par le nationalisme, ce qui, pour la SFIO, n'est pas acceptable. Ce nationalisme, du reste, est associé au chauvinisme²²⁶. Considéré comme une idéologie conservatrice plutôt que progressiste, le nationalisme égyptien ne peut justifier le geste de Nasser. « Une pareille conception réactionnaire et étriquée est directement opposée à celle, généreuse et humaine qui a toujours été celle des socialistes »²²⁷, explique Henry Lévy-Bruhl. Quant à la souveraineté égyptienne, elle ne constitue pas, semble-t-il, un argument valable pour la nationalisation du canal. « La souveraineté de chaque pays a ses limites »²²⁸, affirment les socialistes. Lorsqu'une question dépasse les limites d'un État, ce qui, selon la SFIO, est le cas du canal de Suez, l'internationalisation est préférable à la nationalisation²²⁹.

De plus, la nationalisation du canal de Suez, à en croire les socialistes français, ne se fait pas au profit du peuple égyptien, comme devrait l'être toute nationalisation. Si

²²¹ *Le Populaire*, 28-29 juillet 1956.

²²² *Ibid.*, 13 septembre 1956.

²²³ *Ibid.*, 1^{er} septembre 1956.

²²⁴ *Ibid.*, 29-30 septembre 1956.

²²⁵ *Ibid.*, 28-29 juillet 1956.

²²⁶ *Ibid.*, 1^{er} novembre 1956.

²²⁷ *Ibid.*, 1^{er} septembre 1956.

²²⁸ *Ibid.*

²²⁹ *Ibid.*

Nasser n'avait agi que dans l'intérêt de son peuple, « il n'y aurait rien à dire », assure Henri Dusart. Mais en réalité, selon lui, « il s'agit d'une basse vengeance d'un apprenti dictateur ulcéré par le refus anglo-américain de participer au financement du barrage d'Assouan que le chef de l'Égypte a transformé en miroir aux alouettes pour les misérables fellahs égyptiens »²³⁰. Dans le contexte d'une dictature comme celle de l'Égypte, il est inconcevable de croire qu'une procédure de nationalisation entraînera quoi que ce soit de positif pour le peuple, puisque, selon Suzanne Labin, « le peuple qui compose principalement la nation égyptienne n'a aucun représentant authentique dans les sphères gouvernementales ». Lorsqu'une telle décision est prise, « il n'est en rien consulté », ce qui amène à croire que la décision n'a rien d'avantageux pour lui. Ainsi, « le canal n'est pas devenu le bien communautaire de la nation égyptienne, mais un usufruit du dictateur égyptien »²³¹.

Par conséquent, la participation de la France à l'agression tripartite contre le régime de Nasser est tout à fait justifiée. Puisque Nasser est un dictateur et que la SFIO ne reconnaît pas d'éventuels bienfaits de la nationalisation pour le peuple égyptien, il est clair que la France, la Grande-Bretagne et Israël ne font pas la guerre au peuple égyptien, mais uniquement au régime tyrannique du Caire²³². De plus, ne pas participer à cette guerre aurait été une erreur lourde de dangers. En parlant des communistes qui s'opposent à l'expédition de Suez, Henry Lévy-Bruhl soutient que « les partisans de la non-violence se font les complices des criminels »²³³.

L'Humanité

Quant aux communistes français, nous l'avons vu, ils soutiennent ouvertement le régime de Nasser à partir de l'accord passé entre l'Égypte et la Tchécoslovaquie. Par conséquent, la nationalisation du canal de Suez, « osée » par Nasser grâce à l'assurance du soutien de l'Union soviétique, reçoit sans aucune hésitation l'aval du PCF. Contrairement aux socialistes, les communistes français sont d'avis qu'il s'agit d'une action résolument

²³⁰ *Ibid.*, 28-29 juillet 1956.

²³¹ *Ibid.*, 27 novembre 1956.

²³² *Ibid.*, 1^{er} novembre 1956.

²³³ *Ibid.*, 1^{er} septembre 1956.

anti-impérialiste. Selon Yves Moreau, ce « geste libérateur » est un « événement historique de première importance. C'est un nouveau coup porté au système colonial, dont plus d'un milliard deux cent millions d'êtres (...) se sont affranchis en quelques années, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ». La nationalisation s'inscrit dans le large mouvement de décolonisation approuvé par le PCF. L'Égypte, pour sa part, en profitera largement. Elle « entend être maîtresse chez elle, jouir de tous ses droits nationaux. Le canal creusé sur son territoire, et dont le percement a coûté la vie à des dizaines de milliers d'Égyptiens, a rapporté l'an dernier un bénéfice de 16 milliards de francs ; sur cette somme, moins de 2 milliards ont été versés à l'Égypte. Voilà le régime auquel elle veut mettre fin »²³⁴. Du reste, *L'Humanité* ne perçoit pas Nasser comme ce dictateur intraitable qui est dépeint par les socialistes. Au contraire, son attitude modérée et conciliatrice, alors que trois pays l'attaquent, lui fait honneur. En août 1956, les propositions de l'Égypte pour une « solution d'équité et de conciliation » sont présentées par les communistes, qui soulignent que « l'attitude du gouvernement égyptien n'a surpris que ceux qui prêtent au colonel Nasser leur propre intransigeance »²³⁵.

Par ailleurs, le peuple égyptien est directement concerné et avantagé par la nationalisation, contrairement à ce que croient les socialistes du *Populaire*. *L'Humanité* souligne donc l'enthousiasme des Égyptiens, assurant qu'à la suite de l'annonce du président, « on a dansé de joie, toute la nuit, au Caire et à Alexandrie »²³⁶. Et à ceux qui reprochent au président d'avoir fait son annonce en riant, le quotidien réplique : « Ce qu'ils ne pardonnent pas à Nasser, c'est d'avoir fait la démonstration que le temps de la suprématie du « seigneur » européen était révolu ». Nasser a donc agi en digne représentant de son peuple en le sortant ainsi, symboliquement autant qu'économiquement, de l'asservissement au colonialisme. « Or, voici que « l'indigène » ne répond plus au coup de sonnette, mais se permet de rire quand le « Sahib » lève sa canne. »²³⁷.

²³⁴ *L'Humanité*, 28 juillet 1956.

²³⁵ *Ibid.*, 28 août 1956.

²³⁶ *Ibid.*, 28 juillet 1956.

²³⁷ *Ibid.*, 11 septembre 1956.

c. Les réfugiés palestiniens

La question palestinienne, quant à elle, continue d'être d'actualité. Comme nous le savons, la guerre israélo-arabe de 1948 a fait plus de 800 000 réfugiés palestiniens. Seulement 8,2% des Palestiniens sont demeurés sur le territoire israélien. 30% des réfugiés se dirigent vers la Jordanie ou l'Égypte, alors que 61% s'installent dans des camps, aux frontières d'Israël, dans l'espoir de bientôt retrouver leurs foyers²³⁸. Ils demeurent soit en Cisjordanie, annexée par la Jordanie, soit dans la région de Gaza qui, bien que sous contrôle égyptien, est occupée par Israël de novembre 1956 à mars 1957. Ces Palestiniens vivent dans un flou juridique, car ils n'ont pas de citoyenneté palestinienne. Un petit nombre d'entre eux reçoivent la nationalité de l'un des pays d'accueil. Ces derniers, cependant, pour des raisons à la fois politiques, démographiques et économiques, sont fort hésitants à accorder un tel statut à ces centaines de milliers de réfugiés²³⁹. De leur côté, les réfugiés, désireux de rentrer dans leurs foyers, ne cherchent pas à devenir citoyens des pays qui les accueillent. Quant à l'État israélien, il prend le parti de dénier à ces réfugiés la qualité de « peuple palestinien », et de les considérer comme des Arabes pouvant habiter n'importe quel pays de la région²⁴⁰, leur contestant ainsi tout droit de retour sur leurs terres.

Les Palestiniens, qui ont émigré en groupe, avec leur village, reconstituent leur communauté dans leur terre d'accueil. Entre les divers camps, des liens et des réseaux sont établis, assurant la pérennité de leur conscience nationale²⁴¹. C'est dans ces camps que se constituent les premières organisations de résistance palestinienne, bien qu'avant 1968, elles demeurent numériquement faibles et peu organisées²⁴². Pour cette raison, on ne peut véritablement parler de nationalisme ou de mouvement national en Palestine pour la période qui nous préoccupe. La résistance, en effet, se limite à quelques raids contre Israël, et le mouvement n'a pas suffisamment d'envergure pour intéresser véritablement la presse de la gauche française, d'autant plus que l'intérêt de celle-ci pour le Moyen-Orient

²³⁸ Sanbar. *op. cit.*, p. 202.

²³⁹ Amos. *op. cit.*, p. 13.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 14.

²⁴¹ Sanbar. *op. cit.*, p. 211.

²⁴² Amos. *op. cit.*, p. 33.

s'amenuise considérablement après la crise de Suez. Toutefois, diverses interrogations relatives à la question nationale palestinienne peuvent être retenues. Par exemple, que pensent les socialistes et les communistes français de ces centaines de milliers de réfugiés massés aux frontières de l'État d'Israël? Ont-ils le droit de revenir en Palestine? La réponse à cette question dépend en partie de celle donnée à une autre : pourquoi ces gens sont-ils partis? Exode à l'appel des dirigeants arabes ou expulsion de la part des sionistes? Comment sont décrites ces populations? Une population misérable qui a perdu sa patrie ou alors un nid de terroristes antisémites? Lorsque des conflits opposent Israël à ses voisins arabes, qui est l'agresseur, et qui est la victime?

Le Populaire

Les socialistes français, durant les années qui suivent la création d'Israël, continuent de montrer des dispositions très hostiles au nationalisme arabe, et très favorables au sionisme. En fait, cet appui est tellement marqué qu'ils s'émeuvent davantage d'un nationalisme arabe qui s'oppose au sionisme que d'un nationalisme qui, en Afrique du Nord, s'oppose à la France. Israël, en effet, demeure le protégé de la SFIO. Au cours des années, son évolution est suivie avec attention, et les rédacteurs du *Populaire* s'émerveillent devant cette construction. De « ce petit État, est en train de naître une véritable grande nation, sinon par les dimensions, du moins pour l'âme », affirme Fernand Caussy en 1954²⁴³. D'autant plus que les sionistes n'ont aucun reproche à se faire quant aux événements qui ont ponctué leur courte histoire. Ils veulent la paix, affirme Jean Deshayes quelques années plus tard, et ont toujours souhaité coopérer avec les Arabes. Puisque Israël est désormais « un élément vivant et irréductible »²⁴⁴, toute opposition à son existence est vaine

Par conséquent, on comprendra que les pays arabes qui continuent à chercher querelle à l'État juif ne reçoivent pas d'éloges de la part de la SFIO. Les comparaisons effectuées sont peu flatteuses, Claude Fuzier affirmant sans ambages que « les États qui entourent Israël n'ont jamais accepté la résurrection de ce peuple revenu du fond des âges,

²⁴³ *Le Populaire*, 5 janvier 1954.

²⁴⁴ *Ibid.*, 27 février 1957.

pas plus que l'Allemagne nazie n'avait accepté la Pologne indépendante »²⁴⁵. Les griefs des pays arabes envers le jeune État ne peuvent donc s'expliquer que comme les revendications jalouses de pays au « régime presque féodal » face à une « civilisation d'un niveau plus élevé de développement ». Israël, explique Jean Deshayes, « est la mauvaise conscience de ces pays où gouvernants et gouvernés continuent à attaquer l'Occident comme s'il était encore responsable du lamentable état de leurs affaires intérieures ! Pour ces nations - qui ont eu pourtant depuis plusieurs années l'occasion de s'administrer de façon intelligente et de faire table rase de l'héritage impérialiste, mais où règnent le népotisme et l'inefficience - leur seule supériorité sur Israël est celle du nombre »²⁴⁶.

Les réfugiés palestiniens, quant à eux, sont perçus avec un mélange de pitié et de mépris. Leur départ, faut-il le préciser de nouveau, n'implique aucune responsabilité de la part des sionistes, dans les pages du quotidien socialiste. En 1948, explique Fernand Caussy, « les États arabes invitèrent les Arabes de Palestine à quitter le pays, leur promettant gîte et assistance jusqu'à la fin victorieuse de la guerre »²⁴⁷. Ils sont partis rapidement, puisqu' « on leur avait fait croire que leur absence de leurs foyers ne serait que très provisoire »²⁴⁸. Cette population semble toutefois constituer pour les socialistes un problème encombrant, parce qu'elle commence à ruer dans les brancards pour retrouver ce qui lui a été enlevé par Israël, et qu'il est difficile de ne pas lui donner raison.

Le Populaire la dépeint donc comme un groupe facile à manipuler. Citant la revue *Renaissance*, le quotidien socialiste décrit les Palestiniens comme « une masse déracinée, désaxée, troublée, ne sachant pas qui accuser de ses souffrances, proie facile pour des agitateurs »²⁴⁹. Ainsi, pour ces réfugiés, « le moindre prétexte est bon pour provoquer des émeutes »²⁵⁰. L'impression est ainsi laissée que les Palestiniens se lamentent pour des broutilles. Parmi leurs revendications, les socialistes choisissent de diffuser celles qui accentuent l'impression d'un clivage entre les juifs, de culture européenne, donc « civilisés », et les Arabes, aux coutumes machistes et religieuses. Ainsi, ces gens, qui

²⁴⁵ *Ibid.*, 18 mars 1957.

²⁴⁶ *Ibid.*, 27 février 1957.

²⁴⁷ *Ibid.*, 5 janvier 1954.

²⁴⁸ *Ibid.*, 23 octobre 1957.

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ *Ibid.*, 13-14 avril 1957.

« sont inassimilables et constituent une masse de mécontents, (...) se plaignent d'être désavantagés dans les questions de propriété et d'utilisation du sol, dans les écoles primaires, où filles et garçons sont mélangés, ce qui est contraire à la loi musulmane, dans l'absence d'écoles secondaires arabes »²⁵¹. Leurs exigences paraissent d'autant plus superficielles que leur situation ne semble pas si désespérée. En effet, les réfugiés palestiniens reçoivent 1600 calories par jour, et davantage pour les enfants, les femmes enceintes et les nourrices. L'UNRWA fournit de plus divers services, comme l'accès à des cliniques, à la vaccination, à des écoles... « Dans des pays où la sous-alimentation est le triste lot des masses, constate Jean-Jacques Marzorati, on conçoit que le sort d'un réfugié palestinien – aussi tristement paradoxal que ce soit – puisse être enviable! »²⁵². Quant aux fedayin qui constituent les prémices du mouvement de résistance palestinien, il va de soi qu'il s'agit d'« assassins » dont les revendications ne méritent pas le moins du monde qu'on s'y attarde²⁵³.

Quant aux solutions à envisager pour régler le sort de cette population, les socialistes ne rivalisent pas d'imagination. Après avoir jugé que les dirigeants arabes étaient seuls responsables de leur migration, il est difficile pour *Le Populaire* d'attribuer à Israël la responsabilité de réintégrer les habitants de la Palestine dans leurs foyers. Il s'agit d'un rapatriement, soutient Fernand Caussy, « qu'Israël ne peut accepter attendu qu'il bouleverserait la structure du nouvel État ». Puisqu'il est hors de question que les réfugiés retournent dans leurs terres, le journal socialiste fait état de négociations concernant un dédommagement en argent. Comme Israël a proposé 300 millions\$, les Palestiniens ont exigé près de 15 milliards\$. « Pareille demande ne peut rationnellement pas être prise pour base de discussion »²⁵⁴. Les Palestiniens sont donc de mauvaise foi, et ne désirent pas vraiment entamer des négociations avec Israël. Le concept de retour est totalement exclu par les socialistes, puisqu'il exigerait l'expulsion des juifs des terres conquises en 1948. « L'idée du retour [n'est] qu'un slogan vide qui n'est pas destiné à apporter une solution mais plutôt à empêcher toute solution », lit-on dans le quotidien de la SFIO. Il s'agit d'un

²⁵¹ *Ibid.*, 5 janvier 1954.

²⁵² *Ibid.*, 23 octobre 1957.

²⁵³ *Ibid.*, 14 décembre 1956.

²⁵⁴ *Ibid.*, 17 mai 1956.

pur « slogan nazi »²⁵⁵.

L'Humanité

L'appui soviétique à la création d'Israël n'a été que ponctuel. L'URSS, en effet, croyait que le nouvel État, en raison du fait que plusieurs sionistes avaient côtoyé des partis communistes en Europe de l'Est, pourrait représenter une porte d'entrée pour l'influence soviétique au Moyen-Orient. C'est ce qui explique la rapide reconnaissance d'Israël par les Russes, et en conséquence, l'appui du PCF à la constitution de l'État juif. Cependant, Israël n'a pas adopté les positions anti-occidentales espérées par les Soviétiques, et ces derniers n'ont réussi qu'à s'aliéner les pays arabes du Moyen-Orient qui ont tôt fait d'assimiler communisme et sionisme²⁵⁶. L'État hébreu ayant basculé vers le camp américain, les communistes reviennent donc sur leurs positions de 1948, et associent Israël au capitalisme et au camp impérialiste, en prenant aussi, comme nous l'avons vu, le parti des nationalistes en Égypte. *L'Humanité*, en faisant sienne la politique soviétique, est résolument à contre-courant du reste de la France, qui continue d'appuyer inconditionnellement Israël contre les pays arabes.

Pour le PCF, Israël devient donc rapidement un ennemi impérialiste au cœur du Moyen-Orient. Son existence n'est pas remise en question, toutefois sa pureté originelle est mise en doute. « Non, assure Yves Moreau, Israël n'est point ce « petit État socialiste faisant front aux féodaux arabes » dont on nous parlait à l'époque de l'agression contre l'Égypte, pour essayer de nous faire approuver l'aventure »²⁵⁷. Israël est désormais considéré comme un « bastion stratégique » et une « colonie américaine »²⁵⁸, ainsi qu'une base d'agression contre l'URSS²⁵⁹.

Ce changement d'attitude touche aussi les réfugiés palestiniens et les États arabes avoisinants. Bien que ces derniers soient toujours perçus comme des « États féodaux évoluant vers le capitalisme », l'Égypte reçoit, comme nous l'avons vu, l'appui des

²⁵⁵ *Ibid.*, 2 décembre 1957.

²⁵⁶ Carrère-d'Encausse. *op. cit.*, pp. 13-14.

²⁵⁷ *L'Humanité*, 20 juin 1957.

²⁵⁸ *Ibid.*, 22 décembre 1952.

²⁵⁹ *Ibid.*, 3 novembre 1952.

communistes français à partir de 1955²⁶⁰. Dans le conflit qui oppose Israël à l'Égypte au moment de la crise de Suez et de l'occupation de Gaza par l'État juif, c'est maintenant ce dernier qui est considéré comme l'agresseur et l'envahisseur. « Israël attaque l'Égypte »²⁶¹, titre *L'Humanité* en octobre 1956. La présence israélienne à Gaza n'est pas davantage considérée comme légitime : « En violation des décisions de l'ONU, Israël refuse de rendre à l'Égypte la zone de Gaza »²⁶², lit-on deux mois plus tard.

Quant aux Palestiniens qui sont demeurés en territoire israélien, leur sort n'est guère enviable, si on en croit le quotidien communiste. L'État hébreu est accusé de « racisme antiarabe ». La population arabe vit dans la misère et la famine, et est victime de persécutions qui sont comparées à de « véritables pogroms ». Appuyé en ce sens par les Américains, le gouvernement de Ben Gourion se livre envers les Arabes à une « politique de persécutions, de terreur et d'excitation à la haine raciale »²⁶³.

En ce qui concerne les réfugiés palestiniens, les communistes français décrivent leur départ sans trop donner de précisions. Alors qu'en 1948, ils avaient accusé les sionistes d'avoir profité de l'exode, pour ensuite incriminer les dirigeants arabes, en 1955, ils demeurent dans le vague : en 1948, lit-on dans *L'Humanité*, « les Arabes palestiniens sont chassés ou fuient Israël »²⁶⁴. Les deux éventualités sont donc évoquées sans que le PCF n'ait à prendre position. La thèse voulant que les leaders arabes aient exhorté les Palestiniens à quitter leurs foyers ne semble toutefois plus retenue, comme elle l'est par les socialistes français. Leur critique d'Israël n'incite pas, cependant, les communistes à approuver les raids palestiniens en provenance des camps de réfugiés. La question n'est pas traitée en détail par le PCF. Toutefois, lorsqu'en avril 1957, l'Égypte annonce qu'elle s'opposera aux raids des fedayin dans le territoire israélien, ce geste est perçu par *L'Humanité* comme une « preuve de bonne volonté de l'Égypte »²⁶⁵. Il ne semble donc pas que les actes d'opposition des réfugiés palestiniens soient acceptés par les communistes.

²⁶⁰ *Ibid.*, 12 novembre 1955.

²⁶¹ *Ibid.*, 30 octobre 1956.

²⁶² *Ibid.*, 20 décembre 1956.

²⁶³ *Ibid.*, 12 août 1952.

²⁶⁴ *Ibid.*, 12 novembre 1955.

²⁶⁵ *Ibid.*, 3 avril 1957.

Leur droit au retour, en revanche, est reconnu. Yves Moreau est en effet d'avis que « l'État d'Israël doit cesser de bafouer le droit naturel de centaines de milliers de réfugiés qui ont été chassés de Palestine, et qui doivent pouvoir retourner librement dans leur patrie et s'y réinstaller ». Quant aux Arabes qui résident toujours sur le territoire israélien, ils devraient pouvoir décider de leur sort, ce qui peut impliquer la création de leur propre État : « une solution pacifique du problème de Palestine implique la reconnaissance du droit de libre disposition – y compris le droit à la séparation – aux Arabes de ce pays »²⁶⁶.

CONCLUSION

Après 1952, les deux quotidiens de gauche adoptent des attitudes franchement antagonistes lorsqu'il est question de se prononcer sur le nationalisme arabe au Moyen-Orient. En fait, seule la révolution égyptienne, durant ses premières années, arrive à faire quelque peu l'unanimité des socialistes et des communistes, puisque tous deux s'en méfient. Toutefois, à partir du virage vers l'Est de Nasser, le PCF adhère sans conteste à son nouveau régime et l'appuie, malgré le problème posé par la persécution des communistes égyptiens. Par conséquent, la nationalisation du canal de Suez est approuvée sans hésitation par *L'Humanité*, et ce à l'encontre de l'opinion des toutes les autres formations politiques françaises, y compris les socialistes. Ceux-ci, en effet, s'opposent à Nasser de façon plus franche à partir de son accord d'armement avec la Tchécoslovaquie. Le dirigeant égyptien est alors qualifié de dictateur, voire de fasciste, et son entreprise à Suez justifie sans aucun doute l'agression tripartite à laquelle participe la France contre l'Égypte.

En ce qui concerne les suites du problème palestinien, le contraste entre les deux partis demeure sensible. La SFIO continue d'appuyer inconditionnellement l'État hébreu. Par conséquent, les réfugiés palestiniens sont perçus comme un groupe de contestataires dont les revendications sont exagérées. Les États arabes, comme avant 1952, sont toujours des féodaux, jaloux de l'œuvre grandiose accomplie par Israël. Les communistes, par contre, comme pour la question égyptienne, s'opposent aux socialistes

²⁶⁶ *Ibid.*, 20 juin 1957.

et au reste de la France. Israël est désormais un ennemi impérialiste dans la région, et les réfugiés palestiniens, bien qu'on ne leur reconnaisse pas vraiment le droit d'exprimer leur résistance par des moyens armés, ont le droit de retourner sur leurs terres.

Conclusion générale

Tunisie, Maroc et Algérie : la fin de l'Empire français

Les premiers nationalismes arabes à recevoir l'approbation des partis socialiste et communiste français sont ceux de Tunisie et du Maroc. Cela est attribuable à plusieurs facteurs. D'abord, le sort de ces deux régions n'a pas le même poids, pour l'opinion française, que celui de l'Algérie. En outre, l'enlèvement de l'armée française en Indochine commence sans doute à faire germer l'idée que l'Empire français devra peut-être se départir de certains territoires.

L'adhésion à ces nationalismes est néanmoins un processus lent. Jusqu'à 1950, ni les socialistes, ni les communistes n'acceptent l'éventualité d'une indépendance des protectorats français. Les partis de la gauche française considèrent que les mouvements d'opposition à la France ne sont pas légitimes puisqu'ils leur semblent soumis à des influences extérieures. Chez les socialistes, l'islam et la formation d'un syndicalisme musulman n'ont rien pour rassurer quant aux intentions des nationalistes, tandis que, s'ils rejettent généralement la responsabilité des troubles sur les « grands colons », les communistes commencent néanmoins par assimiler les nationalistes à des collaborateurs fascistes.

Après 1950, toutefois, l'écart entre l'opinion des deux partis se creuse quelque peu, du moins en ce qui concerne le Maroc. La SFIO, pour sa part, demeure prudente. *Le Populaire* évite de se prononcer nettement sur le mouvement nationaliste; les rédacteurs comprennent les raisons qui poussent une partie de la population marocaine à se révolter contre la présence française, mais ils ont du mal à se prononcer pour autant en faveur de l'indépendance, notamment à cause de la violence pratiquée par certaines factions du mouvement. Les socialistes changent donc d'avis très lentement à ce sujet. Les communistes, par contre, malgré quelques hésitations, choisissent, surtout après 1953, d'appuyer le mouvement nationaliste marocain, sa revendication indépendantiste, et même de légitimer l'usage de méthodes violentes.

En ce qui concerne la Tunisie, cependant, les deux partis adoptent très rapidement une ligne commune. En effet, les socialistes semblent particulièrement apprécier le

leadership de Bourguiba au sein du nationalisme tunisien; ils considèrent celui-ci comme un modéré, et craignent davantage, en fait, le radicalisme des fellagha. Cette situation les incite à adhérer rapidement aux revendications portées par le Néo-Destour. Quant au PCF, il approuve le projet d'indépendance tunisienne, et tente de récupérer le crédit de cette lutte en laissant croire que le PCT occupe une place de choix au sein du mouvement, ce qui est inexact. Pour les communistes, la violence utilisée par les fellagha est justifiée, d'autant plus que le parti de Bourguiba, lorsqu'il signe l'autonomie interne en 1955, est jugé trop complaisant vis-à-vis des autorités colonialistes.

Quant au nationalisme algérien, il a le grave défaut de remettre en question l'existence du joyau de l'Empire français, soit sa plus importante colonie de peuplement. Même pour les partis de gauche, reconnaître la légitimité de ce mouvement est pénible et équivaut presque à de l'anti-patriotisme. Les socialistes et les communistes mettent par conséquent davantage de temps à adhérer à la thèse de l'indépendance algérienne.

Jusqu'au début de la guerre, en 1954, il est clair que ni l'un ni l'autre des deux partis n'est prêt à franchir ce pas. Les socialistes, plus réformistes que révolutionnaires, critiquent sévèrement les nationalistes du MTLD, les accusant de vouloir jeter les Français hors d'Algérie, mais ils laissent, cependant, une porte ouverte aux revendications jugées plus modérées de Ferhat Abbas. Quant aux communistes, après avoir condamné sévèrement les émeutes qui éclatent à Sétif en mai 1945 et avoir assimilé les nationalistes aux fascistes, ils tentent de revenir sur leurs pas et de se rapprocher du mouvement nationaliste algérien. Toutefois les revendications du PPA-MTLD demeurent beaucoup trop éloignées des prises de positions du PCF, qui cherche toujours à maintenir l'Algérie au sein de l'Union française.

Lorsque la guerre d'Algérie éclate, les socialistes réitèrent leur désapprobation du nationalisme. La nation algérienne et le droit à l'indépendance continuent d'être niés, d'autant plus que le FLN est perçu comme un repaire de bandits, dont les ressorts sont extérieurs à l'Algérie et les méthodes se limitent aux massacres, et qui n'a, de surcroît, aucune prise sur la population. À partir de 1960-1961, toutefois, alors que le gouvernement français entame des négociations avec le parti nationaliste, la SFIO modifie elle aussi sa perception du FLN, et commence à approuver les pourparlers, puis l'indépendance de l'Algérie.

Quant aux communistes, ils hésitent encore, en 1954, à accorder leur soutien au FLN, et semblent éprouver un certain malaise face à la suprématie de cette formation sur le mouvement nationaliste, au détriment du PCA. Le PCF, prisonnier de la thèse de la nation en formation élaborée par Maurice Thorez, met un certain temps à reconnaître l'existence d'une nation spécifiquement algérienne. Cependant, mis au pied du mur par leurs homologues algériens, les communistes français acceptent l'idée de l'indépendance algérienne en 1957 et, bien qu'ils continuent de manifester un certain embarras vis-à-vis de l'usage de la violence par le FLN, ils se rangent néanmoins du côté des nationalistes algériens jusqu'à la fin de la guerre. Après la signature des accords d'Evian, ni les communistes, ni les socialistes ne relèvent le sort réservé aux harkis par l'ALN.

LA GAUCHE ET L'ANTICOLONIALISME

L'observation de l'attitude de la gauche française à l'égard des nationalismes maghrébins durant les années d'après-guerre nous amène à remettre en question notre perception traditionnelle de ces partis. En effet, on accepte aisément, aujourd'hui, l'équation entre l'anticolonialisme et la gauche. Il est vrai que dans les décennies qui ont suivi la guerre d'Algérie, la France a pu de nouveau, la tête haute, se présenter comme la nation qui porte le flambeau de la démocratie. Les partisans de la gauche française se sont alors convertis; ils se sont identifiés aux luttes nationalistes du Maghreb, et ont développé un fort sentiment de culpabilité, comme Français, envers les peuples conquis¹. Chez les socialistes et les communistes, des efforts ont depuis été déployés pour comprendre davantage l'*autre* arabo-musulman en se débarrassant des préjugés européocentristes. Il est véridique également que les premiers mouvements anticolonialistes, au XX^e siècle, ont émergé au sein de la gauche², et que les communistes, puis les socialistes, ont reconnu le fait national nord-africain avant les autres tendances politiques. En ce qui concerne la question palestinienne, on ne peut nier que la gauche d'aujourd'hui a pris du recul face à Israël et est davantage encline à soutenir la création d'un État palestinien. On doit

¹ Georges Oved, *La gauche française et le nationalisme marocain (1905-1955)*, tome 2, Paris, L'Harmattan, 1984, p. 353.

comprendre toutefois que cette attitude est relativement récente. Il convient donc de signaler ce malaise propre à une tendance idéologique qui est coincée entre, d'une part, son idée des droits humains, ce qui suppose de les défendre ET de les propager, et, d'autre part, la répression et la violence qui sont inévitablement engendrées par la colonisation. Albert Memmi explique d'ailleurs avec justesse la situation du colonisateur de gauche comme une « situation historique impossible » :

Le colonisateur de droite est cohérent quand il exige le *statu quo* colonial, ou même quand il réclame cyniquement encore plus de privilèges, encore plus de droits ; il défend ses intérêts et son mode de vie, il peut mettre en œuvre des forces énormes pour appuyer ses exigences. (...) Le colonisateur de gauche se refuse à faire partie du groupe de ses compatriotes ; en même temps il lui est impossible de faire coïncider son destin avec celui du colonisé... Sa situation actuelle est formellement inacceptable par l'idéologie du colonisateur de gauche et, si cette idéologie triomphait, elle mettrait en question son existence même...³

La gauche, face à la question coloniale, est donc restée longtemps pétrie de contradictions. Elle a mis de nombreuses années avant de reconnaître véritablement le droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes, et à cesser de confondre civilisation avec francisation ou européanisation. Le choix de l'assimilationnisme par les partis de la gauche comme solution aux problèmes nord-africains, et ce pendant plusieurs décennies, en est un exemple patent. Les Algériens, et éventuellement les Tunisiens et les Marocains, devaient, un jour, devenir français, adopter la culture, la langue et la citoyenneté françaises, et se débarrasser de leur propre culture, fondamentalement rétrograde. Il s'agit d'une politique qui est forcément inéquitable. « Il ne s'agissait que d'une démarche à sens unique : tendre à faire ressembler « l'indigène » au Français, alors qu'en retour, celui-ci, en Afrique du Nord, n'avait nul besoin, par exemple, d'acquérir la culture et la langue

² Cf. Benjamin Stora, « La gauche socialiste, révolutionnaire, et la question du Maghreb au moment du Front populaire (1935-1938) », *Revue française d'histoire d'Outre-Mer*, vol LXX, nos 258- 259, 1983, pp. 57-79..

³ Albert Memmi, *Portrait du colonisé*, Paris, J-J. Pauvert, 1970, pp. 97-00, cité dans Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie (1920-1962)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976, p. 262.

arabes pour être l'égal de cet indigène « francisé », « assimilé », donc idéal »⁴. En outre, la prépondérance de la religion musulmane dans l'identité des Nord-Africains gêne les partisans de la gauche française, au point que ceux-ci mettent de côté leur réflexe laïc et tolèrent une part d'évangélisation au sein de la société maghrébine, comme un moindre mal par rapport à l'islam. La religion chrétienne est connue et l'on peut s'en accommoder. Cependant l'islam représente, depuis Voltaire, le fanatisme. Les Français seraient historiquement hostiles à cette religion, et ceux de la gauche échappent rarement à cette généralisation⁵. Pour des raisons religieuses, donc, mais surtout philosophiques et politiques, modernisation est synonyme, à leurs yeux, d'euphémisation.

On constate néanmoins, à la lumière de cette recherche, que les communistes devancent généralement les socialistes dans leur reconnaissance des mouvements nationalistes nord-africains. Les socialistes, en effet, cherchent à satisfaire les exigences d'égalité et de prospérité de la population algérienne en espérant ainsi calmer la violence des nationalistes, mais ne s'identifient pas pour autant à la thèse indépendantiste. Quant aux communistes, s'ils refusent les indépendances des colonies durant les premières années, leur éloignement du pouvoir en France, qui leur permet un plus grand radicalisme, mais aussi les pressions effectuées par l'URSS et les partis communistes locaux du Maghreb, les incitent à changer plus rapidement leur fusil d'épaule.

Le Moyen-Orient : zone de tension

Les nationalismes qui se développent au Moyen-Orient ne suscitent pas le même type de réactions que ceux qui, au Maghreb, s'opposent à la présence française. Ils ne réagissent pas directement à une occupation française, et devraient, par conséquent, éveiller moins d'animosité dans l'opinion publique française. D'autres facteurs contribuent néanmoins à les rendre menaçants aux yeux de la gauche française. Le sionisme, par exemple, soutenu par bon nombre de Français après la Deuxième Guerre mondiale, est l'un d'entre eux, tout comme les intérêts économiques et culturels importants de la France au Moyen-Orient.

⁴ Ahmed Koulakssis. *Le Parti socialiste et l'Afrique du Nord, de Jaurès à Blum*, Paris, Armand Colin, 1991. p. 294.

⁵ Oved. *op. cit.*, p. 350.

Ainsi, le partage de la Palestine par l'ONU reçoit l'aval des deux partis de la gauche française, en raison de l'appui inconditionnel réservé au mouvement sioniste par les socialistes et les communistes. Par conséquent, les Arabes de Palestine ne se voient reconnaître aucune légitimité dans leur lutte contre l'occupation israélienne, et les gouvernements des pays voisins ne sont considérés que comme des envahisseurs aux intentions expansionnistes. Chez les socialistes, cette opinion perdure tout au long de la période étudiée, et aucun droit de retour ne sera reconnu aux réfugiés palestiniens. Chez les communistes, par contre, ce point de vue, émis durant la guerre de 1948, se transforme dans les années qui suivent l'armistice, et le PCF, en accord avec Moscou, choisit de miser davantage sur les Arabes de la région, et notamment sur l'Égypte. Ainsi, selon les communistes français, les réfugiés palestiniens ont le droit de retourner dans leurs terres, toutefois aucune remise en question de la légitimité de l'État juif n'est évoquée.

En ce qui concerne l'Égypte, les socialistes, s'ils manifestent une certaine sympathie pour le Wafd avant 1951, s'opposent clairement à la résistance anti-britannique qui se développe dans les rues des villes égyptiennes à cette époque. Ils la jugent raciste et fanatique, et tiennent le Wafd partiellement responsable du déchaînement de la violence au Caire. Lorsque les Officiers libres s'emparent du pouvoir, la SFIO, après quelques tergiversations, finit par se prononcer contre ce nouveau régime, surtout après que Nasser eût amorcé un rapprochement avec le bloc soviétique. Le président égyptien est alors dépeint comme un nouvel Hitler dont les aspirations sont dangereuses pour l'équilibre mondial. La nationalisation du canal de Suez, perçue comme une atteinte aux intérêts français et à la paix, est condamnée par les socialistes français.

Les communistes français, en raison de leur allégeance à Moscou, adoptent une tout autre attitude. Ils approuvent le nationalisme qui réclame le départ des Britanniques d'Égypte, étant donné que ceux-ci sont associés à l'impérialisme américain. Lorsque le régime des Officiers libres est établi, Néguib, puis Nasser, sont perçus avec appréhension par *L'Humanité*, situation qui change rapidement lorsque le président égyptien achète des armes à la Tchécoslovaquie. L'Égypte devient alors une alliée qui lutte contre l'impérialisme, qu'il faut soutenir lorsqu'elle nationalise le canal de Suez, et qui ne s'attire que quelques reproches, presque amicaux, lorsqu'elle persécute ses propres communistes.

LA GAUCHE FRANÇAISE ET LE MOYEN-ORIENT

Le chapitre sur la perception du nationalisme arabe, au Moyen-Orient, par la gauche française, nous amène également à émettre quelques observations. Tout d'abord, on ne peut que constater l'importance du soutien au sionisme, lors de la guerre de 1948, par la gauche en général, mais surtout par les socialistes. Chez ces derniers, cet appui est sans doute ancré plus profondément, puisqu'il n'est pas soumis aux aléas de l'opinion de Moscou, comme c'est le cas des communistes. Dans la SFIO, en fait, les relations avec les sionistes, puis l'État d'Israël, sont si étroites, qu'aucune remise en question de son existence ou de sa légitimité n'est permise.

Pourtant, si on compare la situation palestinienne avec celle qui prévaut en Afrique du Nord, on remarque, non sans un certain étonnement, que les socialistes sont, avec le temps, relativement ouverts à une bonne part des revendications des nationalistes maghrébins. *Le Populaire*, par exemple, exige du gouvernement français qu'il prenne des mesures concrètes pour élever le niveau de vie des populations arabes d'Afrique du Nord et pour mettre fin aux injustices les plus criantes. Il cherche, au moins, à apaiser les nationalistes par des réformes qui répondent à leurs demandes immédiates. Mais le nationalisme anti-israélien, lui, est nettement désapprouvé par le journal socialiste. La condamnation, par la SFIO, de toute opposition arabe à Israël, est sans appel. Il semble donc que l'alliance entre les socialistes français et les Israéliens soit très importante, puisque *Le Populaire* est plus favorable à un nationalisme qui est ouvertement anti-français qu'à un nationalisme qui est simplement anti-israélien.

Ce soutien, inséré dans son contexte historique et international, se révèle un facteur déterminant, non seulement au niveau de la prise de position de la SFIO par rapport au nationalisme arabe de la région, mais également en regard de l'attitude de l'opinion publique occidentale vis-à-vis du sort réservé à des centaines de milliers d'Arabes qui, chassés de leurs terres, se sont vus refuser jusqu'à maintenant le droit à un État palestinien. Cet aveuglement, non seulement de la gauche, mais également de la plupart des mouvements politiques, en Europe, a contribué à faire de la question palestinienne un problème qui s'est considérablement aggravé depuis 1945.

On constate néanmoins que les communistes français, pour leur part, changent d'attitude du tout au tout, et ce en quelques années, en appuyant non seulement le régime

de Nasser, en Égypte, mais également l'opposition arabe à Israël. Il faut comprendre, bien sûr, que le PCF, surtout en ce qui concerne les questions ne relevant pas directement de la France, est presque entièrement subordonné à l'Union soviétique. Dans un premier temps, les communistes, espérant que l'État juif devienne un îlot socialiste au sein du Moyen-Orient, et percevant les Arabes comme des instruments aux mains des Anglo-Britanniques⁶, apportent leur soutien au sionisme et à Israël. Mais la tournure que prennent les événements les oblige à modifier leur attitude. Il s'avère qu'Israël, après la guerre de 1948, cherche plutôt à normaliser ses rapports avec la Grande-Bretagne, tandis que le soutien apporté au sionisme par la communauté juive américaine renforce les relations entre l'État hébreu et les États-Unis. En outre, les appels d'Israël invitant les juifs d'URSS à émigrer vers la Palestine achèvent de dissuader Staline d'appuyer les sionistes⁷. Cette situation amène les communistes français, à l'instar des Soviétiques, à rechercher davantage l'amitié des pays arabes après l'armistice de 1949. Cela incite à croire que le conflit en Palestine n'a été abordé par le PCF que par rapport aux prises de position adoptées par l'URSS, plutôt qu'à de réelles considérations sur le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même.

Limites et portée de ce mémoire

Le sujet de cette recherche, aussi large qu'il puisse paraître, laisse dans l'ombre nombre de points qu'il conviendrait d'éclaircir davantage. La période étudiée, par exemple, aurait tout intérêt à être étendue, puisque le nationalisme arabe, au Moyen-Orient, se développe de façon beaucoup plus spectaculaire à partir des années 1960. Le foisonnement des formations nationalistes, dans la région, et le développement organisé de la résistance palestinienne, en témoignent. Il serait fort pertinent de poursuivre la réflexion en ce qui concerne cette décennie, afin d'éclaircir comment la gauche française a pu se positionner devant ces nouvelles données. De plus, la limite de cette recherche aux journaux de la gauche prend pour postulat que nous connaissons bien quelle a été la

⁶ Ali Mahafzah, « La France et le mouvement nationaliste arabe de 1914 et 1950 », *Relations internationales*, no 19, automne 1979, pp. 310-311.

⁷ Hélène Carrère-d'Encausse, *La politique soviétique au Moyen-Orient, 1955-1975*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975, p. 14.

perception de la droite française à l'égard des mêmes problèmes. Or, cette question mériterait également qu'on s'y attarde, afin que la comparaison entre les diverses branches politiques françaises soit véritablement satisfaisante.

Néanmoins, ce mémoire se veut une réflexion générale sur le rôle de la gauche vis-à-vis des problèmes internationaux. Cette recherche nous montre clairement que les partisans de la gauche, qui peuvent se croire pénétrés des droits humains et de principes de justice, ne sont pas pour autant à l'abri de l'ethnocentrisme, ni de l'établissement de jugements sommaires, parfois racistes, lorsqu'il est question de se prononcer sur des problèmes qui dépassent les frontières de leur propre civilisation. Ils risquent, tout autant que la droite, de faire preuve de myopie idéologique, ou alors d'être subordonnés à des intérêts plus puissants. Les socialistes, par exemple, ont été aveuglés par leur volonté de régler le problème juif, propre à l'Europe, au point de ne pas voir le drame qu'a pu représenter la création de l'État d'Israël pour la population palestinienne. Leur vision des événements, imprégnée par un problème - l'antisémitisme et le sort réservé aux juifs d'Europe - qui appartient à leur propre civilisation, est incomplète, ce qui les a empêchés de concevoir que de l'autre côté de la Méditerranée, les choses pouvaient être vues différemment. Quant au PCF, son assujettissement aux intérêts de Moscou, à cette époque, en a fait une formation dépourvue d'autonomie dont on peut croire que les prises de positions étaient purement circonstancielles.

Ce mémoire révèle également que la gauche demeure souvent désarmée devant le concept de nation. Socialistes et communistes sont généralement habitués de percevoir le monde à travers le prisme de la lutte des classes. L'union des travailleurs du monde entier exige de passer par-dessus les questions nationales. Dans ce contexte, les considérations ethniques, culturelles et religieuses introduites par le concept de nation paraissent étriquées et sectaires. Or, celles-ci révèlent souvent l'oppression d'une nation par une autre, et ce, souvent au nom de principes qui sont présentés comme universels, mais qui émanent en réalité de la culture politique européenne. Que faire avec des populations étrangères qui préconisent un ralliement sous leur propre drapeau ou, pire, sous l'étendard d'une religion, et ce au détriment de l'union de leurs prolétaires avec ceux d'Europe? Socialistes et communistes, persuadés qu'ils sont porteurs de justice, et croyant être accueillis à bras ouverts par les peuples conquis, sont facilement déstabilisés par cette

opposition imprévue. Pourtant, précisons-le, le nationalisme français n'est jamais remis en cause par ces mêmes partis qui déplorent l'exaltation patriotique des peuples d'outre-mer.

En ce qui concerne le colonialisme français au Maghreb, on constate que la gauche française n'a généralement changé d'attitude par rapport aux nationalismes que lorsqu'elle y fut poussée par les circonstances. L'opposition à la tutelle française sur des territoires extérieurs n'a pas fait l'objet d'une prise de position spontanée, ni par la SFIO, ni par le PCF. C'est uniquement mis au pied du mur par les nationalistes des pays conquis que ces partis ont modifié leur attitude et ont finalement défendu le droit à l'indépendance de ces populations. Ils n'ont pas su, de leur propre initiative, remettre en cause les postulats de leur propre pays et appliquer à d'autres contrées les principes du droit des peuples à l'autodétermination. Ainsi, cette recherche nous révèle par-dessus tout que la gauche doit demeurer vigilante ; elle est toujours susceptible de vouloir imposer ses valeurs dans d'autres régions du globe, au détriment, parfois, de tout respect pour les cultures locales. Elle a maintes fois oublié qu'on n'apportait pas le développement et le progrès de l'extérieur, en soumettant et en humiliant les populations qu'on prétend libérer. Tant de crimes ont été commis au nom de la civilisation ou de la démocratisation, qu'il faut encore, au XXI^e siècle, se méfier de ce qui ne s'appelle plus colonialisme, mais qui peut parfois, sous couvert de diffusion des valeurs de liberté, mener à la domination d'une région par une autre.

Bibliographie

Sources

L'Humanité, 1945-1962.

Le Populaire, 1945-1962.

Monographies

Ageron, Charles-Robert *et al.* *L'Algérie des Français*. Paris, Édition du Seuil, 1993. 371 p.

Amos, John W. *Palestinian Resistance. Organization of a Nationalist Movement*. New York, Pergamon Press, 1980. 471 p.

Bellanger, Claude, *Histoire générale de la presse française, vol. 4 et 5*, Paris, Presses universitaires de France, 1969.

Bensimon-Donath, Doris. *Les Juifs de France et leurs relations avec Israël : 1945-1988*, Paris, L'Harmattan, 1989. 285 p.

Berque, Jacques. *L'Égypte, impérialisme et révolution*. Paris, Gallimard, 1967. 746 p.

Bessis, Sophie et Souhayr Belhassen. *Bourguiba. À la conquête d'un destin (1901-1957)*. Paris, Jeune Afrique Livres, 1988. 189 p.

Botman, Selma. *Egypt from Independence to Revolution 1919-1952*. Syracuse, Syracuse University Press, 1991. 170 p.

Carré, Olivier. *Le nationalisme arabe*. Paris, 1993, Fayard. 304 p.

Carré, Olivier. *Les Frères musulmans (1928-1982)*. Paris, Gallimard/Julliard, 1983. 235 p.

Carrère-d'Encausse, Hélène. *La politique soviétique au Moyen-Orient, 1955-1975*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975. 327 p.

Duchemin, Jacques C.. *Histoire du FLN*. Paris, La Table ronde, 1962. 330 p.

El Mechat, Samya, *Tunisie. Les chemins vers l'indépendance (1945-1956)*. Paris, L'Harmattan, 1992. 279 p.

Estier, Claude. *L'Égypte en révolution*. Paris, Julliard, 1965. 253 p.

- Ferro, Marc. *Suez. Naissance d'un tiers monde*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1982. 159 p.
- Frémeaux, Jacques. *La France et l'Islam depuis 1789*. Paris, Presses universitaires de France, 1991. 291 p.
- Gadant, Monique. *Islam et nationalisme en Algérie, d'après « El Moudjahid », organe central du FLN de 1956 à 1962*. Paris, L'Harmattan, 1988. 221 p.
- Gallissot, René. *Maghreb-Algérie, Classes et nation*. Tome 2. Paris, Arcantères éditions, 1987, 217 p.
- Gallissot, René et al.. *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*. Paris, Les Éditions ouvrières, 1978. 294 p.
- Gaucher, Roland. *Histoire secrète du PCF (1920-1974)*. Paris, Albin Michel, 1974. 704 p.
- Gelber, Yoav. *Palestine 1948*. Portland, Sussex Academy Press, 2001. 399 p.
- Hadhri, Mohieddine. *L'URSS et le Maghreb*. Paris, L'Harmattan, 1985. 211 p.
- Hamza, Hassine Raouf. *Communisme et nationalisme en Tunisie de la « libération » à l'indépendance (1943-1956)*. Tunis, Université de Tunis 1, 1994. 391 p.
- Harbi, Mohammed. *La guerre commence en Algérie*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1984. 205 p.
- Hasou, Tawfig Y. *The Struggle for the Arab World*. London, KPI, 1985. 228 p.
- Joesten, Joachim. *Nasser, the Rise to Power*. Westport, Greenwood Press, 1960. 224 p.
- Julien, Charles-André. *L'Afrique du Nord en marche*. Paris, René Julliard, 1952. 417 p.
- Julien, Charles-André. *Et la Tunisie devint indépendante... (1951-1957)*. Paris, Les Éditions Jeune Afrique, 1985. 217 p.
- Jurquet, Jacques. *La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*. Paris, Éditions du Centenaire, 1973. 283 p.
- Kaddache, Mahfoud. *Histoire du nationalisme algérien (1919-1951)*. Alger, SNED, 1980. 1113 p.
- Kassir, Samir et Farouk Mardam-Bey. *Itinéraires de Paris à Jérusalem. La France et le conflit isralo-arabe. (Tome I : 1917-1958)*. Washington, Les livres de la Revue d'études palestiniennes, 1992. 294 p.

- Koulakssis, Ahmed. *Le Parti socialiste et l'Afrique du Nord, de Jaurès à Blum*. Paris, Armand Colin, 1991. 349 p.
- Lacroix-Riz, Annie. *Les protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington*. Paris, L'Harmattan, 1988. 262p.
- Laurens, Henry. *Le grand jeu : Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*. Paris, Armand Colin, 1991. 447 p.
- Lazar, David, *L'opinion française et la naissance de l'État d'Israël, 1945-1949*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, 298 p.
- Le Tourneau, Roger. *Évolution politique de l'Afrique du Nord musulmane*. Paris, Librairie Armand Colin, 1962. 503 p.
- Le Tourneau, Roger. *Histoire du Maroc moderne*. Aix-en-Provence, Université de Provence, 1992. 345 p.
- Madjarian, Grégoire. *La question coloniale et la politique du Parti communiste français (1944-1947)*. Paris, François Maspéro, 1977. 281 p.
- Mahsas, Ahmed. *Le mouvement révolutionnaire en Algérie, de la Première Guerre mondiale à 1954*. Paris, L'Harmattan, 1979, 363 p.
- Morris, Benny. *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*. Cambridge, Cambridge University Press, 1989. 380 p.
- Nagy, Laszlo. *La naissance et le développement du mouvement de libération nationale en Algérie (1919-1947)*. Budapest, Akadémiai Kiado, 1989, 172 p.
- Oved, Georges. *La gauche française et le nationalisme marocain (1905-1955)*. tome 2. Paris, L'Harmattan, 1984. 595 p.
- Perillier, Louis. *La conquête de l'indépendance tunisienne*. Paris, Robert Laffont, 1979. 305 p.
- Pervillé, Guy. *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*. Paris, Éditions A. et J. Picard, 2002. 356 p.
- Raouf, Wafik. *Nouveau regard sur le nationalisme arabe, Ba'th et nassérisme*. Paris, L'Harmattan, 1984. 380 p.
- Sanbar, Elias. *Palestine 1948, l'expulsion*. Washington, Les livres de la Revue d'études palestiniennes, 1984. 234 p.

- Sivan, Emmanuel. *Communisme et nationalisme en Algérie (1920-1962)*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976. 262 p.
- Staline, Joseph. *Le marxisme et la question nationale et coloniale*. Paris, Éditions Norman Bethune, 1974. 400 p.
- Suliman, Hassan Sayed. *The Nationalist Movements in the Maghrib*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1987. 87 p.
- Thobie, Jacques. *Ali et les 40 voleurs, impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à nos jours*. Paris, Messidor / Temps Actuels, 1985. 371 p.
- Toumi, Mohsen. *La Tunisie pouvoirs et luttes*. Paris, Le Sycomore, 1978. 458 p.
- Vatikiotis, P.J.. *The History of Egypt, from Muhammad Ali to Sadat*. London, Weidenfeld and Nicolson, 1969. 528 p.
- Yaari, Arie. *Le défi national ; les théories marxistes sur la question nationale à l'épreuve de l'Histoire*. volume 1, éditions anthropos, Paris, 1978. 323 p.

Articles

- Aziz, M.A. « Origins of the Arab League ». *Pakistan Horizon*. 1955, vol. VIII, no 4. pp. 479-494.
- Ageron, Charles-Robert. « L'Algérie est ma patrie ». *Les collections de l'Histoire*, no 15. pp. 8-16.
- Droz, Bernard. « 1^{er} novembre 1954 : la Toussaint rouge ». *Les collections de l'Histoire*, no 15, pp. 22-28.
- Khalidi, Walid. « Plan Dalet: Master Plan for the Conquest of Palestine ». *Journal of Palestine Studies*, automne 1988. pp. 4-19.
- Kolakowski, Leszek. « Marxist Philosophy and National Reality ». *The Round Table*, no 253, janvier 1974. pp. 43-55.
- Löwy, Michael. « Marxists and the National Question ». *New Left Review*, no 96, mars-avril 1976. pp. 81-100.
- Mahafzah, Ali. « La France et le mouvement nationaliste arabe de 1914 à 1950 ». *Relations internationales*, automne 1979, no 19. pp. 295-312.
- Pervillé, Guy. « Combien de morts? ». *Les collection de l'Histoire*, no 15. p. 94-95.

- Pervillé, Guy. « La Révolution algérienne et la « guerre froide » ». *Études internationales*, 1985, vol. XVI, n°1. pp. 55-66.
- Pervillé, Guy. « La tragédie des harkis; qui est responsable? ». *Les collections de l'Histoire*, no 15, pp. 88-93.
- Schoneweg, Egon. « Differences and Similarities in North African Nationalism ». *International Journal of Politics*, 1977, vol VII, n° 3. pp. 29-64.
- Semidei, Manuela. « Les socialistes français et le problème colonial entre les deux guerres (1919-1939) ». *Revue française de science politique*, no 6, déc. 1968. pp. 1115-1153).
- Stora, Benjamin. « La gauche socialiste, révolutionnaire, et la question du Maghreb au moment du Front populaire (1935-1938) ». *Revue française d'histoire d'Outre-Mer*, vol LXX, nos 258- 259, 1983. pp. 57-79.
- Stora, Benjamin. « Populisme et nationalisme dans la genèse du FLN algérien ». *The Maghreb Review*, Vol. 15 3-4, 1990. pp. 213-219.
- Winock, Michel. « 1957 : la campagne des intellectuels ». *Les collections de l'Histoire*, no 15. pp. 62-63.
- Wissa-Wassef, Cerès. « La Ligue des États arabes face aux conflits inter-arabes ». *Politique étrangère*, 1973, vol. 38, no 1. pp. 51-83.

